

D.	Études	69
1.	Volatilité et croissance: une approche comparative par pays.....	69
2.	Évolution de la durée de travail au Luxembourg	77
2.1	Introduction	77
2.2	Comparaison européenne	77
2.3	Le travail à temps partiel	78
2.4	Analyse par branche	80
2.5	Conclusion	81
E.	Annexe statistique.....	82
F.	Index des tableaux et graphiques.....	115
G.	Annexe: Abréviations et Notations	118

A. Conjoncture internationale

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes

	Etats-Unis	Japon	EU25	Zone euro	Allemagne	France
	Variations annuelles en %, sauf taux de chômage (en % de la population active) et indicateurs précurseurs (par rapport aux trois mois précédents)					
Croissance du PIB en volume	T4 06	T3 06	T3 06	T3 06	T3 06	T3 06
dernier trimestre publié	3.5	1.7	3.0	2.7	2.8	1.9
moyenne sur les 4 derniers trimestres	3.4	2.4	2.6	2.4	2.3	1.7
Indicateurs précurseurs OCDE ¹	sept-06	sept-06	sept-06	sept-06	sept-06	sept-06
derniers trois mois	3.5	-1.0	3.6	3.2	5.5	2.8
Taux de chômage standardisé	déc-06	déc-06	oct-06	déc-06	déc-06	déc-06
dernier mois publié	4.5	4.1	7.6	7.5	7.9	8.5
un an avant	4.9	4.4	8.5	8.4	9.4	9.5
Taux d'inflation (prix à la consommation)	déc-06	nov-06	déc-06	déc-06	déc-06	déc-06
dernier mois publié	2.5	0.3	2.1	1.9	1.4	1.7
un an avant	3.4	-0.4	2.1	2.2	2.1	1.8
Taux d'intérêt à court terme	déc-06	déc-06	oct-06	déc-06	déc-06	déc-06
dernier mois publié	5.4	0.6	3.8	3.7	:	:
un an avant	4.5	0.1	0.1	2.5	:	:
Taux d'intérêt à long terme (Maastricht)	déc-06	déc-06	août-06	déc-06	déc-06	déc-06
dernier mois publié	4.6	1.6	4.2	3.9	3.8	3.8
un an avant	4.5	1.5	3.6	3.4	3.3	3.4
Cours de change (par EUR) ²	janv-07	janv-07				
dernier mois publié	1.30	156.2				
un an avant	1.21	140.0				

Sources: Eurostat, OCDE (Indicateurs précurseurs USA et Japon), FMI (inflation USA et Japon)

¹ EU15 au lieu de EU25

² Données au 31 janvier 2007

Etats-Unis

Le dernier trimestre de l'année 2006 a enregistré un rebond de la croissance, à 3.5% en rythme annualisé. Ce regain de dynamisme, en ligne avec les attentes des analystes, ne remet cependant pas en cause la tendance au ralentissement perceptible depuis le début 2006. En effet, le ralentissement du marché immobilier est bien réel – l'investissement résidentiel s'est replié pour le troisième trimestre consécutif – et les dépenses en capital des entreprises ont stagné, reflétant les difficultés des entreprises du secteur secondaire (industrie et construction). Confirmant ce mouvement, le PMI manufacturier est repassé sous le seuil de 50 (c'est-à-dire en-dessous de la zone d'expansion) en janvier 2007.

Cependant, le repli des prix pétroliers (allié aux conditions climatiques favorables) a contribué à stimuler la consommation des ménages, celle-ci bénéficiant en

outre du dynamisme toujours marqué des créations d'emplois¹ dans les services. Suite à ce bon dernier trimestre, le 1^{er} trimestre de 2007 est susceptible de marquer une correction à la baisse.

Du côté de la politique monétaire, la Fed a opté pour la poursuite du *statu quo* lors de sa réunion de fin janvier. D'un côté, l'inflation sous-jacente fait preuve d'une certaine modération. De l'autre, l'inflation générale, à 2.5% en décembre, continuerait à présenter un risque potentiel du fait que l'activité et l'emploi sont encore relativement dynamiques.

Sur les trois dernières années, la croissance américaine a suivi un sentier de croissance relativement régulier: en 2006, la croissance du PIB US s'élève ainsi à 3.4%, contre 3.2% en 2005 et 3.9% en 2004. Selon les différentes organisations internationales, la croissance attendue pour 2007 oscille entre 2.0 et 2.5%.

¹ Les créations d'emploi ont néanmoins subi un net affaissement en janvier 2007, passant à 100 000 environ, contre 200 000 en moyenne en novembre et décembre 2006.

Zone asiatique

Chine et Inde poursuivent leur croissance effrénée. L'Empire du Milieu affiche une croissance de 10.7% en 2006, soit la meilleure performance enregistrée depuis 1995 et la quatrième année consécutive de croissance à deux chiffres. La bonne récolte agricole (le secteur primaire reste très important dans la structure économique chinoise), mais plus encore les investissements et les exportations, ont permis cette accélération. En continuant sur ce rythme, la Chine devrait devenir la 3^{ème} économie mondiale (rétrogradant l'Allemagne à la 4^{ème} place¹) dès 2008. Ce développement ne se fait cependant pas sans difficultés, comme l'a évoqué le commissaire du Bureau national de la statistique, mentionnant "une relation irrationnelle entre investissements² et consommation, l'abondance de liquidité, la difficulté d'économiser l'énergie et de réduire les émissions polluantes". Le parent pauvre de ce développement reste la consommation des ménages, l'insuffisant développement du système de santé et de retraites incitant largement à l'épargne individuelle.

L'Inde quant à elle devrait connaître en 2006³ la croissance la plus forte de ces vingt dernières années, à quelque 9.2% selon les prévisions de l'Organisation centrale des statistiques. La demande croissante des classes moyennes en automobiles, machines à laver ou téléphones serait essentiellement à l'origine de ce dynamisme. Dans l'optique production, l'industrie manufacturière (+11% prévus sur la valeur ajoutée brute en volume), les services financiers (+11% aussi) et les services de transports et communications (+13%) sont les secteurs phares du développement indien.

L'économie nippone a ralenti depuis l'été 2006, sous l'impact d'une inflexion de la demande privée finale et malgré le dynamisme des exportations. L'investissement a ralenti, ce mouvement étant amené à perdurer au 4^{ème} trimestre 2006. Le gouvernement a changé son appréciation sur l'évolution de l'activité, évoquant la faiblesse de la consommation des ménages. Celle-ci est notamment contrainte par un revenu disponible des ménages qui a du mal à progresser. Le taux de chômage

est pourtant proche de son plus bas niveau depuis 8 ans, à 4.1% sur l'ensemble de 2006, mais d'autres facteurs (démographiques et fiscaux), viennent peser sur les ressources des ménages. L'inflation évolue maintenant en terrain positif depuis la mi-2006, mais reste faible (+0.3% sur un an en moyenne au dernier trimestre). Les marchés attendaient un relèvement des taux dès janvier 2007; celui-ci a été reporté, contribuant à la poursuite de l'affaiblissement du yen, qui connaît son plus bas niveau par rapport au dollar US et à l'euro depuis 1985.

Zone euro

Le PIB de la zone euro a progressé de 2.7% en 2006, contre 1.3% en 2005. Les prévisions des organisations internationales pour 2007 vont toutes dans le sens d'un ralentissement de la croissance, à plus ou moins 2%. Ce ralentissement attendu est lié à celui de la croissance américaine, avec un scénario du type "soft landing" outre-Atlantique. D'autres impacts négatifs devraient se faire ressentir au début 2007, comme celui du relèvement de la TVA en Allemagne, qui pourrait amputer une partie du pouvoir d'achat des ménages allemands⁴, associé à une politique budgétaire plus restrictive. Les résultats de l'inflation allemande en janvier ne témoignent cependant pas de pressions particulières, mais il est possible que celles-ci se matérialisent par la suite. En France, les baisses d'impôts directs devraient cependant favoriser le revenu disponible.

Quoi qu'il en soit, le ralentissement est largement annoncé par la plupart des indicateurs de conjoncture: baisse de la confiance des ménages (février) et tassement du climat des affaires (janvier) en Allemagne, baisse du climat économique dans la zone euro depuis novembre⁵.

L'inflation en janvier est restée pour le troisième mois consécutif à 1.9%, mais la situation globale sur le marché du travail⁶ présentant un risque à la hausse sur les revendications salariales, poussera la BCE à opérer un nouveau tour de vis sur les taux d'intérêt⁷, probablement le dernier du cycle de resserrement entamé fin 2005, avant de s'accorder une pause dont la durée dépendra de l'ampleur du ralentissement de l'activité.

¹ Les deux premières places sont occupées par les Etats-Unis et le Japon.

² Les investissements en capital fixe ont progressé de 24% en 2006 (l'objectif officiel est fixé à 18%).

³ L'exercice comptable indien court du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007.

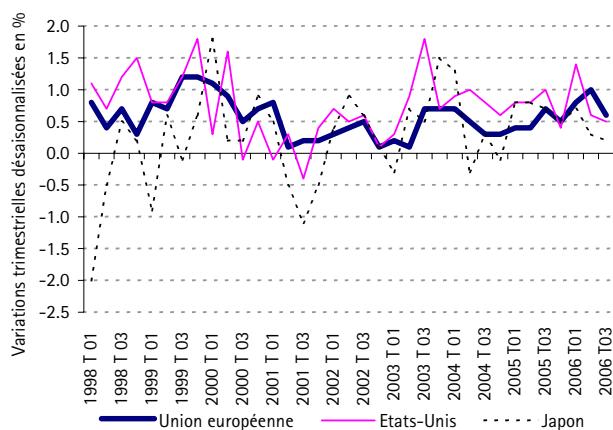
⁴ Ces derniers ont également anticipé certaines de leurs dépenses à la fin 2006, ce qui se répercutera négativement sur le début 2007.

⁵ L'indice PMI services (indice des directeurs d'achats) a néanmoins rebondi en janvier.

⁶ Créations d'emplois dynamiques, bien que plus modérées sur les derniers mois, et baisse du chômage.

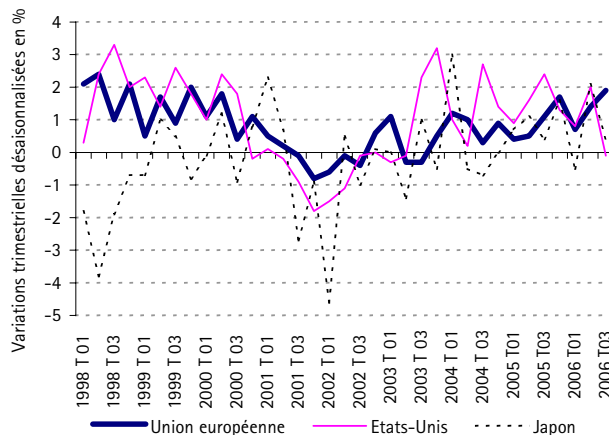
⁷ A priori au mois de mars 2007, étant donné la "forte vigilance" exprimée par le Président Trichet dans son discours de février.

Graphique 1: PIB



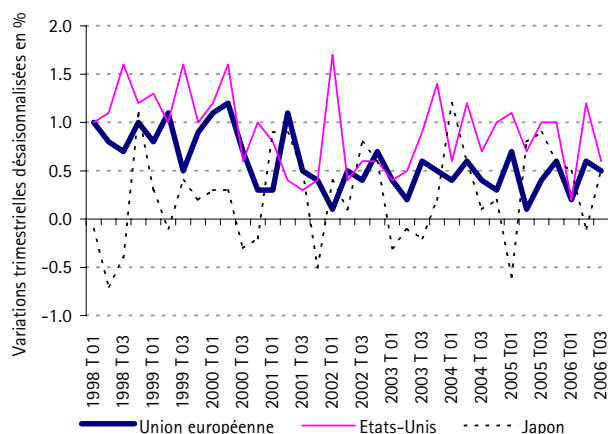
Source: EUROSTAT

Graphique 2: Formation brute de capital



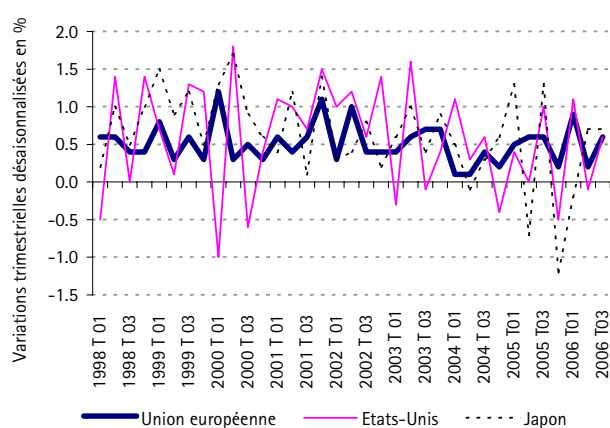
Source: EUROSTAT

Graphique 3: Consommation finale des ménages



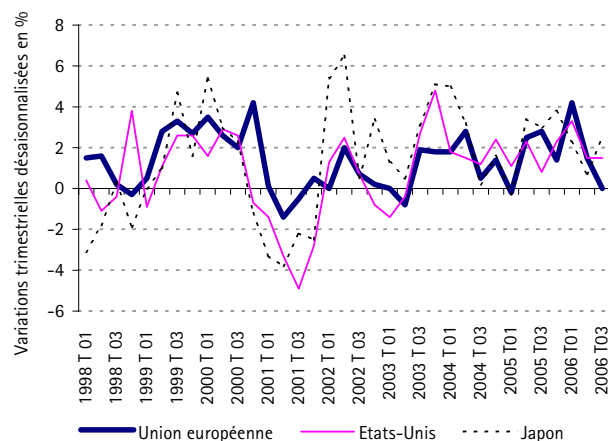
Source: EUROSTAT

Graphique 4: Consommation publique



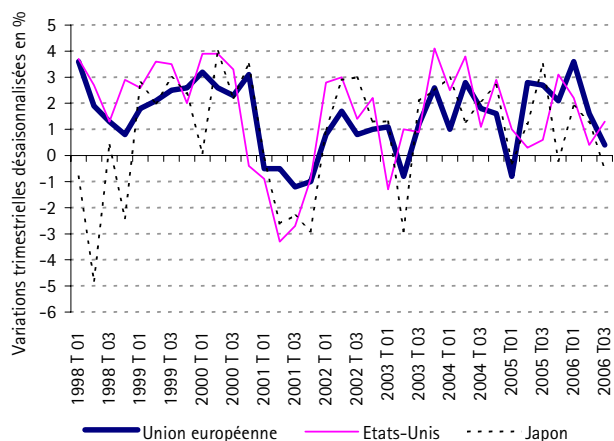
Source: EUROSTAT

Graphique 5: Exportations de biens et services



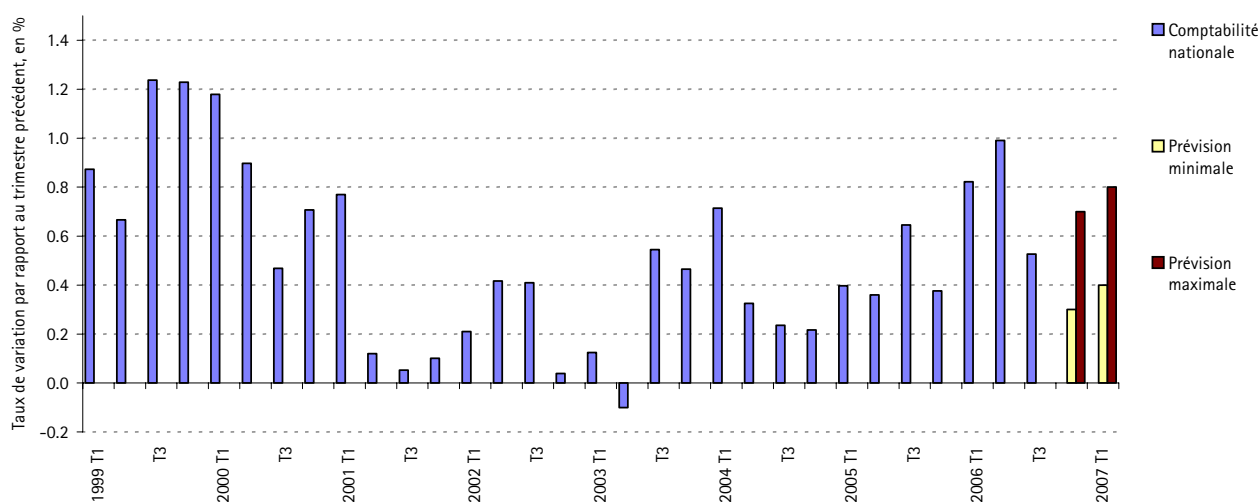
Source: EUROSTAT

Graphique 6: Importations de biens et services



Source: EUROSTAT

Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro



Source: EUROSTAT, Commission européenne (11 Janvier 2007)

Tableau 2: Indicateurs conjoncturels

	Indicateur du climat économique	Indicateur du climat économique	Indicateur de climat conjoncturel	IFO Geschäfts-erwartungen	ZEW Konjunktur-erwartungen	Indicateur de la Banque nationale de Belgique	Indicateur composite avancé	Indicateur composite avancé	Purchasing Managers Index
Source	Commission européenne	Commission européenne	Commission européenne	IFO	ZEW	BNB	OCDE	OCDE	ISM / Reuters
Zone observée	Zone Euro	Luxembourg	Zone Euro	Allemagne	Allemagne	Belgique	Zone Euro	Luxembourg	USA
Indicateur visé	PIB	Industrie	Industrie	Industrie avancé (court terme)	PIB avancé (court terme)	Industrie avancé (court terme)	PIB avancé (long terme)	PIB avancé (long terme)	Industrie avancé (long terme)
Moyenne à long terme (janvier 1995 - décembre 2005)	102.0	-6.5	0.06	95.7	41.2	-7.7	1.7	2.8	52.4
Minimum lors du dernier creux	88.0	-34.2	-1.31	87.2	-28.5	-26.5	-3.9	-12.6	41.1
2001	101.3	-15.5	-0.26	91.0	2.8	-12.8	-2.8	-9.6	43.9
2002	94.9	-22.5	-0.60	93.8	45.3	-9.5	3.1	6.8	52.4
2003	93.7	-17.0	-0.49	95.1	38.4	-15.3	2.3	2.3	53.3
2004	99.8	2.0	0.25	97.4	44.6	-2.8	3.4	9.1	60.5
2005	98.4	-10.9	-0.06	96.4	34.8	-10.0	1.1	0.6	55.7
2006	106.3	-11.2	1.01	103.4	38.0	3.3	4.0	13.1	54.9
janvier-06	101.8	-4.6	0.29	103.8	71.0	-4.4	4.0	13.5	54.8
février-06	103.2	-10.8	0.55	104.8	69.8	1.6	4.3	15.5	56.7
mars-06	104.0	-13.9	0.77	105.6	63.4	0.3	4.4	15.8	55.2
avril-06	106.4	-11.2	1.12	105.4	62.7	6.4	4.8	16.9	57.3
mai-06	107.4	-10.1	1.00	103.9	50.0	1.4	4.9	15.6	54.4
juin-06	107.8	-15.9	1.40	104.1	37.8	10.6	4.3	13.5	53.8
juillet-06	108.6	-12.8	1.31	102.6	15.1	5.6	3.5	11.0	54.7
août-06	108.5	-6.8	1.21	101.4	-5.6	3.3	3.0	8.9	54.5
septembre-06	108.9	-14.4	1.42	98.9	-22.2	5.0	2.5	6.7	52.9
octobre-06	110.0	-9.0	1.39	99.2	-27.4	2.4	2.4	5.5	51.2
novembre-06	109.9	-3.4	1.54	100.2	-28.5	4.1	2.2	4.7	49.5
décembre-06	109.8	-0.2	1.60	102.5	-19.0	2.4	1.9	...	51.4
janvier-07	109.2	-1.4	1.40	103.2	-3.6	1.1	...	...	49.3

Sources: comme indiquées

B. Conjoncture luxembourgeoise

Tableau 3: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise

	1985-2005	2005	2006 ²	2007 ³	2008 ³
			Taux de croissance en % (ou spécifié autrement)		
PIB à prix courants (en Mio EUR)	...	29 396	32 341	35 226	38 974
PIB en volume	5.1	4.0	5.5	4.5	5.0
Consommation finale des ménages et ISBLSM	3.7	3.4	3.1	1.2	2.7
Consommation finale des administrations publiques	5.0	4.8	1.9	2.3	1.4
Formation brute de cap. fixe (hors var. stocks)	7.1	2.2	9.6	6.9	6.9
Exportations de biens et services	7.3	8.0	14.8	9.9	9.2
Importations de biens et services	7.1	9.3	14.5	9.5	8.9
Emploi intérieur total ¹	3.3	3.0	3.8	3.7	3.5
Inflation (déflateur implicite de la consommation privée) ¹	2.3	3.6	2.7	2.1	2.3
Coût salarial moyen ¹	4.0	3.7	3.8	3.8	3.6
Taux de chômage (chômage inscrit, en % de la population active)	...	4.2	4.5	4.3	4.1

Source: STATEC, ADEM, IGSS (janvier 2007)

¹ Établis selon la méthodologie de la comptabilité nationale; ² Estimations et observations

³ Prévisions

1. Résumé et faits principaux

Une bonne année 2006, malgré un ralentissement qui s'esquisse

La croissance de l'économie en 2006 sera plus forte qu'en 2005. Cependant, l'analyse des comptes trimestriels montre que le pic d'expansion, c'est-à-dire le moment où l'accélération est maximale, a été atteint à la fin 2005. L'expansion constatée d'un trimestre sur l'autre a depuis perdu en vitesse, même si elle reste forte exprimée en variation annuelle.

Le PIB a cependant légèrement rebondi au 3^{ème} trimestre 2006, principalement sous l'impulsion de la demande extérieure liée aux exportations de services financiers. La demande intérieure en revanche a déçu. D'une part le recul des investissements a tiré les résultats vers le bas, mais ceci est relativement peu inquiétant si l'on considère la forte volatilité de cette variable, qui bénéficiera probablement d'un rattrapage par la suite. D'autre part, la consommation privée affiche une légère baisse (et une croissance très modeste sur l'ensemble des trois premiers trimestres). Cette évolution est un peu surprenante étant donné l'orientation positive de certains indicateurs (immatriculations de voitures neuves, moral des consommateurs, etc.) sur la même période, mais somme toute cohérente avec le caractère restrictif de certaines dispositions budgétaires adoptées et la quasi-stagnation observée sur le front du chômage.

Secteur financier et services aux entreprises monopolisent la croissance

Concernant l'activité par branches, la tendance va dans le sens d'une assise plus large de la reprise, en particulier sur le deuxième semestre (même si toutes les données ne

sont pas encore disponibles sur cette période), bénéficiant à certains secteurs jusqu'alors à la traîne. Les domaines des **transports** et de la **construction** en particulier affichent un meilleur profil, du fait de révisions à la hausse des données de base dans le premier cas et d'une croissance plus soutenue de l'activité dans le second.

Toutefois, le **secteur financier** et les **services aux entreprises** restent bien les piliers de la croissance en 2006, de par leur dynamisme et leur poids prépondérant dans l'économie.

Les services financiers bénéficient de deux facteurs favorables.

En premier lieu, celui de la bonne marche des principales places boursières, qui se sont bien reprises après une nette inflexion en mai-juin 2006. La remontée des cours boursiers, observée depuis la mi-2003, a des retombées directes sur l'attractivité des marchés d'actions et par-là même sur les commissions des intermédiaires financiers. De plus, cette croissance boursière est plus lente que celle enregistrée à la fin des années 90 (à l'époque de l'engouement euphorique pour la "nouvelle économie"), peut-être parce que mieux reliée aux fondamentaux économiques, un point rassurant sur le plan de la pérennité de la reprise actuelle.

Le second facteur a trait au développement de l'industrie des fonds d'investissement, qui relève d'une évolution de type structurel: la progression des actifs nets d'OPC en 2006 n'est due que pour un sixième environ à celle des marchés financiers (autrement dit des indices boursiers), l'essentiel étant constitué par de nouveaux apports en

capital. Le changement structurel qui est en train de s'opérer montre d'une certaine façon que les acteurs du secteur ont su développer, avec succès, de nouvelles stratégies face aux modifications, nombreuses sur les dernières années, de l'environnement réglementaire international.

Hors secteur financier, les services marchands font la part belle aux activités juridiques, comptables et conseil de gestion (qui profitent du développement du secteur financier) et aux activités immobilières, très dynamiques en 2006 sur l'immobilier de bureaux, là encore grâce au dynamisme conjoint du secteur financier et des services aux entreprises.

La production de l'industrie marquera une progression d'environ 2% en 2006, en grande partie grâce à la sidérurgie. Hors sidérurgie en effet, les résultats montrent plutôt une stagnation, un moindre mal si l'on considère l'arrêt, total ou partiel, de la production dans plusieurs usines en cours d'année. La hausse de la production sidérurgique se répercute positivement sur les exportations de marchandises, qui montent en puissance vers les NEIA (nouvelles économies industrielles d'Asie) et les pays d'Europe de l'Est.

Hors indexation, peu de pressions à la hausse sur les salaires

Selon l'Indice des Prix à la Consommation National, l'inflation atteint 2.7% en 2006 (contre 2.5% en 2005 et 2.2% en 2004).

Les prix de l'énergie, plus ou moins directement reliés avec ceux du pétrole, sont encore largement responsables de l'inflation en 2006 (ils contribuent pour un quart environ à la hausse des prix). Cependant, d'autres domaines viennent également peser plus lourd sur le budget des ménages, dans les domaines des services (entretien et réparations de véhicules, emploi de personnel domestique, maisons de retraite et de soins, repas au restaurant, crèches et foyers de jour pour enfants, services médicaux et voyages en avion pour citer les principaux), des loyers d'habitation (même si l'on constate plus de modération à partir du 2^{ème} semestre) et des produits accisables (Tabac et alcools).

Les salaires, ou plus exactement le coût salarial moyen, ne montrent pas (à l'image des autres pays de la zone euro) de signes de tensions particuliers, l'essentiel de leur progression étant du à celle de l'inflation, par le biais de l'indexation automatique.

Le chômage peine à refluer

L'emploi intérieur poursuit sa croissance, sans toutefois qu'on puisse encore parler de véritable "boom", comme celui que l'on a connu sur 1998-2001. Sans surprise, les secteurs qui embauchent le plus sont ceux qui montrent l'évolution la plus dynamique de l'activité: les services financiers et les services aux entreprises.

Malheureusement, les gisements d'emplois offerts par ces entreprises peinent à trouver des preneurs au niveau national, comme en témoigne la forte augmentation des offres d'emplois non-satisfaites (enregistrées par l'ADEM) dans ces domaines.

Le taux de chômage continue ainsi à progresser, certes modérément, mais en déconnexion avec la tendance générale à la baisse observée ailleurs en Europe. Les licenciements collectifs intervenus en cours d'année se sont répercutés avec retard sur les chiffres du chômage, avec un impact limité toutefois par la présence des personnels frontaliers concernés. Si une partie de la hausse du nombre de chômeurs s'explique également par des phénomènes non conjoncturels (comme le changement de législation concernant les travailleurs à capacité de travail réduite), la tendance de fond suggère un problème d'inadéquation entre les qualifications requises par les nouveaux emplois créés dans les services mentionnés ci-avant et celles de la majorité des personnes inscrites au chômage. Ce manque de qualification n'est cependant pas une explication exhaustive, comme en témoigne la pénétration accrue des travailleurs frontaliers dans l'ensemble des branches marchandes, que ce soit pour des emplois qualifiés ou non. L'amélioration conjoncturelle, bien que générale, reste concentrée sur certains secteurs d'activité en terme d'emploi, mais on peut espérer à terme, par effet d'entraînement, une diffusion mieux répartie.

Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches

Nace	Chiffre d'affaires en volume		Chiffre d'affaires en valeur		Résultat brut avant provisions ¹		Chiffre d'affaires en valeur		Emploi salarié
	Industrie	Construction	Commerce	HORECA	Transports et Communications	Secteur bancaire	Immo., location, informatique et R&D	Services fournis principalement aux entreprises		Services collectifs et domestiques
	10-41	45	50-52	55	60-64	65	70-73	74	85-93
	Taux de variation annuels en %								
1998	8.1	0.6	4.7	4.5	13.5	28.3	12.9	9.5	...
1999	1.5	3.8	2.2	6.4	19.5	-16.5	3.1	8.7	4.4
2000	5.1	4.4	12.6	2.8	14.5	21.5	32.1	9.2	7.6
2001	3.5	4.3	1.6	2.8	12.1	1.3	5.9	15.3	8.4
2002	2.4	2.0	2.4	2.1	0.2	5.7	-6.2	1.9	6.5
2003	3.6	1.2	23.3	-1.5	-3.5	-8.4	0.2	1.4	5.9
2004	3.9	-1.3	0.9	2.2	4.8	-7.6	2.2	8.2	6.0
2005	0.2	-0.3	-1.1	4.7	12.5	18.6	4.0	10.4	6.8
2006 ²	2.2	1.7	4.0	1.7	8.2	47.1	8.7	9.6	10.6
	Taux de variation trimestriels désaisonnalisés en %								
T1 03	-0.3	1.1	12.1	-4.9	3.2	-4.8	-1.8	4.8	5.9
T2 03	-0.6	1.2	6.3	-2.6	0.2	-9.9	0.1	15.0	6.0
T3 03	1.6	0.7	2.0	0.2	-8.0	-9.3	-0.3	-3.9	5.8
T4 03	0.8	1.6	3.2	0.9	-9.8	-8.4	2.5	-7.4	5.9
T1 04	2.3	-1.0	-3.8	4.1	3.3	-12.8	3.3	3.6	6.3
T2 04	1.6	-2.4	0.0	2.2	-1.5	-0.4	-1.3	6.3	6.3
T3 04	-1.4	0.0	-0.2	0.8	7.0	-6.3	6.7	3.9	6.1
T4 04	-0.4	-2.6	0.0	1.8	11.3	-7.6	0.6	17.4	5.1
T1 05	-1.0	-0.2	-2.4	3.5	8.0	6.3	-1.5	10.0	5.8
T2 05	0.7	2.4	-0.2	5.9	13.3	7.1	2.8	11.5	6.4
T3 05	3.6	1.0	3.2	3.9	18.8	20.0	1.1	19.6	7.1
T4 05	-1.4	1.1	0.1	5.4	10.6	18.6	12.5	3.3	7.8
T1 06	1.1	-2.0	1.3	2.6	8.9	69.9	7.8	8.1	8.9
T2 06	-1.1	1.2	0.6	1.5	7.8	41.8	6.4	12.5	11.8
T3 06	1.2	0.9	0.2	1.1	7.6	47.1	12.1	8.0	11.1

Sources: STATEC, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, BCL, IGSS

¹ Données trimestrielles: en cumul depuis janvier² Emploi salarié, chiffre d'affaires, secteur bancaire: 9 mois, autres: 10 mois

Tableau 5: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs

Activité	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire										
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	2.7	2.0	-2.1	-1.5	-0.2	1.4	3.9	...	...	1.9	1.8
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	0.1	4.3	-0.9	-1.5	2.8	2.7	4.8	...	...	3.6	0.8
Chiffre d'affaires en volume du commerce au total	2.0	9.4	4.3	4.4	-2.0	3.5	...	...	...	2.1	0.5
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail	3.0	8.0	1.3	0.2	3.4	1.1	...	...	...	1.5	1.9
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.9	3.1	3.2	2.9	2.8	2.4	1.5	2.0	2.3	2.0	2.7
Inflation sous-jacente	2.1	2.2	2.2	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1	2.3	2.2	1.9
Prix pétroliers	15.7	20.0	19.8	13.1	12.0	4.0	-9.0	-1.2	2.2	-2.9	17.7
Indice des prix à la production industrielle	5.5	7.5	7.4	10.5	9.2	9.5	10.6	12.0	...	10.7	2.7
Indice des prix à la construction ¹	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.7	2.7	2.7	2.7	3.1
Coût salarial moyen, par mois et par personne	4.0	3.8	3.1	3.4	3.3	3.7	...	...	...	3.5	3.8
Commerce extérieur											
Exportations de biens en valeur	4.3	16.7	8.7	5.9	10.6	10.2	8.3	7.4	...	8.6	3.6
Importations de biens en valeur	17.9	25.0	9.2	9.9	18.5	8.6	11.8	-5.2	...	4.4	9.0
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	3.9	4.2	4.4	4.4	4.2	3.9	4.1	4.0	4.0	4.0	3.5
Emploi national	1.9	2.1	2.1	2.0	2.0	1.8	1.9	1.8	1.8	1.8	1.7
Taux de chômage (en % de la population active, cvs)	4.2	4.2	4.3	4.3	4.3	4.4	4.5	4.5	4.6	4.5	4.4

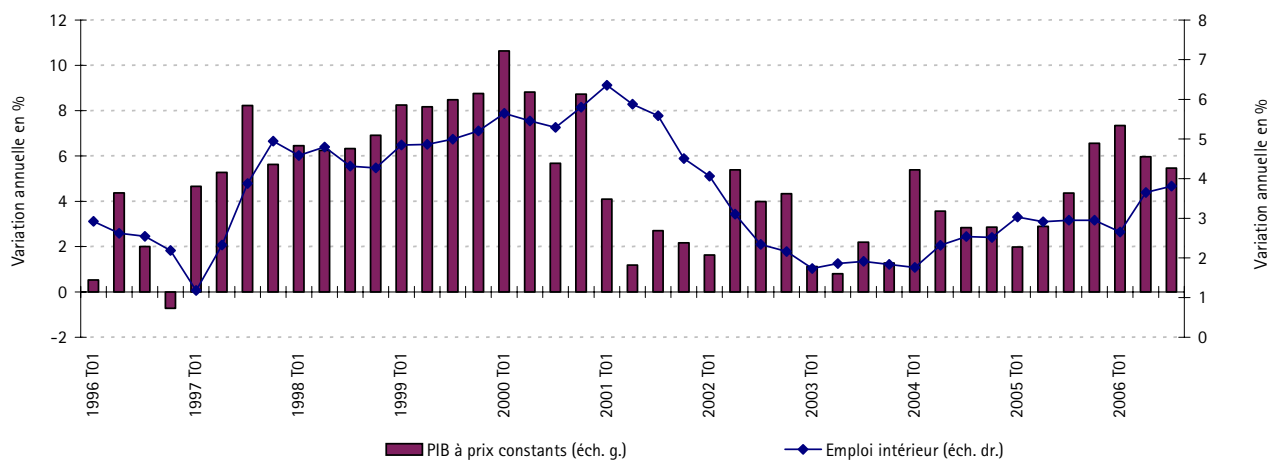
Sources: STATEC, IGSS, ADEM

Les données en italique sont des estimations, cvs- corrigé des variations saisonnières

¹Estimations sur base de données semestrielles

2. Comptes trimestriels

Graphique 8: PIB et emploi



Source: STATEC

D'après la première estimation du STATEC, la croissance du PIB aurait atteint 5.4% au 3^{ème} trimestre 2006, par rapport au même trimestre de l'année précédente¹.

En données corrigées des variations saisonnières, la croissance ressort à 1.0% sur ce même trimestre (par rapport au 2^{ème} trimestre 2006). Ce rebond intervient après le résultat un peu décevant du 2^{ème} trimestre (seulement +0.7%, contre 1.4% au 1^{er}), lié entre autres à l'affaissement des marchés financiers au cours du mois de mai.

Concernant la **position dans le cycle**, le Luxembourg se situe toujours dans une phase de croissance, même si un ralentissement s'est fait ressentir, comme dans la zone euro et encore davantage aux Etats-Unis (le 4^{ème} trimestre a tout de même créé la surprise Outre-Atlantique, avec une croissance de 3.5% en rythme annuel). L'emploi intérieur reste sur un sentier de croissance dynamique, avec une progression annuelle proche de 4%; le 3^{ème} trimestre 2006 est certes légèrement moins bon que le deuxième², mais il serait prématuré de parler de retournement de tendance, surtout que les résultats du 4^{ème} trimestre sont susceptibles de marquer un rattrapage.

Services financiers et aux entreprises toujours portés par les courants ascendants

Sous l'**optique production**, cette meilleure conjoncture est le fruit d'une part d'un redressement des marchés d'actions à partir du mois de juillet mais également d'une

évolution positive de la valeur ajoutée pour l'ensemble des autres branches d'activités (hormis pour celle des services non-marchands).

Le dynamisme du secteur financier ressort très largement du point de vue de sa contribution à la croissance de la valeur ajoutée (à hauteur de 60% environ au 3^{ème} trimestre), suivi par les services aux entreprises (un peu moins de 30% sur le même trimestre). Ces deux secteurs se distinguent de manière positive et récurrente depuis le début de 2006 (cf. tableau 7). Sur l'ensemble des 3 premiers trimestres 2006, l'industrie apparaît comme le troisième pilier de croissance, principalement grâce au rebond de la production sidérurgique (cf. chapitre Activité sectorielle, p. 16).

Sous l'**optique dépenses** (cf. tableau 6), c'est essentiellement la composante extérieure (exportations-importations) qui renferme la majeure partie de l'expansion économique luxembourgeoise, via la progression remarquable des exportations de services financiers (cf. partie Relations extérieures, pp. 40-42).

La formation brute de capital fixe – c'est-à-dire les investissements dans le langage courant – a largement plombé la performance du 3^{ème} trimestre, mais il s'agit d'une variable très volatile.

¹ Cf. Statnews n°3/2007 du 09/01/2007

² L'emploi intérieur a progressé de 0.94% sur un trimestre (données cvs) en T3, contre 0.98% en T2.

Tableau 6: Contributions à la croissance du PIB – optique dépenses

	2006		
	T1	T2	T3
	En point de %		
Consommation privée	0.2	0.0	-0.2
Consommation publique	-0.1	0.0	0.0
FBCF	-0.7	0.1	-1.8
Exportations	1.6	1.3	3.8
Importations	0.3	-0.8	-0.7
Total (=PIB)	1.4	0.7	1.0

Calculs STATEC

Tableau 7: Contributions à la croissance de la VAB – optique production

	2006		
	T1	T2	T3
	En points de %		
Agriculture	0.0	-0.1	0.0
Industrie	0.2	0.2	0.1
Construction	0.0	0.0	0.0
Commerce, Horeca, Transports et communications	0.0	0.0	0.0
Services aux entreprises	0.3	0.4	0.3
Services non-marchands	-0.1	0.1	0.0
Services financiers	1.3	0.3	0.7
Total (=VAB)	1.7	0.9	1.1

Calculs STATEC

Quant à la consommation privée, elle ne montre pour le moment qu'une progression timorée (sa contribution est même négative sur le 3^{ème} trimestre). Cette évolution est un peu surprenante étant donné l'orientation positive de certains indicateurs (immatriculations de voitures neuves, moral des consommateurs, etc.) sur la même période,

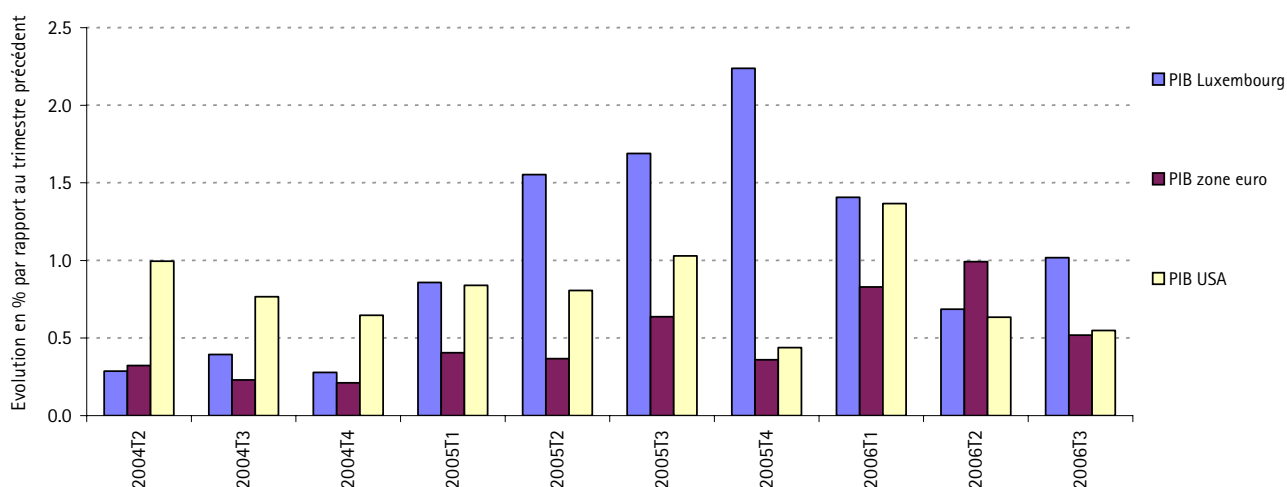
mais somme toute cohérente avec le caractère restrictif de certaines dispositions adoptées suite aux accords tripartites de printemps et la quasi-stagnation observée sur le front du chômage.

Quelle croissance pour l'année 2006?

Sur les trois premiers trimestres 2006, le PIB affiche une croissance annuelle de 6.2%. Il sera pourtant difficile d'atteindre une telle performance sur l'ensemble de l'année, ceci non pas parce que la conjoncture économique se serait retournée subitement à la baisse au 4^{ème} trimestre (les statistiques disponibles indiquent plutôt une poursuite de la reprise), mais en raison d'un effet de base défavorable. Plus précisément, il faut savoir que le dernier trimestre 2005 avait été particulièrement dynamique, en raison notamment d'un niveau très élevé d'investissements (lié à l'acquisition d'un aéronafe). Il est peu probable qu'on retrouve de nouveau ce cas de figure, à caractère exceptionnel, au 4^{ème} trimestre 2006, d'où un impact à la baisse dans la présentation des données en comparaison annuelle.

L'**acquis de croissance**, c'est-à-dire la croissance que connaîtrait le PIB en 2006 si le dernier trimestre (en données corrigées des variations saisonnières) ne montrait aucune croissance, est pour le moment de 5.4%.

En raison d'éléments positifs déjà connus sur le 4^{ème} trimestre (et notamment les bons résultats publiés pour le secteur financier), la prévision actuelle du STATEC pour 2006, à +5.5%, peut être considérée comme relativement prudente. Il faut cependant également prudence garder vis-à-vis de ces données des comptes trimestriels, pour lesquelles l'ampleur des révisions (ces dernières sont malheureusement, rappelons-le, inévitables) est encore mal connue.

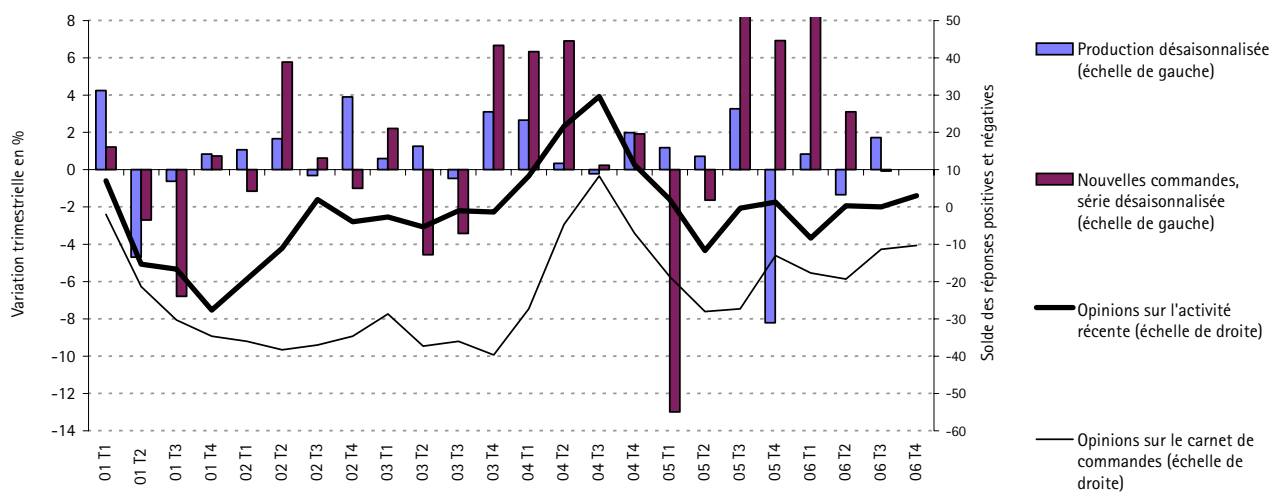
Graphique 9: PIB trimestriel, séries désaisonnalisées

Source: STATEC

3. Activité par branches

3.1 Industrie

Graphique 10: Activité récente dans l'industrie



Source: STATEC

Production: merci la sidérurgie

La production par jour ouvrable progresse de 2.2% sur les dix premiers mois de 2006. Elle s'accroît de 0.7% en données désaisonnalisées au 3^{ème} trimestre et le résultat d'octobre vient renforcer l'image, annoncée par les enquêtes d'opinions, d'une activité un peu plus soutenue sur la fin d'année.

Il reste que le résultat atteint pour 2006 montre dans le détail de fortes disparités entre les secteurs industriels. Les activités liées à la sidérurgie voient leur production bondir d'environ 25% par rapport à 2005. Cette progression record rattrape cependant la faiblesse relative du volume de production¹ en 2005 (-11% environ).

Hors sidérurgie, la production industrielle montre une stagnation en 2006: -0.2% sur l'ensemble des dix premiers mois de l'année. Deux phénomènes distincts expliquent cette moindre performance:

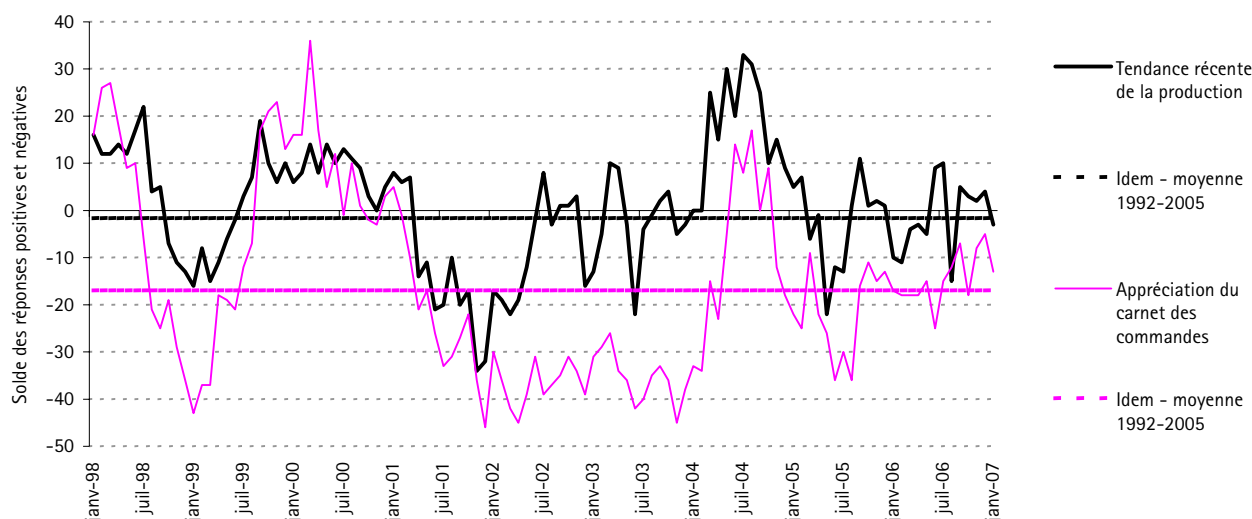
- tout d'abord, le léger repli de la production de biens d'équipements (-1.2%), après une excellente année 2005 (+11%);
- ensuite, une baisse prononcée (-5% environ) du côté des biens de consommation, qui résulte en partie de l'arrêt de la production dans deux entreprises au 2^{ème} trimestre.

Dans neuf branches sur dix-huit, la production a augmenté au cours des dix premiers mois de l'année. Comme souligné ci-avant, c'est la sidérurgie qui contribue le plus à la croissance totale de l'activité. Parmi les autres branches qui ont pu augmenter leur production sur la même période, il y a lieu de relever tout particulièrement le caoutchouc (+6% environ), la transformation des matières plastiques (+5%) et la première transformation de l'acier et fonderies (+5%).

Dans le bas du tableau, on retrouve les médiocres résultats de l'industrie extractive (-23%), les boissons et tabacs (-14%), la chimie (-9%) et le papier, carton, édition et imprimerie (-11%).

¹ Les années 2004 et 2005 se sont heureusement distinguées par une nette augmentation des prix de vente des produits sidérurgiques.

Graphique 11: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie



Source: STATEC

Tableau 8: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise

	1992-2005				2005				2006
	Moyenne	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Solde des réponses positives et négatives, sauf mention contraire									
Industrie									
Activité récente	-1.7	2.0	-11.7	-0.3	1.3	-8.3	0.3	0.0	3.0
Carnet des commandes	-17.0	-18.7	-28.0	-27.3	-13.0	-17.7	-19.3	-11.3	-10.3
Activité des prochains mois	-2.3	16.3	-2.7	-8.0	-6.0	2.3	-4.0	3.3	0.0
Durée de production assurée (en mois)	2.7	3.3	3.5	3.1	3.0	3.4	3.6	3.9	3.7
Construction									
Activité récente	-25.2	-43.3	-23.7	-20.0	-19.0	-51.7	-15.7	-18.3	-24.3
Insuffisance de la demande (en % des réponses)	18.2	33.3	25.3	26.7	25.7	27.7	18.0	19.7	24.7
Carnet des commandes	-32.1	-39.7	-25.7	-26.7	-18.0	-26.3	-30.0	-21.0	-34.7
Durée de production assurée (en mois)	4.3	4.6	4.4	4.5	4.3	4.3	4.2	4.1	3.7

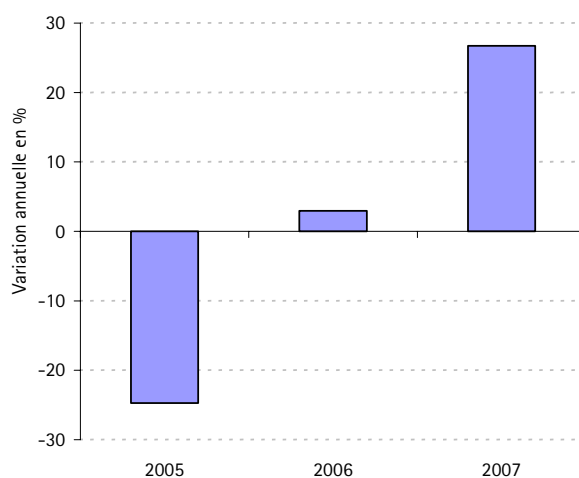
Source: STATEC

Perspectives plutôt favorables

Les enquêtes d'opinions du dernier trimestre 2006 montrent une orientation générale à la hausse des différentes composantes. Le jugement sur la tendance récente de la production et sur les carnets de commandes laisse croire à une amélioration, modérée toutefois, de la production industrielle sur la fin 2006. Les opinions semblent un peu plus réservées en ce qui concerne l'activité future.

Des signaux plus positifs proviennent également d'outre Moselle. La très forte hausse du moral des industriels allemands sur les derniers mois de 2006 pourrait en effet avoir des retombées positives sur la production grand-ducale étant donné que l'Allemagne représente environ un quart des exportations de biens¹ du Luxembourg.

Graphique 12: Évolution du montant des investissements (réalisés et prévus) dans l'industrie



Source: STATEC

¹ Ceux-ci étant essentiellement des biens intermédiaires, c'est-à-dire qui vont être utilisés dans le processus de production.

Investissements décevants en 2006, amélioration pour 2007

Les investissements des industriels luxembourgeois ont progressé de 3% environ en 2006, d'après l'enquête spécifique effectuée par le STATEC. Cette performance s'avère décevante si l'on considère le recul important des investissements industriels en 2005 et surtout si l'on regarde le chiffre qui avait été annoncé l'année passée (+15% pour 2006).

Les perspectives pour 2007 sont en revanche plus encourageantes. Les industriels misent en moyenne sur une hausse de leurs investissements d'environ 25%, un montant qui, s'il se réalisait effectivement, permettrait d'effacer en partie le déficit subi en 2005. Les industries de biens intermédiaires sont majoritairement à l'origine de ce rebond, mais les investissements devraient aussi gagner en dynamisme pour les industries de biens de consommation. Pour les biens d'équipements en revanche, la baisse attendue en 2007 est de l'ordre de 25% (tout comme en 2006).

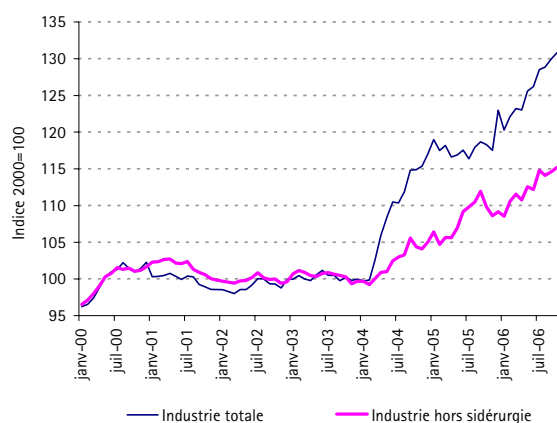
Des hausses de prix moins fortes en 2006

Les prix des produits industriels sont en hausse de 6,5% sur les 10 premiers mois de 2006. Cette progression, un peu moins élevée que lors des années précédentes (+9% en 2004 et +8% en 2005) est due essentiellement aux domaines de la sidérurgie, du travail des métaux et de

l'énergie. Pour les autres produits, les hausses sont en général très limitées (1% maximum sur la même période).

On peut envisager un renversement de tendance concernant les prix des produits industriels si l'on considère la modération des prix des matières premières sur les derniers mois, ce qui devrait logiquement freiner les prix sur la fin 2006-début 2007. Ce mouvement pourrait permettre aux industriels de revoir leurs marges à la hausse, à condition toutefois que le ralentissement attendu de la croissance (et donc de la demande en produits industriels) ne soit pas trop prononcé en 2007.

Graphique 13: Prix des produits industriels



Source: STATEC

3.2 Construction

Tableau 9: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable

	Année					2005				2006		
	2002	2003	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Variations annuelles en %					Variations trimestrielles désaisonnalisées en %						
Construction	2.0	1.2	-1.3	-0.4	1.5	1.6	2.4	1.0	1.1	-2.0	1.2	0.9
Bâtiment	1.2	0.6	2.9	1.5	1.5	2.0	2.4	1.3	0.8	-1.9	1.2	0.6
Génie civil	4.9	2.7	-14.2	-7.4	1.5	0.0	2.3	-0.3	2.1	-2.5	1.0	2.2

Source: STATEC

¹10 mois

Redressement de l'activité en 2006

La production par jour ouvrable montre un gain de presque 2% en 2006 (sur les 10 premiers mois). Ce résultat, qui concerne les heures travaillées déclarées par les entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête mensuelle d'activité, témoigne d'une amélioration notable par rapport aux deux années précédentes qui s'accompagnaient d'un recul de la production.

Cette amélioration se constate tant pour le domaine du bâtiment que pour celui du génie civil.

Corrigée des variations saisonnières, la production montre une augmentation continue sur les 4 derniers mois disponibles (juillet à octobre 2006), un mouvement qu'on peut qualifier de "bonne surprise" car les enquêtes d'opinions réalisées sur le deuxième semestre ne laissaient pas entrevoir une évolution aussi positive.

En effet, on constate plutôt une orientation à la baisse du moral des entrepreneurs à partir de l'été,

particulièrement en ce qui concerne les carnets de commandes et la durée d'activité assurée.

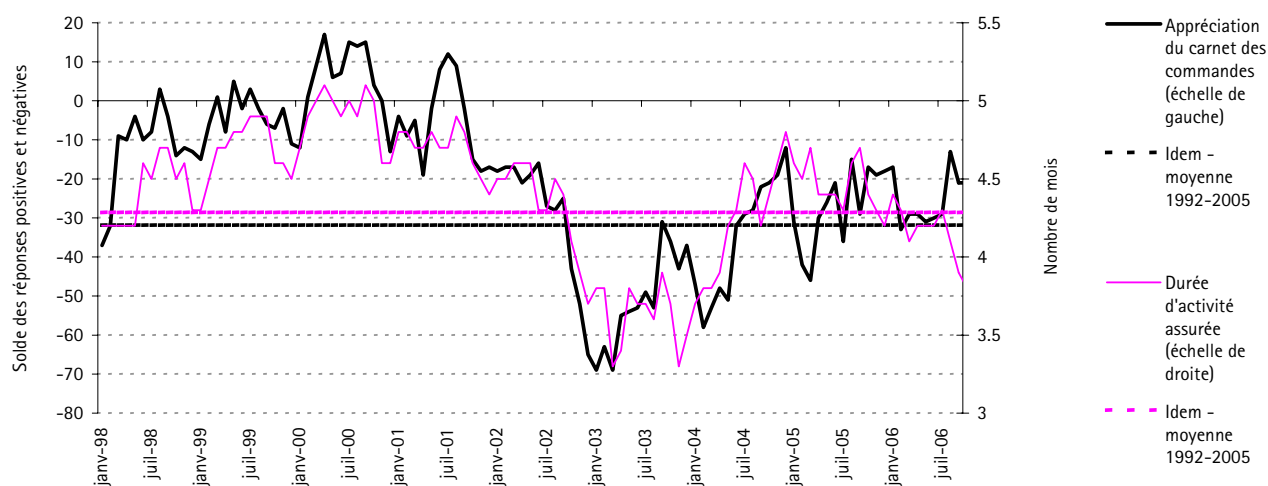
Perspectives à court terme incertaines

Les perspectives sont mitigées pour la fin 2006-début 2007. Comme cela a déjà été évoqué ci-dessus, le jugement des entrepreneurs sur leur activité s'affaïsse au cours des dernières enquêtes d'opinion, mais cette baisse ne se ressent pas pour le moment sur la production.

Le facteur climatique devrait jouer favorablement sur l'activité des mois d'hiver. En effet, les périodes de grand froid peuvent parfois obliger à mettre en stand-by certains chantiers, mais le Luxembourg (et l'Europe en général) a été largement épargné par les températures négatives cet hiver.

A plus long terme, le renforcement des autorisations de bâtir (en particulier dans le domaine non-résidentiel, voir ci-après) devrait participer à soutenir l'activité de construction.

Graphique 14: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction



Source: STATEC

Autorisations de bâtir: le non-résidentiel revient à la charge

Sur la base des trois premiers trimestres, le volume correspondant aux autorisations de bâtir délivrées montre une progression d'environ 45% par rapport à 2005. Ce net rebond est surtout à mettre sur le compte des projets de construction non-résidentielle, déjà bien orientés sur le 1^{er} semestre. Le mois d'août en particulier est marqué par un volume que l'on peut qualifier d'exceptionnel et qui correspond à un grand bâtiment destiné aux activités aéroportuaires.

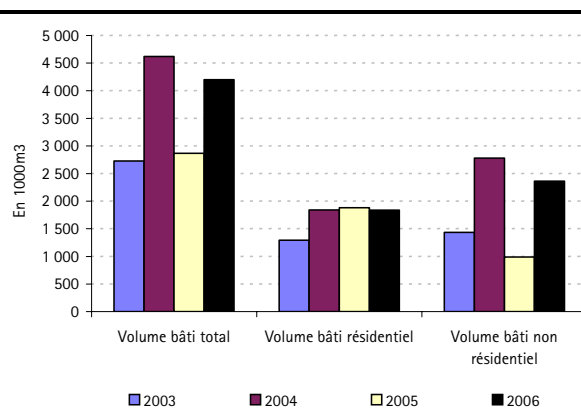
Le troisième trimestre vient donc conforter les résultats de la première moitié de 2006 et malheureusement aussi l'inflexion déjà perceptible en ce qui concerne la construction résidentielle. En terme de logements, ce reflux correspond à un ralentissement du nombre de maisons individuelles à bâtir- elles continuent à progresser mais sur un rythme deux fois moins élevé qu'en 2005 – et à une baisse du nombre d'appartements (de 5%, soit une centaine de logements).

Loyers et prix à la construction au ralenti

Les loyers, tels que relevés dans le cadre de l'indice des prix à la consommation, montrent une décélération nette depuis la fin 2005. Cette modération est plus notable pour les maisons et pour les garages que pour les appartements. Depuis l'été 2006, leur évolution rejoint celle de l'inflation sous-jacente, un point plutôt positif en terme de pouvoir d'achat des locataires.

Les prix à la construction évoluent également sur un rythme plus modéré. Que ce soit du côté du gros œuvre ou de celui des installations techniques et du parachèvement, les tensions inflationnistes semblent relativement contenues, d'autant plus que les prix des matières premières se sont largement appréciés sur les deux dernières années.

Graphique 15: Autorisations de bâtir à la fin du 3^{ième} trimestre

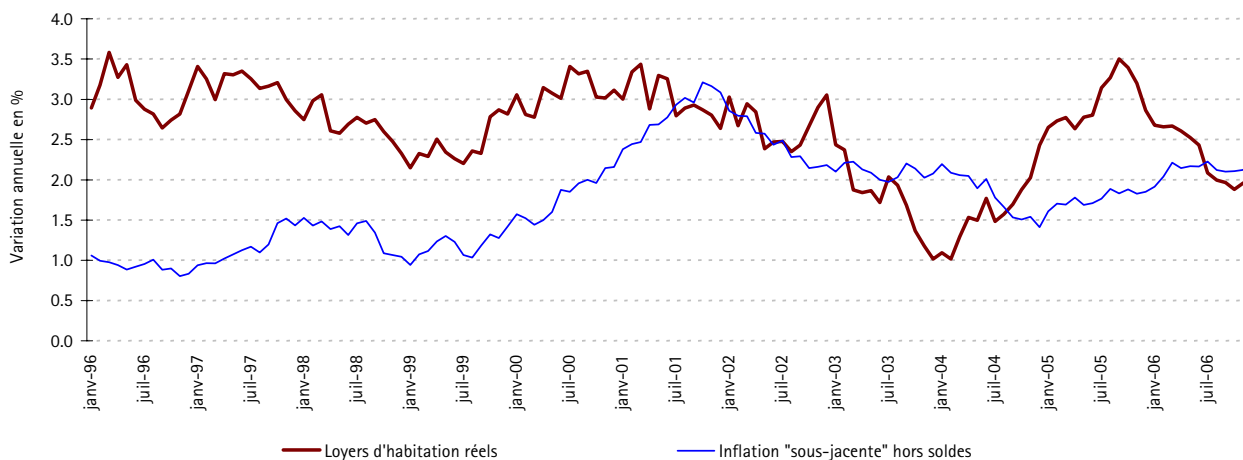


Source: STATEC

Immobilier de bureaux

D'après les données diffusées par Jones Lang LaSalle¹, l'immobilier de bureau a connu une année 2006 remarquable au Luxembourg. La prise en occupation a fortement progressé, avec un premier trimestre exceptionnel. L'année 2004, et encore plus le millésime 2005, avaient déjà montré le rebond du secteur privé, les années précédentes ayant été marquées par des transactions importantes avec les institutions européennes. En 2006, le secteur financier et les services aux entreprises représentent 70% de la prise en occupation, confirmant l'impact positif de l'amélioration conjoncturelle sur la bonne marche de l'immobilier non-résidentiel. Pour le négatif, on retiendra une pression à la hausse sur les prix (d'à peu près 5% en 2006), en ligne avec la diminution relative de l'offre: le taux de vacance est en effet passé de 6.4% à 4.2% en l'espace d'un an.

Graphique 16: Loyers d'habitation réels¹

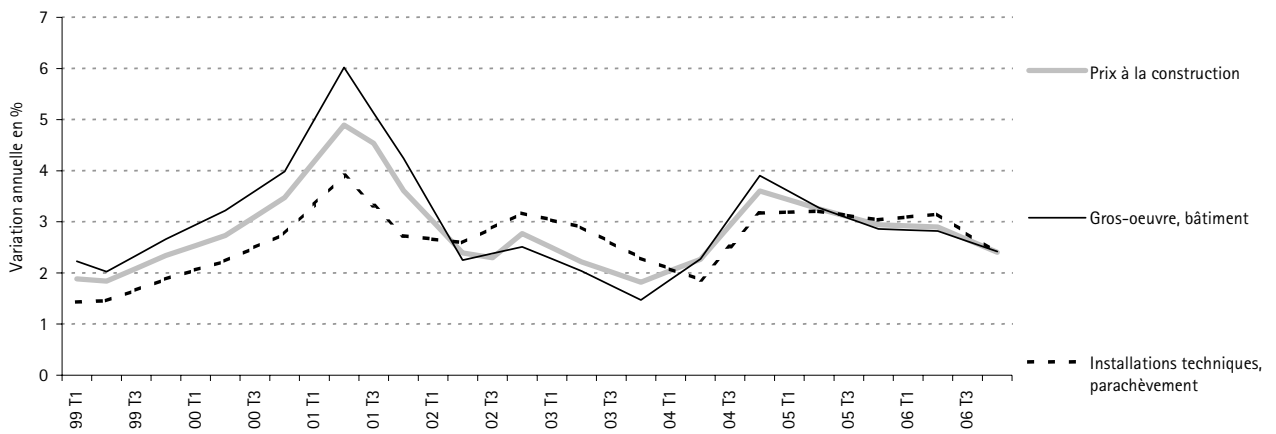


Source: STATEC

¹ Le terme "réels" ne s'apparente pas à une évolution en volume; il signifie qu'il s'agit des loyers, hors charges, effectivement payés par les locataires (les loyers imputés par les propriétaires sont donc exclus).

¹ Jones Lang LaSalle, City profile Luxembourg Q306, Novembre 2006.

Graphique 17: Prix à la construction



Source: STATEC

3.3 Commerce

Tableau 10: Évolution récente dans le commerce; chiffre d'affaires en volume

	Nace	Poids				Année
		2002	2003	2004	2005	2006 ¹
		En %				Variation annuelle en %
Commerce	50-52	100.0	23.3	0.6	-1.6	4.0
Automobile	50	16.2	16.1	1.0	0.0	3.2
De gros	51	67.2	28.8	0.6	-1.6	4.4
Détail	52	16.6	3.4	2.4	0.3	2.3

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

¹ 9 mois

L'amélioration se confirme

Les résultats de chiffre d'affaires¹ de la branche du commerce confirment au 3^{ème} trimestre l'orientation positive observée sur la première partie de l'année 2006.

Les trois composantes – commerce automobile, commerce de gros et commerce de détail – participent à cette amélioration.

Malgré un recul assez net des ventes de carburants, le commerce automobile arrive à tirer son épingle du jeu, grâce aux résultats plutôt satisfaisants des ventes de véhicules. Les nouvelles immatriculations (voir graphique 18) montrent en effet une progression d'environ 5% en 2006 (contre 5.5% en moyenne de 1996 à 2005), la nouvelle taxation sur les émissions de CO2 n'a pas nui au nombre de ventes, mais il est possible que les consommateurs se soient orientés vers des modèles moins polluants.

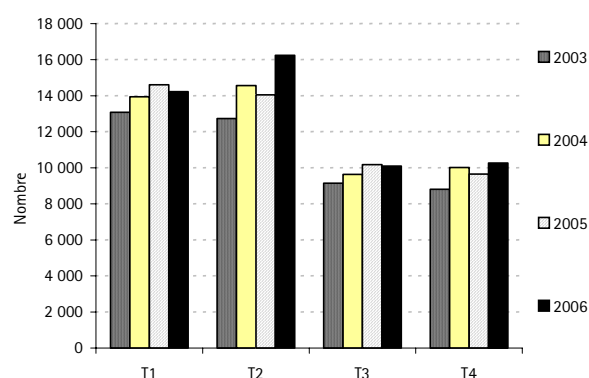
Le commerce de gros, qui représente les 2/3 environ de cette branche en terme de chiffre d'affaires, montre la meilleure performance sur les 9 premiers mois (+4.4%), aidé principalement par les ventes de biens intermédiaires non-agricoles². Le commerce de détail³ semble se remettre progressivement sur pied après deux années difficiles (avec un net passage à vide fin 2004-début 2005). Ce sont essentiellement les enseignes de la grande distribution qui mènent le mouvement, mais les magasins spécialisés (sauf dans l'alimentaire) ont également pu rebondir après une fin 2005 décevante.

¹ En volume, c'est-à-dire corrigés de l'évolution des prix de vente.

² Commerce de gros de carburants, de minerais et métaux, bois, matériaux de construction, produits chimiques, etc..

³ L'influence du commerce de détail est relativement limitée (un sixième environ du total de la branche commerce) mais son évolution est intéressante d'un point de vue conjoncturel puisqu'il est censé donner une tendance de la consommation privée (du moins pour la consommation de biens).

Graphique 18: Nouvelles immatriculations de voitures*



Source: STATEC

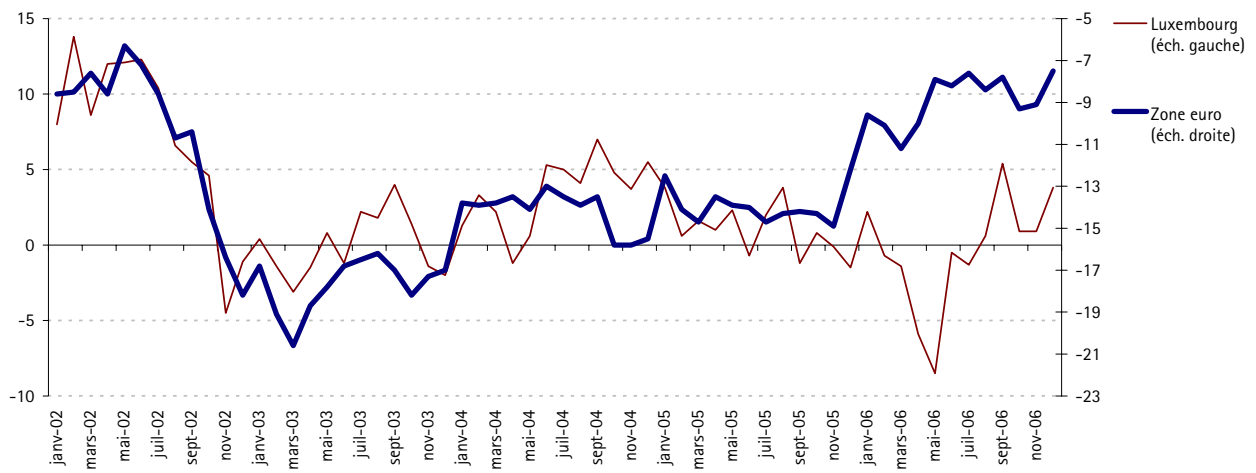
* particulières et commerciales

Confiance des consommateurs: pas encore au top

Le moral des consommateurs s'est substantiellement amélioré sur le deuxième semestre 2006, après avoir atteint son minimum en mai 2006. Ce redressement est principalement lié à des anticipations plus optimistes concernant la situation économique générale ainsi que l'évolution du chômage.

La confiance des consommateurs au Luxembourg est marquée en 2006 par un phénomène de décrochage par rapport aux autres pays de la zone euro (cf. graphique 19). Alors que les opinions évoluaient sensiblement de la même manière jusqu'à la fin 2005, il semble que certains événements nationaux lors du 1^{er} semestre 2006, avec notamment les annonces de licenciements dans plusieurs grandes entreprises et les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement en mai, ont eu un impact négatif sur les opinions des consommateurs. Cet impact n'a été que de courte durée, l'indicateur ayant fortement rebondi dès le mois de juin, mais il a apparemment contribué à creuser l'écart, déjà perceptible au 1^{er} trimestre, entre le Luxembourg et les autres pays de la zone euro.

Graphique 19: Moral des consommateurs – Comparaison avec la zone euro



Sources: BCL, Eurostat

3.4 Hôtels et restaurants

Tableau 11: Évolution récente dans l'Horeca: chiffre d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids		Année			2005				2006		
		2004	2003	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
		En %					Variation annuelle en %						
Hôtels et restaurants	55	100.0	-1.5	2.2	4.7	1.7	3.5	5.9	3.9	5.4	2.6	1.5	1.1
Hôtels	55.1	23.1	-6.4	0.7	4.9	1.4	1.8	6.2	5.1	5.7	2.1	0.0	2.3
Autres hébergements	55.2	2.2	-0.1	9.6	2.5	7.2	43.3	3.5	-11.4	11.7	11.8	14.2	1.1
Restaurants	55.3	46.9	0.0	2.8	3.9	2.1	2.9	4.9	4.5	3.4	2.5	2.2	1.6
Cafés	55.4	18.1	-4.9	-3.4	2.5	-0.8	-2.4	5.3	1.6	5.4	0.3	-3.0	0.5
Cantines et traiteurs	55.5	9.7	9.8	10.3	11.6	2.4	13.8	11.2	9.1	12.3	5.0	5.3	-2.9

Sources: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, STATEC
¹ 9 mois

Après une année 2005 exceptionnelle, les résultats du secteur de l'Horeca montrent une stabilisation de l'activité en 2006.

Sur la base des chiffres d'affaires en valeur, les professionnels du secteur enregistrent un gain de 1.7% sur les 9 premiers mois de 2006 (comparé à la même période de 2005), ce qui apparaît quelque peu décevant si l'on considère l'inflation (de 2.9%) sur la même période. Il faut cependant considérer l'année 2005 comme atypique, avec l'épisode de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne au 1^{er} semestre, dont la branche Horeca a sûrement été l'un des plus grands bénéficiaires d'un point de vue économique, si bien que les résultats du début 2006 subissent comme un contrecoup. A cet égard, la croissance de 1.7% du chiffre d'affaires, que l'on peut apparenter à une quasi-stabilisation sur les niveaux de 2005, apparaît comme un moindre mal.

Les hôtels, restaurants ainsi que les cantines et traiteurs montrent ainsi une inflexion par rapport à 2005. Les "autres hébergements" effectuent pour leur part un sursaut impressionnant sur le premier semestre 2006¹. Le fait que l'auberge de jeunesse de Luxembourg ait réouvert ses portes

pour l'été 2005, après une période de travaux, explique sans doute en partie cette évolution favorable (on constate en effet que l'évolution est beaucoup moins favorable au 3^{ème} trimestre pour la rubrique "Autres hébergements").

Les données de chiffre d'affaires réservent souvent des surprises du fait qu'elles sont l'objet de révisions parfois substantielles. Cet état de fait est lié à la présence d'un grand nombre de petites entreprises dans cette branche de l'Horeca, avec des données souvent parcellaires. Les résultats présentés ici doivent donc être considérés plus comme une indication de tendance que comme des résultats comptables au sens strict.

Les statistiques de fréquentation touristique, disponibles pour le moment jusqu'au mois d'août 2006, confirment globalement l'image de stabilité par rapport à 2005. Les arrivées et nuitées sont en léger repli sur l'ensemble du pays, même si la ville de Luxembourg, plus concernée que les autres communes par ce que l'on appelle le "tourisme d'affaires", arrive apparemment à tirer son épingle du jeu. Les campings enregistrent pour la 3^{ème} année consécutive une baisse de leur fréquentation, une tendance qui commence à devenir lourde.

¹ Leur faible poids n'a cependant que peu d'influence sur la performance globale de la branche Horeca.

3.5 Transports et communications

Tableau 12: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids							Année			2005			2006		
		2004	2000	2001	2003	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3		
		En %							Variation annuelle en %								
Transports et communications	60-64	100.0	18.2	9.9	-3.5	4.8	12.5	8.2	8.0	13.3	18.8	10.6	8.9	7.8	7.6		
Transports	60-63	58.4	22.7	5.8	-4.1	4.6	20.6	4.2	16.1	20.0	26.8	19.1	12.0	0.9	0.9		
Transports terrestres	60	16.6	10.2	11.4	2.8	5.7	10.6	9.1	10.5	1.2	6.8	23.7	3.4	10.5	13.2		
Transports par eau	61	20.6	28.2	2.7	-27.9	-20.4	67.1	-3.7	8.2	52.3	139.3	68.2	51.9	-25.6	7.6		
Transports aériens	62	13.7	25.9	4.0	0.4	10.2	16.4	3.2	19.8	20.9	14.3	11.9	4.0	2.8	2.9		
Auxiliaires du transport	63	7.5	20.4	12.9	9.5	9.8	10.1	14.8	16.1	12.2	7.2	6.9	23.0	13.2	9.2		
Communications	64	41.6	5.1	23.8	-2.6	5.2	0.6	14.4	0.9	2.2	4.7	-5.8	5.8	21.3	22.1		

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

¹ 9 mois

Tableau 13: Transports et communications: emploi salarié

Branche	Nace	Poids							Année			2005			2006		
		2004	2000	2001	2003	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3		
		En %							Variation annuelle en %								
Transports et communications	60-64	100.0	11.0	8.8	5.0	6.5	3.5	3.5	4.5	3.5	3.2	3.0	2.7	4.2	3.7		
Transports	60-63	83.1	11.7	10.5	4.9	4.7	4.1	4.0	5.3	4.1	3.5	3.4	2.7	4.9	4.4		
Transports terrestres	60	49.0	9.7	7.9	4.9	3.9	0.9	0.5	4.2	0.9	-0.4	-1.2	-1.0	0.4	1.8		
Transports par eau	61	10.4	42.9	33.9	15.6	24.6	28.5	19.1	31.4	29.2	29.2	24.3	16.0	23.9	18.4		
Transports aériens	62	13.3	10.7	4.5	3.1	0.9	0.9	3.8	0.2	0.7	0.1	2.8	2.5	3.5	5.4		
Auxiliaires du transport	63	10.4	10.9	20.4	0.9	0.2	2.9	4.3	-3.7	1.4	6.0	8.4	6.6	6.9	1.2		
Communications	64	16.9	8.4	2.2	6.1	16.7	0.9	1.1	0.2	0.5	1.6	1.2	2.6	0.5	0.0		

Source: IGSS (données corrigées)

¹ 9 mois

Après une très bonne année 2005, les entreprises de la branche des transports et communications montrent dans l'ensemble une orientation positive en 2006, avec de forts contrastes toutefois selon le type d'activité.

Transports

Les données de chiffres d'affaires pour la partie transports doivent être considérées avec un certain recul, l'évolution erratique de la sous-composante "transports par eau" venant souvent perturber la tendance générale. Celle-ci est très influencée par les résultats d'entreprises rattachées à ce que l'on appelle le "pavillon maritime luxembourgeois" et les "bateliers rhénans", mais qui n'exercent en fait aucune activité sur le territoire national. Hors transports par eau, la croissance du chiffre d'affaires des 9 premiers mois de 2006 atteint 6.6% sur un an.

Ce résultat se compare plutôt favorablement à la situation observée à la fin du 1^{er} semestre, qui laissait transparaître une stagnation par rapport à 2005. L'amélioration provient essentiellement de révisions à la hausse, d'une part des résultats des auxiliaires du transport et d'autre part, des activités de transports terrestres¹.

Les transports aériens, bien que toujours orientés à la hausse, montrent un net ralentissement par rapport à une année 2005 exceptionnelle. D'après les données de l'AEA (Association of European Airlines), Cargolux enregistre une baisse de plus de 5% de ses volumes de fret sur les 10 premiers mois de 2006 (ce qui n'est pas forcément contradictoire avec une hausse en valeur des prestations délivrées), tandis que Luxair voit le nombre de passagers diminuer de près de 3.5% sur la même période. Les compagnies affiliées à l'AEA voient leur nombre de passagers augmenter de 4.5% en moyenne sur cet intervalle (+2.7% pour le fret).

Du côté du port de Mertert, les données disponibles pour le 3^{ème} trimestre 2006 viennent conforter le constat d'un léger recul des transbordements par rapport à l'année passée. Malgré la hausse des importations et exportations de produits sidérurgiques (en lien avec le redressement de la production industrielle sur 2006), l'activité est toujours marquée par la baisse tendancielle des transbordements de clinker de ciment, de charbon, de matériaux de construction ou de produits agricoles. A l'issue des 9 premiers mois, le trafic fluvial du port de Mertert baisse de 4.4% sur un an. Ce recul est toutefois presque entièrement compensé, en terme de volumes, par la hausse du trafic terrestre effectuée dans le complexe portuaire.

¹ Concernant ces derniers, la révision à la hausse était attendue (cf. Note de conjoncture n°2-06, p. 31). Ce type de phénomène est relativement fréquent, et d'ampleur variable, lorsque l'on a affaire à des sources de type administratif.

Tableau 14: Transports: variables annexes

Statistique	Année				2005				2006		
	2003	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Variation annuelle en %										
	Tonnes										
Chemin de fer: transport	6.3	-1.5	-31.9	16.9	-37.7	-35.2	-27.7	-26.5	19.3	14.5	...
Port de Mertert: transbordement	-15.2	2.9	-9.3	-4.4	-10.1	1.4	-6.8	-22.4	-5.9	-0.9	-6.9
Exportations	-34.3	-7.3	-9.1	-8.9	6.4	14.2	-21.2	-28.5	18.3	-27.8	-14.5
Importations	-7.4	5.9	-9.3	-3.3	-13.3	-1.4	-2.3	-20.5	-11.7	6.1	-5.1
Aéroport de Luxembourg: total fret	13.4	8.5	4.2	-1.0	8.2	6.4	-1.3	3.9	-4.5	-3.8	5.3
	Nombre										
Aéroport de Luxembourg: total passagers	-4.0	4.2	3.4	2.7	-0.1	5.3	4.2	3.3	1.5	4.4	2.0

Sources: SNCL, Société du port fluvial de Mertert, Administration de l'aéroport

¹Chemin de fer: 6 mois, Port de Mertert et Aéroport de Luxembourg: 9 mois

Communications

Après quatre années de performances plutôt modestes, le secteur des communications présente un meilleur profil en 2006, avec un chiffre d'affaires en progression de plus de 20% sur l'ensemble des trois premiers trimestres. Ces données ont cependant fait récemment l'objet de

révisions: à la baisse pour les activités de poste et courrier et à la hausse pour celles relatives aux télécommunications. Ce sont ces dernières qui génèrent l'essentiel de la progression sur 2006, à la fois pour les services liés aux télécommunications satellitaires et pour ceux de la téléphonie, les services de poste et de courrier accusant pour leur part un léger recul.

3.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises

Tableau 15: Services marchands divers: tableau de synthèse

Branche	Nace	Poids		Année			2005				2006		
		2004	2003	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
		En %											
		Variation annuelle en %											
		Chiffre d'affaires nominal											
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	0.3	1.2	5.7	7.0	-1.5	2.8	1.1	12.5	7.8	6.4	12.1
Activités Immobilières	70	28.9	1.3	10.3	-1.8	17.5	-8.8	6.4	-7.4	2.0	10.5	9.3	32.7
Location sans opérateur	71	13.9	3.7	0.8	16.7	1.6	23.7	14.8	13.2	16.0	0.3	2.9	1.6
Activités informatiques	72	22.4	-2.3	-5.9	5.5	2.2	-2.9	-8.3	8.3	23.4	9.2	4.1	-7.2
R & D	73	34.8	0.1	0.4	6.2	4.0	1.4	6.9	-0.9	18.1	4.4	4.5	3.0
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	1.4	8.2	10.4	9.6	10.0	11.5	19.6	3.3	8.1	12.5	8.0
		Emploi salarié											
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	2.2	0.3	4.2	4.5	1.5	3.2	6.1	5.9	6.2	4.6	2.8
Activités Immobilières	70	16.4	3.8	-0.6	7.7	6.7	5.3	9.0	8.9	7.7	8.4	6.2	5.6
Location sans opérateur	71	8.5	22.1	5.5	-1.8	12.0	-2.1	-1.4	-3.2	-0.6	6.2	12.8	16.9
Activités informatiques	72	43.2	-0.5	-0.9	7.2	3.6	2.9	5.8	11.1	9.0	7.8	3.1	0.1
R & D	73	32.0	0.8	1.2	-0.2	2.6	-1.5	-2.1	0.2	2.4	2.7	3.6	1.5
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	5.0	3.3	4.1	7.9	2.6	2.5	3.5	7.7	7.8	7.9	8.1
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion	74.1	29.9	6.5	1.2	-0.4	12.0	-2.5	-2.7	-1.1	4.5	10.0	12.1	13.8
Activités d'architecture et d'ingénierie	74.2	13.0	4.4	3.6	1.6	3.6	3.3	0.0	0.8	2.1	2.7	4.7	3.5
Activités de contrôle et analyses techniques	74.3	1.5	8.6	3.9	4.7	6.3	3.8	4.5	4.2	6.3	4.8	6.5	7.6
Publicité	74.4	3.3	5.7	11.1	0.3	4.1	2.5	2.0	-1.0	-2.1	0.6	4.4	7.2
Sélection et fourniture de personnel	74.5	18.9	1.3	6.6	12.6	10.3	9.5	10.6	11.6	19.3	11.7	8.1	11.1
Enquêtes et Sécurité	74.6	6.7	3.4	4.0	5.7	8.1	3.9	3.9	6.3	8.5	8.3	8.9	7.2
Activités de nettoyage	74.7	21.8	5.9	2.5	2.9	3.4	2.1	1.6	2.6	5.3	3.6	3.6	3.1
Services divers fournis principalement aux entreprises	74.8	5.0	9.0	0.5	10.5	8.3	4.0	8.5	13.2	15.9	15.3	10.5	-0.1

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS (données corrigées), STATEC

Les activités de cette branche vont connaître en 2006 une troisième année consécutive de croissance soutenue. En se basant sur les données de chiffres d'affaires en valeur, on observe également que cette croissance est allée *crecendo*, et les dernières données disponibles (i.e. du 3^{ème} trimestre 2006) ne montrent pas encore d'inflexion dans cette dynamique.

Parmi ces activités de services, il en est deux qui se distinguent nettement des autres, à la fois en terme de croissance relative et de contribution absolue: il s'agit des "**Activités juridiques, comptables et conseil de gestion**", qui bénéficient notamment de retombées positives liées à la bonne marche du secteur financier, et des "**Activités immobilières**" qui elles aussi profitent de la bonne conjoncture du secteur financier mais également des services en général¹. Elles enregistrent chacune une augmentation supérieure à 15% de leur chiffre d'affaires en 2006 (toujours sur la base des 9 premiers mois).

D'autres catégories, dont la contribution est beaucoup plus limitée eu égard à leur taille relativement petite, montrent également des performances plus que rassurantes d'un point de vue conjoncturel. Ce sont par exemple les activités de "Sélection et fourniture de personnel" (essentiellement composées par des sociétés de travail intérimaire) ou encore celles d'"Enquêtes et sécurité" (sociétés de sécurité, surveillance, gardiennage, etc.).

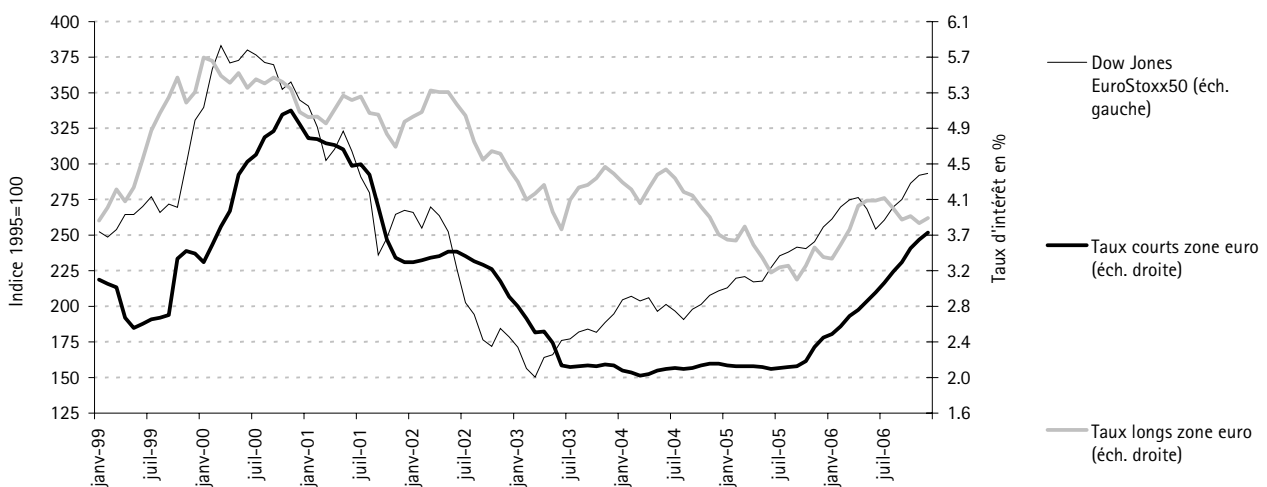
Moins heureuses en revanche sont les activités liées à la publicité et aux services informatiques. Il faut cependant considérer l'instabilité des données de chiffres d'affaires concernant ces deux domaines, en d'autres termes ne pas exclure d'éventuelles révisions ultérieures à la hausse.

Rappelons enfin que la branche "Immobilier, location et services aux entreprises", qui englobe une panoplie d'activités différentes, représente environ 20% de la valeur ajoutée de l'économie luxembourgeoise et 14% de l'emploi salarié intérieur.

¹ Voir la partie consacrée à l'immobilier de bureaux dans l'analyse de la branche de la construction, pp. 20.

3.7 Secteur financier

Graphique 20: Indicateurs financiers pour l'Europe



Source: EUROSTAT

Environnement financier international

Après un sérieux trou d'air en mai-juin, les grands **indices boursiers** européens et américains ont renoué avec la tendance haussière qui prévaut depuis la mi-2003. Sur l'ensemble de 2006, ces indices ont en général évolué plus favorablement que ce qui était prévu par les analystes en début d'année. Le CAC40 a par exemple progressé de 17.5%, le Footsie 100 de 11.1% et le Dow Jones de 16.3%. Quant aux banques européennes (source: Bloomberg), elles ont vu leurs cours en bourse s'accroître d'environ 20% sur la même période: les volumes d'activité importants, mais également les opportunités de consolidation (fusions, rachats, etc.) et les rumeurs qui entourent ce genre d'opération, ont contribué à doper les cours.

Concernant les **taux d'intérêt**, la BCE a relevé de 25 points de base (à 3.50%) le principal taux de refinancement en décembre 2006, jugeant qu'un risque planait toujours sur la stabilité des prix. La réunion de janvier 2007 du Conseil des gouverneurs a opté pour le *statu quo*, sans toutefois écarter la possibilité d'une hausse prochaine. Les pressions inflationnistes potentielles sont liées à l'amélioration de la conjoncture, avec une activité plus soutenue et une croissance qui se rapproche du potentiel, un pricing-power plus fort du côté des entreprises sans oublier les éventuels effets de second tour de la hausse du prix des matières premières sur les deux dernières années.

D'autres éléments jouent cependant en sens inverse: la possibilité d'un ralentissement aux Etats-Unis plus fort

que prévu, l'appréciation de l'euro, la (très) récente baisse du prix des matières premières, notamment du pétrole, et l'orientation restrictive des politiques budgétaires de l'Allemagne et de l'Italie (respectivement 1^{ère} et 3^{ème} économies de la zone euro).

L'euro s'est apprécié de quelque 7% par rapport au yen et d'un peu plus de 6% par rapport au dollar depuis le début 2006, avec un **taux de change** de la monnaie unique qui s'est récemment aventuré au-dessus du seuil 1.30 USD. Le ralentissement qui se confirme aux Etats-Unis devrait continuer à jouer à la baisse sur le billet vert, via une politique monétaire plus expansionniste (i.e. de baisse des taux d'intérêt).

Banques

L'année 2006 restera dans les mémoires comme un excellent millésime pour l'activité bancaire du Luxembourg. Les résultats disponibles témoignent d'un dynamisme que l'on n'avait plus observé depuis 2001.

La **somme des bilans** atteint 844 Mia EUR à la fin du 3^{ème} trimestre 2006, soit une hausse de 11.3% sur un an¹. L'essentiel de cette progression vient du développement des crédits à la clientèle non financière, en lien avec des conditions de financements toujours relativement favorables, mais également du portefeuille de titres qui a bénéficié du dynamisme des marchés boursiers. Concernant la clientèle domestique, les crédits immobiliers accordés aux ménages sont restés bien orientés au 3^{ème} trimestre (depuis le début 2006, leur valeur progresse d'environ 14% sur un an).

¹ Selon les données provisoires de la BCL, l'encours à la fin décembre serait de 6.5% sur un an.

Tableau 16: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques

	2005	2006	Variation septembre 2005- septembre 2006	
		Septembre	en Mio EUR	en %
Créances interbancaires	397 636	417 386	19 750	5.0
Créances sur la clientèle	134 909	166 112	31 203	23.1
Portefeuille titres	202 706	234 141	31 435	15.5
Autres actifs	23 063	26 302	3 239	14.0
Total de l'actif	758 314	843 941	85 627	11.3

Source: Banque centrale du Luxembourg

L'enquête sur la **distribution du crédit bancaire**¹ (les dernières données disponibles concernent le 3^{ème} trimestre 2006) apporte plusieurs éclaircissements sur l'évolution récente de la conjoncture bancaire:

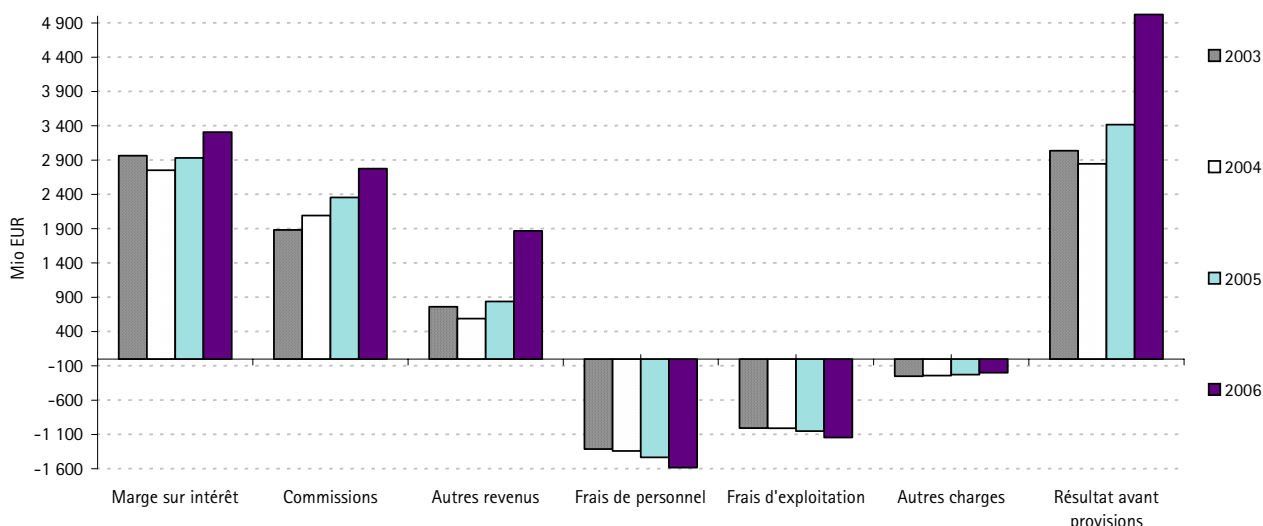
- Tout d'abord, les entreprises ont renforcé leur demande de financement sur les deux derniers trimestres, en lien notamment avec des projets d'investissement en capital fixe. A ce phénomène, en phase avec la reprise conjoncturelle, les banques ont répondu par un assouplissement des critères d'octroi. La confiance semble donc réciproque à ce niveau;
- On observe un peu le même mouvement concernant les crédits aux ménages destinés au logement. Face à une demande en hausse, les banques ont décidé en majorité d'assouplir leurs critères d'octroi. D'après l'enquête, cet assouplissement passe par l'allongement de la durée des prêts et l'augmentation de la quotité d'emprunt²: sûrement un bon point pour les

activités liées à la construction, mais un point négatif concernant le niveau d'endettement des ménages;

- Enfin, c'est plutôt le durcissement qui prévaut pour les crédits à la consommation accordés aux ménages. Face à la hausse de la demande pour ce type de crédits, les banques ont dans l'ensemble témoigné de risques accrus concernant la capacité de remboursement des emprunteurs.

D'après les chiffres provisoires au 31 décembre 2006 communiqués par la CSSF relatifs aux comptes de **profits et pertes**, l'activité bancaire a poursuivi une évolution favorable au cours du 4^{ème} trimestre 2006, pour conclure avec panache une très bonne année 2006. Le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois s'élève à 6 751 Mio EUR, soit une hausse de 49.6% par rapport à l'année 2005; hors produits exceptionnels, la performance reste plus que remarquable, avec un gain proche de 24% sur la même période.

Graphique 21: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du troisième trimestre



Source: Banque centrale du Luxembourg

¹ Cette enquête est menée par la BCL depuis 2002.

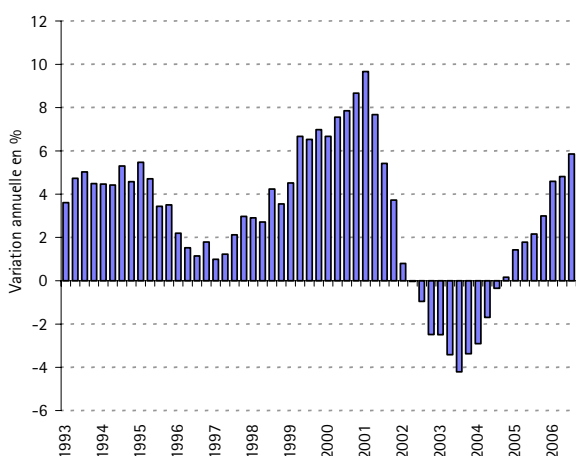
² La quotité d'emprunt est le rapport entre le montant emprunté et la valeur de la garantie sous-jacente, estimée ou appréciée à sa valeur de marché, généralement pris en compte pour les crédits de financement de biens immobiliers.

La marge d'intérêts connaît une progression substantielle de 23.7% (il faut remonter à 2001 pour trouver une performance comparable), fait qui témoigne d'une forte accélération sur les derniers mois de l'année puisque la marge d'intérêt montrait une hausse de seulement 10.8% à la fin du 3ème trimestre.

Les revenus de commissions montrent un gain de 14.4% en 2006 (contre 9.9% en 2004 et 16.0% en 2005), avec un climat boursier dans l'ensemble très favorable et propice aux opérations sur les marchés d'actions.

Enfin, toujours sur la base de chiffres provisoires, cette fois émanant de la BCL, l'emploi dans les établissements de crédits luxembourgeois s'élève au niveau record de 24 735 personnes au 31 décembre 2006, soit une hausse de 1.6% sur un trimestre (i.e. 381 emplois) et de quelque 6.5% sur un an (ce qui correspond à 1 500 emplois environ). L'emploi bancaire est en progression continue depuis la mi-2004 (cf. graphique 22), en ligne avec le redressement de l'activité des établissements de crédit de la Place.

Graphique 22: Emploi dans les banques



Source: BCL

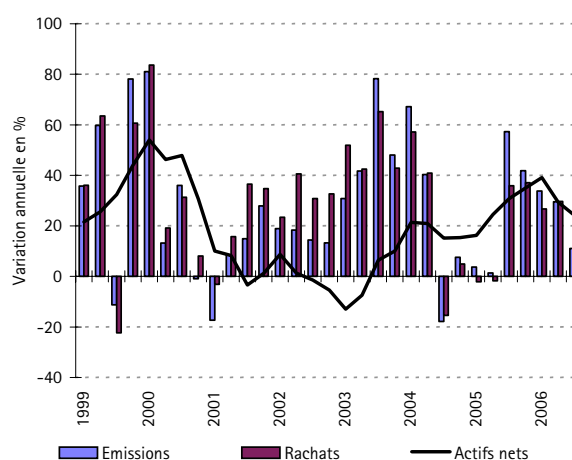
OPC

A la fin du mois de novembre 2006, le patrimoine net global des organismes de placement collectif atteint presque 1 800 Mia EUR, soit 22% de plus qu'un an auparavant. Si les variations dues à l'évolution des marchés financiers avaient eu un impact assez négatif en mai et juin, elles sont redevenues positives entre juillet et novembre 2006: elles ont en effet permis un

accroissement des actifs nets de quelque 70 Mia EUR, soit à peu près la même somme que celle générée par les seuls afflux de capital.

Ces données témoignent d'une conjoncture plus que favorable concernant le développement de ces activités: sur l'ensemble de l'année 2006, on peut espérer une progression d'environ 30% du patrimoine global net, contre 26% en 2005 et 18% en 2004. Ces données confirment aussi l'idée que le développement des OPC relève plutôt d'une évolution structurelle que conjoncturelle car la bonne tenue des marchés financiers n'explique pas à elle seule cette progression. En 2006 par exemple, elle n'y contribue qu'à hauteur d'un sixième environ, l'essentiel étant constitué de nouveaux apports en capital (émissions-rachats).

Graphique 23: Organismes de placement collectif



Source: BCL

Assurances

Selon le Commissariat aux Assurances, le 3^{ème} trimestre 2006 a été marqué par un ralentissement de l'encaissement des primes. Ce dernier s'est surtout fait ressentir du côté de l'assurance vie, plus précisément du marché belge de l'assurance vie, avec l'introduction au 1^{er} janvier 2006 d'une nouvelle taxation des primes¹ qui a eu des retombées négatives à partir du 2^{ème} trimestre.

Malgré ce phénomène, la croissance du secteur des assurances directes a pu se poursuivre en 2006: les primes encaissées enregistrent un gain de presque 20% en un an (sur la base des 3 premiers trimestres).

¹ A propos de cette taxe, lire notamment l'interview de Pol Glineur (avocat fiscaliste et maître de conférences à l'ULB) paru dans Geo Money n° 289, janvier-février 2006, disponible sur <http://www.master-finance.com/fr/Archives3.Asp?NumInc=534>.

3.8 Services collectifs et domestiques

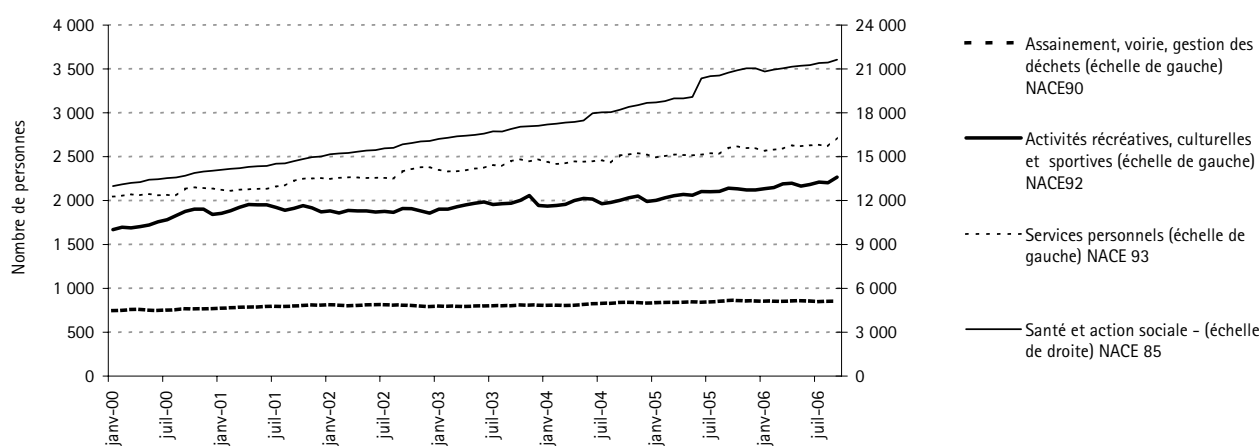
Tableau 17: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques

Branche	Nace	Part dans l'emploi salarié total					Année						
		2005		2003	2004	2005	2005			2006			
		2005	2003	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
		En %					Variation annuelle en %						
Santé et action sociale	85	6.9	7.0	7.3	11.7	8.0	9.1	8.0	13.1	12.7	11.2	11.2	4.4
Assainement, voirie et gestion des déchets	90	0.3	-0.6	2.7	3.1	1.2	3.8	3.3	1.7	2.8	2.1	1.7	0.8
Activités récréatives, culturelles et sportives	92	0.7	4.3	1.6	4.8	5.5	4.3	2.4	6.1	5.3	5.2	5.9	4.6
Services personnels	93	0.9	4.4	3.1	3.2	3.7	3.3	3.0	2.6	3.0	3.0	3.8	3.8

Sources: IGSS, STATEC (Données corrigées)

¹ 9 mois

Graphique 24: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000



Sources: IGSS, STATEC (Données corrigées)

Les activités regroupées dans cette partie ont apporté plus de 7.3% de valeur ajoutée à l'économie en 2005 et occupé presque 9% de l'emploi salarié total.

L'activité de cette branche évoluant principalement en fonction d'éléments non conjoncturels (dans le court et moyen terme du moins), les données concernant les chiffres d'affaires ne sont pas diffusées ou commentées dans cette publication.

Sur les neuf premiers mois de 2006, l'emploi dans l'ensemble de ces branches marque un certain

ralentissement par rapport à l'année passée (+7.2% contre +9.9% en 2005). Cette évolution est pourtant proche de celle enregistrée sur les années antérieures (+6.8% en moyenne sur la période allant de 2000 à 2004).

La forte progression de l'emploi dans la santé et action sociale (+8% sur les neuf premiers mois) vient toujours essentiellement des ateliers protégés et des mesures en faveur de l'emploi (60% des créations d'emploi dans cette branche), mais aussi des maisons de retraite et des crèches (presque 30%).

4. Inflation et salaires

4.1 Prix à la consommation

Évolution générale

Sur les trois dernières années, l'inflation a continuellement accéléré: le taux d'inflation (IPCN) est passé de 2.0% en 2003 à 2.7% en 2006. Alors que ce sont les prix des produits pétroliers qui ont entretenu l'inflation en 2004 et en 2005 (+12.7% resp. +18.6%), l'année 2006 se distingue par une croissance plus faible des prix de l'or noir (+10.4%) et par une accélération de l'inflation sous-jacente, qui tient uniquement compte des prix se formant sur le marché national (+2.1% après +1.8% en 2004 et 2005).

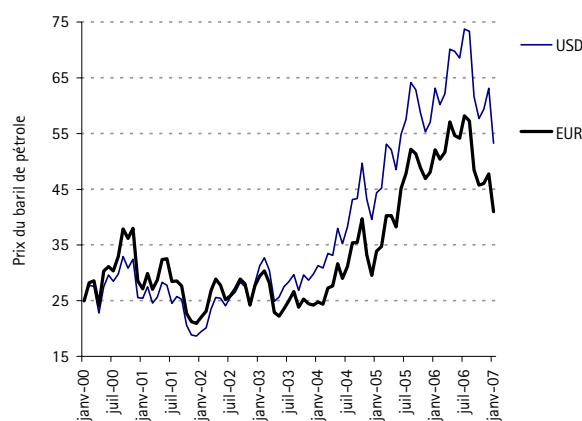
L'accélération de l'inflation sous-jacente par rapport à 2005 s'expliquerait surtout par les divisions "Biens et services divers" et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées", dont la contribution à la croissance a augmenté de 0.10 resp. 0.9 point de % par rapport à 2005, suivies des "Loisirs, spectacles, culture" et de la "Santé" avec +0.07 point de % chacune, les divisions "Logement, chauffage, éclairage" et "Transports" ayant en 2006 contribué moins à la l'inflation qu'il y a un an (-0.14 point en tout).

Pour l'ensemble de l'année 2006, les hausses de prix dans les divisions "Logement, chauffage, éclairage" (0.7 point de %) et "Transports" (0.6 point de %) expliquent la moitié de l'inflation. L'énergie a, à elle seule, apporté 0.67 point de % d'inflation en 2006 (contre 0.9 en 2005). La contribution à l'inflation des tarifs publics (hors électricité) a fortement augmenté en 2006. Elle passe de 0.05 point en 2005 à 0.18 en 2006. Les autres positions ayant contribué à l'inflation sont: l'entretien et réparations de véhicules, les loyers pour appartement,

l'emploi de personnel domestique, les maisons de retraite et de soins, les repas au restaurant, les crèches et foyers de jour pour enfants... (cf. encadré pp. 36-37).

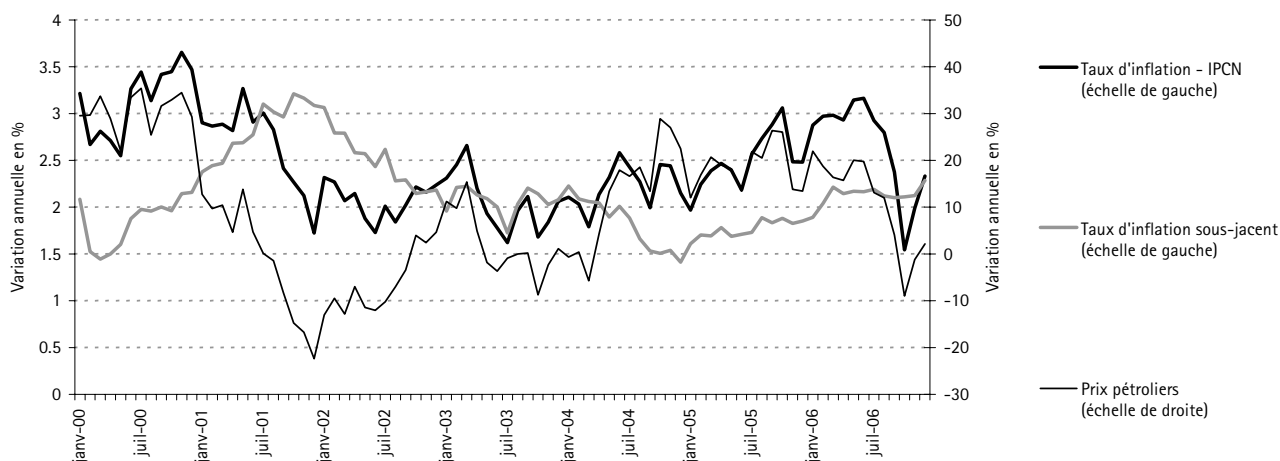
Au deuxième semestre 2006, le prix du baril de pétrole a fortement baissé (de 73.4 USD en août à 57.7 USD en octobre), ramenant le taux d'inflation à un niveau plus modéré au quatrième trimestre (2.0% contre 2.7% au troisième). L'inflation sous-jacente continue pourtant d'accélérer sur la fin de 2006 (2.3% en décembre contre 2.1% sur le reste de l'année), ce qui s'explique en partie par l'indexation des salaires et traitements intervenue au 1^{er} décembre 2006.

Graphique 25: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US



Source: STATEC

Graphique 26: Inflation et prix pétroliers



Source: STATEC

Tableau 18: Inflation selon les douze divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPC�)

Divisions	Taux d'inflation annuels (en % par rapport à la même période de l'année précédente)		
	Pondération (%) en 2006	Octobre 2005 à Décembre 2005	Octobre 2006 à Décembre 2006
Indice général	100.0	2.7	2.0
Indice des produits pétroliers	5.8	17.7	-2.9
Inflation sous-jacente	93.0	1.9	2.2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	13.8	2.2	2.9
Boissons alcoolisées, tabacs	4.1	2.9	2.8
Habillement et chaussures	5.7	0.6	0.3
Logement, eau, électricité, et combustibles	11.9	6.6	3.1
Ameublement, équipement ménager, entretien	11.8	1.6	1.8
Santé	2.0	1.3	2.5
Transports	20.6	3.6	1.0
Communications	2.2	-4.1	-2.1
Loisirs, spectacles, culture	10.1	1.5	1.5
Enseignement	0.6	5.1	2.4
Hôtels, cafés, restaurants	6.3	3.4	2.8
Autres biens et services	10.8	1.8	2.5

Source: STATEC

Comparaison européenne

Sur le dernier trimestre de 2006, les baisses des prix de l'énergie ont modéré l'inflation dans tous les pays européens. Dans la zone euro, le taux d'inflation passe de 2.1% au troisième à 1.8% au quatrième trimestre 2006. Chez les quatre principaux partenaires commerciaux du Luxembourg (à savoir: l'Allemagne, la Belgique, la France et les Pays-Bas) il passe en moyenne de 1.8% à 1.4%. Au Luxembourg, la baisse a été plus importante encore: de 2.7% à 2.0% sur la même période. Le Grand-Duché connaît donc toujours une inflation légèrement supérieure à celle de ses voisins européens, peut-être en ligne avec sa croissance économique plus dynamique.

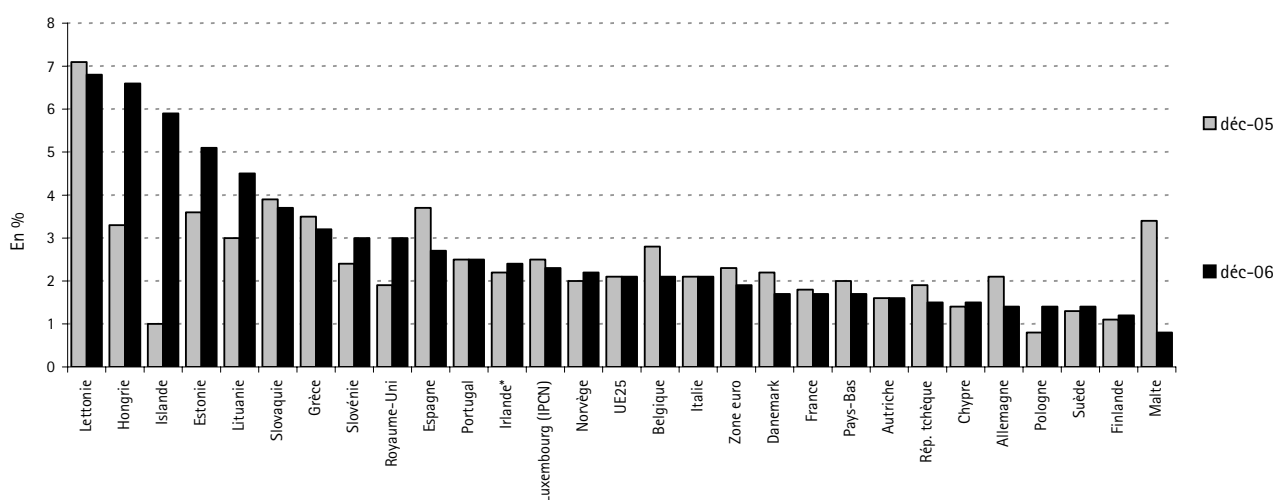
L'écart d'inflation entre la zone euro et le Luxembourg s'explique surtout par les deux divisions "Loisirs, spectacles et culture" et "Santé", qui notent une inflation de 1.6 points de % supérieure au Luxembourg. Pour quatre divisions, l'écart est même favorable pour le Luxembourg (enseignement, articles d'habillement et chaussures, transports et hôtels, cafés et restaurants).

spectacles et culture" et "Santé", qui notent une inflation de 1.6 points de % supérieure au Luxembourg. Pour quatre divisions, l'écart est même favorable pour le Luxembourg (enseignement, articles d'habillement et chaussures, transports et hôtels, cafés et restaurants).

Tableau 19: Inflation en Europe

Indices harmonisés	oct-06	nov-06	déc-06	2004	2005	2006
	Variation annuelle en %					
Luxembourg-IPCN	2.4	1.5	2.0	2.2	2.5	2.7
Luxembourg-IPCH	2.0	0.6	1.8	3.2	3.8	3.0
Union européenne (25 pays)	1.9	1.8	2.1	2.1	2.2	2.2
Zone euro (12 pays)	1.7	1.6	1.9	2.1	2.2	2.2
Allemagne	1.0	1.1	1.5	1.8	1.9	1.8
Belgique	1.9	1.7	2.0	1.9	2.5	2.3
France	1.5	1.2	1.6	2.3	1.9	1.9

Sources: EUROSTAT, STATEC (Luxembourg-IPCN)

Graphique 27: Inflation en Europe

Sources: EUROSTAT, STATEC

*Taux d'inflation de novembre

Tableau 20: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (décembre 2005)

Indicateur	Luxembourg	UE25	Zone euro	Belgique	Allemagne	Variation annuelle en %	
						France	Pays-Bas
IPCH (IPCN pour le Luxembourg)	2.3	2.1	1.9	2.1	1.4	1.7	1.7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3.3	3.0	2.6	4.3	2.5	1.8	2.1
Boissons alcoolisées et tabac	3.3	3.0	3.1	1.2	3.9	0.6	1.6
Articles d'habillement et chaussures	0.4	-0.2	0.9	0.6	0.3	0.7	1.5
Logement, eau, électricité et combustibles	4.3	4.9	3.6	4.0	2.5	3.9	5.0
Ameublement, équipement de ménage et entretien	1.9	1.0	1.2	1.3	0.4	1.2	0.5
Santé	3.3	2.0	1.7	1.1	1.0	3.8	4.0
Transports	0.9	1.3	1.3	0.7	0.7	1.6	0.6
Communications	-2.0	-1.8	-2.3	-1.8	-1.8	-1.2	-5.1
Loisirs, spectacles et culture	1.6	-0.1	0.0	0.7	0.1	-2.0	0.9
Enseignement	2.4	6.0	3.5	2.4	3.3	3.6	1.1
Hôtels, cafés, restaurants	2.5	2.9	2.7	1.9	1.3	2.5	2.7
Biens et services divers	3.0	2.6	2.3	2.8	1.0	2.9	0.5
IPCH hors énergie, alimentation, alcool et tabac	2.1	1.6	1.5	1.4	0.9	1.7	1.2

Sources: EUROSTAT, STATEC

Prévisions d'inflation

D'après les dernières prévisions mensuelles du STATEC (clôturées le 5 février 2007), l'inflation s'établirait à 2.0% en 2007 et à 2.2% en 2008. Ce ralentissement par rapport à 2006 s'expliquerait surtout par une stabilisation des prix pétroliers, l'inflation sous-jacente continuant à accélérer (cf. tendance récente de l'inflation sous-jacente, graphique 26).

• Hypothèses

Les prévisions d'inflation à court et moyen terme se basent principalement sur deux hypothèses: l'une concerne le rythme de l'inflation sous-jacente, l'autre le prix du pétrole.

L'hypothèse pour l'inflation sous-jacente est une hypothèse technique, c'est-à-dire un prolongement des tendances passées récentes (+0.17% de croissance mensuelle sur les deux dernières années).

Comme exposé dans la Note de conjoncture n° 2-05 (cf. pp. 37-38), le STATEC opte, depuis la mi-2005, pour un positionnement neutre vis-à-vis du prix du pétrole.

L'hypothèse de travail retient un prix du baril de pétrole fixe sur l'horizon de prévision: c'est en principe le dernier cours de change mensuel connu au moment de la prévision qui est retenu.

Comme il paraît utile d'estimer l'impact d'un niveau de prix du pétrole plus fort ou plus faible, le STATEC publie conjointement un scénario "favorable" (baisse des prix pétroliers) et un scénario "défavorable" (hausse des prix pétroliers) qui permettent de donner une fourchette, pour l'inflation.

Ainsi, pour le scénario "central", le prix du baril de pétrole et le taux de change retenus sont ceux observés en janvier 2007 (53.7 USD pour le brent et 1.30 USD/EUR)¹. Pour les scénarii favorable et défavorable, l'hypothèse du taux de change restera la même. Pour le scénario favorable, l'hypothèse est que le prix du baril baisse de 10 USD jusqu'au deuxième trimestre 2007 (donc à 43.7 USD le baril), puis se maintient à ce niveau sur le reste de l'horizon de prévision. Le scénario défavorable mise sur une hausse symétrique de 10 USD (donc à 63.7 USD le baril) sur la même période.

Tableau 21: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg

	Observations				Prévisions					
	2003	2004	2005	2006	Scénario central		Scénario favorable		Scénario défavorable	
					2007	2008	2007	2008	2007	2008
	Variation annuelle en %, sauf mention contraire									
Inflation (IPCN)	2.0	2.2	2.5	2.7	2.0	2.2	1.7	1.3	2.3	2.6
Inflation sous-jacente	2.1	1.8	1.8	2.1	2.5	2.3	2.4	1.8	2.5	2.4
Produits pétroliers	1.9	12.7	18.6	10.4	-5.1	0.0	-9.0	-1.4	-1.6	1.2
Cote d'application	2.1	2.1	2.5	2.1	2.3	2.5	2.3	0.0	2.3	2.5
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	611.92	624.63	640.24	653.52	668.46	685.17	668.46	668.46	668.46	685.17
Prix du Brent (USD/baril)	28.8	38.3	54.5	65.2	53.7	53.7	45.3	43.7	62.0	63.7
Taux de change USD/EUR	1.13	1.24	1.24	1.26	1.30	1.30	1.30	1.30	1.30	1.30

Source: STATEC

¹ Les hypothèses pour le scénario central retenues lors de la dernière prévision du STATEC (septembre 2006, NDC 2-06) ont été de 62.3 USD pour le brent et 1.27 USD/EUR.

• *Résultats*

D'après le scénario central, le taux d'inflation atteindrait 2.0% en 2007 et 2.2% en 2008. L'inflation sous-jacente se situerait à 2.5% resp. à 2.3% sur cette période. Pour les deux scénarii alternatifs, le taux d'inflation se situerait en 2007, à 1.7-2.3%, l'inflation sous-jacente à 2.4-2.5%. En 2008, la fourchette irait de 1.3% (scénario favorable) à 2.6% (scénario défavorable) pour l'inflation générale et de 1.8% à 2.4% pour l'inflation sous-jacente.

Le taux d'inflation sous-jacente relativement élevé en 2007 s'expliquerait par les facteurs suivants:

- hausse importante des prix administrés sur le début de l'année (électricité¹, maisons de retraite et de soins², crèches, foyers de jour pour enfants, reprise des eaux usées, alimentation en eau, collecte des ordures ménagères...).
- hausse des accises sur le tabac et les carburants³ (+0.06 point de % en janvier 2007).

Alors qu'on ne connaît pour le moment que les seules données du mois de janvier 2007, il est fort probable que la hausse de l'inflation sous-jacente sur le premier trimestre de 2007 soit plus élevée que lors des années

précédentes (+0.55% en variation mensuelle en janvier 2006 pour l'inflation sous-jacente hors soldes, +0.49% en janvier 2005 et +0.30% en janvier 2004).

• *Échelle mobile des salaires*

Suivant l'application de la loi du 27 juin 2006, adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires⁴, les prochaines indexations des salaires et traitements s'effectueraient comme suit:

- Scénario central: janvier 2008 (dépassement de la cote d'échéance fin 2007 et Brent en-dessous de 63 USD⁵)
- Scénario favorable: janvier 2009 (dépassement de la cote d'échéance en 2008 et Brent en-dessous de 63 USD⁵)
- Scénario défavorable: janvier 2008 et mars 2009 (dépassement de la cote d'échéance en 2007 et en 2008 et Brent en-dessous de 63 USD sur la période allant de juillet 2006 à décembre 2007 et supérieur à 63 USD en 2008⁵)

¹ La ville de Luxembourg et Cegedel ont fortement augmenté les prix de l'électricité en janvier 2007 (+2.7%, resp. +7.9% en moyenne sur un an).

² A partir du 1^{er} janvier 2007, l'assurance dépendance ne rembourse plus les "tâches domestiques" aux personnes dépendantes vivant dans une maison de retraite ou de soins. Il s'agit d'une prime de 250 EUR (2.5 heures par semaine) payée par l'assurance dépendance aux maisons de retraite et de soins pour les services de nettoyage. Ainsi, certaines maisons de retraite et de soins ont revu leurs tarifs à la hausse sur le début de 2007.

³ Au 1^{er} janvier 2007, les accises sur l'essence augmenteront de 2 cents/litre et les accises sur le diesel de 1.25 cent/litre. Une hausse supplémentaire de 1.25 cent/litre est prévue pour le diesel à partir de janvier 2008.

⁴ <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2006/1142706/1142706.pdf#search=%22%22loi%20du%2027%20juin%202006%22%22>

⁵ La loi prévoit que "l'adaptation déclenchée par le dépassement d'une nouvelle cote d'échéance en 2007 est effectuée au 1^{er} janvier 2008. Si toutefois au cours de la période de juillet 2006 à décembre 2007, le prix du baril de pétrole brut de qualité "Brent", tel que constaté par le STATEC, se situe en moyenne à un niveau égal ou supérieur à 63 USD, l'adaptation est décalée au 1^{er} mars 2008." et que "l'adaptation déclenchée par le dépassement d'une nouvelle cote d'échéance en 2008, est effectuée au 1^{er} janvier 2009. Si toutefois au cours de la période de janvier à décembre 2008, le prix du baril de pétrole brut de la qualité "Brent", tel que constaté par le STATEC, se situe en moyenne à un niveau égal ou supérieur à 63 USD, l'adaptation est décalée au 1^{er} mars 2009. Les dispositions peuvent faire l'objet d'une adaptation de la législation au cours de l'année 2007.

L'inflation au Luxembourg en 2006

Cet encadré vise à déterminer les biens et services qui ont le plus joué sur l'inflation, à la baisse ou à la hausse. Cette analyse sera effectuée au niveau de détail le plus fin, à savoir les "positions"¹.

Ainsi, le tableau A reprend les vingt positions qui ont enregistré les évolutions de prix les plus fortes en 2006 (à la hausse et à la baisse). Les services médicaux ont connu l'augmentation la plus importante en 2006 (+74.9%), du fait qu'au 1^{er} janvier 2006, la participation des assurés aux honoraires médicaux a doublé (passant de 5% à 10%) en ce qui concerne tous les services ambulants autres que les visites. Après le gaz de ville et le gaz naturel (+22.9%), vient la position "bijouterie" qui enregistre la troisième hausse la plus importante en 2006. Cette évolution peut être mise en relation avec la hausse importante des prix de l'or en 2006 (+34.1% en EUR).

Etant donné que les parts des différents biens et services dans le total du panier de consommation varient fortement d'une position à l'autre (entre 5.3% pour les automobiles diesel et 0.013% pour plusieurs autres catégories de biens et services), l'évolution du prix d'une position de l'indice ne renseigne pas sur l'impact réel sur l'inflation en général.

Ainsi, le tableau B reprend les vingt positions qui ont contribué le plus à l'évolution de l'inflation en 2006, en considérant leurs pondérations respectives. Notons que ces vingt positions dont la pondération représente un peu

plus de 30% de l'indice général, expliquent presque 60% de l'inflation en 2006 (1.6 points de %). L'évolution moyenne des prix des 235 autres positions est de 1.1%.

Comme le prix de l'énergie a fortement augmenté ces dernières années, il est également intéressant de calculer l'impact de l'évolution des prix de l'énergie sur l'IPCEN (cf. tableau C). Ainsi, le coût de l'énergie a progressé de 9.5% en 2006 (14.4% en 2005) et contribué à 0.67 point de % de l'inflation. Hors énergie, l'inflation aurait été de 2.0% en 2006.

Une autre catégorie de biens ayant connu des hausses de prix importantes en 2006 (surtout sur le début de l'année) sont les tarifs publics. Leur contribution à l'inflation en 2006 est de 0.29 point de % (dont 0.12 point vont sur le compte de l'électricité qui y figure, par hypothèse). Pourtant, comme il n'existe pas de définition précise ou harmonisée des tarifs publics (également appelés "prix administrés" ou "prix publics"), il n'est pas évident de distinguer entre les prix déterminés par des mécanismes de marché et ceux déterminés par les pouvoirs publics. La sélection faite par le STATEC (cf. tableau D) regroupe à côté des tarifs communaux également l'électricité et d'autres tarifs publics pour lesquels on peut se demander s'ils font réellement partie des tarifs publics. A l'inverse, les prix de certains biens et services qui ne sont pas repris dans cette liste dépendent également des pouvoirs publics par l'intermédiaires des taxes, contributions sociales (carburants), droits d'accises, remboursements de soins de santé, etc.

Tableau A: Évolutions des prix les plus fortes en 2006

Hausse des prix les plus fortes en 2006 (par rapport à 2005)			Baisses des prix les plus fortes en 2006 (par rapport à 2005)		
Code	Position de l'indice	Variation annuelle en %	Code	Position de l'indice	Variation annuelle en %
06.02.01.01.01	Services médicaux	74.9	08.02.00.01.01	Équipement de téléphonie, télécopie, etc.	-11.5
04.05.02.01.01	Gaz de ville et gaz naturel	22.9	09.01.03.01.01	Équipement informatique	-8.2
12.03.01.01.01	Bijouterie	20.0	09.01.03.01.03	Logiciels	-6.6
01.01.07.07.01	Pommes de terre	16.5	09.01.02.01.01	Équipement photographique, cinématographique, etc.	-6.5
01.01.05.03.01	Huile d'olive	15.3	09.01.01.02.01	Appareils de télévision, magnétoscopes etc.	-4.8
07.03.02.01.01	Transport de personnes par autobus	14.5	03.01.01.01.01	Tissus pour habillement	-3.8
06.01.03.01.01	Appareils et matériel thérapeutiques	13.4	05.03.01.06.01	Autres gros appareils ménagers	-3.5
04.04.03.01.01	Reprise des eaux usées	13.3	05.02.00.01.01	Literie: matelas, etc.	-2.7
04.05.05.01.01	Énergie thermique	11.7	01.01.08.02.02	Miel	-2.6
04.05.03.01.01	Combustibles liquides	11.5	03.01.02.02.06	Dames: Pantalons	-2.6
04.04.01.01.01	Alimentation en eau	10.4	03.01.02.02.08	Dames: Pull-overs, chandails, cardigans, etc.	-2.2
01.01.03.01.01	Poissons frais	10.4	06.01.02.01.01	Produits médicaux divers	-1.9
09.03.03.01.01	Fleurs	10.3	03.01.02.03.06	Enfants: Autres vêtements	-1.9
07.02.02.01.01	Gas-oil	9.3	09.01.04.01.01	Supports d'enregistrement d'images et de son	-1.6
07.03.05.01.01	Transport combiné de personnes par rail et route	8.1	09.03.02.01.01	Articles de sport, de camping et de loisirs de plein air	-1.6
09.04.02.03.01	Services de télévision et de radiodiffusion	7.8	08.03.00.01.01	Services de téléphonie, télécopie, etc.	-1.3
07.02.04.01.02	Contrôle technique automobile	7.8	05.01.01.01.08	Luminaires et accessoires de décoration	-1.3
07.02.01.01.03	Produits d'entretien et de nettoyage	7.7	03.01.02.02.01	Dames: Manteaux, imperméables, anoraks, etc.	-1.3
07.03.01.01.01	Transport de personnes par chemin de fer	7.7	09.01.01.01.01	Appareils de reproduction etc. du son	-1.2
04.05.01.01.01	Électricité	7.0	03.01.02.01.06	Hommes: Pullovers, chandails, cardigans, etc.	-1.2

Source: STATEC

¹Le niveau "position" est le niveau de détail le plus fin d'agrégation de l'IPCEN, qui se compose de 12 divisions, 40 groupes et 255 positions. Cf. également l'encadré 3 pp. 44-47 de la dernière Note de conjoncture n°2-06 "2000-2005: Retour sur 5 années d'inflation".

Tableau B: Contributions à l'inflation les plus fortes en 2006

Code	Position de l'indice	Variation annuelle en %	Poids dans l'IPC en %	Contribution absolue en points de %	Contribution relative, en %	Contribution relative, en % (cumul)
04.05.02.01.01	Gaz de ville et gaz naturel	22.9	0.9	0.20	7.33	7.33
04.05.03.01.01	Combustibles liquides	11.5	1.3	0.15	5.47	12.80
07.02.02.01.02	Essence	6.0	2.5	0.14	5.14	17.94
07.02.03.01.01	Entretien et réparations	4.5	2.8	0.13	4.93	22.88
04.05.01.01.01	Electricité	7.0	1.7	0.12	4.34	27.21
04.01.01.01.02	Loyers pour appartement	2.5	3.2	0.08	3.16	30.37
05.06.02.01.01	Emploi de personnel domestique, etc.	3.2	2.6	0.08	2.87	33.24
12.04.00.01.01	Maisons de retraite et de soins, etc.	3.5	2.2	0.07	2.70	35.94
11.01.01.01.01	Repas au restaurant	2.6	2.8	0.07	2.69	38.63
07.02.02.01.01	Gas-oil	9.3	1.0	0.07	2.51	41.14
12.04.00.01.02	Crèches, foyers de jour pour enfants, etc.	5.7	1.2	0.06	2.37	43.51
07.01.01.01.01	Automobiles diesel, cylindrée <= 2000 cm3	1.2	5.3	0.06	2.19	45.70
02.02.00.01.01	Cigarettes	3.8	1.4	0.05	2.03	47.72
06.02.01.01.01	Services médicaux	74.9	0.1	0.05	1.89	49.61
12.03.01.01.01	Bijouterie	20.0	0.2	0.05	1.82	51.43
11.01.01.02.01	Vin, bière, autres boissons alcoolisées	6.8	0.7	0.05	1.77	53.20
09.03.03.01.01	Fleurs	10.3	0.4	0.04	1.54	54.74
06.01.03.01.01	Appareils et matériel thérapeutiques	13.4	0.4	0.04	1.52	56.26
09.06.00.01.04	Voyages à forfait par avion	2.5	1.5	0.04	1.42	57.68
04.04.01.01.01	Alimentation en eau	10.4	0.3	0.04	1.36	59.04
Total de ces 20 positions			32.3	1.57	59.0	
Total IPCN			100	2.67	100	
IPCN hors ces 20 positions (c.-à-d. des autres 235 positions)			67.7	1.09	41.0	

Source: STATEC

Tableau C: Contribution de l'énergie à l'inflation en 2005 et en 2006

Code	Position de l'indice	2005			2006		
		Variation annuelle en %	Poids dans l'IPC en %	Contribution absolue en points de %	Variation annuelle en %	Poids dans l'IPC en %	Contribution absolue en points de %
04.05.01.01.01	Electricité	8.7	1.6	0.15	7.0	1.7	0.12
04.05.02.01.01	Gaz de ville et gaz naturel	12.0	0.9	0.10	22.9	0.9	0.20
04.05.02.02.01	Gaz liquéfié	5.4	0.1	0.00	5.7	0.1	0.00
04.05.03.01.01	Combustibles liquides	33.4	1.2	0.35	11.5	1.3	0.15
04.05.04.01.01	Combustibles solides	2.8	0.0	0.00	1.3	0.1	0.00
07.02.02.01.01	Gas-oil	21.1	0.4	0.07	9.3	1.0	0.07
07.02.02.01.02	Essence	12.6	2.1	0.22	6.0	2.5	0.14
07.02.02.01.03	Lubrifiants et additifs	7.4	0.0	0.00	5.5	0.0	0.00
Total énergie			6.32	0.90		7.56	0.67
Total IPCN			100.0	2.49		100.0	2.67
IPCN hors énergie			93.68	1.59		92.44	2.00

Source: STATEC

Tableau D: Contribution des tarifs publics à l'inflation en 2005 et en 2006

Code	Position de l'indice	2005			2006		
		Variation annuelle en %	Poids dans l'IPC en %	absolue en points de %	Variation annuelle en %	Poids dans l'IPC en %	absolue en points de %
Tarifs communaux							
04.04.01.01.01	Alimentation en eau	2.0	0.4	0.01	10.4	0.3	0.04
04.04.02.01.01	Collecte des ordures ménagères	0.4	0.4	0.00	3.9	0.5	0.02
04.04.03.01.01	Reprise des eaux usées	2.1	0.2	0.00	13.3	0.2	0.03
07.02.04.01.01	Frais de stationnement, etc.	3.2	0.3	0.01	5.2	0.3	0.01
09.04.02.01.02	Théâtres, concerts, musées, bibliothèques, etc.	3.6	0.6	0.02	1.9	0.5	0.01
Electricité							
04.05.01.01.01	Electricité	8.7	1.6	0.15	7.0	1.7	0.12
Autres tarifs publics							
07.02.04.01.02	Contrôle technique automobile	0.0	0.0	0.00	7.8	0.0	0.00
07.03.01.01.01	Transport de personnes par chemin de fer	2.6	0.2	0.01	7.7	0.2	0.02
07.03.02.01.01	Transport de personnes par autobus	0.0	0.2	0.00	14.5	0.2	0.03
07.03.05.01.01	Transport combiné de personnes par rail et route	0.0	0.2	0.00	8.1	0.2	0.02
08.01.00.01.01	Services postaux	2.7	0.1	0.00	3.7	0.1	0.00
Total tarifs publics			4.32	0.20		4.30	0.29
Total IPCN			100.0	2.49		100.0	2.67
IPCN hors tarifs publics			95.68	2.29		95.70	2.37

Source: STATEC

4.2 Salaires

Sur les neuf premiers mois de l'année 2006, le coût salarial par tête a progressé de 2.9% en moyenne selon les données des comptes trimestriels. Depuis la mi-2005, la croissance des salaires ralentit au Luxembourg (+2.4% au troisième trimestre 2006 contre encore +4.6% au second trimestre 2005).

Alors que l'industrie et la branche "Commerce, horeca et transports et communications" notent une progression supérieure à cette moyenne (+4.1% resp. +3.0%), la construction et le secteur financier connaissent une croissance beaucoup moins importante (+1.8% resp. +2.2%) sur cette période, les coûts salariaux ayant évolué en ligne avec la moyenne dans les services aux entreprises et les autres services¹.

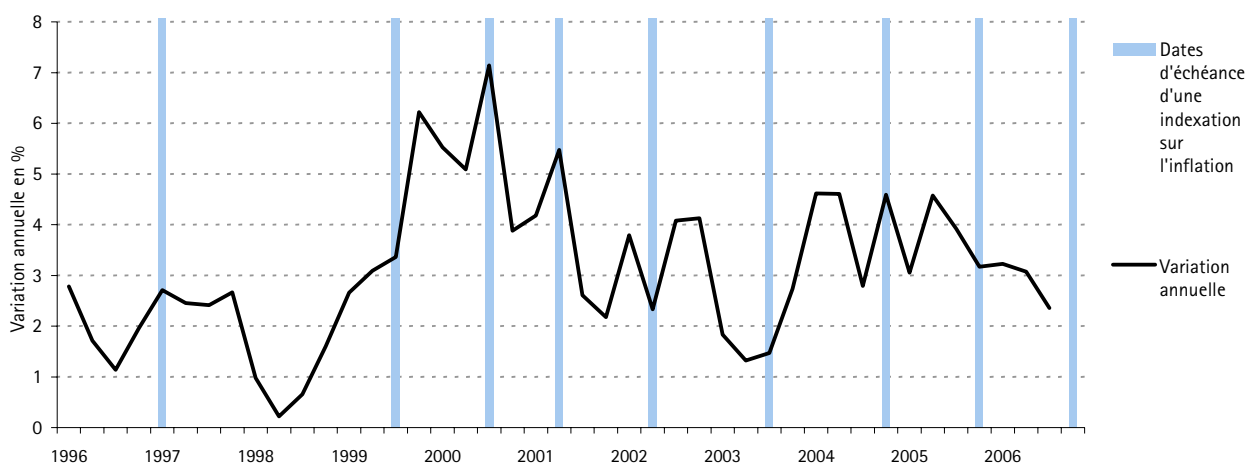
Cette décélération du coût salarial moyen est à mettre sur le compte des facteurs non directement liés à l'indexation, comme par exemple les augmentations prévues par les conventions collectives (les syndicats revendiquent une partie de la croissance de la productivité), les négociations individuelles, les mutations structurelles ou encore les primes et gratifications distribuées par les entreprises en fonction de leur situation bénéficiaire. En effet, la contribution de l'indexation à la progression des salaires est restée stable à 2.5% depuis le 4^{ème} trimestre 2004, les deux dernières

tranches indiciaires étant intervenues sur un espace de douze mois (octobre 2004 et octobre 2005).

La modulation de l'indexation par la loi du 27 juin 2006, adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile², limitant notamment le nombre des tranches indiciaires sur la période allant de janvier 2007 à décembre 2009 (à maximum 2), entraînera également une modération salariale sur les années suivantes³. La contribution de l'indexation à la progression des salaires sera de 2.1% sur l'ensemble de l'année 2006 et de 2.3% en 2007. Selon le scénario retenu pour 2008, l'on aura une contribution de l'indexation de 2.5% (dépassement de la cote d'échéance en 2007) ou de 0% en 2008, (cf. tableau 21).

Dans presque tous les pays de la zone euro l'on observe un ralentissement des coûts salariaux malgré la reprise conjoncturelle généralisée. D'après Eurostat, les coûts de la main d'œuvre ont augmenté de seulement 2.0% dans la zone euro au 3^{ème} trimestre 2006, contre 2.3% sur les trois trimestres précédents. Sur la période allant de 2000 à début 2003 la croissance des salaires dans la zone euro s'établissait encore à environ 3%.

Graphique 28: Évolution du coût salarial nominal moyen (par trimestre et par salarié) au Luxembourg



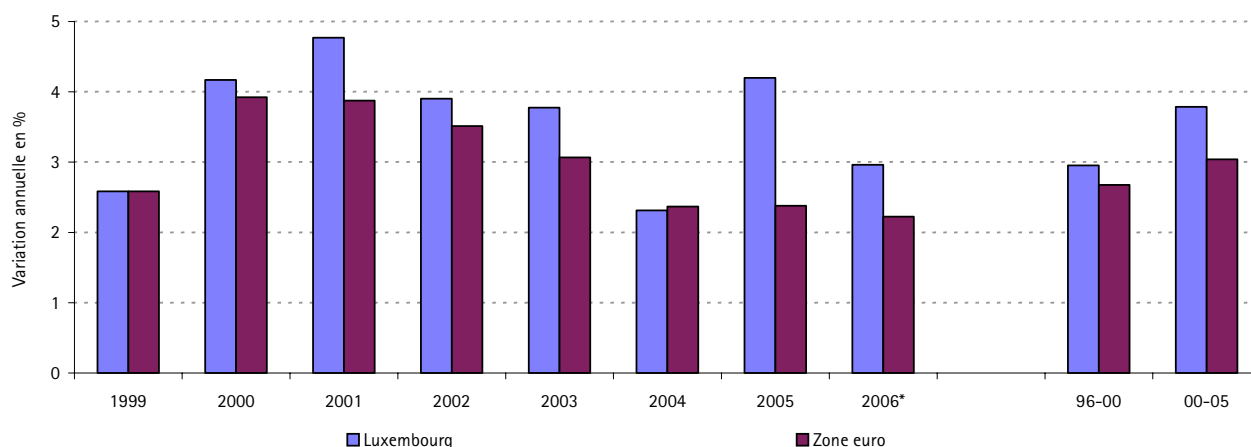
Source: STATEC, comptes nationaux trimestriels

¹ Administration publique, éducation, santé et action sociale, services collectifs, sociaux et personnels et services domestiques.

² <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2006/1142706/1142706.pdf#search=%22%22loi%20du%2027%20juin%202006%22%22>

³ Tranche indiciaire en décembre 2006 et aucune indexation en 2007.

Graphique 29: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne



Sources: EUROSTAT, STATEC

* 9 mois

Tableau 22: Emploi salarié et décomposition du coût salarial

	Emploi total		Coût salarial nominal moyen, par mois et par salarié	
	Total	Indexation	Autres	Total
	Variation annuelle en %	Contribution à la croissance annuelle en points de pourcentage		Variation annuelle en %
1996	2.6	0.8	1.1	1.9
1997	3.1	2.3	0.3	2.6
1998	4.5	0.2	0.7	0.9
1999	5.0	1.0	2.9	3.9
2000	5.5	2.7	2.6	5.3
2001	5.6	3.1	0.4	3.6
2002	2.9	2.1	1.5	3.6
2003	1.8	2.1	-0.2	1.9
2004	2.3	2.1	2.1	4.2
2005	3.0	2.5	1.2	3.7
2006 (9 mois)	3.4	2.5	0.4	2.9
2006 T1	2.7	2.5	0.7	3.2
2006 T2	3.7	2.5	0.6	3.1
2006 T3	3.8	2.5	-0.1	2.4

Sources: STATEC, comptes nationaux trimestriels

Tableau 23: Coût salarial moyen par branche d'activité (comptes nationaux trimestriels)

	2005				2006		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Evolution en % (par rapport au même trimestre de l'année précédente)						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	-0.5	1.4	1.0	-0.2	-4.0	-0.3	-0.1
Industrie, y compris énergie	1.6	7.1	3.2	2.5	5.1	5.1	2.0
Construction	-1.5	3.1	3.1	1.4	1.3	2.4	1.6
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	3.2	4.7	4.0	2.6	3.7	2.1	3.2
Activités financières	4.9	5.3	4.9	3.5	2.1	2.0	2.3
Immobilier, location et services aux entreprises	4.4	6.0	5.0	4.5	2.7	2.9	2.1
Autres activités de services	2.8	2.2	2.9	3.2	3.1	3.2	1.7
Total	3.1	4.6	3.9	3.2	3.2	3.1	2.4

Source: STATEC

5. Relations économiques extérieures

Tableau 24: Balance courante (soldes, données trimestrielles)

	Année							2005				2006		
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	En Mio EUR													
Marchandises	-2 569	-2 763	-2 137	-2 628	-2 850	-3 431	-2 138	-610	-865	-518	-1 438	-680	-759	-699
Exportations	9 387	10 087	10 129	9 739	10 926	11 548	9 950	2 804	2 903	2 856	2 985	3 496	3 345	3 109
Importations	11 956	12 850	12 266	12 367	13 776	14 979	12 088	3 414	3 768	3 374	4 423	4 176	4 105	3 808
Services	7 388	7 186	8 548	8 898	10 185	12 684	11 658	3 061	2 923	2 994	3 705	4 157	3 789	3 712
Transports	539	502	665	816	842	1 080	866	217	258	261	344	286	255	325
Voyages	529	500	500	501	591	508	233	171	217	-95	215	150	177	-94
Communication	583	645	632	231	-108	-107	-10	97	-84	-81	-40	95	-93	-12
Services d'assurance	284	318	276	401	427	546	427	141	121	135	149	152	157	118
Services financiers	5 707	5 574	6 262	6 187	7 206	9 378	9 456	2 071	2 092	2 476	2 739	3 175	3 079	3 202
Autres services	-254	-353	213	762	1 226	1 279	686	364	319	298	298	299	213	174
Revenus	-1 411	-1 838	-3 298	-3 860	-3 351	-5 058	-5 987	-1 291	-1 786	-1 171	-811	-1 735	-2 660	-1 591
Rémunération des salariés	-2 329	-2 863	-3 328	-3 523	-3 842	-4 288	-3 439	-987	-1 058	-1 005	-1 239	-1 110	-1 194	-1 135
Revenus des investissements	918	1 026	31	-338	491	-770	-2 548	-304	-728	-166	428	-625	-1 466	-456
Transferts courants	-500	-609	-309	-497	-804	-736	-989	-266	-92	-323	-56	-430	-88	-472
Transactions courantes	2 909	1 976	2 805	1 912	3 180	3 459	2 545	894	181	983	1 401	1 312	282	950

¹ 2006 = 9 mois

Sources: STATEC, BCL

Important excédent du solde courant/dopé par un résultat net record des services financiers

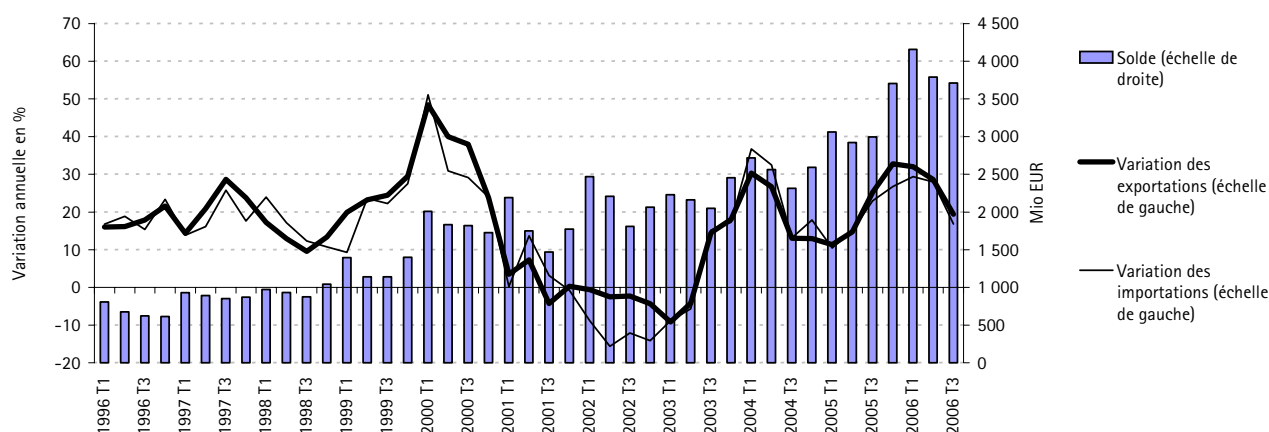
La balance courante des neuf premiers mois de 2006 s'est soldée par un excédent de 2.55 milliards d'euros, contre 2.06 milliards pour la même période de 2005. La progression du résultat net de la balance courante est due exclusivement à l'accroissement substantiel du solde des échanges internationaux de services (passant de 9 milliards d'euros à 11.7 milliards), tous les autres soldes partiels (échanges de biens, revenus et transferts courants) ayant connu une aggravation du déficit respectif.

L'amélioration de l'excédent des échanges extérieurs de services de 30% s'explique essentiellement par la très bonne performance en matière de gestion d'organismes de placement collectif (OPC). Depuis le troisième trimestre 2004, les recettes au titre des services financiers ont progressé sensiblement pour passer de 3.8

milliards d'euros à 6.6 milliards au premier trimestre 2006. Au cours des deux trimestres suivants les recettes se sont stabilisées à ce niveau. Compte tenu de la croissance enregistrée en 2005, l'amélioration de l'excédent s'est réduite de 1.1 milliard d'euros encore au premier trimestre, à 0.73 milliard au 3^{ème} trimestre.

Alors qu'en 2005 l'envolée de l'actif net des OPC s'expliquait à raison de 55% par un effet de volume (émissions nettes) et pour l'autre partie (45%) par un effet prix (marchés financiers), la performance de l'industrie des fonds (en termes d'actifs nets) de 2006 est essentiellement (à raison de 90%) liée aux émissions nettes. Notons encore que l'industrie des fonds luxembourgeois a su améliorer sa position sur la place européenne en termes d'encours sous gestion; sa part relative est ainsi passée de 21.8% en 2005 (9 mois) à 23.8% en 2006 (9 mois).

Graphique 30: Évolution des échanges internationaux de services



Sources: STATEC, BCL

Pour les autres activités de services l'on note en revanche pour les neuf premiers mois de 2006 un recul de l'excédent (de quelque 140 millions d'euros) qui s'est produit surtout au second trimestre. Le résultat du troisième trimestre 2006 est comparable à celui de l'année précédente, soit un excédent légèrement supérieur à un demi-milliard d'euros. Le recul de l'excédent s'explique par un rythme de croissance des exportations de services autres que financiers (8%) inférieur à celui des importations (13%). Les recettes de voyages (le principal poste après les services financiers) n'ont progressé que de 1% à la suite du ralentissement des ventes de cigarettes à des non résidents.

Le déficit commercial s'est aggravé de 145 millions d'euros, en dépit d'une amélioration significative (près de 340 millions d'euros) du solde des échanges d'or non monétaire. En faisant abstraction de ce facteur spécifique, la balance commerciale s'est surtout détériorée à la suite du renchérissement du pétrole et des produits de base en métal.

Les importations de marchandises sont marquées par la flambée des prix pétroliers. Aussi les importations de produits énergétiques ont-elles augmenté en valeur de plus de 30% au cours des trois premiers trimestres 2006, après une hausse de 33% au cours de 2005. Outre le renchérissement du pétrole – plus particulièrement au cours des trois dernières années – il convient également de noter que le volume importé a doublé au cours des dix dernières années, sous l'effet de l'extension du parc automobile, ainsi que des importations de produits pétroliers destinées aux non-résidents de passage au Luxembourg. Désormais les importations énergétiques représentent à nouveau environ 15% des importations totales, contre seulement 6% à la fin de la décennie précédente.

Après la chute (-10%) des importations de produits métalliques en 2005, celles-ci ont à nouveau progressé fortement (16%) en 2006. Les importations de matériel

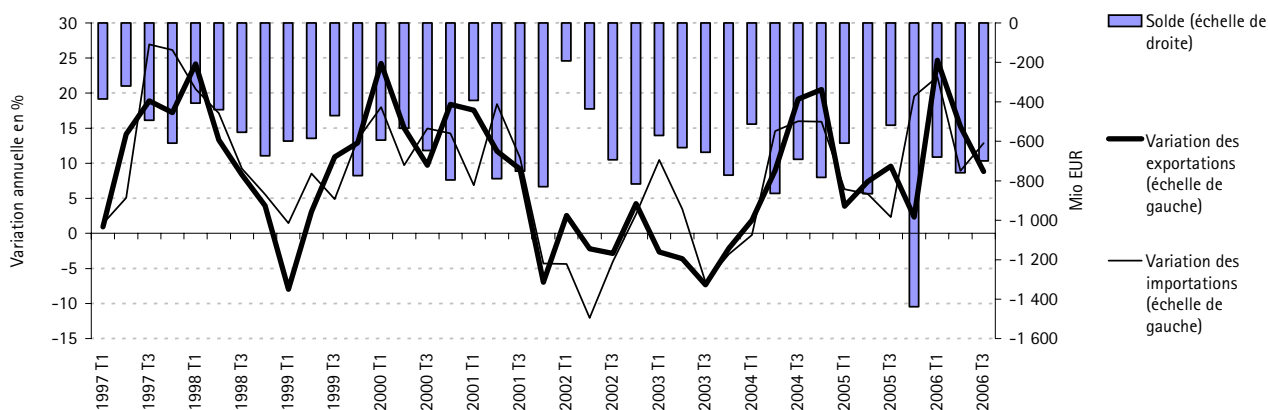
de transport connaissent une croissance de près de 20% à la suite de nouvelles acquisitions d'aéronefs au second trimestre 2006.

Les exportations de marchandises sont surtout tirées par la demande très favorable des produits sidérurgiques et par une évolution très dynamique des prix. Au cours des second et troisième trimestres, les expéditions de ces produits ont connu une poussée de quelque 27% et sur l'ensemble des neuf premiers mois de 2006, la croissance est de 23%. L'évolution des autres exportations est de 14% et est surtout stimulée par les exportations d'or non monétaire, par les ventes de produits pétroliers aux camionneurs non-résidents et par les exportations de matériel de transport. Le rythme de croissance des exportations des autres produits industriels est plutôt modeste.

Au niveau des destinations des exportations, l'on note des évolutions fort divergentes. Les ventes aux deux principaux pays partenaires (respectivement l'Allemagne (+6%) et la France (+5%)) sont en retrait par rapport à l'évolution générale (+16%). Par contre, les ventes au troisième pays voisin – la Belgique – ont fortement progressé (15%) en 2006, après un recul (-2%) en 2005. Ce retournement s'explique surtout par des expéditions en croissance dans les domaines sidérurgique et énergétique.

Globalement, les principales progressions sont notées au niveau des ventes vers les pays de l'Europe de l'Est et vers l'Asie. Désormais les exportations vers les nouvelles économies industrielles d'Asie (NEIA – Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hong Kong, Indonésie, Malaisie et Chine) dépassent celles vers les Etats-Unis qui restent de loin le principal pays de destination du Luxembourg en dehors de l'UE. Au cours des neuf premiers mois de 2006 les exportations vers les NEIA ont progressé de 39% pour se chiffrer à 269 millions d'euros, contre 262 millions pour les ventes aux Etats-Unis.

Graphique 31: Évolution des échanges de biens

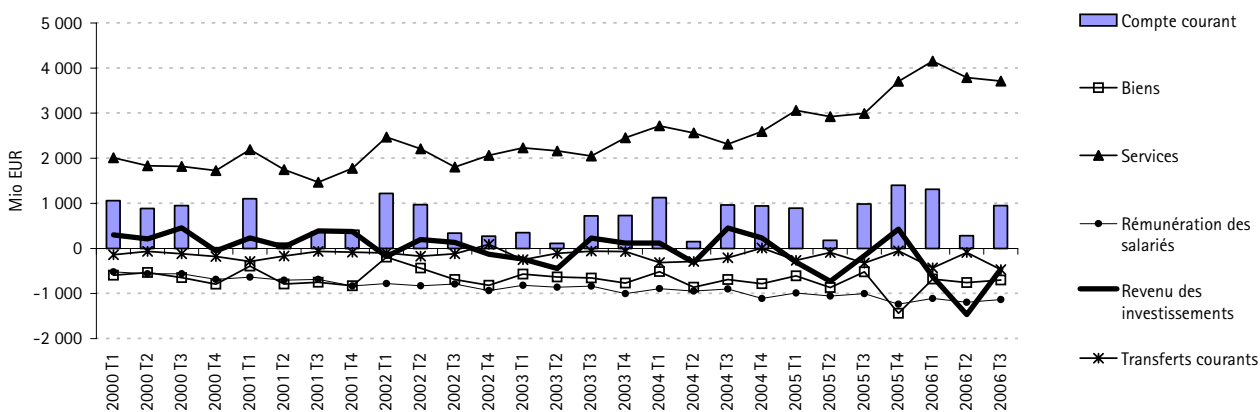


Source: STATEC

Le déficit de la balance des revenus s'est à nouveau aggravé pour passer de 4.3 milliards d'euros pour les trois premiers trimestres de 2005 à 6.0 milliards en 2006. Au troisième trimestre, la détérioration a été moins accentuée (-420 millions d'euros) qu'au cours des deux premiers trimestres. Cette évolution s'explique essentiellement par les paiements nets de revenus des investissements à l'étranger, ainsi que (mais dans une moindre mesure) par la croissance continue du nombre des salariés frontaliers.

La nouvelle dégradation du solde des transferts courants est notamment à mettre en relation avec la réallocation des revenus monétaires au sein de l'Eurosystème. Rappelons que ce transfert a une contrepartie dans d'autres rubriques de la balance des paiements, notamment de la balance courante sous forme d'intérêts perçus par les établissements de crédit résidents qui prêtent aux non-résidents une partie des fonds que la BCL met à leur disposition dans le cadre des opérations de politique monétaire.

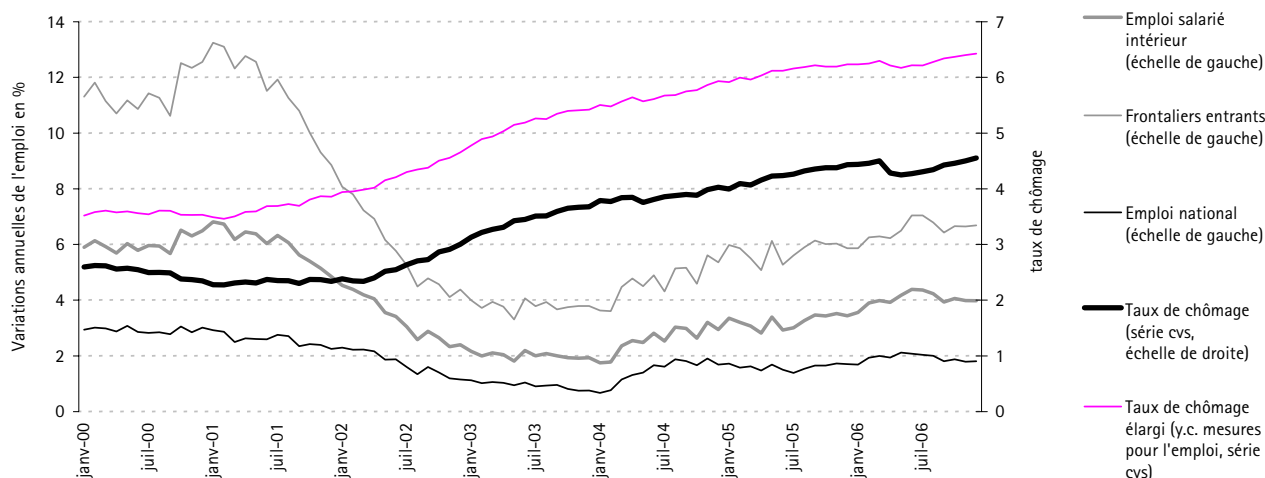
Graphique 32: Soldes partiels de la balance courante du Luxembourg 2000-2006



Sources: STATEC, BCL

6. Emploi et chômage

Graphique 33: Emploi et chômage

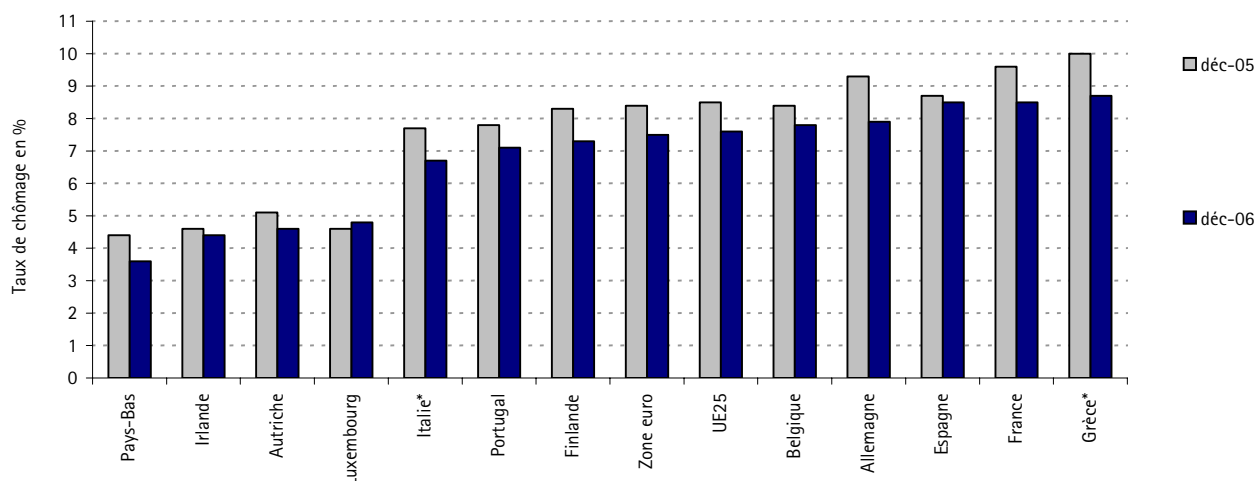


Sources: STATEC, ADEM, IGSS

Le Luxembourg reste le seul pays européen où le chômage continue à augmenter: d'après les données harmonisées d'Eurostat, le taux de chômage s'élève à 4.8% en décembre 2006 contre 4.6% un an auparavant (cf. graphique 34). En effet, avec la reprise conjoncturelle généralisée, la situation sur le marché du travail européen s'est considérablement améliorée. D'après les premières estimations d'Eurostat, l'emploi dans la zone euro aurait augmenté, en rythme annuel, de 1.4% au 3^{ème}

trimestre 2006 contre 0.7% il y a un an. Le taux de chômage s'établirait à 7.5% en décembre 2006 contre 8.4% il y a douze mois. Au Luxembourg, les créations d'emplois restent abondantes: +3.8% sur le troisième trimestre 2006, contre +3.0% en 2005, +2.3% en 2004 et +1.8% en 2003. Plus que jamais, la seule situation conjoncturelle ne saurait donc suffire à expliquer les mouvements des séries statistiques liées au chômage.

Graphique 34: Taux de chômage harmonisés en Europe



Source: Eurostat

*Taux de chômage du mois de septembre pour 2005 et 2006

6.1 Emploi

Sous l'effet de la bonne conjoncture, le taux de croissance de l'emploi a doublé au Luxembourg (de 2 à presque 4%) en l'espace de deux années (2004 à 2006). Les derniers chiffres font pourtant preuve d'une certaine stabilisation: l'emploi n'accélère plus tout en restant à un niveau de croissance très élevé. Cette stabilisation pourrait être mise en relation avec la croissance économique moins forte sur les deuxième et troisième trimestres 2006 (6.2% resp. 4.5%, contre 7.1% encore au premier, cf. graphique 8 p.14).

La forte croissance de l'emploi sur les trois premiers trimestres de 2006 (+3.4% en moyenne), provient essentiellement des deux secteurs phares de l'économie luxembourgeoise, à savoir les activités financières et les services aux entreprises (formant quelque 40% du PIB). Ces deux secteurs connaissent chacun une croissance de

l'emploi proche de 8% et contribuent pour plus de 2/3 à la croissance de l'emploi sur le début de 2006. Hormis ces deux secteurs, la croissance de l'emploi n'aurait été que de 1.1% sur cette période. En ce qui concerne l'emploi dans les services aux entreprises, ce sont les activités juridiques et le travail intérimaire, qui ont vu leurs effectifs augmenter le plus sur le début de 2006. Dans le secteur financier, la croissance de l'emploi provient surtout des auxiliaires financiers, et en particulier des activités liées aux OPC.

Les branches "Commerce, Horeca, Transports et Communications", "Construction" et "Autres activités de services" contribuent à 0.5 point de % chacune à la croissance de l'emploi sur les trois premiers trimestres de 2006 alors que l'emploi dans l'industrie continue toujours à baisser.

Tableau 25: Emploi total par branche d'activité

	2005				2006		
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Evolution en % (par rapport au même trimestre de l'année précédente)						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	0.2	0.6	0.8	0.5	2.0	3.4	4.0
Industrie, y compris énergie	-1.2	0.4	0.8	1.1	-1.7	-1.5	-0.5
Construction	3.9	3.8	4.0	4.0	3.7	4.2	4.0
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications	2.2	2.4	2.3	2.3	0.8	2.3	2.6
Activités financières	3.1	3.3	3.9	4.1	6.1	8.6	8.5
Immobilier, location et services aux entreprises	4.2	2.4	2.0	2.7	7.3	7.9	8.4
Autres activités de services	5.1	4.7	4.6	3.9	1.5	2.0	1.5
Total	3.0	2.9	3.0	2.9	2.7	3.7	3.8

Source: STATEC, comptes nationaux

Tableau 26: Travail intérimaire

	Année					2005				2006		
	1995	2000	2004	2005	2006 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3 ²
	Moyenne mensuelle											
Nombre d'intérimaires	2 483	4 473	5 489	6 145	7 035	5 851	6 424	6 497	5 807	6 311	7 418	7 377
Heures travaillées (milliers)	1 367	2 471	3 017	872	994	790	928	907	863	854	1 084	1 043
Nombre de contrats	3 065	11 202	16 605	18 954	19 789	16 709	18 887	19 475	20 746	17 672	20 632	21 699
Entreprises utilisatrices	560	1 131	1 356	1 555	1 672	1 340	1 559	1 682	1 641	1 488	1 729	1 862
	1995-2000		2000-2005		Variation annuelle en %							
Nombre d'intérimaires	16.0	7.5	8.6	12.0	12.4	20.5	20.5	11.7	7.8	9.2	7.9	13.5
Heures travaillées	16.2	-12.9	8.9	-71.1	13.6	21.0	21.0	18.7	10.9	12.9	8.0	15.1
Nombre de contrats	53.1	13.8	14.7	14.1	10.1	25.3	25.3	13.5	7.5	13.2	5.8	...
Entreprises utilisatrices	20.4	7.5	11.7	14.7	9.5	12.1	12.1	16.2	16.6	13.5	11.0	...

Sources: IGSS, Ministère du Travail

¹ 9 mois, nombre de contrats et entreprises utilisatrices 8 mois

² nombre de contrats et entreprises utilisatrices 2 mois

Les postes vacants, c'est-à-dire les offres d'emploi non-satisfaites (OENS), signalées par les employeurs à l'ADEM, ont fortement augmenté sur les trois dernières années. De 842 unités en moyenne par mois en 2003, elles sont passées à 1 723 en 2006. Ce sont toujours les services aux entreprises qui représentent la part la plus importante dans les offres d'emploi non-satisfaites (31% au troisième trimestre 2006), suivies des autres services¹ (22%) et des services financiers (17%).

Le taux des postes vacants² est en hausse depuis la mi-2005 au Luxembourg et dans la zone euro, ce qui reflète

le regain de dynamisme du marché de travail sur les derniers trimestres. Dans la zone euro, le taux passe de 1.5% au troisième trimestre 2005 à 2.1% un an après, le taux luxembourgeois passant de 0.4% à 0.6% sur la même période. Le fait que le taux de la zone euro soit trois fois plus élevé que celui du Grand-Duché s'explique essentiellement par une progression très dynamique des postes occupés au Luxembourg (la croissance de l'emploi se situe à près de 4% contre 1.4% en zone euro), la progression des postes vacants étant similaire.

Tableau 27: Taux des postes vacants en %

	Année		2005				2006		
	2004	2005	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
UE25	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	1.8	1.8	1.9	2.0
UE15	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	2.0	1.9	2.0	2.1
Zone euro	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	1.9	1.8	2.0	2.1
Luxembourg									
Ensemble de l'économie	0.4	0.4	0.4	0.5	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6
Industrie	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	...
Commerce, horeca, réparations, transports et communications	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4	...
Intermédiation financière, immobilier, location, services aux entreprises	0.6	0.8	0.6	0.9	0.8	0.9	1.0	1.1	...
Autres services	0.4	0.5	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.5	...

Sources: Eurostat, ADEM, IGSS, STATEC

¹ Administration publique, éducation, santé et action sociale, services collectifs, sociaux et personnels et services domestiques.

² Le taux des postes vacants correspond au nombre de postes vacants, divisé par le nombre total de postes (occupés et vacants) et représente le pourcentage des emplois vacants dans l'ensemble des emplois.

6.2 Chômage

Tableau 28: Chômage et demandes d'emploi non satisfaites

	Chômage inscrit			Mesures pour l'emploi			Total des demandeurs d'emploi		Chômage complet indemnisé	
	Personnes - situation en fin de mois	Variation annuelle en %	Taux de chômage au sens strict (cvs)*	Personnes - situation en fin de mois	Variation annuelle en %	Personnes - situation en fin de mois	Variation annuelle en %	Taux de chômage au sens large (cvs)*	Personnes - situation en fin de mois	Variation annuelle en %
2000	4 782	...	2.5	2 109	...	6 891	...	3.6	2 025	...
2001	4 549	-4.9	2.3	2 606	23.6	7 155	3.8	3.7	2 080	2.7
2002	5 209	14.5	2.6	3 257	25.0	8 466	18.3	4.2	2 775	33.4
2003	7 003	34.4	3.5	3 495	7.3	10 497	24.0	5.2	3 880	39.8
2004	7 983	14.0	3.9	3 740	7.0	11 723	11.7	5.7	4 486	15.6
2005	8 948	12.1	4.2	3 941	5.4	12 889	9.9	6.1	4 932	9.9
2006	9 487	6.0	4.4	3 978	0.9	13 466	4.5	6.3	4 856	-1.5
2006										
Janvier	10 183	12.4	4.4	3 856	-3.5	14 039	7.4	6.2	5 428	8.3
Février	10 089	12.6	4.5	3 897	-4.1	13 986	7.5	6.2	5 419	6.7
Mars	9 866	10.8	4.5	4 005	-3.0	13 871	6.6	6.3	5 132	4.0
Avril	9 227	13.4	4.3	4 094	-0.3	13 321	9.1	6.2	4 846	1.8
Mai	8 720	5.3	4.2	4 191	1.9	12 911	4.2	6.2	4 689	-1.8
Juin	8 530	2.4	4.3	4 272	3.5	12 802	2.8	6.2	4 557	-2.6
Juillet	8 686	2.7	4.3	3 958	5.3	12 644	3.6	6.2	4 478	-4.8
Août	8 844	2.9	4.3	3 953	2.3	12 797	2.7	6.3	4 529	-4.7
Septembre	9 497	2.4	4.4	3 988	6.1	13 485	3.5	6.3	4 560	-3.9
Octobre	9 835	3.6	4.5	3 880	4.8	13 715	4.0	6.4	4 633	-5.6
Novembre	10 059	4.4	4.5	3 901	-0.2	13 960	3.1	6.4	4 891	-3.8
Décembre	10 310	5.4	4.6	3 745	-2.1	14 055	3.2	6.4	5 113	-2.7

* cvs - corrigé des variations saisonnières

Sources: Administration de l'emploi (ADEM), STATEC

Le taux de chômage au sens large¹, corrigé des variations saisonnières (cvs), s'est remis à augmenter sur la fin de l'année 2006. Après un taux inchangé de 6.2% sur la période allant de juillet 2005 à juillet 2006, celui-ci atteint 6.4% sur le dernier trimestre de l'année 2006. Cette hausse s'explique essentiellement par une ré-accélération des demandeurs d'emploi non-satisfait - DENS (+5.2% en rythme annuel contre +3% au troisième trimestre), le nombre des personnes engagées dans une mesure pour l'emploi diminuant de 1.6% sur cette période.

La baisse des personnes dans une mesure s'explique en grande partie par un transfert des personnes en mesure dans le secteur public vers des mesures dans le secteur privé. Cette ré-orientation s'inscrit dans la politique pour l'emploi actuelle, qui vise à favoriser les mesures pour l'emploi dans le secteur privé et de limiter les mesures dans le secteur public². Ainsi, le nombre de personnes engagées dans une mesure pour l'emploi dans le secteur public a fortement baissé au dernier trimestre 2006

(contrat d'auxiliaire temporaire dans le secteur public: -172 personnes par rapport au dernier trimestre 2005, affectation temporaire indemnisée: -112 personnes et formations: -51 personnes). Le nombre de personnes engagées dans une mesure dans le secteur privé a progressé solidement sur cette période (stages d'insertion en entreprise: +100 personnes, contrats d'auxiliaire temporaire dans le secteur privé: +91 personnes et stages de réinsertion professionnelle: +70 personnes), sans pour autant compenser la baisse dans le secteur public.

Le taux de chômage au sens strict (cvs), qui tient uniquement compte des DENS, s'établit à 4.6% en décembre 2006, contre 4.4% un an auparavant. La hausse ininterrompue du chômage s'explique toujours en grande partie (à raison de 45%) par la progression continue des travailleurs à capacité de travail réduite³ inscrits à l'ADEM. Pourtant, même si l'on ne tient pas compte de cette catégorie, le nombre de chômeurs, sur la fin de 2006, accélère tout de même (cf. graphique 35).

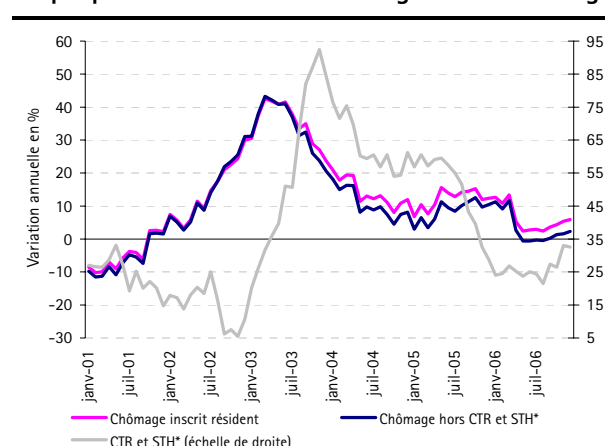
¹ Le taux de chômage au sens large tient, à côté des demandeurs d'emploi non-satisfait (DENS) inscrits à l'ADEM, également compte des personnes engagées dans une mesure pour l'emploi.

² Une étude récente ("Evaluation de l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi au Luxembourg", octobre 2006, Mireille Zanardelli, Jacques Brosius, Franz Clément du Ceps-Instead, http://www.gouvernement.lu/salle_presse/actualite/2006/11/23biltgen/etude.pdf) avait démontré que les mesures dans le secteur privé seraient beaucoup plus efficaces et permettraient une meilleure intégration sur le premier marché du travail que celles dans le secteur public.

³ Cf. Population et emploi n° 16: "L'incapacité de travail. Une mesure de maintien à l'emploi aux effets pervers?", Claudia HARTMANN-HIRSCH du Ceps/Instead, Août 2006, <http://www.ceps.lu/pdf/3/art1146.pdf?CFID=45579&CFTOKEN=55726999&tjsessionid=2030303d08163e566b56>.

En effet, bon nombre de personnes, touchées par les licenciements collectifs en 2006 (TDK, WSA, Monopol, Villeroy...), ont vu leurs préavis prendre fin ces derniers mois et se reflètent désormais dans les statistiques officielles de chômage (DENS inscrits auprès de l'ADEM). Ainsi, presque 400 résidents touchés par ces licenciements n'auraient pas encore trouvé d'emploi fin 2006, ce qui pourrait expliquer environ 40% de la hausse du nombre de chômeurs sur le dernier trimestre, abstraction faite des travailleurs handicapés et à capacité de travail réduite¹.

Graphique 35: Évolution du chômage au Luxembourg



Source: ADEM

* CTR = Travailleurs à capacité de travail réduite, STH = Travailleurs handicapés

Tableau 29: Chômage partiel

Branche	Nace	Année				2006				2007		
		2000	2004	2005	2006 ³	T1	T2	T3	T4	déc-06	janv-07	févr-07
Moyenne mensuelle du nombre d'entreprises en chômage partiel												
Entreprises concernées												
Ayant introduit une demande		1	4	6	4	3	6	2	3	3	6	5
Demande avisées favorablement		1	4	5	3	2	4	2	3	3	4	4
Ayant effectivement tiré ¹		1	3	4	4	2	3	2	...	...	...	...
Moyenne mensuelle du nombre de travailleurs en chômage partiel												
Travailleurs concernés												
Sur base des demandes introduites et avisées favorablement		124	94	146	105	42	111	135	131	106	225	278
Sur base des demandes tirées ¹		76	82	113	98	41	93	135	...	...	...	...
Hommes-mois en chômage complet ²		17	48	56	47	19	43	68	...	...	...	...
Travailleurs concernés sur base des demandes introduites et avisées favorablement, répartition par secteur d'activité												
Industries manufacturières	15-37	121	74	116	98	42	111	44	131	106	187	253
Industries alimentaires	15	1	-	1	1	2	-	-	-	-	-	-
Industrie textile	17	-	-	1	22	-	-	-	72	65	-	30
Travail du bois	20	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Edition, imprimerie, reproduction	22	-	-	-	43	32	41	41	27	-	-	61
Industrie chimique	24	2	21	14	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	-	8	-	-	-	-	-	8	25	25	-
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	26	107	2	25	20	-	52	-	14	-	162	162
Métallurgie	27	-	-	17	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des métaux	28	-	5	24	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication de machines et équipements	29	12	21	7	11	8	16	3	10	16	-	-
Fabrication de machines et appareils électriques	31	-	12	16	1	-	2	-	-	-	-	-
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et horlogerie	33	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie automobile	34	-	3	8	-	-	-	-	-	-	-	-
Récupération	37	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-
Construction	45	3	1	3	-	-	-	-	-	-	-	25
Commerce, réparation	50-52	-	3	17	-	-	-	-	-	-	-	-
Transports et communications	60-64	-	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	-	4	3	-	-	-	-	-	-	38	-
Education	80	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Economie entière	01-99	124	94	146	96	42	111	44	131	106	225	278

¹ Le fait d'introduire une demande ne signifie pas que l'entreprise utilise effectivement le chômage partiel. Les entreprises disposent d'un certain délai pour remettre leur décompte, de sorte que les chiffres sur les demandes tirées en 2005 et 2006 ne sont pas définitifs.

² Calcul sur base des heures de travail perdues pour les demandes effectivement tirées.

³ Ayant introduit une demande = 12 mois, ayant effectivement tiré = 10 mois

Sources: Comité de Conjoncture, Ministère du Travail, STATEC

¹ Il s'agit d'une estimation maximale sur base des informations disponibles au moment de la rédaction de la Note de conjoncture.

C. Prévisions économiques 2007-2009

Sommaire

1. Résumé	49
2. Principales hypothèses	51
2.1 Principales hypothèses en matière de politique économique.....	51
2.2 Principales hypothèses en matière de conjoncture internationale	53
3. Les résultats: prévisions 2007-2009	57
3.1 Principaux éléments de la prévision	57
3.2 Position cyclique et PIB potentiel.....	59
3.3 Les prévisions du PIB sous l'optique dépenses	60
3.4 Population et marché du travail	63
3.5 Prix et salaires, productivité.....	65
3.6 Finances publiques.....	67

1. Résumé

Tableau 30: Principaux résultats

	1985-2005	2005	2006	2007	2008	2009
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)					
PIB (en vol.)	5.1	4.0	5.5	4.5	5.0	3.5
Emploi total intérieur	3.3	3.0	3.8	3.7	3.5	3.5
Taux de chômage ¹	...	4.2	4.5	4.3	4.1	4.1
Indice des prix à la consommation ²	2.3	3.6	2.7	2.1	2.3	1.9
Coût salarial nominal moyen ²	4.0	3.7	3.8	3.8	3.6	2.1

Source: STATEC (1985-2005: comptes nationaux observés; 2006-2009: prévisions février 2007)

¹ Sur base du chômage inscrit (ADEM), en % de la population active.

² Concepts comptes nationaux

Environnement international

Après des années de faible croissance, la conjoncture européenne s'est améliorée sans cesse depuis 2004. L'année 2006, avec une croissance dépassant les 2.5%, fait ainsi figure de meilleur millésime depuis le bas du cycle. A côté d'une conjoncture forte aux USA – quoiqu'en ralentissement – deux faits marquants peuvent être isolés: le dynamisme des pays émergents et celui prévalant dans les pays exportateurs de pétrole.

L'année 2007 devrait être marquée par un ralentissement de la croissance économique un peu partout dans le monde, initié en partie par les USA. Pour ces derniers, le risque existe que la crise du marché immobilier débouche sur un ralentissement plus fort. Actuellement, les principales organisations internationales s'attendent à ce que la croissance du PIB des USA perde environ un point de % entre 2006 et 2007, pour être comprise entre 2.0 et 2.5%.

Le Luxembourg étant essentiellement tourné sur la zone euro, la bonne tenue des économies européennes, allemande en première, expliquerait la vigueur retrouvée. La demande étrangère adressée à l'économie luxembourgeoise marquera tout de même un ralentissement en 2007.

Les prix pétroliers, sans cesse en hausse depuis 2001 (+165% en cumul), ont augmenté sur le passé en partie en raison de la robustesse de la demande mondiale. Corrélativement, la stabilisation des prix sur la fin de 2006, autour de 60 USD/baril, traduirait le ralentissement conjoncturel. En janvier 2006, les prix sont tombés encore plus bas (54 USD/baril) reflétant en partie la douceur de l'hiver dans l'hémisphère Nord.

Prévisions pour le Luxembourg

L'année 2006 aura été la meilleure en termes de croissance pour le Luxembourg depuis 2000, les prévisions actuelles tablant sur une élévation du PIB en

volume de quelque 5.5%. En 2007, la croissance passerait à 4.5% alors que dans la prévision précédente on prévoyait encore une hausse de 4%. De façon générale, les prévisions ont plutôt été révisées à la hausse sur les derniers trimestres.

Le ralentissement de 2007 s'expliquerait en premier lieu par le freinage de l'économie américaine, déjà en cours, et qui aurait des répercussions (modérées) sur les pays européens, et, en deuxième lieu, par certaines mesures de rigueur budgétaire qui pourraient, d'après les simulations du STATEC, amputer la croissance domestique en 2007 d'un demi-point.

D'autres paramètres macro-économiques s'annoncent eux plus favorables dans les mois à venir.

Ainsi, l'inflation des prix à la consommation devrait ralentir, en passant de 2.7% à quelque 2%, ce qui serait principalement dû à la modération des prix pétroliers car l'inflation sous-jacente monterait à 2.5%. A ce sujet, il convient de préciser que les prévisions macro-économiques du STATEC ont été effectuées avec un baril de pétrole plus élevé que celui constaté pendant les semaines précédant la clôture de rédaction (quelque 66 USD pour 2007 contre un prix moyen en janvier 2007 de 54 USD).

De façon générale, l'évolution des prix et des salaires devrait tout de même rester modérée sur l'horizon de prévision: le niveau encore relativement élevé du chômage et la croissance de l'activité élevée mais somme toute modérée eu égard à ce qu'on observait sur la période allant de 1997 à 2000 (hausse moyenne de 7.7% du PIB en volume) ainsi que le reflux des prix pétroliers en sont les principaux arguments. D'autre part, l'évolution des salaires réels (salaires nominaux déflatés par les prix à la consommation) resterait en ligne avec celle de la productivité. Sur 2006-2009, le salaire nominal progresserait de 3.3%, les prix à la consommation de 2.2% et la productivité de 1.1%¹.

¹ Cette prévision a été effectuée avec l'hypothèse de l'échéance d'une seule tranche indiciaire sur la période 1.1.2008 – 31.12.2009 (cf. NDC 2-2006, pp. 42-43), conformément à la législation en vigueur.

En vertu du (léger) ralentissement de la croissance du PIB sur 2007-2009, la croissance de l'emploi intérieur aurait culminé en 2006 (à +3.8%) et reviendrait progressivement à 3.5%. Pour ce qui est du partage résidents/frontaliers, les tendances ayant prévalu au cours des dernières années ne seraient guère changées: la part des frontaliers dans les nouveaux emplois créés resterait stable, à environ 70% (soit la moyenne observée sur la période 1990-2005) et la part des frontaliers dans le stock de l'emploi total intérieur passerait à 42.8% en 2009 (39.6% en moyenne en 2006).

L'emploi résident resterait également alimenté par les flux migratoires, l'excédent des entrées sur les sorties se situant, en moyenne, à quelque 3 100 personnes. Ainsi, la population de résidence devrait continuer de s'accroître à un taux proche de 1% par an, équivalent à quelque 4 700 personnes en moyenne. En 2009, le nombre de résidents pourrait avoisiner les 478 000 personnes.

Depuis 2004, le nombre de chômeurs a sans cesse décéléré mais il ne s'est pas encore mis à baisser, contrairement à ce qui s'est passé dans pratiquement tous les autres pays européens. Toutefois, sans les personnes déclarées partiellement inaptes au travail (et qui ont dû passer par l'ADEM au cours des dernières années), le chômage aurait déjà reculé - très légèrement - depuis mai 2006. Puisque le nombre de travailleurs à

capacité de travail réduite devrait continuer à ralentir¹, la progression du nombre de chômeurs devrait elle-aussi s'amenuiser et le chômage pourrait commencer à diminuer. Le STATEC table donc sur une baisse du chômage à partir de 2007, baisse devant se poursuivre sur tout l'horizon de projection: le taux de chômage devrait passer de 4.5% en 2006 (concept ADEM, au sens strict) à 4.1% en 2009. Par ailleurs, il convient de rappeler que le dynamisme actuel du marché du travail, avec une expansion de l'emploi intérieur de plus de 3.5%, correspondrait, empiriquement, au seuil nécessaire pour réduire le chômage, du point de vue purement conjoncturel.

La bonne conjoncture et les mesures de rigueur budgétaire aidant, les finances publiques pourraient sortir du rouge déjà en 2007. Pour 2006, le STATEC prévoit un déficit de 0.6 point de PIB tandis qu'en 2007, un excédent des recettes sur les dépenses de 0.7 point de PIB pourrait être réalisé. Les prévisions en matière de recettes, dépenses et soldes publics se basent en partie sur Programme de stabilité et de croissance (PSC) datant de novembre 2006 mais intègrent des informations récentes, en ce qui concerne les recettes publiques, la situation conjoncturelle en 2006 et les prévisions pour 2007, ces dernières étant révisées à la hausse. Sur tout l'horizon de prévision, les recettes publiques évolueraient plus vite que les dépenses. Cet écart serait le plus marqué en 2007 (recettes: +7.5%; dépenses +4.2%).

¹ Cf. Note de bas de page n° 3 p. 63.

2. Principales hypothèses

2.1 Principales hypothèses en matière de politique économique

Les principales hypothèses se basent sur des lois, règlements et accords politiques susceptibles d'avoir un impact sur les agrégats macro-économiques, sujets de l'exercice de prévision. Il convient de distinguer les mesures clairement annoncées et quantifiables, intégrées d'office dans les prévisions, ainsi que d'autres, d'envergure macro-économique, ne pouvant aisément être quantifiées ou pour lesquelles l'impact escompté n'est pas clair.

Le tableau 31 regroupe ces mesures en faisant la distinction précitée. La plupart des mesures qui ont une incidence quantifiable font l'objet d'une loi votée par le parlement. Elles sont ainsi assorties d'un numéro de "dossier parlementaire" (cf. le bien-connu 5611) qui permet de retrouver l'intégralité des documents qui s'y rapportent (texte de la loi, exposé des motifs, commentaire des articles, avis des Chambres professionnelles, du Conseil d'Etat, etc...)¹.

Certaines hypothèses ont trait à des décisions ou directives au niveau européen (cf. Holdings 1929, Directive "services") et d'autres encore se caractérisent par l'absence de décisions: *pas* de hausse des barèmes fiscaux, *pas* d'accord salarial dans la fonction publique sur l'horizon de prévision, etc. Connaître l'ensemble des mesures prises en compte pour l'établissement des prévisions est une condition *sine qua non* pour comprendre les relations entre les principales variables concernées...

La plupart des mesures décrites font partie du "paquet tripartite", elles ont déjà fait l'objet d'une tentative de quantification par le STATEC (cf. NDC 1 et 2 2006). Certaines mesures issues des accords de la tripartite sont absentes de la liste figurant au tableau 31, du fait qu'elles ne sont pas quantifiables (avec précision) ou trop récentes ("pacte logement", maintien dans l'emploi, statut unique,...).

¹ Cf: www.chd.lu/archives/ArchivesPortlet

Tableau 31 : Liste des principales hypothèses en matière de politique économique

Dénomination	Description succincte	Commentaire / explications	Dossier parl.
1. Principales mesures ayant une incidence sur les prévisions			
Echéances EMS	Modification des échéances des tranches indiciaires de l'échelle mobile des salaires (EMS)	Etablissement d'échéances fixes au lieu de variables. En principe, sur la période 2006-2009, trois indexations devraient intervenir.	5580
Panier EMS	Neutraliser dans le panier des biens et services servant de référence à l'EMS, les taxes et autres prix en relation avec des critères environnementaux ou de santé publique	Sont concernés actuellement: taxe additionnelle sur alco pops, relèvement d'accises en vue de l'alimentation du Fonds de financement des mécanismes de Kyoto, redevances sur l'eau en application de la Directive 2000/60/CE.	5580
CNPF	Désindexation des prestations versées par la Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)	Sont concernés: allocations de naissance, de maternité, familiales, de rentrée scolaire, d'éducation et de congé parental. Les niveaux de ces prestations sont figés jusqu'en 2009 à celui prévalant en 2006.	5580
Forfait d'éducation	Désindexation du forfait d'éducation	Le niveau de cette prestation est figé jusqu'en 2009 à celui prévalant en 2006.	5580
Ajustement des pensions	Décalage dans le temps de l'ajustement prévu initialement au 1.1.2007	La hausse de 1.9% prévue au 1.1.2007 sera remplacée par une hausse de 1% au 1.7.2007 et de 0.9% au 1.7.2008.	5633
Assurance dépendance	Augmentation de la cotisation de 1 à 1.4% au 1.1.2007	Ne concerne que les seuls ménages.	5611
Accises sur les produits pétroliers	Création d'une contribution "changement climatique" par le relèvement successif des taux des accises sur les carburants routiers	1.1.2007: essence +2 cts/l et diesel +1.25 cts/l 1.1.2008: diesel +1.25 cts/l	5611
TVA 12% à 15%	Passage de certains biens et services du taux intermédiaire de 12% à un taux de 15%	Sont concernés: services fournis par les agences de voyage et les organisateurs de circuits touristiques, services de publicité et services relevant de l'exercice d'une profession libérale.	5600
Emissions CO ²	Réforme de la taxe sur les véhicules automoteurs selon des critères environnementaux	Passage d'une taxation basée sur le volume du moteur à un régime basé sur les émissions de CO ² .	5611
SSM	Hausse du salaire social minimum de 1.9% au 1.1.2007	La hausse reflète l'évolution des salaires réels en 2004 et 2005.	5632
Budget de l'Etat 2007	Evolution détaillée de toutes les recettes et dépenses de l'Etat central telles que prévues pour 2007. Présentation dans le système normalisé européen SEC 95.	Les évolutions proposées pour les principales catégories de dépenses ayant une influence sur l'évolution du PIB sont en principe reprises telles quelles par le STATEC comme hypothèses (investissement, masse salariale, consommation intermédiaire, prestations sociales). Considérer tout de même les commentaires respectifs dans la partie "prévisions" pour des déviations éventuelles des hypothèses.	5600
Programme de stabilité et de croissance 2007-2009	Propose une trajectoire des principales catégories de recettes et de dépenses de l'Etat jusqu'en 2009, en accord avec le code de conduite européen en la matière.	idem Budget 2007	néant
2. Autres mesures n'ayant pas forcément une incidence sur les prévisions mais comportant une dimension macro-économique			
Marché de l'électricité	Libéralisation complète du marché de l'électricité; libre choix du fournisseur pour le particulier à partir du 1.7.2007	Organisation du marché de l'électricité suivant des principes commerciaux, tout en garantissant la sécurité d'approvisionnement et le respect de l'environnement.	5605
Marché du gaz	Libéralisation complète du marché du gaz naturel; libre choix du fournisseur pour le particulier à partir du 1.7.2007	Organisation du marché du gaz naturel suivant des principes commerciaux, tout en garantissant la sécurité d'approvisionnement et le respect de l'environnement.	5606
Holding 1929	Abrogation de la législation régissant les holdings "1929"	Projet de loi faisant suite à la décision de la Commission européenne concernant le régime d'aide C3/2006 mis en oeuvre par le Luxembourg en faveur des sociétés holdings. Le régime d'aide s'apparente à une exemption fiscale concernant les distributions effectuées par ce type de sociétés qui sont exonérées de retenues à la source. Le projet de loi comporte des mesures transitoires conformes à la décision de la Commission européenne.	5624
Directive services	Cette directive vise à créer un cadre juridique pour assurer la liberté d'établissement et la libre circulation des services entre les Etats-membres de l'Union européenne.	Les services couverts concernent e.a.: conseil en management, certification, entretien de bureaux, publicité, recrutement, conseil juridique/fiscal, immobilier, construction, architectes, agences de voyage, soins à domicile.	
3. Autres hypothèses			
Impôt de solidarité	Pas de hausse incluse dans les prévisions	Contrairement à l'annonce faite lors de la déclaration sur l'état de la Nation, il n'est actuellement pas prévue de hausse de l'impôt solidarité.	
Barèmes fiscaux	Pas d'adaptation prévue	Les barèmes fiscaux ont par le passé été régulièrement adaptés à l'inflation salariale. Conformément aux déclarations du Gouvernement, aucune adaptation n'est actuellement prévue sur l'horizon de prévision 2007-2009.	
Accord salarial dans la fonction publique	Aucune hausse prévue	Conformément aux déclarations du Gouvernement, aucune hausse du point indiciaire des barèmes des fonctionnaires et employés publics n'est prévue sur l'horizon de prévision.	

Source: STATEC

2.2 Principales hypothèses en matière de conjoncture internationale

Tableau 32: Hypothèses exogènes

	1985-2005	2005	2006	2007	2008	2009
	Évolution en % (ou spécifié différemment)					
<i>Environnement international</i>						
PIB zone Euro	2.3	1.3	2.7	2.1	2.2	2.1
Demande mondiale, volume ¹	5.4	4.9	7.4	5.1	5.3	5.1
<i>dont biens</i>	6.2	6.3	9.7	5.8	6.2	5.9
<i>dont services</i>	4.6	3.4	5.1	4.3	4.5	4.4
Prix PIB UE15	2.7	1.9	1.9	2.0	1.8	1.8
Prix pétroliers (USD/baril)	22.4	54.5	65.2	66.4	66.4	66.4
Taux de change (USD/EUR)	1.10	1.24	1.26	1.32	1.32	1.32
Taux de change effectif nominal (augm. = dépréc.)	0.1	-0.1	-0.1	-0.4	0.0	0.0
Taux de chômage Grande Région (% de la pop. active)	9.3	10.2	9.9	9.5	9.1	9.0
Revenus des ménages Grande Région	3.2	1.8	3.0	3.1	2.9	2.9
<i>Secteur public (services non-marchands)</i>						
Masse salariale	7.1	7.0	7.0	5.9	6.1	4.9
Emploi total	2.6	3.2	2.9	2.9	2.9	2.9
Coût salarial moyen	4.4	3.7	4.0	2.9	3.1	1.9
FBCF (nominale)	8.1	14.2	5.5	4.6	6.1	3.0
Prestations sociales ²	8.1	7.6	5.9	4.4	5.0	5.3
<i>Secteur financier</i>						
Valeur ajoutée brute (vol.)	7.0	10.2	10.8	6.2	4.5	4.2
Exportations de commissions (en vol.)	11.3	13.1	18.8	13.5	11.0	10.3
Emploi total	5.8	3.6	10.1	8.3	4.9	4.9

Source: STATEC (1985-2005: comptes nationaux observés; 2006-2009: prévisions)

¹ Moyenne simple des taux de croissance des biens et services

² Moyenne 1990-2005 au lieu de 1985-2005

2.2.1 Situation globale, faits marquants

Après les années de croissance faible (2002 et 2003), la conjoncture européenne s'est améliorée sans cesse depuis 2004. L'année 2006, avec une croissance dépassant les 2.5%, fait ainsi figure de meilleur millésime depuis le bas du cycle.

Dans ce contexte de phase ascendante du cycle et de montée forte des prix pétroliers, l'inflation reste globalement modérée dans la zone euro, à la fois pour ce qui concerne l'IPCH (prix à la consommation) ainsi que les coûts salariaux. Pour les deux, les taux de progression, en glissement annuel, ne dépassent qu'à peine les 2.0% au cours des derniers mois.

La bonne situation conjoncturelle de la zone euro tient en premier lieu au dynamisme soutenu de l'économie mondiale dans son ensemble. A côté d'une conjoncture forte aux USA, deux faits marquants peuvent être isolés: le dynamisme des pays émergents (BRIC¹) et celui

prévalant dans les pays exportateurs de pétrole. Pour ce qui est des premiers, la croissance a sans cesse été révisée à la hausse (cf. tableau 33). Par ailleurs, l'Europe constitue un partenaire privilégié pour ce qui est des relations bilatérales avec bon nombre d'exportateurs de pétrole, la Russie en premier lieu.

L'année 2007, en revanche, devrait être marquée par un ralentissement de la croissance économique, un peu partout dans le monde, à commencer par les USA. Pour ces derniers, en effet, le risque existe que la crise du marché immobilier débouche sur un fort ralentissement. Actuellement, les principales organisations internationales s'attendent à ce que la croissance du PIB des USA perde environ un point de % entre 2006 et 2007, pour être comprise entre 2.0 et 2.5%. La Commission européenne a étudié l'impact sur la conjoncture européenne d'un ralentissement plus sévère encore que prévu aux USA². Selon les experts européens, l'impact (néгатif) supplémentaire pourrait aller de 0.2 à 0.5 point de % (ppt) de PIB au cours de la première année (2007) et de 0.3 à 0.8 ppt au cours de la deuxième année (2008).

¹ Brésil, Russie, Inde et Chine.

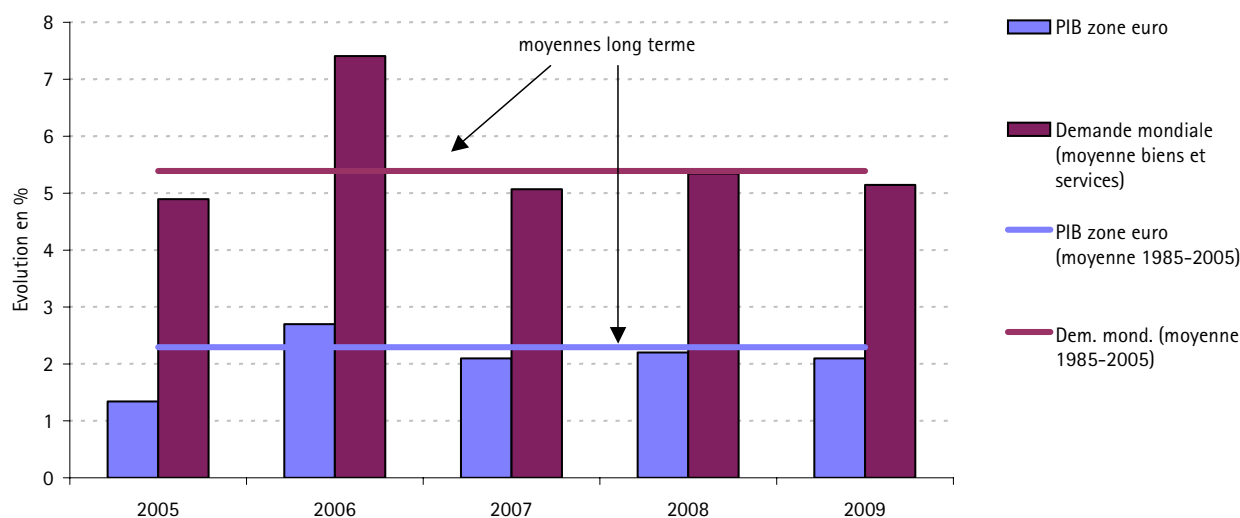
² Cf.: *Impact of a US slowdown on the euro area*; document de la Commission européenne, ECFIN/06/REP(2006)56532-EN.

2.2.2 La demande adressée à l'économie luxembourgeoise

Le Luxembourg est peu exposé de manière directe aux zones géographiques qui sont à l'origine du dynamisme de l'économie mondiale depuis 2004 (BRIC, USA). Il a ainsi l'une des parts d'exportations de biens vers les USA les plus faibles parmi les pays de la zone euro (1.1% en 2005)¹. Le Luxembourg est donc essentiellement tourné sur la zone euro, du moins en ce qui concerne les biens, et la bonne tenue des économies européennes, allemande en première, depuis le début de 2006, explique la forte hausse de la demande étrangère (cf. tableau 32 et graphique 36) en 2007.

Toutefois, la demande mondiale adressée à l'économie luxembourgeoise, telle qu'élaborée par le STATEC², marquera selon toute vraisemblance un ralentissement en 2007 par rapport à 2006 (+5.1% contre +7.4%, biens et services confondus). Ce ralentissement tient en partie à l'atterrissage en douceur attendu pour l'économie américaine et les retombées (modérées) sur la zone euro. Par contre, selon les prévisions des principales organisations internationales, la zone euro pourrait poursuivre son cycle d'expansion sans trop perdre de vitesse.

Graphique 36: Demande adressée à l'économie luxembourgeoise



Source: STATEC

Tableau 33: BRIC, croissance du PIB

	Prévision du PIB BRIC ¹ pour...			
	2005	2006	2007	2008
...établie en:				Evolution en % ²
automne 2005	7.7	7.4	7.2	...
printemps 2006	8.3	8.0	7.7	...
automne 2006	8.7	8.9	8.4	8.3

Source: Commission européenne

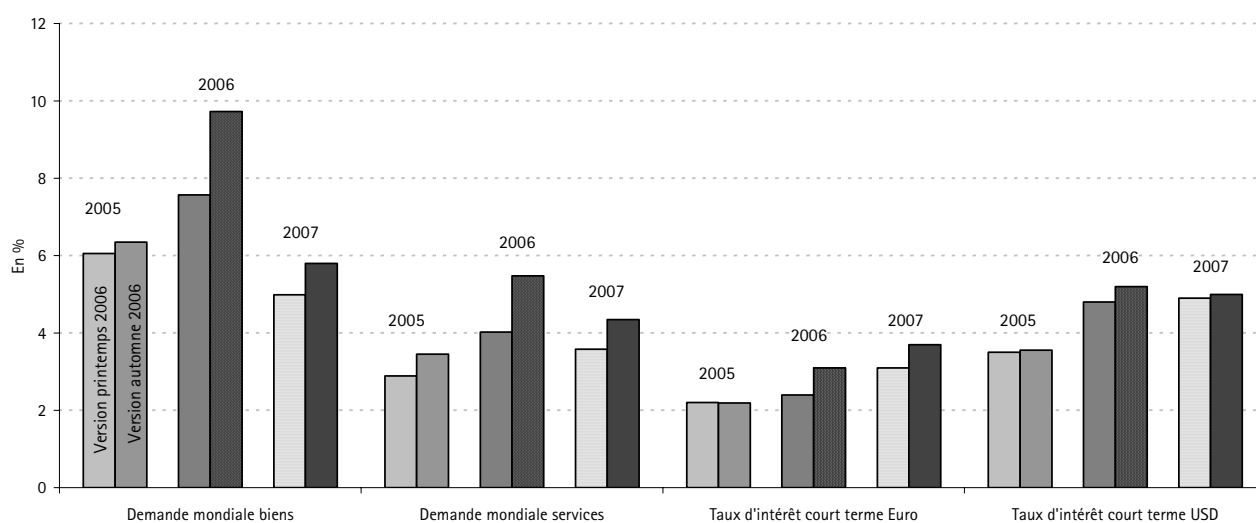
¹ Brésil, Russie, Chine et Inde = BRIC

² en volume, pondérées par le PIB exprimé en parités de pouvoir d'achat.

¹ Par contre, pour ce qui concerne les exportations de services vers les USA, il a la part la plus élevée des pays de la zone euro (4.3%).

² Il s'agit de la moyenne des importations de biens ou de services par les principaux partenaires commerciaux (B, NL, D, F, UK, USA, CH, I). Les facteurs de pondération sont la taille respective des pays et la part des exportations luxembourgeoises allant vers ce pays. Les séries sont exprimées à prix et à taux de change constants.

Graphique 37: Comparaison du scénario international printemps/automne 2006



Source: STATEC

2.2.3 Autres variables exogènes liées à l'environnement mondial

L'évolution des autres variables exogènes liées à l'environnement mondial reflète le ralentissement anticipé sur 2006/2007, faisant suite à une phase de croissance mondiale soutenue.

Ainsi, les prix pétroliers, en hausse continue depuis 2001 (+165% en cumul), ont augmenté sur le passé en partie en raison de la vigueur de la demande mondiale. Corrélativement, la stabilisation en décembre 2006, autour de 60 USD/baril, reflète en partie le ralentissement de la demande pour l'or noir. Plus récemment, les prix sont tombés encore plus bas (moins de 55 USD/baril à la mi-janvier) reflétant en partie la douceur de l'hiver dans l'hémisphère Nord. Il va sans dire que les tensions géopolitiques peuvent à tout moment raviver la spéculation et faire monter les prix en flèche...

Le cycle de hausse des taux d'intérêt semble révolu et les analystes misent sur un début de baisse en 2007, du moins aux USA. Ainsi, les taux à trois mois pourraient y descendre de 5.2% (en moyenne annuelle) en 2006 à 4.4% en 2008. En Europe, il n'est pour le moment pas (encore) question de baisse mais plutôt de stabilisation. Les taux courts pourraient y plafonner à 3.7% sur 2007 et 2008, reflétant l'absence de tensions sur les prix et les salaires et la récente dégrue des prix pétroliers.

Le chômage dans la Grande Région joue sur l'offre de travail s'adressant au Grand-Duché. Plus il est élevé, plus grande est la probabilité que les travailleurs des régions limitrophes viennent postuler pour des emplois au Luxembourg et plus forte seront probablement également les tensions à la baisse sur les salaires au Luxembourg. Les données les plus récentes montrent d'une part une révision à la hausse du niveau historique du taux de chômage moyen dans les régions limitrophes ce qui est dû à une révision des données. D'autre part, le chômage

dans la Grande Région devrait baisser sur la période de prévision, ceci même légèrement plus qu'anticipé encore au printemps (cf. graphique 39).

2.2.4 Secteur financier

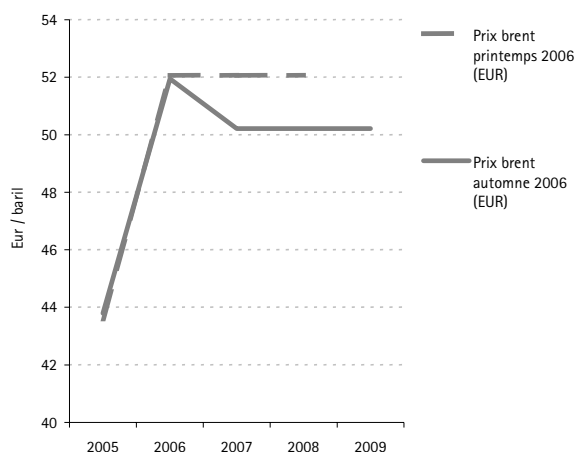
La conjoncture récente du secteur financier est décrite en détail aux pages 28 à 30. Pour l'établissement des prévisions, les principales hypothèses ont trait:

- à l'indice boursier Eurostoxx50,
- aux taux d'intérêt (Euro et USD),
- à l'activité économique dans la zone Euro.

En principe, les variables comme l'indice boursier ou le PIB de la zone euro devraient retrouver, à moyen terme, une croissance proche des tendances historiques. Il s'agit en l'occurrence d'une hypothèse de nature technique. Ainsi, lorsque ces variables ont connu sur le passé récent une évolution au-dessus de leur tendance, elles sont supposées ralentir sur la période de prévision. Ceci est actuellement le cas pour l'indice boursier, ce qui entraîne alors de façon (quasiment) mécanique un ralentissement de l'évolution de l'activité et de l'emploi dans les services financiers.

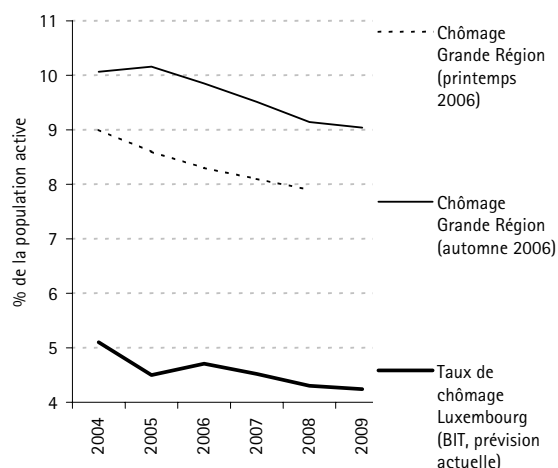
Aussi, les développements actuels permettent-ils de supposer que le secteur financier pourrait rester en 2007 encore dans une situation très confortable, avec une expansion de l'emploi et de l'activité proches, voire au-dessus des tendances de long terme (tout en étant inférieures à celles de 2006, cf. graphique 40 p. 57). Ce ne sera probablement qu'en 2008 que le ralentissement sera plus marqué, avec des évolutions de la valeur ajoutée en volume (VAB) et de l'emploi (avec +4% respectivement +5%) encore solides, mais à ce moment inférieures aux tendances historiques.

Graphique 38: Prix pétroliers en eur



Source: STATEC

Graphique 39: Chômage au Luxembourg et dans la Grande Région



Source: STATEC

Tableau 34: Autres Hypothèses exogènes

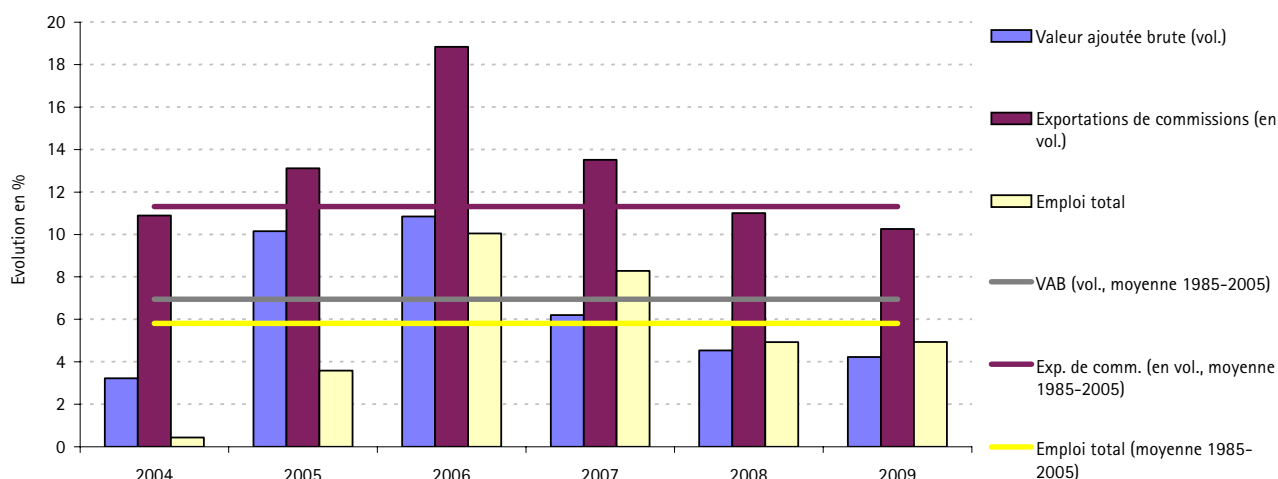
	1985-2005	2005	2006	2007	2008	2009
	Évolution en % (ou spécifié différemment)					
<i>Marchés financiers</i>						
Taux d'intérêt court terme EUR ¹	6.3	2.2	3.1	3.7	3.7	3.7
Taux d'intérêt long terme EUR ¹	7.2	3.4	3.8	4.0	4.2	4.3
Taux d'intérêt court terme USD ¹	5.4	3.6	5.2	5.0	4.4	4.5
Taux d'intérêt long terme USD ¹	6.7	4.3	4.8	4.7	4.6	4.8
Taux d'intérêt hypothécaires (Luxembourg)	6.1	3.4	3.6	3.8	4.0	4.1
Indice boursier européen EuroStoxx ²	7.8	14.3	18.1	8.5	8.5	8.5
<i>Prix étrangers</i>						
Prix étrangers (valeur ajoutée, biens)	1.2	1.9	1.2	1.3	1.1	1.1
Prix étrangers (valeur ajoutée, services)	2.6	1.9	2.1	2.2	2.0	2.0
Prix étrangers (export. biens)	0.5	2.8	3.4	1.5	0.9	0.9
Prix étrangers (export. services)	1.2	1.1	2.0	1.7	1.1	1.1
<i>Population, marché du travail</i>						
Solde naturel (1000 pers.)	1.29	1.83	1.83	1.83	1.83	1.83
Part pop. âge de travailler (15-64 ans) dans la pop. tot. (%)	68.0	67.1	67.1	67.2	67.3	67.4
Fonctionnaires internationaux (1000 pers.)	7.61	8.30	8.34	8.38	8.41	8.45

Source: STATEC

¹ Niveaux

² Moyenne 1987-2005 au lieu de 1985-2005

Graphique 40: Principaux résultats pour le secteur financier



Source: STATEC

3. Les résultats: prévisions 2007-2009

3.1 Principaux éléments de la prévision

L'année 2006 aura été la meilleure en termes de **croissance** depuis 2000: les prévisions actuelles tablent sur une élévation du PIB en volume de quelque 5.5%. Les comptes trimestriels quant à eux font état d'une croissance de 6.2% sur les trois premiers trimestres. Or même si l'acquis de croissance sur les trois premiers trimestres est de 5.4%, il y a lieu d'admettre que la croissance, sur l'ensemble de l'année, ne va pas dépasser de beaucoup les 5.5%. Il faut en effet prendre en compte le fait que la croissance a été très élevée au 4^e trimestre 2005, ce qui exercera un effet de base négatif sur le quatrième trimestre 2006.

Le fait marquant est la révision à la hausse des prévisions de croissance (tableau 36). Il y a douze mois, l'on prévoyait encore une hausse du PIB en 2006 de 4% (contre 5.5% actuellement). Il y a trois mois, lors de l'établissement du scénario macro-économique pour l'établissement du Programme de stabilité et de croissance (PSC), on tablait encore sur 4% de croissance en 2007 (4.5% actuellement). Ces révisions à la hausse sont dues en premier lieu à un environnement mondial plus favorable, en Europe mais également dans les pays émergents.

Pourtant, dans un environnement conjoncturel européen favorable (les perspectives de croissance pour l'Allemagne en 2007 viennent d'être portées à 2% par l'Institut für Weltwirtschaft de Kiel), les prévisions du STATEC annoncent un ralentissement en 2007, la croissance passant de 5.5% à 4.5%. Ce dernier serait dû en particulier à deux phénomènes. En premier lieu, il y aurait le ralentissement de la croissance aux USA, qui semble inévitable et qui aurait des répercussions (modérées) sur les pays européens, et, en deuxième lieu, l'option de rigueur budgétaire (cf. Notes de conjoncture précédentes), qui pourrait, d'après les simulations du STATEC, amputer la croissance domestique en 2007 d'un demi-point. Rappelons enfin que l'établissement de toute prévision doit être guidée par la prudence, surtout dans une optique budgétaire et que le prévisionniste préfère réviser à la hausse plutôt qu'à la baisse.

D'autres variables macro-économiques s'annoncent plus favorables qu'en 2006. Il en va ainsi par exemple de l'inflation, qui devrait ralentir (passer de 2.7% en 2006 à quelque 2.1% en 2007) et du chômage qui pourrait entamer une légère baisse.

Tableau 35: PIB optique dépenses 2006, comptes trimestriels et prévisions

	Prévision 2006	Comptes trimestriels, trois trimestres	
		Evolution	Acquis de croissance ¹
		<i>Evolution en volume</i>	
Consommation finale nationale	3.1	4.1	3.3
Consommation publique	1.9	2.3	1.6
Formation brute de capital fixe (hors var. stocks)	9.6	5.3	-0.9
Exportations de biens et services	14.8	16.7	14.9
Importations de biens et services	14.5	15.1	11.7
Produit intérieur brut	5.5	6.2	5.4

Source: STATEC

¹ Croissance sur l'année entière, sous l'hypothèse que l'agrégat en question connaît une croissance zéro sur le quatrième trimestre**Tableau 36: Évolution chronologique des prévisions de croissance du PIB en vol.**

	Parution	2004	2005	2006	2007	2008	2009
NDC 3-05	février 2006	4.5	4.5	4.0	4.2	4.5	...
NDC 1-06	mai 2006	4.2	4.0	5.0	pmaj ¹	pmaj	...
NDC 2-06	octobre 2006	3.6	4.0	5.5	4.0	pmaj	...
PSC ²	novembre 2006	3.6	4.0	5.5	4.0	5.0	4.0
NDC 3-06	février 2007	3.6	4.0	5.5	4.5	5.0	3.5

Source: STATEC

¹ pmaj = pas mis à jour² Programme de stabilité et de croissance (scénario macro-économique élaboré par le STATEC)

NB: les chiffres représentés en caractères gras sont issus des calculs des comptes nationaux annuels et ne sont pas des prévisions.

Le ralentissement de l'**inflation** serait principalement dû à la modération des prix pétroliers. A ce sujet, il convient de préciser que les prévisions macro-économiques annuelles ont été effectuées avec un prix du baril de pétrole plus élevé que celui constaté sur les semaines précédant la clôture de rédaction (quelque 66 USD pour 2007 contre un prix actuel d'environ 55 USD). Le STATEC n'a pas opté pour un redressement de dernière minute, pour trois raisons:

1. les prévisions d'automne des principales organisations internationales tablaient en moyenne sur un prix proche de 67 USD;
2. le STATEC présente habituellement, pour les prévisions *mensuelles* d'inflation, un scénario bas et un scénario haut (cf. pp. 34-35); dans la configuration actuelle, la répercussion d'un baril de 8 USD plus élevé sur l'IPCN peut être estimée à 0.2 points de % en 2007;
3. la volatilité inhérente des prix pétroliers (l'écart-type du prix du Brent depuis 1995 est de 15 USD) qui peut inciter à ne pas réagir tant que la baisse du prix actuel par rapport à l'hypothèse sous-jacente à la prévision reste dans une certaine fourchette.

Le **chômage** pourrait baisser pour des raisons purement conjoncturelles, pour la première fois depuis 1997 (en se référant à la série ADEM). En effet, la croissance de l'emploi se situe actuellement à un niveau jugé suffisamment élevé, vu l'expérience du passé, pour contribuer à diminuer le taux de chômage, abstraction faite de toute considération structurelle. Il faut aussi garder à l'esprit que le chômage a continué à augmenter en 2006 d'une part pour des raisons réglementaires (intégration des travailleurs à capacité de travail réduite),

mais aussi en raison de licenciements collectifs d'envergure (Villeroy, TDK, Monopol, WSA, etc.), qui se font surtout sentir sur la fin d'année.

La bonne conjoncture (et les mesures d'austérité, cf. accords tripartites) aidant, les **finances publiques** pourraient sortir du rouge déjà en 2007. Pour 2006, le STATEC prévoit encore un déficit de 0.6 point de PIB tandis qu'en 2007, un excédent des recettes sur les dépenses de 0.7 point de PIB pourrait être réalisé. Notons encore que pour 2006, sur base des données mensuelles observées dont dispose le STATEC à la clôture de rédaction, on peut tabler sur une hausse d'environ 10% des recettes publiques sur le total de l'année.

Ces prévisions de finances publiques du STATEC se basent en partie sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) datant de novembre 2006 mais intègrent des informations plus récentes, à la fois en ce qui concerne les recettes publiques mais aussi pour ce qui est de la situation conjoncturelle en 2006 et des prévisions pour 2007. Rappelons que par rapport au scénario macro-économique sur lequel est basé le PSC, le STATEC a révisé à la hausse sa prévision du PIB pour 2007, de 4.0% à 4.5%, tout en confirmant les 5.5% de hausse du PIB prévus pour 2006.

Sur tout l'horizon de prévision, les recettes publiques évolueraient plus vite que les dépenses. Cet écart serait le plus marqué en 2007 (recettes: +7.5%; dépenses +4.2%). Il convient de noter que les dépenses se basent en grande partie sur les prévisions retenues pour l'établissement du PSC tandis que les recettes ont été estimées sur base des nouvelles données dont dispose le STATEC. Aussi, la modification des dépenses, par rapport à la trajectoire du PSC, pourrait rendre rapidement caduques ces prévisions.

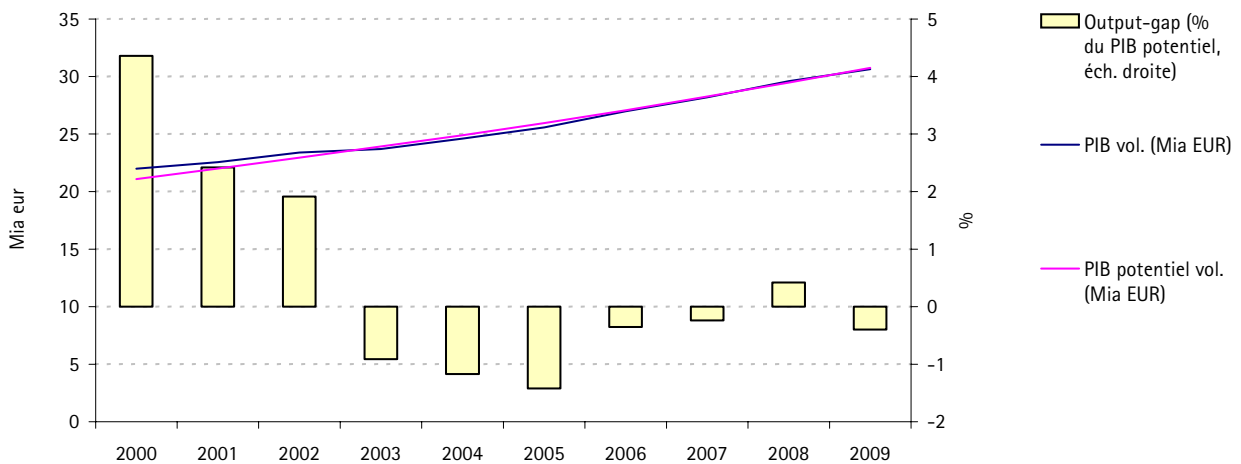
3.2 Position cyclique et PIB potentiel

Dans une perspective de plus long terme, il se pourrait que les années 2006-2008 constituent le sommet du cycle actuel. Celui-ci est en effet en train de gagner en maturité, l'Europe étant comme d'habitude un peu en retard sur les USA. Les réactions appropriées des autorités monétaires permettront probablement de prolonger la phase d'expansion au-delà de 2007, qui s'annonce déjà pas mauvaise du tout en Europe, mais à un certain moment, des tensions inflationnistes émergeront au fur et à mesure que l'écart de production sera comblé. Des hausses supplémentaires de taux freineront alors l'expansion. Actuellement, la croissance est saine, commence à s'auto-entretenir en Europe via la demande intérieure et les USA semblent ne pas trop souffrir du ralentissement du marché immobilier (même si un ou

deux trimestres plus faibles pourraient y être constatés sur la première moitié de 2007).

Le STATEC évalue la hausse du PIB potentiel du Luxembourg sur l'horizon de prévision à quelque 4¹/₄%. Ce chiffre est quasiment inchangé par rapport à la dernière prévision ayant figuré dans la NDC 3-05. Ainsi, l'écart de production (PIB en volume observé rapporté au PIB potentiel) se fermerait en 2007 ou en 2008 (graphique 41). Il convient de préciser que l'établissement de la croissance potentielle dans une très petite économie ouverte et entouré d'un degré d'incertitude élevé. La prudence impose donc de ne pas sur-interpréter ces données statistiques sur les écarts de production dans une optique prévisionnelle.

Graphique 41: PIB et PIB potentiel



Source: STATEC

3.3 Les prévisions du PIB sous l'optique dépenses¹

La **consommation privée** aurait connu une croissance assez soutenue en 2006, évolution un peu contraire à certaines données, mais cohérente, semble-t-il, avec les indicateurs mensuels sous-jacents². D'un côté, on constate en effet une forte baisse de l'indicateur de confiance des ménages, établi par la BCL (cf. graphique 19, p. 23), sur la fin de 2005 et au début de 2006, l'annonce des mesures "tripartites" au printemps 2006 coïncidant d'ailleurs avec le point le plus bas jamais enregistré pour cette enquête. Depuis, l'indicateur s'est repris mais il reste, en moyenne, en 2006, au-dessous des niveaux enregistrés en 2005. De l'autre côté, les mesures tripartites amputent, à partir de 2006, mais surtout en 2007, le consommateur d'un certain pouvoir d'achat. Le STATEC a en effet évalué la baisse du revenu disponible réel, imputable aux mesures tripartites sur ces deux années-là, à quelque 1.5 points, dont 0.5 sur 2006.

Le STATEC prévoit donc un sensible ralentissement de la consommation privée sur 2007, la croissance de cet agrégat passant des 3.1% estimés pour 2006 à 1.2% en 2007. Elle se reprendrait en 2008 (+2.7%) mais ralentirait à nouveau en 2009. Le ralentissement en 2007 serait imputable en grande partie à la perte de pouvoir d'achat des ménages due au ralentissement des transferts sociaux et au retardement de l'indexation des salaires. Pour 2008 et 2009, il faut savoir que les prévisions actuelles sont établies avec l'hypothèse de l'échéance d'une seule tranche indiciaire sur 2008 et 2009 (et aucune en 2007) conformément à la législation actuellement en vigueur en la matière (cf. NDC 2-06, pp. 42-43).

D'après les comptes nationaux trimestriels, la **formation brute de capital fixe** (FBCF) aurait connu une reprise en 2006, après avoir "sous-performé" durant trois ans (2003-2005, +1.5% en moyenne par an). Pourtant la reprise est encore fragile et les données trimestrielles de la FBCF sont très volatiles. Ainsi, sur les premiers six mois, la croissance annualisée est de 9% mais elle retombe à 5% sur les premiers 9 mois. L'acquis de croissance est même très faible en raison d'une hausse exceptionnellement forte de la FBCF sur le quatrième trimestre 2005 (achat d'un avion gros-porteur). Toujours est-il que le STATEC compte sur une hausse de l'investissement total de l'ordre de 10% en 2006, hausse qui concorde avec la forte reprise de l'activité.

Sur 2007-2009, la hausse de la FBCF ne devrait fléchir que modérément, portée par l'investissement du secteur financier³ et des autres secteurs tels que machines et équipements, bâtiments non résidentiels tandis que l'évolution de la FBCF des services non-marchands, tout en étant positive, serait inférieure à la moyenne. La FBCF resterait portée par les taux d'intérêt réels toujours historiquement bas, un effet "multiplicateur", qui découle de la forte hausse de l'activité, sur la période de prévision, ainsi que par un certain besoin de rattrapage (vu le sous-investissement observé sur 2003-2005, mentionné plus haut).

En 2006, les **exportations** de biens auraient augmenté de quelque 11% en volume. Cette performance est en ligne avec celle de la demande adressée, même si cette dernière ne progresse que de quelque 10%⁴. Sur 2007-2009, la tendance serait inversée et les exportations de biens augmenteraient légèrement moins que l'indicateur de demande (graphique 42), tout en comblant progressivement l'écart. Les exportations de services financiers sont étroitement liées aux performances des bourses de valeurs. La hausse élevée constatée en 2006 (indice boursier européen: +18%; exportations de services financiers en volume +18%) ne serait pas répétée sur l'horizon de prévision. En effet, la hausse projetée de l'indice boursier européen correspond, par hypothèse, à la moyenne observée sur le passé... (graphique 44) Les exportations de services non-financiers ont, par le passé, toujours mieux performé que l'indicateur de demande élaboré par le STATEC (basé sur les importations de services des principaux partenaires commerciaux). Les explications tiennent à la spécialisation du Luxembourg en la matière, citons comme exemple les télécommunications, les transports aériens, et, plus récemment, les services liés à Internet. Il n'y a pas de raison objective d'admettre que les exportations de services non-financiers ne puissent pas continuer d'évoluer à des rythmes très élevés, comparables à ceux observés sur le passé (+8% en moyenne par an depuis 1985, +9% depuis 2000 et +11% sur l'horizon de prévision: graphique 43).

Les importations de biens et de services constituent la contrepartie de la demande intérieure et de celle destinée à l'exportation. Vu les spécificités de l'économie luxembourgeoise en tant que petite économie, il n'est, de façon simplifiée, pas faux d'admettre que pour la plupart des branches, l'essentiel de la production est exporté tandis que le gros de la consommation, tant finale qu'intermédiaire, est importé.

¹ L'évolution de la consommation publique est commentée dans la partie "finances publiques".

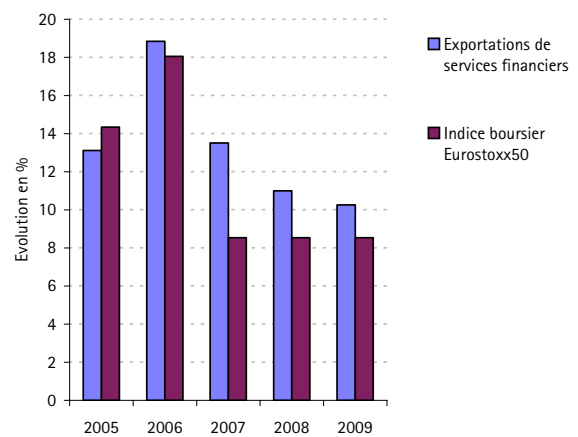
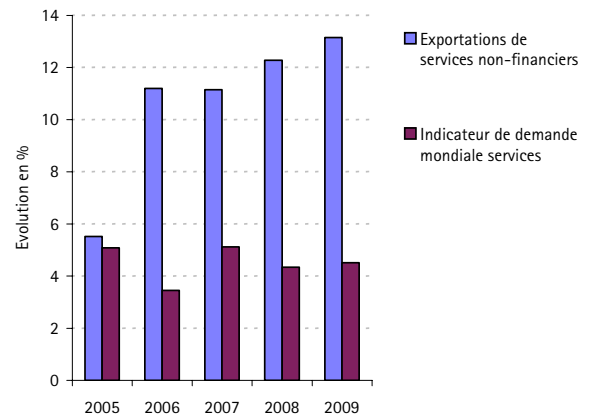
² Cf. pp.14 à 15, commentaire comptes nationaux trimestriels.

³ L'investissement en bâtiments et équipements du secteur financier avait baissé de 56% entre 2000 et 2003 et seule une partie de ce recul n'a été effacée jusqu'en 2005.

⁴ L'évolution des exportations de biens a été perturbée ces dernières années par des phénomènes exceptionnels, liés par exemple aux produits de tabacs, aux téléphones portables ou à l'or non-monnaire.

Des exceptions notables sont évidemment la construction et les services personnels, ainsi que, dans une moindre mesure, le commerce de détail. Il en découle que le degré d'ouverture de l'économie luxembourgeoise est très élevé, de l'ordre de 150%. Dans le modèle économétrique modux, utilisé pour établir les prévisions, les importations constituent une sorte de fonction de réaction: plus la demande intérieure ou à l'exportation augmente, plus les importations doivent progresser. Or vu le poids des exportations, il n'est pas étonnant de constater que les importations de biens et de services les suivent de très près¹.

Graphiques 42-45: Commerce extérieur et indicateurs de demande mondiale



Source: STATEC

¹ Sur la période 1985-2005, le taux de corrélation entre les taux de croissance des exportations et de la demande intérieure (consommation finale privée et publique, formation brute de capital fixe) est de 0.45 mais il est de 0.88 entre les exportations et les importations.

Tableau 37: Résultats détaillés

	1985-2005	2005	2006	2007	2008	2009
	<i>Évolution en % (ou spécifié différemment)</i>					
<i>Décomposition du PIB en vol. (opt. dépenses)</i>						
Consommation finale nationale	3.7	3.4	3.1	1.2	2.7	2.1
Consommation publique	5.0	4.8	1.9	2.3	1.4	2.5
Formation brute de capital fixe (hors var. stocks)	7.1	2.2	9.6	6.9	6.9	3.2
Variation stocks (% du PIB)	...	1.5	1.3	0.6	0.3	0.1
Demande nationale	4.6	4.9	2.9	2.2	3.2	2.3
Exportations de biens et services	7.3	8.0	14.8	9.9	9.2	9.2
<i>dont biens</i>	5.1	3.8	11.3	2.3	4.1	5.0
<i>dont services</i>	10.2	11.3	17.2	13.0	11.3	10.8
<i>dont consommation des non-résidents</i>	2.2	-8.3	-2.4	2.3	-0.4	0.9
Importations de biens et services	7.1	9.3	14.5	9.5	8.9	9.5
<i>dont biens</i>	5.3	6.0	10.6	4.1	5.1	4.9
<i>dont services</i>	9.9	11.8	17.4	13.0	11.2	12.0
<i>dont résidents à l'étranger</i>	2.8	0.8	1.2	0.9	1.1	1.0
Produit intérieur brut	5.1	4.0	5.5	4.5	5.0	3.5
<i>Prix et salaires</i>						
Prix à la consommation ¹	2.3	3.6	2.7	2.1	2.3	1.9
Coût salarial moyen nominal ¹	4.0	3.7	3.8	3.8	3.6	2.1
Revenu disponible des ménages (réel) ⁴	3.3	-1.1	1.5	0.6	1.9	1.3
Déflateur implicite du PIB ¹	2.3	4.7	4.3	4.3	5.3	3.3
Prix implicites VAB privée hors sect. fin.	1.9	4.3	2.2	2.4	2.4	1.3
Productivité apparente du travail ²	2.1	1.0	1.6	0.9	1.6	0.2
Coût salarial unitaire	2.1	2.9	2.3	3.1	2.2	2.1
Termes de l'échange ³ (biens et services)	-0.1	0.3	-0.4	0.5	0.8	-0.5
<i>dont biens</i>	0.1	0.1	-1.0	1.2	1.3	0.6
<i>Divers</i>						
Taux de croissance du PIB potentiel	5.0	4.2	4.3	4.3	4.3	4.3
Ecart de production (% du PIB potentiel)	...	-1.4	-0.4	-0.2	0.4	-0.4
PIB nominal (niveau en milliards d'EUR)	...	29.40	32.34	35.23	38.97	41.65
PIB nominal (évolution)	7.5	8.9	10.0	8.9	10.6	6.9
RNB (nominal, niveau en milliards d'EUR)	...	24.02	26.10	28.09	30.70	32.40
Echelle mobile des salaires (EMS)	2.0	2.1	2.1	2.3	2.1	0.4
Coût salarial moyen hors EMS	1.9	1.6	1.7	1.4	1.5	1.7

Source: STATEC (1985-2005: comptes nationaux observés; 2006-2009: prévisions janvier 2007)

¹ Source: Comptes nationaux² VAB en vol. sur l'emploi total³ Rapport entre prix à l'exportation et prix à l'importation⁴ Moyenne 1990-2005 au lieu de 1985-2005

3.4 Population et marché du travail

L'emploi résident resterait alimenté par les flux migratoires, l'excédent des entrées sur les sorties se situant, en moyenne, à quelque 3 100 personnes sur l'horizon de prévision (3 200 personnes sur la période 1985-2005). Ainsi, la population de résidence devrait continuer de s'accroître avec un taux proche de 1% par an, équivalent à quelque 4 700 personnes en moyenne par an. En 2009, le nombre de résidents pourrait avoisiner les 478 000 personnes. Le taux d'activité de la population résidente continuerait également de progresser, toujours essentiellement sous l'impulsion de la main-d'oeuvre féminine. Pour la population en âge de travailler totale, il passerait à 68.5% en 2009 (67.9% en 2006) et pour les seules femmes, il se situerait à 62.9% (58.4% en 2006).

L'évolution sur le marché du travail note, sur les derniers mois de 2006, une légère décélération, le taux de croissance de l'emploi intérieur ayant plafonné à quelque 4.0% (en glissement annuel en juin/juillet). Cette stabilisation, à un niveau de croissance élevé, traduit probablement la décélération de l'activité, dans la mesure où la croissance du PIB a perdu environ deux points entre le 1^{er} et le 3^e trimestre 2006 (passant de 7.3% à 5.5% en glissement annuel)¹.

En vertu de la prévision du PIB sur 2007-2009, la croissance de l'emploi intérieur aurait ainsi culminé en 2006 (à +3.8%) et reviendrait progressivement à 3.5%. Pour ce qui est du partage résidents/frontaliers, les tendances ayant prévalu au cours des dernières années ne seraient guère changées: la part des frontaliers dans les nouveaux emplois créés resterait très stable, à environ 70% (soit la moyenne observée sur la période 1990-2005) et la part des frontaliers dans le stock de l'emploi total intérieur passerait à 42.8% en 2009 (39.6% en moyenne en 2006).

La hausse du chômage (nombre de personnes, concept ADEM, au sens strict, c.-à-d. hors mesures) a plafonné en 2003 (+34%). Depuis, le nombre de chômeurs a progressé plus modérément sans connaître de baisse toutefois, au contraire de ce qui s'est passé dans pratiquement tous les autres pays européens. Les raisons ont déjà été évoquées:

- l'intégration des travailleurs à capacité de travail réduite, en vertu de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la ré-insertion professionnelle (cf. NDC 1-06, p. 122);
- le nombre élevé de licenciements collectifs (Villeroy & Boch, TDK, Monopol, WSA).

Ainsi, sans les personnes déclarées partiellement inaptes au travail (et qui ont dû s'inscrire à l'ADEM au cours des dernières années, afin de participer au marché du travail), le chômage aurait reculé très légèrement sur les deuxième et troisième trimestres (en glissement annuel, de l'ordre de -0.5%²).

Puisque le nombre de travailleurs à capacité de travail réduite devrait continuer à ralentir³, la progression du nombre de chômeurs devrait elle-aussi s'amenuiser et le chômage devrait commencer à diminuer. Par ailleurs, il convient de rappeler que le dynamisme actuel du marché du travail, avec une expansion de l'emploi intérieur de plus de 3.5%, correspond, empiriquement, au seuil nécessaire à réduire le chômage, du point de vue purement conjoncturel.

Le taux de chômage devrait donc baisser légèrement sur tout l'horizon de projection, passant de 4.5% en 2006 (concept ADEM, au sens strict) à 4.1% en 2009. Ces considérations font abstraction des effets potentiels de la loi du 22 décembre 2006 sur la répartition demandeurs purs/personnes en mesure (numéro du dossier parlementaire: 5611, cf. tableau 31). En effet, un des buts de la loi précitée étant l'obligation des (jeunes) chômeurs de passer par le dispositif des "mesures", il se pourrait qu'un nombre plus élevé de demandeurs puisse trouver un emploi provisoire (mesure) ou définitif. Les projections du STATEC font toutefois abstraction d'un tel effet⁴, en supposant que le chômage pourrait reculer pour des seules raisons conjoncturelles, si, bien sûr, la croissance resterait aussi dynamique que prévu.

¹ La même chose s'observe au niveau des chiffres désaisonnalisés: la croissance moyenne des derniers trois trimestres n'a été "que" de 1.0% contre 1.8% constatés sur les trois trimestres précédents.

² Dans le même ordre d'idées, le chômage EFT a commencé à baisser en 2005, à partir d'un niveau exceptionnellement élevé en 2004, il est vrai. Les chiffres pour 2006 ne sont pas encore connus.

³ Le STATEC part de l'hypothèse qu'il existe un stock donné de "candidats" de travailleurs à capacité de travail réduite. Lorsque la majorité de ceux-ci auront été intégrés dans les procédures (et dans les statistiques) de l'ADEM, ce phénomène ne contribuera plus mécaniquement à la hausse du chômage.

⁴ Non pas puisqu'il est admis que cet effet n'existe pas mais puisqu'il est impossible de le quantifier ex ante.

Tableau 38: Marché du travail

	2005	1985-2005	2005	2006	2007	2008	2009
	1000 pers.		Évolution en % (ou spécifié différemment)				
Population totale	459.5	1.1	1.0	1.1	1.1	1.0	1.0
Population en âge de travailler	308.1	0.9	1.0	1.2	1.2	1.2	1.1
Population active	207.6	1.4	0.3	2.0	1.6	1.4	1.4
Taux d'activité (% de la pop. en âge de trav.) ¹	...	0.3	67.4	67.9	68.1	68.3	68.5
dont femmes ¹	...	0.8	57.0	58.4	59.9	61.4	62.9
Emploi total intérieur	307.3	3.3	3.0	3.8	3.7	3.5	3.5
dont frontaliers entrants	118.1	10.5	6.2	7.0	6.6	6.2	6.2
économie marchande hors sect. financier	238.1	3.1	2.8	3.1	3.1	3.4	3.3
Durée de travail moyenne ³	...	-0.1	-0.4	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Emploi national ²	198.3	1.3	1.0	1.8	1.8	1.6	1.5
Nombre de chômeurs (BIT) ³	9.3	3.7	-11.5	6.7	-2.5	-3.5	-0.1
Taux de chômage (BIT, % de la pop. act.)	...	0.1	4.5	4.7	4.5	4.3	4.2

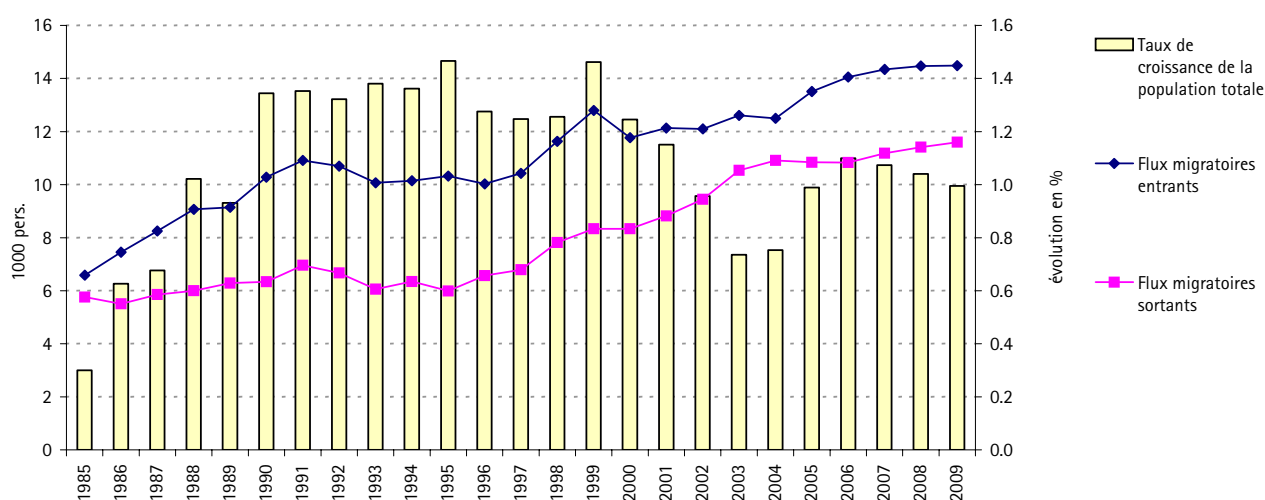
Source: STATEC (1985-2005: comptes nationaux observés; 2006-2009: prévisions janvier 2007)

¹ Évolution 1985-2005 en points de %

² Source: Comptes nationaux

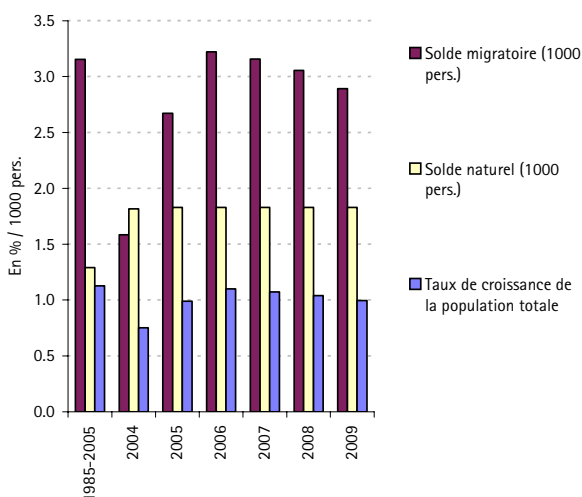
³ Source: Enquêtes sur les forces de travail

Graphique 43: Population totale et flux migratoires



Source: STATEC

Graphique 44: Population, migration et mouvement naturel



Source: STATEC

3.5 Prix et salaires, productivité

L'évolution des prix et des salaires devrait rester modérée sur l'horizon de prévision. Au niveau de la relation entre prix (à la consommation) et salaires, les dispositions figurant dans la loi du 27 juin 2006 auraient deux répercussions:

- un plafonnement du nombre de tranches indiciaires sur l'horizon considéré (2006-2009), en l'occurrence, trois¹;
- la possibilité théorique qu'il n'y ait seulement deux au lieu de trois tranches.

Ces dispositions législatives avaient été prises avec un prix du baril entre 60 et 70 USD. Elles auraient évité qu'en cas de prix du pétrole montant à 80 ou 100 USD, la boucle prix-salaires ne se soit emballée, détériorant la position compétitive du Luxembourg.

Toutefois, suite à la baisse des prix du baril depuis, le dernier cas (deux tranches au lieu de trois) est de plus en plus susceptible de se réaliser.

Ainsi, si la cote d'échéance est dépassée en 2007, la tranche indiciaire sera liquidée en 2008. D'autre part, avec une inflation restant modérée, le dépassement de cote de 2008 pourrait ne pas avoir lieu, et, en conséquence, la tranche de 2009 n'échoirait alors pas. Il n'y aurait ainsi qu'une seule tranche sur la période 2008-2009.

Rappelons toutefois que ces prévisions sont conditionnelles à un certain niveau de prix du baril et que toute surprise (à la hausse) les rendrait caduques assez vite (même si, avec les niveaux de prix actuels, il existe une certaine marge avant que le scénario retenu ne s'avère excessivement prudent).

A côté de cet espacement des tranches indiciaires, d'autres éléments plaident également en faveur d'une inflation modérée, comme le niveau encore relativement élevé du chômage voire la croissance de l'activité élevée mais somme toute modérée, eu égard à ce qu'on

observait sur 1997-2000 (hausse moyenne de 7.7% du PIB en volume). L'écart de production maximal prévu actuellement (+0.4% en 2008) est sans comparaison avec celui noté au sommet du cycle précédent (quelque 4% en 2000).

D'autre part, il convient de relever la hausse relativement forte du prix du PIB (+4.3% sur 2006-2009) mais celle-ci est à voir en relation avec l'évolution des prix implicites du secteur financier, qui constitue entre 25% et 30% du PIB. En effet, deux facteurs jouent:

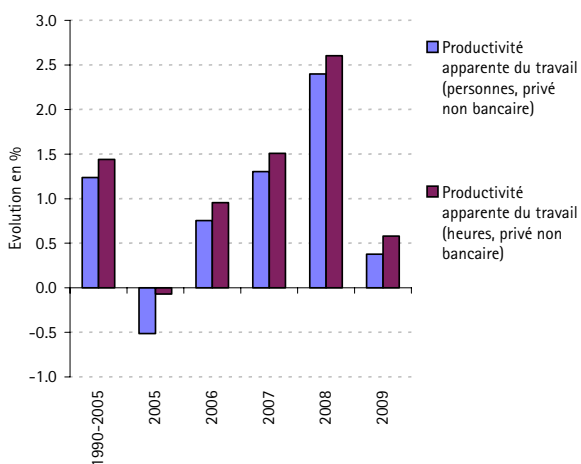
- les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM);
- les valeurs des indices boursiers.

La conjoncture actuelle fait en sorte que les prix implicites des SIFIM progressent fortement alors que ceux-ci constituent environ la moitié de la production du secteur financier. D'autre part, les commissions perçues par les banques sont en partie proportionnelles aux valeurs boursières des titres en gestion, de sorte qu'une hausse des indices boursiers provoque mécaniquement un gonflement des prix perçus par les banques pour ces services. Hors secteur financier, le prix implicite de la VAB du secteur privé progresse d'environ 2% sur l'horizon de prévision.

L'évolution des salaires réels (salaires nominaux déflatés par les prix à la consommation) reste en ligne avec celle de la productivité sur l'horizon de prévision. Sur 2006-2009, le salaire nominal progresserait de 3.3%, les prix à la consommation de 2.2% et la productivité de 1.1%. En déflatant les salaires nominaux par les prix de valeur ajoutée – ce qui procure une meilleure mesure du coût réel du travail pour l'entreprise – l'on dérive même une baisse du salaire réel de l'ordre de 1% en moyenne par an sur l'horizon de prévision. Ce phénomène, qui traduit une baisse de la part salariale dans la valeur ajoutée, est plus marqué au niveau de l'industrie financière que pour le reste de l'économie privée.

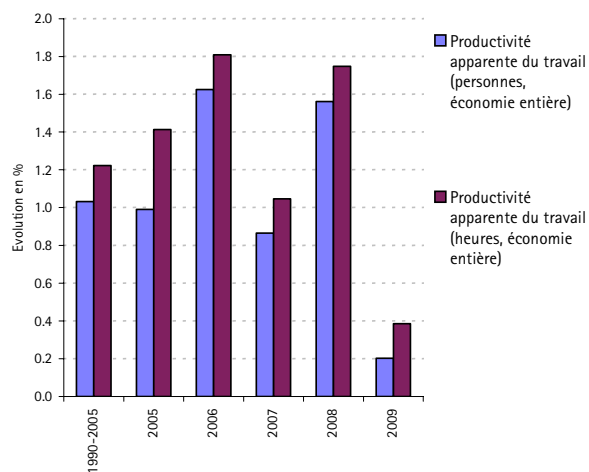
¹ 1.12.2006, 1.1 ou 1.3. 2008 et 2009.

Graphique 45: Productivité apparente du travail, secteur privé hors banques et assurances



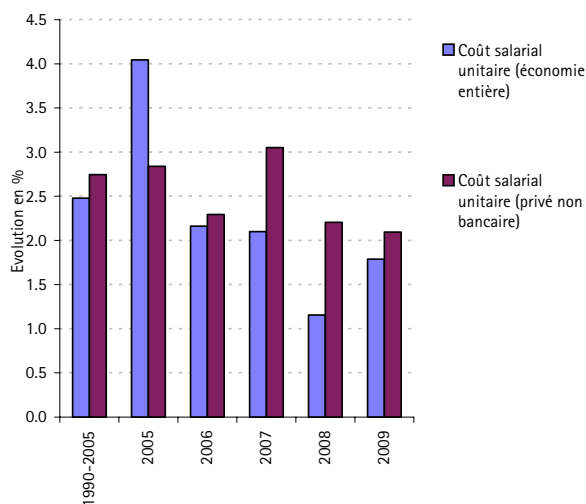
Source: STATEC

Graphique 46: Productivité apparente du travail, économie entière



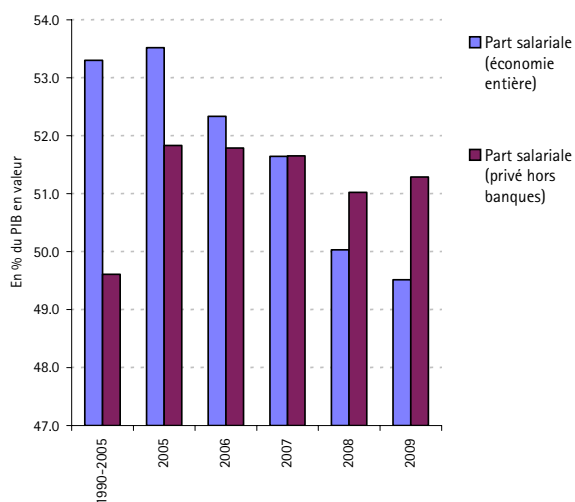
Source: STATEC

Graphique 47: Coût salarial unitaire



Source: STATEC

Graphique 48: Part salariale



Source: STATEC

3.6 Finances publiques

L'intérêt croissant que l'opinion publique porte à l'égard des finances publiques amène le STATEC à proposer une trajectoire sur l'horizon 2006-2009 pour les principales catégories de dépenses et de recettes ainsi que pour le solde (besoin/capacité de financement). Ces chiffres, pour rappel, se basent sur l'optique SEC95 et englobent donc les trois sous-secteurs (Etat central, sécurité sociale, communes).

D'autre part, la prévision des recettes publiques est entâchée d'une marge d'erreur élevée. Il est un fait notoire que surtout les recettes liées aux impôts indirects (accises, TVA, taxe d'abonnement, etc...) sont difficiles à prévoir et à estimer. Ces impôts "sur la production et les importations" constituent environ 1/3 des recettes publiques totales et il y a donc lieu de considérer les prévisions avec un détachement certain et de se concentrer, dans l'interprétation, sur les grandes tendances.

Dépenses

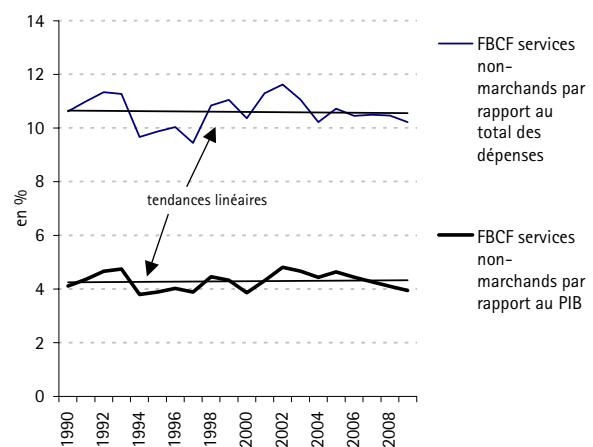
Les catégories de dépenses prises en compte sont: la consommation intermédiaire (achats de biens et services), la masse salariale (emploi et coût salarial moyen), la formation de capital, qui comprend l'achat et la vente de bâtiments, terrains et autres objets immobiliers, les prestations sociales et les "autres" dépenses.

Ces variables sont reprises au tableau 39. Avec l'accord tripartite et les lois qui s'y rattachent (cf. tableau 31, numéros du dossier parlementaire: 5580 et 5611), la plupart de ces dépenses sont freinées. Le STATEC a tenté d'évaluer l'impact de ces mesures (cf. NDC 1 et 2 – 2006). Dans cette NDC, l'hypothèse est faite que ces mesures sont intégrées dans l'évolution des recettes et dépenses telles qu'elles sont comprises respectivement dans le projet de Budget 2007 et le Programme de stabilité et de croissance (PSC) 2008-2009 que le STATEC reprend pour l'établissement des prévisions de dépenses. Ainsi, les mesures en question sont comprises dans les chiffres du tableau 39 mais elles ne font plus l'objet d'une quantification explicite (mais plutôt implicite) quant à leur impact macro-économique.

D'autre part, les prévisions du STATEC dévient de celles du PSC dans la mesure où des informations statistiques nouvelles existent et sont susceptibles d'améliorer la prévision macro-économique (PIB, principaux agrégats, finances publiques). La baisse du prix du pétrole amène ainsi à ne prévoir qu'une seule tranche indiciaire sur l'ensemble de 2008 et 2009, alors que le PSC avait été établi avec l'hypothèse de deux tranches (début 2008 et début 2009).

Ainsi, pour le total des dépenses, sur la période 2006-2009, le STATEC prévoit une hausse moyenne annuelle de 6.1% et le PSC – qui, pour 2006, reproduit fidèlement la notification déficit du STATEC d'octobre 2006 et pour 2007 le projet de Budget – de 5.0%. Les principales différences sont du côté de la consommation intermédiaire (STATEC: +6.8% par an et PSC +3.8%) et des prestations sociales (STATEC: +5.5% par an et PSC 4.5%). La masse salariale et la FBCF devraient par contre évoluer au même taux de croissance annuel moyen sur l'ensemble de la période. La divergence au niveau de la masse salariale en 2008, générée par l'absence d'une tranche indiciaire sur cette année est compensée par une évolution plus forte pour les autres années.

Graphique 49: Part des investissements publics dans le total des dépenses et dans le PIB



Source: STATEC

Tableau 39: Compte simplifié des recettes et dépenses de l'Etat

	1990-2005	2005	2006	2007	2008	2009
						En % du PIB
Total des dépenses	40.6	43.2	42.5	40.7	39.1	38.6
Consommation intermédiaire	3.2	3.5	3.4	3.3	3.2	3.2
Formation de capital	4.3	4.6	4.4	4.3	4.1	3.9
Rémunération des salariés	8.4	8.1	7.9	7.6	7.3	7.2
Prestations sociales	18.3	20.1	19.3	18.5	17.6	17.3
Autres dépenses	6.3	6.9	7.5	6.9	6.9	7.0
Total des recettes	42.9	42.2	42.0	41.4	40.4	40.3
Impôts sur la production et les importations	12.0	13.2	12.9	12.7	12.3	12.2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	14.7	14.0	13.9	14.1	14.0	14.2
Cotisations sociales	11.3	11.6	11.4	11.5	11.2	11.1
Autres recettes	4.7	3.4	3.8	3.0	2.9	2.8
Capacité/besoin de financement	2.3	-1.0	-0.6	0.7	1.3	1.7

Source: STATEC (2000-2005: données observées; 2006-2009: prévisions)

Recettes

La situation conjoncturelle s'annonce légèrement meilleure qu'admis encore lors de l'établissement du PSC en automne 2006. Ainsi, le STATEC table maintenant sur une hausse du PIB de 4.5% en 2007 contre 4.0% précédemment, tandis que la "prévision" pour 2006 est confirmée à 5.5%, avec un léger biais pessimiste.

Pour la seule année 2006, les recettes pourraient augmenter, selon la simulation de plus de 9% contre une hausse de 5.4% dans le PSC. Les écarts sont les plus importants pour les impôts sur la production et les importations ainsi que pour ceux sur le revenu et le patrimoine¹. Ils sont bien plus faibles pour ce qui concerne les cotisations sociales. Il en résulte que pour 2006, le STATEC table sur un déficit public selon le SEC95 de 0.6% du PIB tandis que la notification d'automne (reprise intégralement pour l'établissement du PSC) tablait encore sur un déficit de 1.5% du PIB.

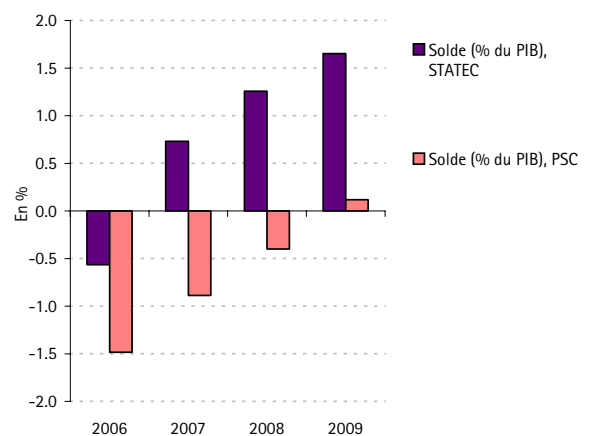
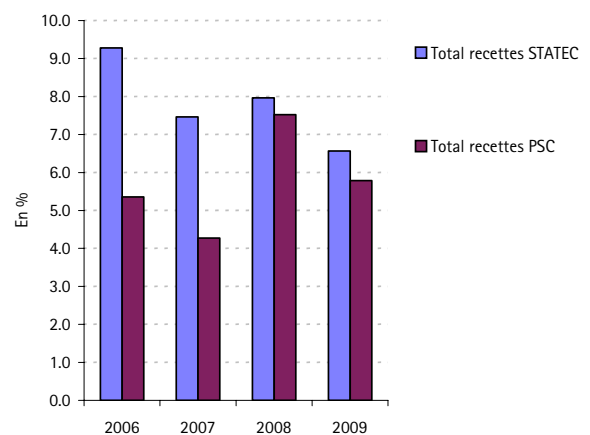
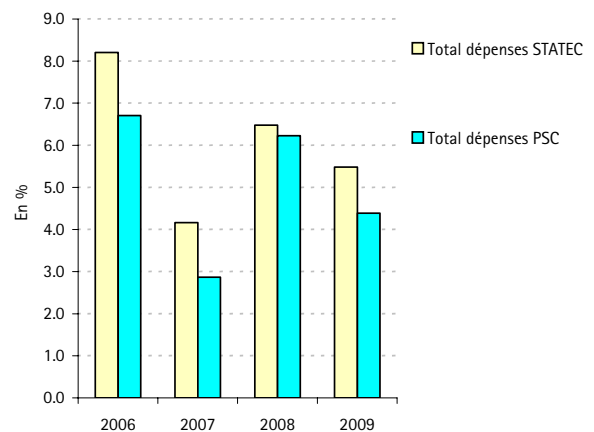
La prochaine notification pour déficit excessif est due pour le 1^{er} avril 2007. De nouvelles statistiques budgétaires pour 2006 seront alors disponibles et le STATEC reviendra dans la NDC de mai à ces questions.

Pour 2007 un scénario identique s'annonce dans la mesure où le STATEC prévoit une hausse des recettes de 7.5% au lieu de 4.3% dans le PSC. Cet écart s'expliquerait en partie par une conjoncture plus favorable qu'admis encore il y a trois mois. Toutefois, comme l'évolution des dépenses, selon le STATEC, devrait également être plus forte que celle intégrée dans le PSC, l'amélioration du déficit, entre 2006 et 2007, est très similaire entre les deux sources: 0.4 points de PIB pour le STATEC et 0.6 points pour le PSC.

Les évolutions des dépenses et des recettes sont très proches en 2008 tandis que pour 2009, la comparaison devient de plus en plus délicate, la marge d'erreur augmentant considérablement.

Sur l'ensemble de la période 2006-2009, l'amélioration du solde public, selon le STATEC, se monterait à 2.7 points de PIB: il s'agit en fait d'une impulsion conjoncturelle négative, les dépenses augmentant moins vite que les recettes, fruit en partie des mesures décidées par le Gouvernement et coulées en loi. Au cours de la prochaine NDC, lorsque le STATEC aura publié, début avril 2007, une première estimation statistique du déficit 2006 – dans le cadre des obligations communautaires en matière de notification de déficit excessif – il sera plus opportun de juger du caractère pro-ou anti-cyclique de cette politique, en confrontant le déficit structurel – c.-à-d. purgé des effets conjoncturels – à l'écart de production.

Graphiques 50-53: Évolution des comptes publics, STATEC et PSC (Programme de stabilité et de croissance)



Source: STATEC, PSC

¹ Ces estimations de recettes pour 2006, faites par le STATEC, se basent d'une part sur des simulations avec le modèle macro-économétrique, mais elles résultent également des constatations réelles de recettes mensuelles ou trimestrielles, notifiées par les administrations fiscales au STATEC.

D. Études

1. Volatilité et croissance: une approche comparative par pays

Le Luxembourg est réputé pour la volatilité élevée de sa croissance économique. L'OCDE note en 2006¹ que l'économie luxembourgeoise est devenue hautement spécialisée (dans les activités financières) ce qui a contribué à accroître sa volatilité, devenue la plus élevée de tous les pays de l'OCDE. Cette volatilité est gênante, car associée à l'incertitude, ce qui est déroutant sur plusieurs points, à commencer par ceux de la prévision économique et du pilotage des finances publiques: il est moins facile d'anticiper recettes, et donc dépenses, lorsque le sentier de croissance est caractérisé par de fortes variations.

Nous allons ici nous intéresser aux liens théoriques et empiriques entre volatilité et croissance puis présenter les évolutions et spécificités luxembourgeoises en la matière, le tout dans une approche comparative par pays.

Nous présenterons une analyse chronologique de la volatilité pour le Luxembourg, celle-ci tenant compte des adaptations récentes relatives aux données issues des comptes nationaux (telles que l'intégration des SIFIM² dans le PIB).

Le concept de volatilité

La volatilité mesure l'ampleur des variations d'une série.

L'indicateur le plus simple (et le plus répandu) de la volatilité est l'écart-type d'une série. Il se définit de la manière suivante:

$$\sigma = \sqrt{\frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (x_i - \bar{x})^2}$$

où n est le nombre d'observations, x_i la valeur de la variable à la date i et \bar{x} la moyenne de la variable x sur l'ensemble de la série.

L'écart-type, tout comme la variance, mesure donc la dispersion autour de la moyenne observée. Comme le calcul de la variance se fait à partir des carrés des écarts, les unités de mesure ne sont pas les mêmes que celles des observations originales³. L'écart-type, qui est la racine carrée de la variance a l'avantage d'exprimer les unités utilisées dans l'échelle originale.

Lorsque l'on compare deux séries qui n'ont pas le même ordre de grandeur, il peut être judicieux de considérer

l'écart-type relatif, exprimé par le quotient σ/\bar{x} . En revanche, si l'on veut comparer la volatilité de séries exprimées en taux de croissance (et non plus en niveau), ce qui est le cas ici puisque c'est justement la volatilité de la croissance du PIB que l'on va analyser, il n'est pas besoin de normer par leur moyenne les écarts-types.

La volatilité est une notion qui trouve beaucoup d'utilisations dans le domaine de la finance, pour mesurer l'amplitude des variations d'une action, d'un marché, d'une Sicav, etc. Elle sert par exemple à choisir entre deux titres aux performances (i.e. à la rentabilité) comparables. La volatilité est souvent apparentée au risque, en partie à tort puisqu'elle traduit des écarts à la hausse comme à la baisse, or c'est le risque de perte qui gêne l'investisseur (non la propension au gain). Considérée seule, la volatilité n'est pas d'une grande utilité, elle ne renseigne que sur la plus ou moins grande incertitude du résultat, pas sur le résultat lui-même.

Considérons par exemple les trois séries suivantes de taux de croissance, associés à 3 économies fictives:

Tableau A

Année/Pays	Pays A	Pays B	Pays C
2000	0%	5%	10%
2001	-5%	0%	5%
2002	0%	5%	10%
2003	-5%	0%	5%
2004	0%	5%	10%
2005	-5%	0%	5%
écart-type	0.027386128	0.027386128	0.027386128
Moyenne	-3%	3%	8%

L'exemple montre que les trois pays présentent sur la période 2000-2005 la même volatilité, mais pour des performances très différentes.

La volatilité n'a pour le moment été présentée que sous une forme statique (en calculant l'écart-type sur l'ensemble des observations d'une série). Il est cependant intéressant d'étudier celle-ci de manière dynamique, par exemple pour voir comment elle évolue au cours du temps. On peut toujours utiliser l'écart-type, mais au lieu de considérer la période dans son ensemble, on travaille sur des sous-périodes. L'utilisation de moyennes mobiles permet alors de représenter l'évolution de la volatilité pour une série donnée.

¹ OECD Economic Surveys: Luxembourg, Volume 2006/9, July 2006, pp. 31-36.

² Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

³ Par exemple, les longueurs mesurées en mètres (m) ont une variance mesurée en mètres carrés (m²).

Volatilité et croissance dans la littérature économique

L'étude de la volatilité est fortement liée à celle du cycle des affaires (business cycle). Jusque dans les années 80, la théorie de la croissance et celle du cycle des affaires ont été considérées comme indépendantes l'une de l'autre dans la macroéconomie.

Nelson et Plosser¹ (1982) montrent que les fluctuations du PIB ont un effet permanent. Kydland et Prescott (1982) ainsi que Long et Plosser (1983) élaborent des modèles pour analyser les variations de la production, qui intègrent simultanément théories de la croissance et du cycle des affaires: ils déterminent que la variation de la production est induite par des variations stochastiques de la technologie. Ceci rejoint en partie la théorie de Schumpeter², pour qui les innovations – sources de croissance à long terme – peuvent entraîner des fluctuations cycliques du fait qu'elles nécessitent des restructurations qui pèsent à court-terme sur la production (notamment par le biais du processus dit de "destruction créatrice"). Plus tard, King, Plosser et Rebelo (1988), dans un modèle qui mêle croissance endogène et cycle des affaires arrivent au résultat que des chocs temporaires sur les capacités de production peuvent avoir des effets permanents sur le sentier de croissance. Dans ces travaux, le taux de croissance moyen de la production est cependant, par construction, indépendant de la variance des innovations technologiques et les effets de la volatilité du cycle des affaires sur la croissance ne sont pas évoqués.

L'étude de Ramey et Ramey (1994) marque un tournant à ce niveau: pour eux, il y a plusieurs raisons de croire que la croissance et la volatilité sont liées, que ce soit positivement ou négativement. Positivement, parce que si les pays doivent arbitrer entre technologies à haute variance/ hauts rendements escomptés et technologies à faible variance/ faible rendements escomptés³, il est probable que ceux qui ont une croissance moyenne élevée aient aussi une variance (ou volatilité) élevée. De plus une volatilité élevée peut favoriser les comportements d'épargne de précaution, cette hausse du taux d'épargne peut elle-même déboucher sur un taux d'investissement plus élevé et donc une croissance plus forte. A l'inverse, c'est le lien négatif, une volatilité trop

élevée peut également dissuader les entreprises d'investir⁴.

Ramey et Ramey établissent, sur la base d'un échantillon de 92 pays (et d'un sous-échantillon de 24 pays de l'OCDE), qu'il existe une forte **relation négative** entre volatilité et croissance. Ils montrent aussi, étonnamment, l'absence du rôle des investissements dans la relation entre volatilité et croissance⁵. Par contre, ils trouvent un lien négatif entre la volatilité générée par les **dépenses publiques** et la croissance.

Cette étude sera reprise plus tard par Kroft et Lloyd-Ellis⁶, qui élaborent un modèle économétrique capable de distinguer les fluctuations liées à l'incertitude de court terme de celles générées par les sauts structurels du cycle des affaires entre récessions et expansions. Ils concluent à une relation significativement **négative** entre les fluctuations structurelles et la croissance et à une relation **positive** entre croissance et fluctuations à court terme. Toutefois, ils précisent que cette mise en évidence de relations entre volatilité et croissance n'indique pas le **sens de la causalité**.

Plusieurs économistes américains ont travaillé sur la relation volatilité/croissance en s'appuyant sur les économies d'Amérique Latine, celles-ci étant largement caractérisées par une croissance très volatile. On peut citer, parmi les plus importantes, les contributions de Hausmann et Gavin⁷ (1996) ou Caballero⁸ (2000) qui débouchent sur plusieurs conclusions relativement similaires que l'on peut résumer ainsi:

- la volatilité macroéconomique est mauvaise pour la croissance, et pour l'investissement en capital (physique et humain);
- la volatilité peut être le fruit de chocs externes ou domestiques (ou les deux à la fois);
- la volatilité dépend beaucoup de la structure institutionnelle des économies (marchés financiers, politique de change, etc..)

¹ "Trends and Random Walk in Macroeconomic Time series: Some Evidence and Implications", Journal of Monetary Economics.

² "The Explanation of the Business Cycle", *Economica*, 1927.

³ Black, Fischer, "Business Cycles and Equilibrium". Basil Blackwell, Inc., 1987.

⁴ Notamment lorsqu'elle résulte par exemple d'une grande instabilité politique, de périodes de guerre, etc..

⁵ Aizenman et Marion (1999) montreront que la volatilité est corrélée avec l'investissement, lorsque l'on distingue investissement public et privé ("Volatility and Investment: Interpreting Evidence from Developing Countries", *Economica*, pp. 157-179).

⁶ "Further Cross-Country Evidence on the Link between Growth, Volatility and Business Cycle." Queens University Working Paper. 2002.

⁷ "Securing Stability and Growth in a Shock Prone Region: The Policy Challenge for Latin America", Inter-American Development Bank, Working Paper 315.

⁸ "Macroeconomic Volatility in Latin America: a View and Three Case Studies", Working Paper 7782, NBER.

Concernant cette dernière conclusion, il faut faire le lien avec les nombreuses études qui ont analysé la relation entre la financiarisation des économies et la croissance, qui ont pour la plupart évoqué le thème de la volatilité. Kharroubi¹ (2002), se basant sur ces travaux, montre qu'en présence d'une réglementation imparfaite² et que selon la manière dont les entreprises composent leur portefeuille de dettes, il peut se créer une différence de maturité entre leurs actifs et passifs qui mène à des crises globales de liquidités. Ses conclusions sont les suivantes:

- la relation entre croissance moyenne et volatilité de la croissance est plutôt **négative dans les pays en développement**, i.e. les pays dont la sphère financière est petite par rapport à l'économie totale, et plutôt **positive dans les économies développées**, i.e. les économies dont la sphère financière est grande par rapport à l'économie totale;
- les investissements directs étrangers ont des effets plutôt stabilisateurs dans les pays en développement alors que l'ouverture financière y a des effets plutôt destabilisateurs; à l'inverse l'ouverture financière stabilise les économies développées.

Une idée similaire se dégage de l'étude menée par Aghion, Angeletos, Banerjee et Manova³ (2003): dans des marchés financiers développés, l'investissement à long terme est contra-cyclique et réduit la volatilité, mais quand les entreprises sont confrontées à des contraintes de crédit, cet investissement à long terme devient pro-cyclique et amplifie la volatilité. Le faible développement financier rend ainsi les investissements en R&D et la croissance plus sensibles aux chocs et génèrent une corrélation plus négative entre volatilité et croissance.

L'insuffisant développement du secteur financier est aussi présenté comme un facteur qui relie négativement volatilité et croissance dans l'étude de Hnatkovska et Loayza⁴ (2003), de même que le manque de

développement des institutions ou l'incapacité à conduire des politiques fiscales contra-cycliques. Elles montrent que le lien entre croissance et volatilité est dans l'ensemble **négatif**, mais avec de grandes nuances selon le type de pays concerné⁵: la corrélation est négative pour les pays pauvres, plutôt nulle pour les pays à revenu moyen et positive pour le groupe des économies riches.

Enfin, plusieurs travaux concernent le thème du **déclin de la volatilité**, ce déclin ayant été observé dans de nombreuses économies développées. Sans aller trop dans le détail, les principales raisons avancées pour expliquer ce déclin ont trait à:

- la meilleure information des agents économiques;
- la meilleure maîtrise de l'inflation (due notamment à l'amélioration des politiques monétaires);
- le phénomène de mondialisation/globalisation.

La volatilité au Luxembourg

On va ici considérer le couple [croissance, volatilité] dans une perspective de long terme, pour voir comment se situe le Luxembourg par rapport à un ensemble de pays sélectionnés dans la base de donnée AMECO, sur la période 1964-2005 (correspondant donc à 40 années de croissance). Le graphique A reprend pour chacun des pays sélectionnés la croissance moyenne du PIB en volume observée sur cette période et l'écart-type (i.e. la volatilité) des séries de taux de croissance.

On observe une relation plutôt positive, ce qui n'est pas incohérent avec les résultats obtenus dans les études empiriques, partant du fait que les pays sélectionnés ici sont en majorité des économies développées (ou pays riches).

Le Luxembourg se situe clairement dans le groupe des pays à croissance élevée et volatilité élevée.

¹ "Illiquidity, Financial Development and the Growth-Volatility Relationship", Banque de France -DELTA (Ecole Normale Supérieure) Working Papers n°2004-26

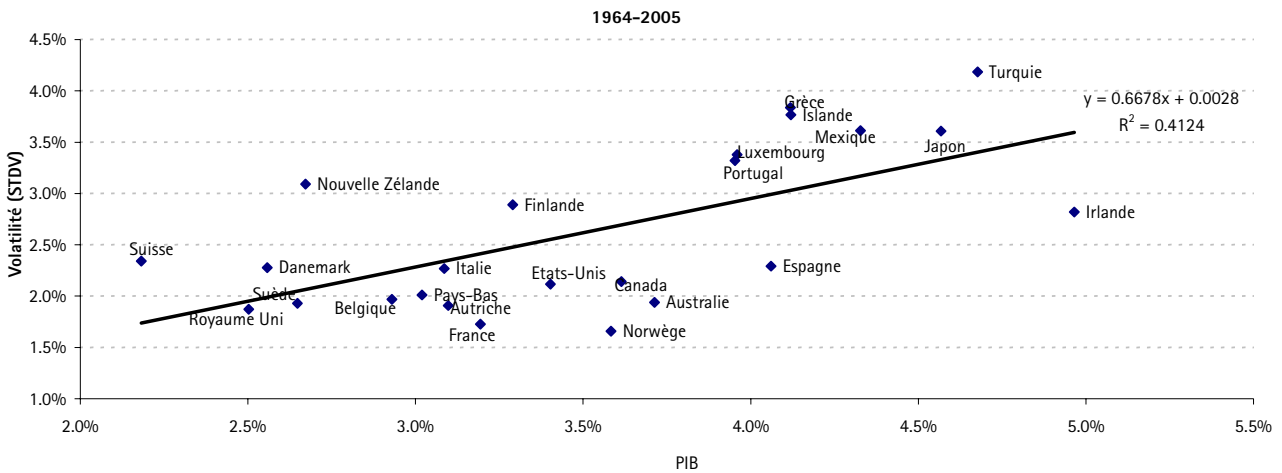
² "imperfect enforceability" ou "mise en œuvre imparfaite des contrats".

³ "Volatility and Growth: Credit Constraints and Productivity-Enhancing Investment", MIT Department of Economics Working Paper No. 05-15

⁴ "Volatility and Growth", World Bank, Policy Research Working Paper Series n° 3184

⁵ Echantillon de 79 pays, dont 22 de l'OCDE, sur la période 1960-2000

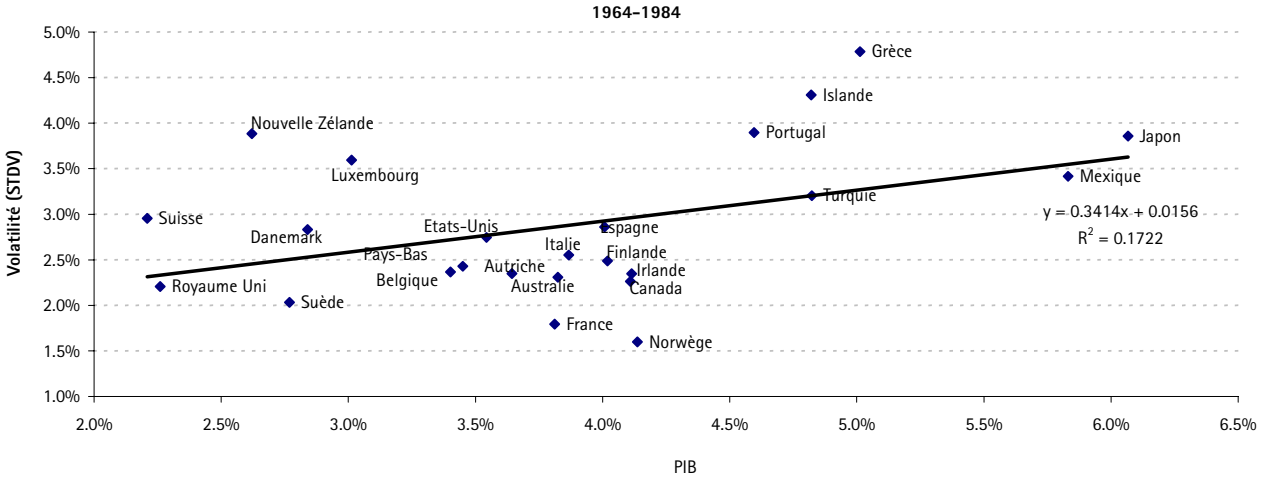
Graphique A



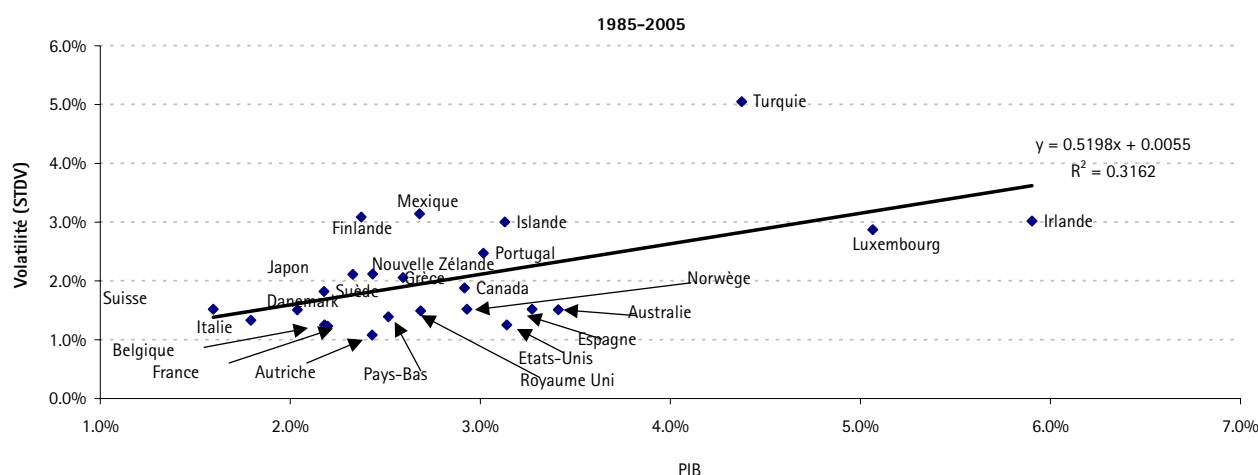
Si l'on scinde à présent l'horizon d'observation en deux sous-périodes de 20 années chacune (graphique B et C), on constate que le Luxembourg a accru sa croissance moyenne et diminué sa volatilité. D'autres pays sont dans ce cas de figure: Etats-Unis, Autriche, Espagne, Royaume-Uni, etc.

On notera que l'Irlande, assez proche du Luxembourg en terme de positionnement [croissance, volatilité] sur la période récente (cf. graph C), a connu un développement économique relativement similaire, basé sur l'essor rapide de son secteur financier à partir des années 80.

Graphique B



Graphique C



Le tableau B montre le classement par ordre décroissant du rapport PIB/volatilité sur l'horizon complet et les deux sous-périodes. Il permet de voir comment ont évolué les différents pays les uns par rapport aux autres selon le critère de "croissance maximale à volatilité donnée" ou "volatilité minimale à croissance donnée".

Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg n'est pas spécialement bien positionné, mais l'évolution est favorable entre les deux sous-périodes.

Ce critère croissance/volatilité est cependant à considérer avec un certain recul car ici, on place en quelque sorte croissance et volatilité sur un pied d'égalité. Or, il est sûrement plus important d'avoir avant tout une croissance élevée. La volatilité n'est qu'un critère de deuxième ordre. L'idéal est bien sûr d'avoir une croissance très forte et une volatilité très faible, mais ce cas de figure semble plutôt rare dans la pratique.

Tableau B: Rapport entre le taux de croissance moyen et la volatilité – classement par ordre décroissant

1964-2005	PIB/volatilité	1964-1984	PIB/volatilité	1985-2005	PIB/volatilité
Norvège	2.16	Norvège	2.59	Etats-Unis	2.50
Australie	1.92	France	2.12	Australie	2.26
France	1.85	Canada	1.82	Autriche	2.25
Espagne	1.77	Irlande	1.75	Espagne	2.15
Irlande	1.76	Mexique	1.71	Irlande	1.96
Canada	1.69	Australie	1.66	Norvège	1.93
Autriche	1.62	Finlande	1.62	Pays-Bas	1.81
Etats-Unis	1.61	Japon	1.57	Royaume Uni	1.80
Pays-Bas	1.50	Autriche	1.55	France	1.78
Belgique	1.49	Italie	1.51	Luxembourg	1.76
Suède	1.37	Turquie	1.51	Belgique	1.74
Italie	1.36	Belgique	1.44	Canada	1.55
Royaume Uni	1.34	Pays-Bas	1.42	Danemark	1.35
Japon	1.27	Espagne	1.40	Italie	1.34
Mexique	1.20	Suède	1.36	Grèce	1.26
Portugal	1.19	Etats-Unis	1.29	Portugal	1.22
Luxembourg	1.17	Portugal	1.18	Suède	1.20
Finlande	1.14	Islande	1.12	Nouvelle Zélande	1.15
Danemark	1.12	Grèce	1.05	Japon	1.10
Turquie	1.12	Royaume Uni	1.02	Suisse	1.05
Islande	1.09	Danemark	1.00	Islande	1.04
Grèce	1.07	Luxembourg	0.84	Turquie	0.87
Suisse	0.93	Suisse	0.75	Mexique	0.85
Nouvelle Zélande	0.86	Nouvelle Zélande	0.67	Finlande	0.77

Analyse dynamique

On regarde maintenant l'évolution de la volatilité par pays au cours du temps, c'est-à-dire en construisant une série temporelle de la volatilité à l'aide d'une formule basée sur la moyenne mobile des écarts-types. On choisit ici une moyenne sur 4 années, méthode largement répandue dans la littérature évoquée ci-avant. Choisir une période plus longue a l'inconvénient de trop lisser les séries et de rendre difficile (pour ne pas dire inintéressante) l'analyse des fluctuations de la croissance.

La volatilité est calculée de la manière suivante:

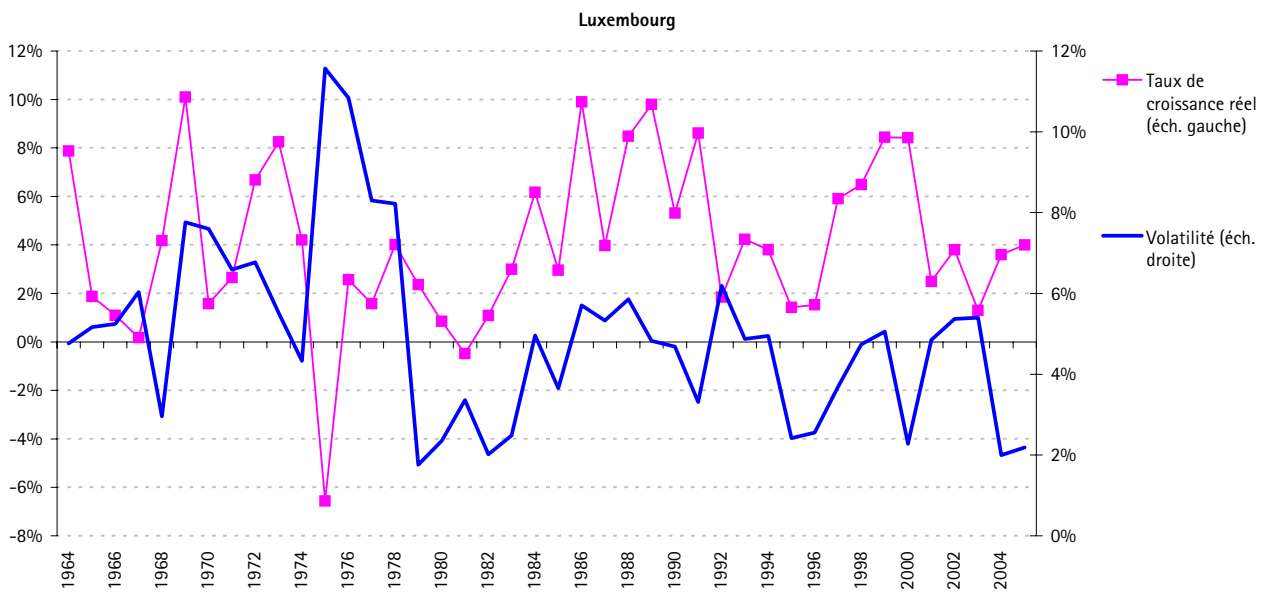
$$\sigma = \sqrt{\sum_{i=1}^4 (tauxdecroissancePIB_i - \overline{tauxdecroissancePIB})^2}$$

avec:

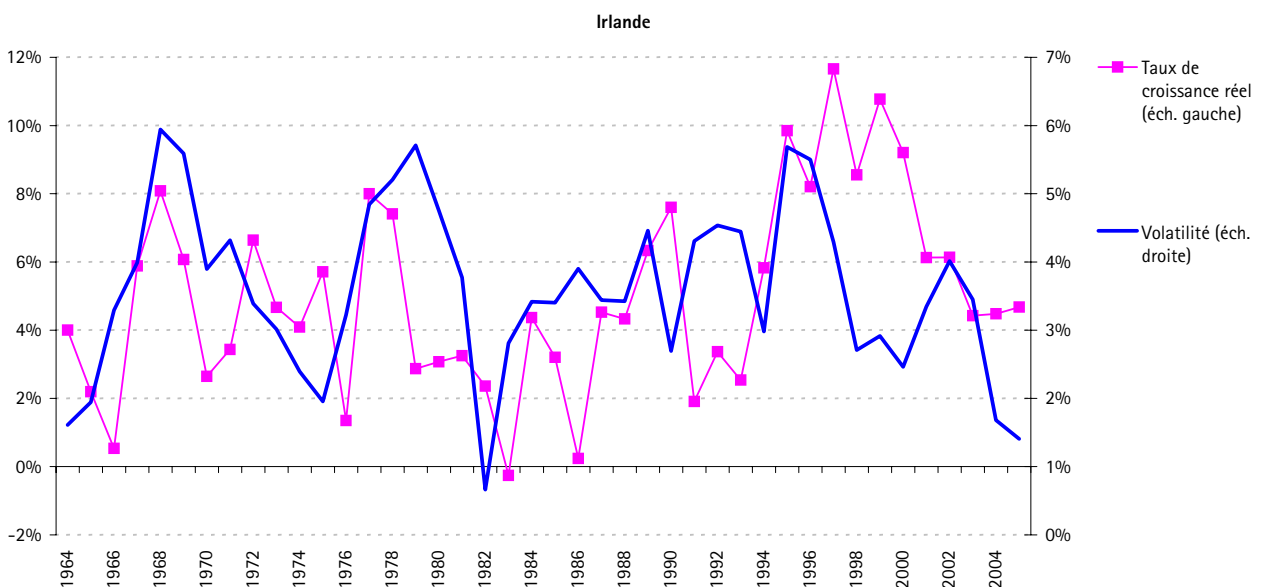
$$\overline{tauxdecroissancePIB} = \frac{1}{4} \sum_{i=1}^4 tauxdecroissancePIB_i$$

On retrouve dans les séries de volatilité la trace des cycles économiques, les retournements de tendance étant particulièrement mis en valeur (cf. graphes D et E). La plupart des économies développées montrent un pic de volatilité au milieu des années 1970, lié au choc pétrolier de 1973 et au ralentissement subséquent. Dans le cas du Luxembourg, la crise sidérurgique (matérialisée entre autres par la forte récession de 1975) a de surcroît amplifié ce pic.

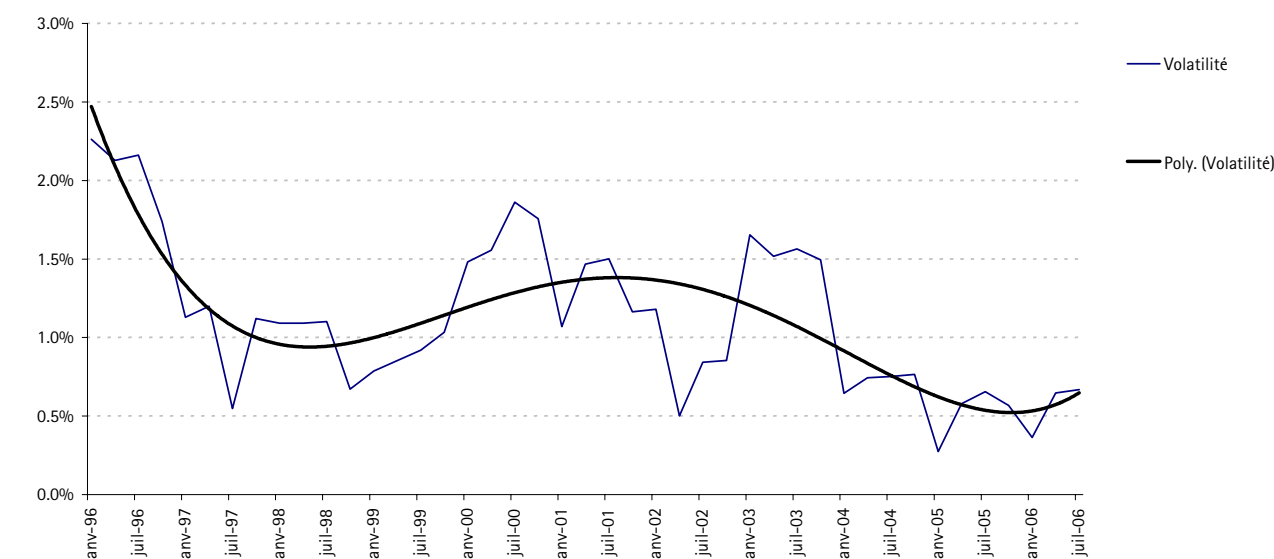
Graphique D: Volatilité et croissance – évolution au Luxembourg



Graphique E: Volatilité et croissance – évolution en Irlande



Graphique F: Volatilité au Luxembourg (données trimestrielles)



Si l'on observe maintenant la volatilité au niveau trimestriel¹, toujours avec la même formule mais avec une moyenne mobile sur 4 trimestres² au lieu de 4 années, on constate également une tendance à la baisse. La tendance indiquée sur le graphique F est ici de type polynomial (à l'ordre 4), une simple tendance linéaire de la série montrerait une baisse nettement plus accentuée, mais pas plus significative statistiquement. En effet, dans le cas du Luxembourg, les séries trimestrielles ne sont disponibles qu'à partir de 1995 et ne prennent donc pas en compte un nombre élevé de cycles économiques ou de points, ce qui limite l'importance que l'on peut octroyer à ce résultat³.

Les composantes de la volatilité

Le Luxembourg montre une volatilité importante, relativement à d'autres économies développées. Mais d'où vient cette volatilité? Plutôt que de regarder le seul PIB, on peut également le décomposer, dans le cas présent suivant ce que l'on appelle "l'optique dépenses", et montrer la volatilité (l'écart-type) associée à chacune des composantes. A titre de comparaison, on procède de

la même façon pour la zone euro⁴. Le but n'est pas de voir qui possède la volatilité la plus importante – c'est sans ambiguïté le Luxembourg sur chacune des composantes – mais de déterminer sur quelle composante le Luxembourg se distingue en particulier. Pour ce faire, on fait le rapport (ou le ratio) entre les écarts-types associés à chaque composante (cf. tab. C).

Tableau C: Volatilité par composantes, comparaison avec la zone euro (1996–2005)

	Ecart-type		Ratio
	Luxembourg	Zone euro	Lux/ZE
Produit intérieur brut aux prix du marché	2.50	0.99	2.54
Dépense de consommation finale des ménages et des ISBLSM	1.35	0.92	1.47
Dépense de consommation finale des administrations publiques	2.04	0.44	4.63
Formation brute de capital fixe	6.31	2.45	2.58
Exportations de biens et de services	4.43	3.54	1.25
Importations de biens et services	4.04	3.67	1.10

Les composantes les plus volatiles, relativement à la zone euro, sont la dépense de consommation finale des administrations publiques et la formation brute de capital fixe.

¹ Les études sur le déclin de la volatilité ont recours en général aux données trimestrielles, qui apportent une précision largement supérieure (les séries comportent en effet quatre fois plus de points que les séries annuelles).

² On considère ici les taux de croissance trimestriels (et non plus annuels) de la série corrigée des variations saisonnières.

³ Dans le cas des Etats-Unis par exemple, cette série débute dans les années 40 (soit plus de 200 points), ce qui permet de montrer sans équivoque le déclin de la volatilité.

⁴ Les calculs sont effectués sur les données annuelles en volume, pour la période 1996–2005.

Concernant la première, et considérant uniquement le Luxembourg, la volatilité est environ deux fois plus élevée sur les dépenses individuelles que sur les dépenses collectives¹. Pour cette composante comme pour la formation brute de capital fixe, on peut supposer que l'effet "taille" joue beaucoup sur la volatilité luxembourgeoise. En effet, cela ne surprendra personne, certaines opérations ou dépenses à caractère exceptionnel peuvent avoir au Luxembourg un effet très important sur les taux de croissance affichés par certaines séries économiques, alors que ces phénomènes exceptionnels ont tendance à être, si l'on peut dire, comme "noyés dans la masse" pour des économies de taille importante (a fortiori pour de grands agrégats comme la zone euro).

Par contre, on peut observer que la volatilité concernant les échanges extérieurs (importations et exportations) n'est guère plus importante au Luxembourg que dans la zone euro. Sur ce dernier point, il faut cependant apporter une nuance et faire la distinction entre **volatilité absolue** et **contribution à la volatilité**. Car dans le cas du Luxembourg, ce sont bien les échanges extérieurs qui vont influencer pour moitié environ la volatilité observée sur le PIB. L'explication est la suivante: le solde des échanges extérieurs (exportations-importations) représente environ 23% du PIB au Luxembourg sur cette période, alors qu'il atteint seulement un peu plus de 2% dans l'ensemble de la zone euro. Tout est donc affaire de pondération, et cette forte volatilité observée pour le Luxembourg reflète en grande partie son ouverture importante. Il faudrait, dans une analyse ultérieure, étudier de manière plus approfondie la volatilité générée par le solde des échanges extérieurs, en désagrégeant les biens et les services (financiers et non-financiers) des points de vue exportations et importations.

Tableau D: Contributions à la volatilité (1996-2005)

Contributions à la volatilité	
Produit intérieur brut aux prix du marché	100.0%
Dépense de consommation finale des ménages et des ISBLSM	12.5%
Dépense de consommation finale des administrations publiques	7.2%
Formation brute de capital fixe	31.2%
Solde des échanges extérieurs de biens et services	49.2%

Conclusion

Plusieurs idées fortes apparaissent à l'issue de cette analyse, que l'on peut résumer ainsi:

- la croissance économique du Luxembourg montre une volatilité élevée;
- la volatilité ne doit pas être considérée isolément. On peut citer ici une remarque de Saludjian² (2004): "(...) une volatilité, haute ou faible, n'aura pas la même signification si l'on considère sur la même période des taux de croissance moyens positifs, mais faibles, ou négatifs. Des taux de croissance du PIB réel négatifs (ponctuellement ou en moyenne mobile) représentent un caractère destructeur certain pour l'économie d'un pays."
- Si l'on considère le couple (volatilité, croissance), le Luxembourg montre une évolution relativement favorable: au cours des dernières décennies, l'économie Grand-Ducale a pu, à volatilité constante, améliorer son potentiel de croissance (resp. à croissance constante, réduire sa volatilité) par rapport à d'autres économies développées;
- Les études empiriques montrent en majorité un lien négatif entre croissance et volatilité; cependant ce lien est beaucoup moins négatif (et même positif) au fur et à mesure que les économies se développent, un phénomène qui semble en partie relié à l'expansion (quantitative et qualitative) de leur secteur financier, qui favoriserait les investissements à long-terme et par là-même la croissance.

Le développement du secteur financier ne constitue pas en soi une panacée pour se prémunir contre les crises financières ou économiques. La financiarisation rapide de certaines économies dites de type "casino", c'est-à-dire privilégiant la spéculation (forte rentabilité à court terme avec un risque élevé) a précipité certains pays, notamment d'Amérique latine, dans des crises profondes. En revanche, si le développement du secteur financier suit une évolution raisonnée, favorisant la transparence, les critères prudentiels, la supervision bancaire et la gestion suivant le principe de base de diversification des risques³, on peut supposer qu'il apportera une certaine stabilité macroéconomique à long-terme, qui n'est pas forcément incompatible avec une certaine volatilité à court terme.

¹ La dépense de consommation finale des administrations publiques comporte deux volets. Elle comprend d'abord les "dépenses collectives", qui correspondent aux fonctions d'administration générale: justice, défense, police, administration économique, etc. Elle comprend également l'ensemble des dépenses des administrations dont le bénéfice ultime revient aux ménages: ce sont les dépenses individuelles des administrations publiques (dépenses de santé, d'éducation, de culture, aides au logement, etc.).

² "Trajectoires de Croissance et Volatilité Macro-économique dans le Mercosur: Quelques Eléments d'Analyse Empirique", publié dans Revue Tiers Monde, n° 179 juillet-septembre, 2004-07, pp. 595-615.

³ Les fonds spéculatifs du type Hedge funds peuvent d'ailleurs, dans une certaine limite, participer à cette diversification.

2. Évolution de la durée de travail au Luxembourg

2.1 Introduction

Sur les dix dernières années, la durée de travail hebdomadaire a diminué de presque 2 heures au Luxembourg, contre 1 ½ heure en zone euro. Le phénomène de la réduction de la durée de travail individuelle n'est pas nouveau et s'observe dans presque tous les pays industrialisés. Pourtant, au Luxembourg, la baisse est plus forte que dans les autres pays européens. De plus, celle-ci s'est également accélérée sur les dernières années.

L'évolution de la durée de travail est intéressante au niveau de l'analyse conjoncturelle dans la mesure où elle peut avoir des répercussions sur l'évolution de l'emploi (une baisse de la durée de travail individuelle peut engendrer une hausse plus prononcée du nombre de personnes engagés dans un contrat de travail) et des salaires (une baisse de la durée de travail individuelle peut engendrer une hausse moins prononcée du coût salarial par personne). Ainsi, d'après les données de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), qui servent de base pour l'analyse conjoncturelle de court

terme, l'emploi, en nombre de personnes, a progressé de 3.2% en 2005 alors que si l'on compte le volume de travail en heures de travail rémunérées, la hausse n'est que de 2.8%. Aussi, le coût salarial moyen par personne note une croissance de 3.7% en 2005, alors que le coût salarial horaire a progressé de 4.1%.

Dans cette étude, nous allons tenter d'analyser et d'expliquer cette baisse prononcée de la durée de travail au Luxembourg, tant au niveau des politiques de l'aménagement du temps de travail, qui ciblent une flexibilité de plus en plus grande dans le but d'attirer plus de personnes sur le marché de travail (surtout les femmes, les personnes âgées, les personnes "handicapées", etc.), qu'au niveau des branches.

Comme les données harmonisées sur la durée de travail des comptes nationaux¹ ne sont pas encore disponibles pour le Luxembourg, notre analyse se base sur les données issues des enquêtes sur les forces de travail, harmonisées au niveau européen (Eurostat).

2.2 Comparaison européenne

En ce qui concerne la durée de travail absolue, le Luxembourg se situe dans la moyenne européenne. En 2005, les travailleurs du Grand-Duché (résidents²) comptabilisaient, d'après les EFT, 37.9 heures effectivement travaillées par semaine, contre 37.3 heures en zone euro (UE12) et 37.5 heures en UE25. Les Pays-Bas et les pays nordiques connaissent les semaines de travail les plus courtes (autour de 35 heures) tandis que les nouveaux Etats membres et les pays du sud (mais aussi l'Islande et l'Autriche) enregistrent des semaines de travail beaucoup plus longues (autour de 40 heures).

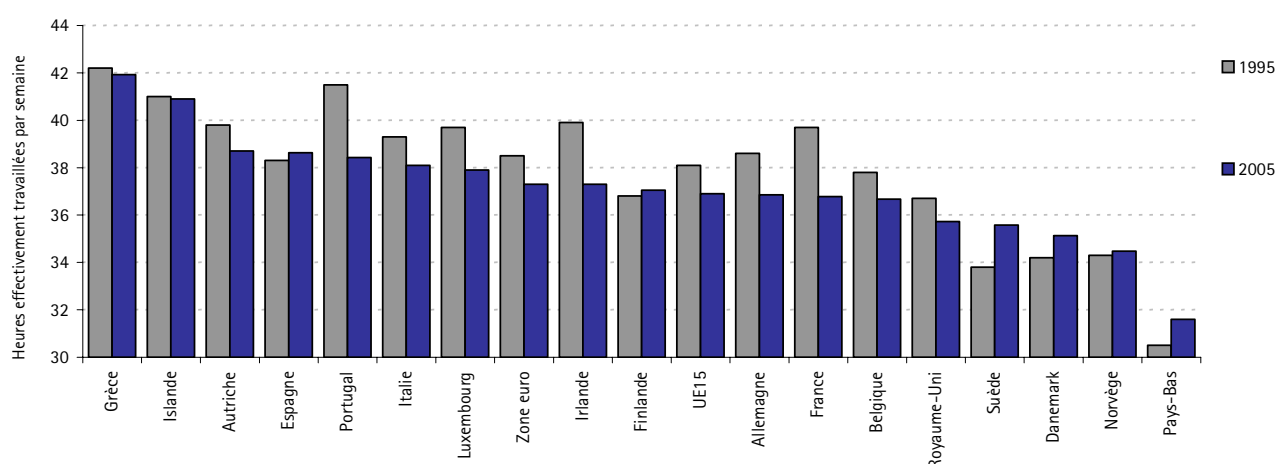
Comme la durée de travail baisse dans tous les pays de l'UE25, il est intéressant de comparer l'évolution de cette baisse dans le temps. Ainsi, la baisse de la durée de travail est plus importante au Luxembourg que dans la moyenne des autres pays européens: sur la période allant de 2000 à 2005, le Luxembourg connaît une baisse de la durée de travail de 0.7%, contre 0.4% en Europe. En

effet, il n'y a que la France (réduction de la durée hebdomadaire de travail à 35 heures) et l'Irlande qui enregistrent une baisse encore plus importante sur cette période. La baisse importante de la durée de travail que le Portugal connaissait au cours des années '90 (-0.9%) s'est stabilisée sur les dernières années (-0.3%). Si l'on compare la baisse récente de la durée de travail (2000-2005), à la baisse sur le long terme (1990-2005), l'on observe une accélération de ce phénomène en zone euro, particulièrement en France, en Italie et au Luxembourg (cf. tableau A). Cette baisse plus marquée au Luxembourg vient surtout des travailleurs masculins (-0.7% sur la période allant de 2000 à 2005 contre +0.1% sur la période allant de 1990 à 2000), alors que la baisse est plus régulière chez les femmes (-0.7% resp. -0.6% sur les mêmes périodes).

¹ Il s'agit d'une statistique synthétique, censée apporter plus de fiabilité car intégrant plusieurs sources: Inspection Générale de la Sécurité Sociale - IGSS (heures rémunérées), Enquête d'activité mensuelle dans l'industrie et la construction (heures rémunérées et heures travaillées), Enquête triennale sur le coût du travail (heures rémunérées et heures travaillées, congés etc.), Enquête sur les forces de travail - EFT (heures travaillées habituellement, heures travaillées effectivement, heures supplémentaires) et Structural business statistics - SBS.

² Les enquêtes sur les forces de travail s'effectuent uniquement auprès des ménages résidents. Les travailleurs frontaliers ne font donc pas partie des statistiques.

Graphique A: Évolution de la durée de travail en Europe



Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail (EFT)

Tableau A: Évolution de la durée de travail en Europe (en %)

	Total			Hommes			Femmes		
	1990-2005	1990-2000	2000-2005	1990-2005	1990-2000	2000-2005	1990-2005	1990-2000	2000-2005
	Variation annuelle en %								
France	-0.5	-0.4	-0.9	-0.5	-0.3	-0.8	-0.5	-0.4	-0.8
Irlande	-1.0	-1.1	-0.8	-0.8	-0.9	-0.8	-0.9	-0.9	-0.8
Luxembourg	-0.4	-0.2	-0.7	-0.1	0.1	-0.6	-0.7	-0.7	-0.6
Allemagne	-0.4	-0.3	-0.6	-0.1	0.0	-0.4	-0.6	-0.5	-0.4
Italie	-0.3	-0.1	-0.6	-0.1	0.0	-0.2	-0.5	-0.2	-0.2
Pays-Bas	-0.6	-0.7	-0.5	-0.5	-0.5	-0.5	-0.4	-0.6	-0.5
Zone euro	-0.3	-0.3	-0.4	-0.2	-0.2	-0.2	-0.4	-0.4	-0.2
Portugal	-0.7	-0.9	-0.3	-0.7	-0.8	-0.3	-0.8	-1.0	-0.3
Finlande	...	...	-0.3	...	...	-0.4	...	...	-0.4
Belgique	-0.6	-0.7	-0.2	-0.4	-0.5	-0.2	-0.6	-0.9	-0.2
Autriche	...	...	-0.2	...	...	0.2	...	...	0.2
Grèce	0.1	0.1	-0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.2	0.1
Espagne	0.0	-0.1	0.0	0.2	0.1	0.4	-0.3	-0.2	0.4

Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail (EFT)

2.3 Le travail à temps partiel

La baisse prononcée de la durée de travail au Luxembourg est due à un aménagement du temps de travail plus flexible, c'est-à-dire à l'utilisation du travail à temps partiel sous ses diverses formes.

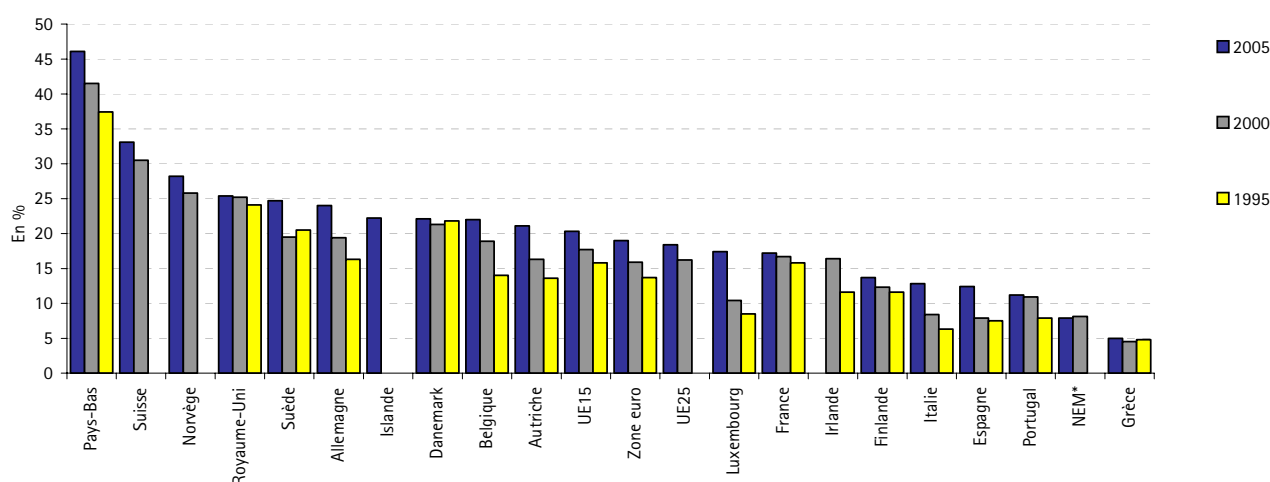
Ces dernières années, le Luxembourg connaît une forte progression du travail à temps partiel (TTP). En 2005, la part du TTP dans l'emploi total se situe à 17.4% au Luxembourg, contre 10.4% en 2000 et 8.5% en 1995, ce qui représente une des progressions du TTP les plus importantes en Europe.

Cette forte progression du TTP peut être mise en relation avec une législation luxembourgeoise évoluant dans le sens d'une plus grande flexibilité dans l'aménagement de

la durée de travail. Cette politique de flexibilité répond aux exigences définies dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, qui cible notamment une hausse du taux d'emploi en général et de celui des femmes et des personnes âgées en particulier.

Dans ce contexte, nous allons analyser certaines tendances générales (hausse du taux d'activité des femmes) et législations récentes (travailleurs handicapés, préretraite progressive, congé parental, aménagement du temps de travail plus flexible dans la fonction publique) de plus près.

Graphique B: Part du travail à temps partiel dans l'emploi total



* Nouveaux Etats membres

Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail (EFT)

Tableau B: Évolution du nombre de personnes travaillant à temps partiel

	Total - Hommes et Femmes			Hommes			Femmes		
	1995-2000	2000-2005	1995-2005	1995-2000	2000-2005	1995-2005	1995-2000	2000-2005	1995-2005
	Variation annuelle en %								
Espagne	5.5	13.8	9.6	2.9	13.3	7.9	6.4	14.0	10.1
Luxembourg	7.0	11.2	9.1	5.0	8.6	6.8	7.2	11.5	9.3
Italy	7.0	10.3	8.6	5.5	5.1	5.3	7.6	12.0	9.8
Belgique	8.0	3.7	5.8	13.8	6.9	10.3	7.0	3.0	5.0
Autriche	3.8	5.9	4.8	1.3	8.3	4.8	4.2	5.4	4.8
Portugal	8.4	1.0	4.7	10.2	1.8	5.9	7.6	0.6	4.1
UE12	4.5	4.8	4.6	5.2	5.6	5.4	4.4	4.5	4.5
Allemagne	3.9	4.3	4.1	6.6	8.8	7.7	3.5	3.4	3.5
Pays-Bas	5.0	2.7	3.9	5.1	3.2	4.1	4.9	2.6	3.8
UE15	3.5	3.9	3.7	4.1	5.4	4.7	3.4	3.5	3.4
Finlande	3.2	2.8	3.0	1.7	3.1	2.4	4.0	2.7	3.4
Suède	-0.4	5.3	2.4	3.3	7.5	5.4	-1.3	4.7	1.6
France	2.4	1.6	2.0	1.7	2.0	1.9	2.6	1.5	2.0
Grèce	0.3	3.3	1.8	0.2	-1.5	-0.7	0.4	5.6	3.0
Royaume-Uni	1.7	0.9	1.3	3.1	3.7	3.4	1.4	0.2	0.8
Danemark	0.4	1.1	0.8	-0.8	4.7	1.9	0.9	-0.3	0.3

Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail (EFT)

Tendances générales

La forte progression du TTP au Luxembourg (+9.1% en moyenne par an sur les dix dernières années) vient surtout des femmes (+9.3% sur cette période contre +6.8% pour les hommes). Ces dernières restent donc les principaux utilisateurs du TTP (9 sur 10 postes de TTP sont occupés par des femmes). Cette forte progression des femmes travaillant à temps partiel s'explique par une hausse générale plus élevée de l'emploi des femmes (+3.6% en 2005 contre +3.0% pour les hommes), qui quant à elle s'explique par un rattrapage au niveau du taux d'activité des femmes. En effet, le Luxembourg qui connaît un des taux d'activité des femmes le plus faible en Europe (57% en 2005 contre 62.5% en UE25), note également une des progressions les plus importantes

(+5.3% sur les dix dernières années ou +12.9 points de %).

Les travailleurs handicapés

Depuis le 1^{er} juin 2004, en application de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées¹, bon nombre de personnes handicapées (environ 400 personnes), occupées dans des ateliers protégés, sont comptabilisées dans l'emploi salarié. Une analyse plus fine des données de l'IGSS révèle que seulement 2% de ces personnes travaillent à temps partiel² ce qui permet de conclure que cette législation n'a pas entraîné une baisse plus forte de la durée de travail, mais devrait au contraire avoir eu un impact positif sur celle-ci.

¹ <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2003/1442909/1442909.pdf#page=2>

² D'après les données de l'IGSS, sont considérés comme travailleurs à temps partiel, les personnes travaillant moins de 130 heures par mois (3/4*173 heures), soit 30 heures/semaine environ.

Congé parental

La loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales¹ pourrait également avoir contribué à la progression du travail à temps partiel au Luxembourg. Ainsi, en 2005, il y avait 473 nouveaux cas de congé parental, dont 80% de femmes et 20% d'hommes. La progression annuelle des nouveaux cas de congé parental a été de 7.6% (7.7% chez les femmes et 7.1% chez les hommes). Pourtant, la part des congés parentaux à mi-temps dans le total des TTP n'est que de 4% (8% si l'on considère qu'une tâche à plein temps est occupée à moitié par la personne travaillant à mi-temps et à moitié par un remplaçant mi-temps) et n'explique donc qu'une partie minime de l'évolution du TTP.

Notons encore que malgré cette part relativement faible des congés parentaux à mi-temps dans le total des TTP, les données de l'enquête sur les forces de travail (moyenne des trois dernières années), révèlent que 14% des personnes travaillant à TTP le font en raison de la garde d'enfants (1.3% pour des raisons de formation,

1.7% à cause de maladie, 8.1% parce qu'ils n'ont pas trouvé un travail à temps complet, 22.9% ne voulaient pas travailler à temps complet et 42% ont une autre raison ou pas de raison).

La préretraite progressive

Selon l'ADEM, le dispositif "préretraite progressive"² est très peu utilisé et n'a donc pas d'impact sur les données du TTP.

Le temps partiel dans la fonction publique

Depuis 2003, les fonctionnaires peuvent choisir entre trois types de travail à temps partiel, à 25%, à 50% ou à 75%³. L'impact de cette législation sur la durée de travail ne peut-être déterminé à présent, mais on constate que sur les cinq dernières années, la durée de travail dans l'administration publique a baissé beaucoup plus qu'avant l'introduction de ces modalités (-0.6% sur la période allant de 2000 à 2005 après +0.1% sur la période allant de 1995 à 2000) et aussi par rapport aux autres pays de la zone euro (-0.3% sur les cinq dernières années).

2.4 Analyse par branche

Sur les dix dernières années, les services domestiques⁴, l'Horeca et la santé ont connues les baisses de la durée de travail hebdomadaire les plus importantes au Luxembourg. Si l'on limite l'analyse aux cinq dernières années, l'on peut encore rajouter les services collectifs, sociaux et personnels, la construction, les transports et communications ainsi que le secteur financier.

Dans certaines branches, on observe le même phénomène partout en Europe (activités des ménages, Horeca et services collectifs, sociaux et personnels). Il est donc intéressant de comparer la baisse de la durée de travail observée au Luxembourg à celle observée en moyenne dans la zone euro. Ainsi, l'on note une baisse beaucoup plus forte au Luxembourg dans les activités des ménages et dans l'Horeca, mais aussi dans la construction, les

services collectifs, sociaux et personnels et le secteur financier (cf. tableau C).

Dans l'Horeca, la baisse plus forte au Luxembourg (-1.9% en moyenne sur les 5 dernières années contre -0.7% en zone euro) s'explique par la convention collective du 20 décembre 2002 relative à la réduction du temps de travail, qui s'est appliquée aux entreprises occupant plus de 50 salariés à partir du 1^{er} janvier 2003, à celles occupant entre 15 et 49 salariés à partir du 1^{er} janvier 2004 et à celles occupant moins de 15 salariés à partir du 1^{er} janvier 2005.

Pour les activités des ménages, la construction et le secteur financier, la conjoncture moins favorable sur les dernières années est probablement un des facteurs expliquant la baisse importante de la durée de travail.

¹ <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1999/0132302/0132302.pdf?SID=5bb5e735bfbdcb3a3308ea6b213dd5ef#page=21>

² cf. loi du 31 juillet 1995 relative à l'emploi et à la formation professionnelle: Mesures concernant la législation sur la préretraite <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1995/0651108/0651108.pdf#page=2>

³ cf. article 1^{er}, paragraphe 17 de la loi du 19 mai 2003 modifiant l'article 31-1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2003/0780606/0780606.pdf#page=2>

⁴ Cette division comprend les personnes engagées par des particuliers: les bonnes, cuisiniers, serveurs, valets de chambre, maîtres d'hôtel, blanchisseuses, jardiniers, portiers, palefreniers, chauffeurs, concierges, gouvernantes, gardiennes d'enfants à domicile (baby-sitters), précepteurs, secrétaires, etc.

Tableau C: Évolution de la durée de travail au Luxembourg et en Europe

Nace*	Luxembourg									Zone euro								
	Total			Hommes			Femmes			Total			Hommes			Femmes		
	1995-2005	1995-2000	2000-2005	1995-2005	1995-2000	2000-2005	1995-2005	1995-2000	2000-2005	1995-2005	1995-2000	2000-2005	1995-2005	1995-2000	2000-2005	1995-2005	1995-2000	2000-2005
	Variation annuelle en %																	
Total	-0.5	-0.3	-0.7	-0.3	0.0	-0.6	-0.5	-0.3	-0.7	-0.3	-0.3	-0.4	-0.2	-0.2	-0.2	-0.4	-0.3	-0.5
AB	0.2	0.6	-0.1	0.1	0.0	0.2	-0.1	0.6	-0.8	-0.4	-0.5	-0.3	-0.3	-0.5	-0.1	-0.8	-0.8	-0.8
C_K	-0.3	0.0	-0.6	-0.2	0.1	-0.5	-0.6	-0.3	-0.8	-0.3	-0.3	-0.3	-0.2	-0.2	-0.1	-0.4	-0.4	-0.5
C_F	-0.3	0.0	-0.6	-0.2	0.0	-0.4	-0.8	0.1	-1.6	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0	-0.4	-0.3	-0.4
D	-0.3	-0.3	-0.4	-0.2	-0.2	-0.2	-0.7	-0.5	-0.8	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.3	-0.3	-0.3
E	-0.4	-0.3	-0.6	-0.5	-0.1	-0.8	...	...	...	-0.1	-0.3	0.2	0.1	-0.2	0.4	-0.6	-1.0	-0.2
F	-0.3	0.4	-0.9	-0.2	0.3	-0.6	-1.1	1.3	-3.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.5	-0.3	-0.8
G_K	-0.4	0.0	-0.7	-0.3	0.2	-0.7	-0.5	-0.4	-0.7	-0.4	-0.4	-0.4	-0.3	-0.2	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4
G	-0.2	-0.1	-0.3	-0.2	0.1	-0.4	-0.1	-0.4	0.2	-0.5	-0.4	-0.5	-0.4	-0.2	-0.5	-0.5	-0.5	-0.6
H	-1.2	-0.4	-1.9	-0.9	-0.4	-1.5	-1.5	-1.0	-1.9	-0.9	-1.0	-0.7	-0.9	-1.1	-0.6	-0.8	-0.8	-0.7
I	-0.3	0.2	-0.8	-0.2	0.2	-0.5	-0.2	1.7	-2.1	-0.2	-0.1	-0.3	-0.1	0.0	-0.2	-0.2	-0.1	-0.4
J	-0.2	0.3	-0.7	0.0	0.6	-0.6	-0.5	0.3	-1.2	-0.1	-0.1	0.0	0.1	0.0	0.2	-0.1	0.1	-0.3
K	-0.1	-0.3	0.1	-0.2	-0.3	-0.2	0.1	-0.2	0.3	-0.2	-0.2	-0.3	-0.3	-0.2	-0.3	-0.1	0.1	-0.2
L	-0.3	0.1	-0.6	-0.1	0.2	-0.4	-0.2	0.6	-1.0	-0.2	-0.1	-0.3	-0.1	-0.2	-0.1	-0.2	0.0	-0.4
M	0.8	0.7	0.9	0.9	1.1	0.7	0.9	0.4	1.4	0.1	0.3	-0.1	0.1	0.3	-0.2	0.2	0.3	0.1
N	-0.7	-0.7	-0.8	-0.5	-0.2	-0.8	-0.8	-0.6	-0.9	-0.3	-0.4	-0.3	-0.4	-0.3	-0.4	-0.2	-0.2	-0.2
O	-0.2	1.1	-1.4	-0.6	0.1	-1.4	0.1	1.7	-1.5	-0.5	-0.3	-0.6	-0.5	-0.4	-0.5	-0.3	0.0	-0.6
P	-1.5	0.6	-3.5	...	...	...	-1.5	0.6	-3.6	-0.5	-0.3	-0.8	-0.6	0.4	-1.5	-0.5	-0.2	-0.8

Source: Eurostat, enquête sur les forces de travail (EFT)

* AB	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche etc.	G	Commerce	L	Administration publique
C	Industries extractives	H	Hôtels et restaurants	M	Éducation
D	Industrie manufacturière	I	Transports et communications	N	Santé et action sociale
E	Prod. et distr. d'électricité, de gaz et d'eau	J	Activités financières	O	Services collectifs, sociaux et personnels
F	Construction	K	Immobilier, location et serv. aux entreprises	P	Services domestiques

2.5 Conclusion

La baisse la durée de travail particulièrement forte au Luxembourg sur les dix dernières années s'expliquerait donc par trois facteurs majeurs:

- le Luxembourg, qui connaît un des taux d'activité des femmes les plus faibles, est en train de rattraper ce retard ce qui provoque une forte hausse de l'emploi des femmes et surtout de l'emploi des femmes travaillant à temps partiel;
- la législation relative à la réduction du temps de travail dans l'Horeca a eu les effets désirés dans ce secteur d'activité;
- la conjoncture moins favorable sur les cinq dernières années, pourrait être responsable de la réduction des heures effectivement travaillées dans la construction, le secteur financier et les activités des ménages.

E. Annexe statistique

Mise à jour: 5 février 2007

Sommaire

	page
Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)	84
Tableau 1a - suite: PIB optique dépenses (prix constants)	85
Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)	86
Tableau 1b - suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)	87
Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)	88
Tableau 1c - suite: Exportations et Importations (prix constants)	89
Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)	90
Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale	91
Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction	92
Tableau 2c - suite: Prix à la production, industrie et construction	93
Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)	94
Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg	95
Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays	96
Tableau 2f - suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie	97
Tableau 3a - 1: Enquête d'activité dans l'industrie - Production du mois en volume	98
Tableau 3a - 2: Enquête d'activité dans l'industrie - Production par jour ouvrable en volume	99
Tableau 3a - 3: Enquête d'activité dans l'industrie - Commandes nouvelles totales en valeur	100
Tableau 3a - 4: Enquête d'activité dans l'industrie - Nombre de salariés	101
Tableau 3a - 5: Enquête d'activité dans l'industrie - Heures travaillées	102
Tableau 3a - 6: Enquête d'activité dans l'industrie - Coût salarial unitaire	103
Tableau 3b: Activité dans la construction	104
Tableau 3c: Activité dans le commerce	105
Tableau 3d: Activité dans les services financiers	106
Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie	107
Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction	107
Tableau 5a: Marché du travail	108
Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail	109
Tableau 5c-1: Taux de chômage harmonisé, total et jeunes, comparaison internationale	110
Tableau 5c-2: Taux de chômage harmonisé, par sexe, comparaison internationale	111
Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur	112
Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes	113
Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières	114

De brèves notes explicatives font suite à certains tableaux. Des explications plus détaillées (commentaires méthodologiques et historiques) peuvent être trouvées aux pages correspondantes de l'annuaire statistique du STATEC ou sur le site Internet www.statec.public.lu.

A noter que la mention "taux de variation" fait référence à des taux de variation interannuels, c'est-à-dire par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Notes méthodologiques:

- Résultat rigoureusement nul.
- .
- ... Le renseignement n'est pas disponible ou bien ne peut être communiqué pour cause de secret statistique.
- blanc Résultat non publié

La reproduction totale ou partielle de la présente annexe est autorisée à condition d'en citer la source.

Renseignements:

STATEC
Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg-Kirchberg
Tél: 478 – 4234/4339
Fax: 241812
E-mail: statec.post@statec.etat.lu
<http://www.statec.public.lu>

Pour en savoir plus:

Pascale Armstrong
Tél: 478 – 4234
E-mail: Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu

Véronique Sinner
Tél: 478 – 4228
E-mail: Veronique.Sinner@statec.etat.lu

Bastien Larue
Tél: 478 – 4339
E-mail: Bastien.Larue@statec.etat.lu

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)

	Produit Intérieur Brut (PIB)	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital ¹	Exportations	Importations
Prix courants, Mio EUR						
1995	15 110	6 541	2 404	2 962	16 075	12 873
1996	15 797	6 825	2 586	3 190	17 555	14 359
1997	16 421	7 189	2 736	3 652	19 854	17 010
1998	17 415	7 732	2 753	4 064	22 205	19 339
1999	19 887	8 207	3 089	4 761	26 702	22 873
2000	22 001	8 962	3 323	5 094	33 001	28 379
2001	22 572	9 449	3 634	5 514	33 096	29 121
2002	24 081	10 055	3 906	5 264	33 600	28 745
2003	25 607	10 509	4 216	5 613	34 304	29 035
2004	26 996	11 079	4 562	5 699	40 046	34 389
1T 2005	6 829	2 837	1 162	1 211	10 648	9 030
2T 2005	7 184	2 954	1 182	1 687	11 220	9 859
3T 2005	7 305	2 913	1 177	1 243	11 868	9 897
4T 2005	8 079	3 170	1 473	2 126	13 083	11 772
2005	29 396	11 873	4 995	6 266	46 820	40 558
1T 2006	7 915	3 132	1 242	1 289	14 104	11 852
2T 2006	8 249	3 178	1 253	1 455	14 680	12 317
3T 2006	8 066	3 069	1 234	1 106	14 413	11 755
Taux de variation en % (glissement annuel)						
1996	4.5	4.3	7.6	7.7	9.2	11.5
1997	4.0	5.3	5.8	14.5	13.1	18.5
1998	6.1	7.5	0.6	11.3	11.8	13.7
1999	14.2	6.2	12.2	17.2	20.2	18.3
2000	10.6	9.2	7.6	7.0	23.6	24.1
2001	2.6	5.4	9.4	8.2	0.3	2.6
2002	6.7	6.4	7.5	-4.5	1.5	-1.3
2003	6.3	4.5	7.9	6.6	2.1	1.0
2004	5.4	5.4	8.2	1.5	16.7	18.4
1T 2005	4.1	5.9	8.4	-4.5	10.8	11.8
2T 2005	6.5	8.6	10.3	0.5	11.7	12.4
3T 2005	10.8	6.5	10.1	-7.1	21.3	18.8
4T 2005	13.8	7.7	9.3	50.2	23.4	27.8
2005	8.9	7.2	9.5	10.0	16.9	17.9
1T 2006	15.9	10.4	6.9	6.4	32.5	31.2
2T 2006	14.8	7.6	5.9	-13.8	30.8	24.9
3T 2006	10.4	5.4	4.8	-11.0	21.4	18.8

¹ Formation brute de capital fixe, plus variations de stocks et acquisitions moins cessations d'objets de valeurs.

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

L'ensemble de la documentation (méthodologie, tableaux) relative aux comptes nationaux selon le système européen harmonisé de comptes nationaux (SEC 95) est disponible sur le site Internet www.statistiques.public.lu/fr/economie/index.html. Y sont fournis notamment des explications quant au passage du SEC 79 au SEC 95, ainsi que tous les détails statistiques (principaux agrégats selon les optiques production, dépenses et revenus à prix courants et à prix constants ainsi que les tableaux détaillés par branches d'activité à prix courants et à prix constants).

Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)

	Produit Intérieur Brut (PIB) ¹	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital ²	Exportations	Importations
Prix constants, année de référence 2000, Mio EUR						
1995	16 339	7 283	2 624	3 168	20 261	16 858
1996	16 587	7 501	2 795	3 387	20 721	17 766
1997	17 572	7 790	2 885	3 819	23 076	20 004
1998	18 713	8 237	2 932	4 237	25 654	22 367
1999	20 288	8 533	3 175	4 925	29 309	25 680
2000	22 001	8 962	3 323	5 094	33 001	28 379
2001	22 554	9 266	3 527	5 375	34 474	30 088
2002	23 421	9 834	3 676	5 122	35 181	30 382
2003	23 736	10 043	3 837	5 444	36 429	32 056
2004	24 598	10 328	3 960	5 489	40 097	35 372
1T 2005	6 159	2 602	1 020	1 202	10 229	8 918
2T 2005	6 423	2 679	1 037	1 599	10 600	9 531
3T 2005	6 281	2 612	1 015	1 148	10 821	9 336
4T 2005	6 714	2 786	1 079	1 968	11 663	10 857
2005	25 574	10 680	4 151	5 916	43 314	38 645
1T 2006	6 611	2 761	1 055	1 174	12 098	10 540
2T 2006	6 806	2 783	1 059	1 356	12 557	11 011
3T 2006	6 624	2 675	1 030	1 011	12 285	10 432
Taux de variation en % (glissement annuel)						
1996	1.5	3.0	6.5	6.9	2.3	5.4
1997	5.9	3.8	3.2	12.8	11.4	12.6
1998	6.5	5.7	1.6	10.9	11.2	11.8
1999	8.4	3.6	8.3	16.2	14.2	14.8
2000	8.4	5.0	4.7	3.4	12.6	10.5
2001	2.5	3.4	6.1	5.5	4.5	6.0
2002	3.8	6.1	4.2	-4.7	2.1	1.0
2003	1.3	2.1	4.4	6.3	3.5	5.5
2004	3.6	2.8	3.2	0.8	10.1	10.3
1T 2005	2.0	2.6	3.6	-1.0	3.4	3.8
2T 2005	2.9	4.6	5.3	-2.4	5.0	5.1
3T 2005	4.4	2.4	5.2	-10.1	11.1	9.5
4T 2005	6.6	4.0	5.2	44.7	12.5	18.2
2005	4.0	3.4	4.8	7.8	8.0	9.3
1T 2006	7.3	6.1	3.5	-2.3	18.3	18.2
2T 2006	6.0	3.9	2.2	-15.2	18.5	15.5
3T 2006	5.5	2.4	1.4	-11.9	13.5	11.7

¹ En raison du calcul des agrégats à prix constants "par rapport à l'année de référence 2000" figurant ci-dessus par chaînage sur base de données calculées "aux prix de l'année précédente", il existe une erreur statistique que nous n'avons pas relevé dans ce tableau.

² Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs cf. tableau 1a, prix courants.

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix courants, Mio EUR							
1995	700	497	496	1 196	113	3 005	
1996	724	456	465	1 296	241	3 180	
1997	825	710	483	1 276	270	3 565	
1998	898	595	524	1 512	264	3 796	
1999	890	1 203	516	1 705	351	4 670	
2000	1 026	726	522	1 910	383	4 573	
2001	1 120	894	622	2 029	443	5 110	
2002	925	816	548	2 550	537	5 377	
2003	1 037	373	661	2 750	672	5 497	
2004	916	546	681	2 682	739	5 570	
2005	971	582	702	2 704	813	5 777	
Taux de variation en %							
1996	3.3	-8.3	-6.3	8.4	113.9	5.8	
1997	14.0	55.7	3.9	-1.6	12.0	12.1	
1998	8.8	-16.1	8.4	18.5	-2.1	6.5	
1999	-0.8	102.2	-1.5	12.8	33.1	23.0	
2000	15.3	-39.7	1.1	12.0	9.0	-2.1	
2001	9.1	23.1	19.2	6.3	15.6	11.7	
2002	-17.4	-8.8	-11.8	25.7	21.4	5.2	
2003	12.1	-54.3	20.7	7.8	25.0	2.2	
2004	-11.7	46.6	3.0	-2.4	10.1	1.3	
2005	6.1	6.5	3.0	0.8	10.0	3.7	

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b - suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix constants, année de référence 2000, Mio EUR							
1995	605	638	536	1 291		132	3 203
1996	623	568	498	1 388		282	3 359
1997	747	803	512	1 352		301	3 709
1998	837	669	547	1 579		285	3 934
1999	884	1 309	529	1 749		361	4 798
2000	1 026	726	522	1 910		383	4 573
2001	1 130	876	598	1 951		420	4 976
2002	970	825	513	2 387		498	5 208
2003	1 147	387	607	2 523		607	5 307
2004	1 062	596	607	2 392		650	5 335
2005	1 178	637	607	2 339		688	5 450
Taux de variation en %							
1996	3.0	-10.9	-7.1	7.5		113.8	4.9
1997	20.0	41.2	2.8	-2.6		6.7	10.4
1998	12.0	-16.6	6.9	16.8		-5.3	6.1
1999	5.7	95.5	-3.3	10.7		26.5	22.0
2000	16.0	-44.5	-1.4	9.2		6.2	-4.7
2001	10.1	20.6	14.6	2.1		9.6	8.8
2002	-14.1	-5.8	-14.1	22.4		18.5	4.7
2003	18.3	-53.1	18.3	5.7		22.0	1.9
2004	-7.5	54.0	0.1	-5.2		7.1	0.5
2005	10.9	6.9	-0.1	-2.2		5.8	2.2

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
	Prix courants, Mio EUR					
1995	6 130	8 765	1 181	7 392	4 859	350
1996	5 958	10 351	1 246	7 504	6 193	372
1997	6 782	11 620	1 453	8 493	7 704	400
1998	7 499	13 171	1 536	9 601	9 016	448
1999	7 639	17 229	1 834	10 152	11 961	460
2000	9 036	21 906	2 059	11 586	15 834	477
2001	9 424	21 759	1 913	12 158	15 953	515
2002	9 578	21 901	2 122	12 120	15 729	540
2003	9 539	22 568	2 197	12 075	15 901	557
2004	11 024	26 570	2 452	13 945	19 865	578
1T 2005	2 831	7 239	578	3 474	5 427	129
2T 2005	2 976	7 662	582	3 878	5 842	140
3T 2005	2 992	8 251	625	3 502	6 194	200
4T 2005	3 103	9 356	624	4 502	7 138	131
2005	11 903	32 508	2 409	15 357	24 602	600
1T 2006	3 589	10 008	506	4 234	7 486	132
2T 2006	3 589	10 501	590	4 240	7 932	145
3T 2006	3 312	10 497	603	3 679	7 870	206
	Taux de variation en % (glissement annuel)					
1996	-2.8	18.1	5.6	1.5	27.4	6.3
1997	13.8	12.3	16.5	13.2	24.4	7.5
1998	10.6	13.4	5.7	13.0	17.0	12.0
1999	1.9	30.8	19.4	5.7	32.7	2.7
2000	18.3	27.1	12.3	14.1	32.4	3.8
2001	4.3	-0.7	-7.1	4.9	0.8	8.1
2002	1.6	0.7	10.9	-0.3	-1.4	4.8
2003	-0.4	3.0	3.5	-0.4	1.1	3.2
2004	15.6	17.7	11.6	15.5	24.9	3.7
1T 2005	3.9	13.5	12.6	6.7	15.6	5.6
2T 2005	9.7	14.1	-6.1	7.4	16.2	2.8
3T 2005	13.6	27.1	-4.6	6.3	27.8	3.9
4T 2005	5.2	33.9	-5.9	18.9	34.8	2.3
2005	8.0	22.3	-1.7	10.1	23.8	3.7
1T 2006	26.8	38.3	-12.5	21.9	37.9	2.9
2T 2006	20.6	37.1	1.4	9.3	35.8	4.2
3T 2006	10.7	27.2	-3.4	5.1	27.0	3.1

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
Prix constants, année de référence 2000, Mio EUR						
1995	6 236	12 458	1 383	8 486	7 711	379
1996	6 162	13 035	1 420	8 600	8 618	398
1997	6 961	14 343	1 630	9 718	9 695	422
1998	7 632	16 192	1 705	10 598	11 156	466
1999	8 068	19 272	1 961	11 352	13 823	472
2000	9 036	21 906	2 059	12 068	15 834	477
2001	9 525	23 073	1 877	12 792	16 791	504
2002	9 806	23 332	2 030	12 836	17 034	515
2003	9 849	24 563	2 024	13 272	18 283	520
2004	10 752	27 269	2 110	14 124	20 800	526
1T 2005	2 675	7 092	485	3 469	5 360	115
2T 2005	2 816	7 342	470	3 807	5 625	124
3T 2005	2 790	7 571	491	3 373	5 814	176
4T 2005	2 882	8 339	489	4 316	6 457	115
2005	11 162	30 343	1 935	14 966	23 256	531
1T 2006	3 298	8 460	400	4 000	6 454	115
2T 2006	3 235	8 922	455	3 973	6 937	125
3T 2006	2 942	8 933	459	3 380	6 882	177
Taux de variation en %						
1996	-1.2	4.6	2.7	1.4	11.8	5.1
1997	13.0	10.0	14.8	13.0	12.5	5.9
1998	9.6	12.9	4.6	9.1	15.1	10.4
1999	5.7	19.0	15.0	7.1	23.9	1.4
2000	12.0	13.7	5.0	6.3	14.5	1.0
2001	5.4	5.3	-8.9	6.0	6.1	5.7
2002	3.0	1.1	8.1	0.3	1.4	2.2
2003	0.4	5.3	-0.3	3.4	7.3	1.0
2004	9.2	11.0	4.2	6.4	13.8	1.1
1T 2005	-4.2	6.6	5.4	0.1	6.4	2.9
2T 2005	6.1	6.1	-12.2	3.5	6.5	0.1
3T 2005	11.0	13.5	-11.9	3.2	13.9	0.9
4T 2005	3.2	18.7	-12.2	16.3	20.1	-0.6
2005	3.8	11.3	-8.3	6.0	11.8	0.8
1T 2006	23.3	19.3	-17.5	15.3	20.4	0.0
2T 2006	14.9	21.5	-3.2	4.4	23.3	1.2
3T 2006	5.5	18.0	-6.4	0.2	18.4	0.4

Aux erreurs d'arrondi près

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)

	Décomposition de l'indice général par catégories de produits														
	Indice général	Indice hors produits pétroliers	Indice des produits pétroliers	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs	Habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage, entretien	Santé	Transports	Communications	Loisirs, spectacles, culture	Enseignement	Hôtels, cafés, Biens et services divers	
														restaurants	divers
	2005=100														
1995	82.7	84.3	56.3	80.6	73.9	91.0	74.5	85.9	89.9	81.0	147.9	88.1	71.5	77.4	84.1
1996	83.7	85.0	60.2	81.3	75.6	91.0	77.2	86.7	90.7	82.1	151.1	88.0	73.0	78.2	85.0
1997	84.8	86.0	63.1	82.1	75.8	91.9	79.4	87.4	91.6	83.0	155.5	89.0	73.6	79.8	86.3
1998	85.6	87.3	58.6	84.3	78.9	92.9	79.3	88.5	92.3	82.1	153.3	90.1	77.3	81.4	86.9
1999	86.5	88.0	61.2	85.3	81.2	93.1	80.4	89.7	93.1	83.5	137.9	90.4	80.5	82.1	87.8
2000	89.3	89.7	79.9	87.1	83.4	93.9	86.6	91.8	104.0	87.7	129.8	91.5	81.7	84.2	88.2
2001	91.6	92.2	78.6	91.2	85.7	95.9	88.1	93.8	105.8	90.2	114.6	93.7	83.3	87.0	91.8
2002	93.5	94.5	73.4	94.8	88.9	97.5	88.2	95.4	100.3	91.5	109.7	96.5	90.4	90.9	94.1
2003	95.4	96.5	74.8	96.6	92.2	98.9	90.7	96.8	97.8	93.5	107.1	98.5	97.2	93.8	96.1
2004	97.6	98.2	84.3	98.4	96.1	99.4	93.6	98.5	99.9	96.9	104.7	99.1	98.2	96.8	98.1
2005	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2006	102.7	102.2	110.4	102.4	102.5	100.1	105.9	101.7	103.6	103.0	97.7	101.6	104.1	103.1	102.8
1T 2006	101.6	101.3	106.4	101.2	101.3	98.2	104.1	100.7	103.5	101.8	98.8	101.4	103.3	102.2	101.9
2T 2006	102.9	102.2	114.2	101.9	102.0	101.7	106.1	102.2	103.6	103.7	98.0	101.6	103.3	102.9	102.8
3T 2006	103.0	102.2	115.7	102.8	103.2	98.7	107.1	101.4	103.4	104.0	97.0	101.2	103.9	103.4	102.8
4T 2006	103.2	103.0	105.5	103.5	103.4	101.9	106.1	102.6	104.0	102.4	96.9	102.3	105.7	104.0	103.6
oct-06	103.1	102.9	105.3	103.3	103.6	101.7	105.9	102.5	103.9	102.3	96.9	102.1	105.7	103.8	103.3
nov-06	103.2	103.0	106.0	103.5	103.4	101.9	106.3	102.6	103.8	102.4	97.0	102.0	105.7	104.0	103.5
déc-06	103.3	103.2	105.3	103.7	103.1	102.0	106.3	102.7	104.1	102.4	97.0	102.6	105.7	104.1	103.9
	Taux de variation annuels en %														
1996	1.2	0.9	7.0	0.8	2.3	0.0	3.7	1.0	0.9	1.4	2.2	-0.1	2.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.2	4.8	1.1	0.3	0.9	2.9	0.8	1.0	1.1	2.9	1.1	0.8	2.1	1.5
1998	1.0	1.5	-7.2	2.7	4.0	1.2	-0.2	1.2	0.7	-1.1	-1.4	1.3	5.1	2.0	0.7
1999	1.0	0.9	4.4	1.2	3.0	0.2	1.4	1.4	0.9	1.6	-10.1	0.3	4.1	0.9	1.1
2000	3.2	1.9	30.5	2.0	2.7	0.9	7.7	2.4	11.7	5.0	-5.9	1.3	1.4	2.6	0.4
2001	2.7	2.8	-1.6	4.8	2.7	2.1	1.7	2.1	1.8	2.9	-11.7	2.4	2.0	3.3	4.0
2002	2.1	2.5	-6.6	3.9	3.7	1.7	0.2	1.7	-5.2	1.4	-4.3	3.0	8.6	4.4	2.5
2003	2.0	2.1	1.9	1.9	3.8	1.5	2.8	1.5	-2.5	2.1	-2.4	2.1	7.5	3.1	2.2
2004	2.2	1.8	12.7	1.8	4.2	0.5	3.1	1.7	2.1	3.6	-2.3	0.6	0.9	3.2	2.1
2005	2.5	1.8	18.6	1.6	4.0	0.6	6.9	1.6	0.1	3.2	-4.4	0.9	1.9	3.3	1.9
2006	2.7	2.2	10.4	2.4	2.5	0.1	5.9	1.7	3.6	3.0	-2.3	1.6	4.1	3.1	2.8
1T 2006	2.9	2.1	18.9	2.1	2.6	-0.4	7.1	1.8	4.4	3.5	-2.9	2.1	5.1	3.5	2.7
2T 2006	3.1	2.2	18.5	2.0	1.8	0.5	7.3	1.6	4.6	4.3	-1.9	1.5	5.0	3.4	3.0
3T 2006	2.7	2.2	9.6	2.5	2.6	0.1	6.0	1.6	3.0	3.1	-2.4	1.4	3.9	2.8	3.0
4T 2006	2.0	2.2	-2.9	2.9	2.8	0.3	3.1	1.8	2.5	1.0	-2.1	1.5	2.4	2.8	2.5
oct-06	1.5	2.2	-9.0	2.7	3.1	0.1	2.0	1.6	2.1	-0.1	-2.3	1.6	2.4	2.9	2.5
nov-06	2.0	2.2	-1.2	2.8	2.6	0.4	3.2	1.8	2.6	1.4	-2.2	1.3	2.4	2.9	2.3
déc-06	2.3	2.3	2.2	3.3	2.8	0.4	4.3	1.9	2.9	1.6	-2.0	1.6	2.4	2.7	2.8

Source: STATEC

L'indice des prix à la consommation est établi mensuellement par le STATEC. Du point de vue technique, la méthode de pondération est du type "Laspeyres" jusqu'en décembre 1998. A partir de 1.1.1999 un "indice chaîne" a été mis en place.

Jusqu'en 1999, le Luxembourg établissait uniquement un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) conforme aux réglementations en vigueur au niveau communautaire. A partir du 1.1.2000, le Luxembourg établit également un indice national (IPCN), différent de l'indice harmonisé européen. Tandis que la pondération de l'IPCH se base sur la consommation privée *sur le territoire*, celle de l'IPCN prend comme référence la structure de la consommation des habitants (résidents). L'IPCN est utilisé pour l'indexation automatique des salaires au Luxembourg.

Pondérations dans l'IPCN en %

	2002	2003	2004	2005	2006	2007		2002	2003	2004	2005	2006	2007
Produits pétroliers	4.2	3.7	3.4	4.4	5.8	5.7	Santé	2.6	2.3	2.0	1.9	2.0	2.1
Inflation "sous-jacente"	94.6	95.2	95.4	94.2	93.0	93.0	Transports	16.7	18.0	19.1	20.2	20.6	21.2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15.4	15.0	14.5	13.7	13.8	13.6	Communications	2.1	2.2	2.4	2.3	2.2	2.0
Boissons alcoolisées, tabacs	4.3	4.3	4.1	4.0	4.1	4.0	Loisirs, spectacles, culture	10.3	10.8	11.1	10.7	10.1	10.3
Habillement et chaussures	7.0	6.9	6.4	5.9	5.7	5.4	Enseignement	0.5	0.6	0.5	0.6	0.6	0.5
Logement, eau, électricité et combustibles	12.4	11.8	11.5	11.9	11.9	12.2	Hôtels, cafés, restaurants	7.1	7.2	7.1	6.7	6.3	6.2
Ameublement, équipement de ménage, entretien	11.4	10.8	11.4	11.8	11.8	11.5	Biens et services divers	10.1	9.9	10.0	10.3	10.8	11.1

Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale

	Luxembourg	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée des quatre pays	Zone euro	UE25
								2005=100
1996	81.2	88.6	86.6	85.3	80.4	87.1	84.6	82.4
1997	82.3	90.0	87.8	86.5	81.9	88.4	85.9	84.5
1998	83.1	90.5	88.3	87.3	83.4	89.0	86.9	86.3
1999	83.9	91.1	88.8	88.3	85.1	89.7	87.8	87.7
2000	87.1	92.4	90.5	90.7	87.1	91.2	89.7	89.8
2001	89.2	94.1	92.1	92.9	91.5	93.1	91.8	92.0
2002	91.0	95.4	93.9	94.3	95.1	94.8	93.9	94.0
2003	93.4	96.4	95.9	95.7	97.2	96.2	95.8	95.8
2004	96.4	98.1	98.1	97.5	98.5	98.1	97.9	97.9
2005	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2006	103.0	101.8	101.9	102.3	101.7	101.8	102.2	102.2
1T 2006	101.7	101.0	101.0	101.1	100.9	101.0	101.0	101.0
2T 2006	103.3	101.8	102.2	102.6	101.9	102.0	102.4	102.3
3T 2006	103.7	102.2	102.3	102.7	101.8	102.2	102.5	102.6
4T 2006	103.2	102.1	102.2	102.9	102.0	102.2	102.8	102.9
oct-06	103.1	101.9	102.0	102.7	102.1	102.0	102.6	102.7
nov-06	103.2	101.8	102.1	102.9	102.1	102.0	102.6	102.8
déc-06	103.3	102.7	102.4	103.0	101.8	102.5	103.0	103.2
								Taux de variation annuels en %
1997	1.4	1.5	1.3	1.5	1.9	1.5	1.5	2.6
1998	1.0	0.6	0.7	0.9	1.8	0.7	0.7	2.1
1999	1.0	0.6	0.6	1.1	2.0	0.8	0.8	1.6
2000	3.8	1.4	1.8	2.7	2.3	1.7	1.7	2.4
2001	2.4	1.9	1.8	2.4	5.1	2.1	2.1	2.5
2002	2.1	1.4	1.9	1.6	3.9	1.8	1.8	2.1
2003	2.5	1.0	2.2	1.5	2.2	1.6	1.6	1.9
2004	3.2	1.8	2.3	1.9	1.4	1.9	1.9	2.1
2005	3.8	1.9	1.9	2.5	1.5	1.9	1.9	2.2
2006	3.0	1.8	1.9	2.3	1.7	1.8	1.8	2.2
1T 2006	3.9	2.1	2.0	2.6	1.6	2.0	2.3	2.2
2T 2006	3.7	2.1	2.2	2.6	1.8	2.2	2.5	2.4
3T 2006	2.8	1.6	1.9	2.2	1.7	1.8	2.1	2.2
4T 2006	1.5	1.3	1.5	1.9	1.5	1.4	1.8	2.0
oct-06	0.6	1.1	1.2	1.7	1.3	1.2	1.6	1.8
nov-06	1.8	1.5	1.6	2.0	1.6	1.6	1.9	2.1
déc-06	2.3	1.4	1.7	2.1	1.7	1.6	1.9	2.1

Sources: STATEC, EUROSTAT

Les indices de prix relatifs aux quatre pays voisins du Luxembourg sont établis sur base de la méthodologie communautaire harmonisée. La moyenne pondérée est calculée à l'aide des pondérations suivantes (pour l'année 2006): Allemagne 50%, France 35.2 %, Pays-Bas 9%, et Belgique 5.8%. Celle-ci se base sur les pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).

Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction

	Prix industriels			Prix industriels, par catégories de biens			Prix industriels, par destination		
	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Produits sidérurgiques et ferro-alliages, tubes	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation	Marché intérieur	UE15	Hors UE15
	2000=100								
1995	101.1	98.5	108.2	104.5	92.2	92.9	95.1	103.6	99.0
1996	96.9	97.1	96.5	97.5	94.1	93.3	91.0	99.2	95.7
1997	98.5	97.7	100.7	99.6	95.2	94.0	93.7	100.2	97.9
1998	100.2	99.0	103.5	102.1	96.8	93.4	96.2	101.7	99.4
1999	95.4	96.8	91.4	94.8	96.8	96.9	94.1	95.8	95.2
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	99.8	101.6	94.9	98.2	100.7	102.1	104.1	98.4	98.7
2002	99.0	99.9	96.7	97.3	102.7	103.3	103.0	97.7	98.2
2003	100.2	100.5	99.6	98.0	103.4	105.0	106.7	98.2	98.0
2004	109.3	102.4	128.6	110.6	109.1	105.0	116.4	106.9	107.9
2005	118.1	108.2	145.9	122.2	109.2	105.9	121.0	116.5	120.6
4T 2005	119.6	109.2	148.8	123.8	108.5	106.3	122.9	118.1	121.0
1T 2006	121.9	110.2	154.5	125.5	108.6	106.5	130.2	120.0	117.4
2T 2006	125.0	111.8	161.6	129.6	109.4	107.0	135.1	122.8	119.0
3T 2006	129.1	114.5	170.0	134.8	110.4	107.4	140.7	126.3	123.9
sept-06	129.9	114.6	173.0	136.0	111.1	107.7	141.1	127.0	126.3
oct-06	130.8	115.2	174.6	137.3	111.4	107.8	141.6	127.9	127.6
nov-06	131.7	115.1	177.9	138.6	112.3	107.7	142.2	128.4	130.0
	Taux de variation annuels en %								
1996	-4.1	-1.5	-10.9	-6.6	2.1	0.4	-4.3	-4.3	-3.3
1997	1.6	0.7	4.4	2.1	1.1	0.7	2.9	1.1	2.3
1998	1.7	1.3	2.8	2.5	1.7	-0.7	2.7	1.5	1.5
1999	-4.8	-2.3	-11.6	-7.2	0.1	3.8	-2.1	-5.8	-4.2
2000	4.8	3.3	9.4	5.5	3.3	3.2	6.2	4.3	5.1
2001	-0.2	1.6	-5.1	-1.8	0.7	2.1	4.1	-1.6	-1.3
2002	-0.8	-1.7	1.9	-0.9	2.0	1.2	-1.1	-0.8	-0.5
2003	1.2	0.6	3.0	0.8	0.7	1.7	3.6	0.5	-0.2
2004	9.0	1.9	29.1	12.8	5.6	0.0	9.0	8.8	10.0
2005	8.1	5.7	13.5	10.4	0.1	0.9	3.9	9.1	11.8
4T 2005	3.3	4.5	1.0	3.6	-3.9	0.8	2.5	3.9	2.1
1T 2006	3.1	4.4	0.6	1.9	-1.6	1.5	8.3	2.6	-3.0
2T 2006	6.8	4.3	11.9	6.9	1.8	0.7	13.2	6.2	-0.4
3T 2006	9.7	3.4	24.1	11.9	0.1	1.1	15.9	9.3	2.6
sept-06	9.5	2.4	25.8	11.4	1.2	1.3	14.4	9.1	4.0
oct-06	10.6	4.9	22.9	12.8	2.1	1.4	14.7	10.7	4.0
nov-06	12.0	6.0	24.8	14.6	4.5	1.4	16.1	12.0	6.2

Source: STATEC

L'indice des prix à la production dans l'industrie (Nace 14 à 37) est basé sur une enquête mensuelle auprès des entreprises, qui sont questionnées sur les prix de vente de leurs produits à la première commercialisation.

La moyenne des prix à la production de l'industrie est calculée à l'aide des pondérations suivantes: (pour les principaux groupes de production) biens intermédiaires 67.15%, biens d'équipement 11.57%, biens de consommation 21.27%, prix sur le marché intérieur 19.73%, (par destination) prix sur le marché UE15 64.71%, prix à l'exportation (hors UE15) 15.56%.

Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction

	Prix à la construction		
	Prix à la construction (indice agrégé)	Gros œuvre, bâtiment	Installations techniques, parachèvement
	1970=100		1990=100
1995	481.5	114.8	119.9
1996	486.6	115.9	121.3
1997	493.2	117.8	122.4
1998	502.1	120.6	123.8
1999	512.3	123.4	125.8
2000	527.5	127.6	128.8
2001	550.2	134.1	133.0
2002	564.6	137.6	136.8
2003	576.6	140.2	140.5
2004	592.3	144.1	143.9
2005	611.1	148.7	148.4
2006	627.7	152.7	152.6
1T 2006	622.1	151.3	151.3
2T 2006	625.7	152.4	152.4
3T 2006	629.5	153.1	153.1
4T 2006	633.4	153.8	153.8
			Taux de variation annuels en %
1996	1.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.6	0.9
1998	1.8	2.4	1.1
1999	2.0	2.3	1.6
2000	3.0	3.4	2.4
2001	4.3	5.1	3.3
2002	2.6	2.6	2.8
2003	2.1	1.9	2.7
2004	2.7	2.8	2.4
2005	3.2	3.2	3.1
2006	2.7	2.7	2.9
1T 2006	2.9	2.8	3.1
2T 2006	2.9	2.8	3.1
3T 2006	2.7	2.6	2.8
4T 2006	2.4	2.4	2.4

Source: STATEC

Les prix de la construction (NACE 450) sont relevés de façon semestrielle. Les valeurs trimestrielles sont obtenues par interpolation quadratique.

Pondérations: Gros œuvre, bâtiment 59%; installations techniques, parachèvement 41%.

Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)

	Indices des valeurs unitaires			Indices des valeurs		Indices de volume	
	Exportations	Importations *	Termes de l'échange	Exportations	Importations *	Exportations	Importations *
							2000=100
2000	100.0	...	...	100.0	...	100.0	...
2001	100.8	...	...	107.0	...	106.1	...
2002	96.9	...	...	105.9	...	109.3	...
2003	94.7	...	...	103.8	...	109.6	...
2004	100.4	...	...	114.6	...	114.2	...
2005	100.5	...	...	121.0	...	120.3	...
4T 2005	100.6	...	...	128.1	...	127.3	...
1T 2006	102.5	...	...	132.5	...	129.3	...
2T 2006	106.5	...	...	134.1	...	125.9	...
3T 2006	110.2	...	...	126.0	...	114.3	...
							Taux de variation annuels en %
2000	1.1	...	...	10.3	...	9.0	...
2001	0.8	...	...	7.0	...	6.1	...
2002	-3.9	...	...	-1.0	...	2.9	...
2003	-2.3	...	...	-1.9	...	0.3	...
2004	5.9	...	...	10.4	...	4.2	...
2005	0.2	...	...	5.6	...	5.4	...
4T 2005	-1.8	...	...	5.5	...	7.4	...
1T 2006	1.3	...	...	12.1	...	10.6	...
2T 2006	6.1	...	...	9.8	...	3.5	...
3T 2006	10.1	...	...	8.8	...	-1.1	...

Indice de valeurs unitaires = Indice de Paasche; Indice de volume = Indice de Laspeyres

2005 et 2006 chiffres provisoires

* Les indices concernant les importations seront publiés au courant du deuxième semestre 2007.

Source: STATEC

Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg

	Coût salarial moyen par mois et par personne, emploi salarié total			Coût salarial par personne dans l'industrie	
	Economie totale	Industrie totale	Sidérurgie	Industrie hors sidérurgie	
	EUR par mois			2000=100	
1995	...	92.0	88.7	91.1	
1996	...	92.3	90.2	91.5	
1997	...	94.1	93.2	93.5	
1998	2 847	95.8	92.5	96.0	
1999	2 932	96.3	93.9	96.5	
2000	3 059	100.0	100.0	100.0	
2001	3 227	103.9	105.2	104.1	
2002	3 328	106.2	107.9	106.5	
2003	3 433	109.1	110.9	109.5	
2004	3 538	111.7	114.2	112.3	
2005	3 668	114.0	116.5	115.0	
4T 2005	4 061	126.7	113.3	130.6	
1T 2006	3 650	112.0	121.4	111.9	
2T 2006	3 764	120.0	144.1	117.3	
3T 2006	3 577	110.8	115.8	111.2	
juil-06	3 589	112.1	117.5	112.4	
août-06	3 574	110.2	113.0	110.9	
sept-06	3 569	110.2	116.7	110.3	
				Taux de variation annuels en %	
1996	...	0.4	1.7	0.5	
1997	...	1.9	3.4	2.1	
1998	...	1.8	-0.8	2.7	
1999	3.0	0.5	1.6	0.6	
2000	4.3	3.9	6.5	3.6	
2001	5.5	3.9	5.2	4.1	
2002	3.1	2.2	2.6	2.3	
2003	3.2	2.7	2.7	2.9	
2004	3.1	2.4	3.0	2.6	
2005	3.7	2.1	2.0	2.4	
4T 2005	3.7	3.9	2.9	4.1	
1T 2006	3.7	5.0	8.5	4.6	
2T 2006	3.6	3.8	10.7	2.4	
3T 2006	3.5	3.3	4.6	2.9	
juil-06	3.4	4.4	6.5	3.9	
août-06	3.3	2.7	1.4	2.7	
sept-06	3.7	2.9	6.0	2.1	

Sources: IGSS, STATEC

Le coût salarial dans l'industrie est issu des enquêtes d'activité dans l'industrie (voir aussi le tableau 3a-6). Les fichiers de la Sécurité sociale, provenant de l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) permettent de suivre l'évolution des salaires (coût salarial) à brève échéance pour l'ensemble de l'économie. Le *niveau* du coût salarial figurant ci-dessus (salaire brut + gratifications + cotisations) doit être interprété en sachant qu'il existe des minima et des maxima de cotisation.

Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone euro	UE25
						Indice 2000=100
1995	...	...	...	...	...	...
1996	90.2	91.7	88.2	88.9	90.0	87.2
1997	92.7	93.1	89.9	91.4	92.2	90.4
1998	95.3	94.5	92.0	93.5	93.8	92.9
1999	98.1	96.7	94.7	95.9	96.2	95.9
2000	100.0	100.0	100.0	99.9	100.0	100.0
2001	105.1	102.5	104.8	104.7	103.9	104.7
2002	110.2	104.7	108.8	108.8	107.5	108.7
2003	111.7	107.4	111.5	112.9	110.8	112.4
2004	114.2	108.5	114.9	115.5	113.5	116.1
2005	117.5	109.2	118.5	120.3	116.2	119.2
4T 2005	130.2	115.3	126.2	131.7	123.2	124.3
1T 2006	111.2	101.5	122.0	121.7	111.5	118.0
2T 2006	...	114.1	120.3	123.0	120.6	123.2
3T 2006	...	107.7	117.2	115.2	116.9	120.7
						Taux de variation annuels en %
1997	2.7	1.5	2.0	2.8	2.5	3.6
1998	2.8	1.5	2.3	2.3	1.7	2.8
1999	3.0	2.4	2.9	2.6	2.6	3.3
2000	1.9	3.4	5.7	4.2	3.9	4.3
2001	5.1	2.5	4.8	4.8	3.9	4.7
2002	4.9	2.2	3.8	3.9	3.5	3.8
2003	1.3	2.6	2.5	3.8	3.1	3.4
2004	2.3	1.0	3.0	2.3	2.4	3.3
2005	2.8	0.6	3.1	...	2.4	2.7
4T 2005	2.0	0.4	3.4	3.5	2.3	2.9
1T 2006	1.6	0.5	3.7	3.0	2.3	2.5
2T 2006	...	0.7	3.3	2.8	2.4	2.8
3T 2006	...	0.6	3.2	3.1	2.0	2.6

Sources: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Les indices du coût total horaire de la main-d'œuvre sont établis par Eurostat pour l'Union européenne (UE15), l'Union monétaire et les différents pays membres. Ils couvrent l'ensemble de l'économie (à l'exception de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière, de l'éducation, des activités diverses, de l'information et des services personnels). Le coût de la main-d'œuvre comprend les salaires et traitements bruts (y compris toutes les primes), les cotisations auprès de la Sécurité sociale et les taxes de l'employeur, déduction faite des subventions liées à l'emploi.

Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone euro	UE25
						Indice 2000=100
1996	91.2	89.6	88.6	91.9	89.5	...
1997	93.6	91.1	90.5	94.5	92.0	90.5
1998	96.3	93.1	92.8	95.3	93.7	93.0
1999	99.1	95.5	95.4	97.1	96.3	96.0
2000	100.0	100.0	100.0	99.9	100.0	100.0
2001	104.9	103.0	104.4	103.0	103.8	104.5
2002	110.3	105.2	108.1	106.9	107.2	108.3
2003	112.1	107.8	111.1	110.9	110.6	112.0
2004	115.3	109.5	115.3	113.1	113.7	115.7
2005	118.1	110.2	119.4	117.4	116.6	118.8
4T 2005	136.7	115.5	128.4	130.2	125.0	126.0
1T 2006	108.6	103.2	119.4	116.9	110.3	114.4
2T 2006	...	121.3	123.5	124.0	122.5	124.5
3T 2006	...	106.1	118.3	113.7	117.7	120.9
						Taux de variation annuels en %
1997	2.7	1.8	2.1	2.8	2.8	...
1998	2.9	2.1	2.5	0.8	1.9	2.7
1999	2.9	2.6	2.8	2.0	2.7	3.3
2000	1.0	4.7	4.9	2.9	3.9	4.2
2001	4.8	3.0	4.4	3.0	3.8	4.5
2002	5.2	2.1	3.5	3.8	3.3	3.6
2003	1.6	2.5	2.8	3.7	3.1	3.4
2004	2.9	1.6	3.7	2.0	2.8	3.3
2005	2.5	0.6	3.6	...	2.5	2.7
4T 2005	1.3	0.8	3.8	3.7	2.5	2.9
1T 2006	3.2	1.2	3.4	5.0	2.5	2.5
2T 2006	...	2.2	3.7	5.2	3.0	3.5
3T 2006	...	1.6	3.3	3.1	2.6	3.0

Sources: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Tableau 3a - 1: Enquête d'activité dans l'industrie - Production du mois en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100						
1995	81.7	80.4	90.6	93.3	76.8	83.1	93.4
1996	82.3	82.2	82.9	92.8	77.9	92.5	87.4
1997	86.8	86.5	88.7	91.6	84.7	88.8	90.8
1998	93.9	94.5	89.7	95.2	91.2	101.8	97.8
1999	95.3	95.2	95.9	93.0	93.9	102.6	96.7
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	103.5	103.7	102.0	108.9	101.9	93.8	111.0
2002	105.8	107.2	97.4	115.9	103.2	94.4	114.7
2003	109.8	112.6	91.9	120.2	107.8	93.3	119.6
2004	114.7	118.0	94.0	122.1	114.0	98.6	122.5
2005	115.3	120.5	82.9	120.8	112.3	107.7	125.5
4T 2005	119.1	123.1	94.2	140.9	114.1	109.3	127.1
1T 2006	123.9	127.0	104.7	172.5	119.1	106.8	121.0
2T 2006	114.7	116.6	102.3	99.4	119.0	105.8	116.7
3T 2006	110.7	113.4	93.6	75.3	117.4	102.7	116.6
août-06	95.6	100.6	64.2	78.1	98.5	85.6	103.2
sept-06	121.0	122.9	109.2	69.4	131.6	112.9	125.1
oct-06	127.5	129.9	112.2	92.1	136.3	124.2	124.6
	Taux de variation annuels en %						
1996	0.7	2.2	-8.4	-0.5	1.4	11.3	-6.5
1997	5.5	5.2	6.9	-1.3	8.8	-4.0	3.9
1998	8.2	9.3	1.2	3.9	7.7	14.7	7.7
1999	1.5	0.8	6.9	-2.3	2.9	0.8	-1.1
2000	4.9	5.0	4.3	7.5	6.5	-2.6	3.4
2001	3.5	3.7	2.0	8.9	1.9	-6.2	11.0
2002	2.3	3.3	-4.5	6.4	1.3	0.7	3.3
2003	3.7	5.1	-5.7	3.7	4.5	-1.1	4.3
2004	4.5	4.8	2.3	1.6	5.7	5.6	2.4
2005	0.5	2.1	-11.8	-1.1	-1.5	9.3	2.5
4T 2005	1.9	0.6	13.3	-5.2	2.5	5.4	3.2
1T 2006	5.5	2.2	40.6	6.2	7.8	5.2	-0.5
2T 2006	1.0	-2.0	29.8	-0.4	6.2	-1.6	-9.4
3T 2006	-0.4	-1.8	11.0	-5.9	4.5	-8.8	-6.3
août-06	0.2	0.9	-5.7	-1.9	1.1	6.5	-4.1
sept-06	0.3	-1.1	11.5	-8.9	7.0	-4.8	-10.8
oct-06	4.8	3.8	12.7	-9.7	10.7	5.0	-4.5

Source: STATEC

L'activité dans l'industrie est suivie grâce aux enquêtes mensuelles, qui relèvent un ensemble de variables, dont la production, l'emploi salarié, le coût salarial et les nouvelles commandes. Il s'agit d'enquêtes harmonisées au niveau communautaire. Au niveau des agrégations, les biens de consommation durables et non-durables sont regroupés en une seule branche d'activité.

Pondérations dans l'industrie en %

	Production	Commandes nouvelles	Nombre de salariés	Heures travaillées
	unité: en %			
Industrie totale	100.0	100.0	100.0	100.0
Industrie hors Sidérurgie	86.3	66.2	86.4	85.9
Sidérurgie	13.7	33.8	13.6	14.1
Energie	11.2	n.d.	2.5	1.4
Biens intermédiaires	56.2	70.3	56.2	57.7
Biens d'équipement	12.6	18.6	18.8	19.0
Biens de consommation	20.1	11.1	22.5	21.9

Tableau 3a - 2: Enquête d'activité dans l'industrie - Production par jour ouvrable en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	81.8	80.5	90.7	93.5	77.0	83.0	93.5
1996	81.9	81.9	82.6	92.8	77.6	91.6	87.0
1997	86.7	86.4	88.8	91.9	84.8	88.0	90.7
1998	93.8	94.3	89.8	95.4	91.2	101.0	97.6
1999	95.2	95.1	95.9	93.3	93.8	101.9	96.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	103.5	103.2	102.5	108.8	101.8	93.3	111.5
2002	106.0	106.5	97.8	115.7	103.1	93.9	114.9
2003	109.8	112.1	92.3	119.9	107.6	92.6	119.7
2004	114.1	116.6	93.8	121.3	112.8	97.2	122.2
2005	114.3	120.8	82.1	120.2	112.2	108.4	125.1
4T 2005	118.0	123.7	93.1	140.6	114.7	110.9	126.2
1T 2006	122.2	125.2	103.5	169.5	117.1	104.5	119.9
2T 2006	114.4	119.9	100.9	100.3	121.3	109.9	116.7
3T 2006	109.7	113.1	92.7	74.9	117.2	103.3	115.6
août-06	93.0	99.3	62.3	77.2	97.5	84.8	100.5
sept-06	119.2	121.7	108.1	68.9	130.8	112.8	123.7
oct-06	127.2	128.5	110.8	91.0	133.7	123.0	126.4
							Taux de variation annuels en %
1996	0.2	1.7	-8.8	-0.8	0.9	10.4	-7.0
1997	5.8	5.6	7.4	-1.0	9.2	-4.0	4.3
1998	8.1	9.2	1.1	3.9	7.6	14.7	7.6
1999	1.5	0.8	6.9	-2.2	2.9	0.9	-1.1
2000	5.1	5.2	4.2	7.2	6.6	-1.8	3.7
2001	3.5	3.2	2.5	8.8	1.8	-6.7	11.5
2002	2.4	3.2	-4.5	6.4	1.3	0.6	3.1
2003	3.6	5.3	-5.6	3.6	4.4	-1.4	4.2
2004	3.9	4.0	1.6	1.2	4.8	4.9	2.1
2005	0.2	3.6	-12.5	-0.9	-0.4	11.5	2.3
4T 2005	1.8	2.5	11.8	-4.4	4.4	9.1	2.4
1T 2006	5.1	1.6	38.8	5.1	6.4	3.5	-0.9
2T 2006	0.9	-1.1	29.8	0.6	7.5	0.4	-10.0
3T 2006	-0.1	-1.8	11.4	-5.6	5.2	-7.9	-6.5
août-06	-0.2	-0.1	-5.8	-1.9	1.1	6.5	-4.5
sept-06	1.4	0.9	12.7	-7.6	9.1	-1.8	-9.9
oct-06	3.9	1.9	11.4	-10.9	7.6	1.7	-3.7

Source: STATEC

Tableau 3a - 3: Enquête d'activité dans l'industrie - Commandes nouvelles totales en valeur

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100					
1995	77.7	73.4	90.6	79.0	69.9	77.2
1996	77.0	76.5	78.6	79.4	65.5	72.1
1997	87.0	86.8	87.5	88.2	80.9	84.7
1998	91.1	91.7	89.4	91.7	91.7	84.6
1999	91.5	92.7	88.1	92.2	86.9	92.2
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	95.1	94.5	96.4	92.2	95.5	113.2
2002	94.3	94.3	94.2	90.9	90.3	122.8
2003	94.2	100.1	82.6	88.7	91.9	133.0
2004	107.7	108.1	107.1	107.3	95.3	131.2
2005	106.5	112.4	95.0	100.5	111.7	136.1
4T 2005	109.4	109.9	108.3	104.2	118.2	127.5
1T 2006	132.3	129.1	138.6	128.5	141.7	141.2
2T 2006	123.5	121.1	128.1	122.2	126.9	125.9
3T 2006	118.8	116.8	122.5	120.8	107.9	123.8
août-06	117.5	108.0	135.9	122.7	89.8	130.6
sept-06	121.3	127.2	109.8	119.9	121.4	130.6
oct-06	117.2	120.5	110.7	112.6	129.7	125.9
	Taux de variation annuels en %					
1996	-0.9	4.2	-13.3	0.5	-6.3	-6.6
1997	12.9	13.5	11.4	11.1	23.5	17.5
1998	4.8	5.7	2.1	4.0	13.4	-0.2
1999	0.4	1.0	-1.4	0.5	-5.2	9.0
2000	9.2	7.9	13.5	8.5	15.0	8.5
2001	-4.9	-5.5	-3.6	-7.8	-4.5	13.2
2002	-0.9	-0.2	-2.3	-1.4	-5.5	8.5
2003	-0.1	6.1	-12.4	-2.4	1.8	8.3
2004	14.4	7.9	29.7	21.0	3.7	-1.3
2005	-1.1	4.0	-11.3	-6.3	17.2	3.7
4T 2005	0.0	4.2	0.4	-3.2	11.7	0.8
1T 2006	21.8	11.3	47.2	24.5	30.7	-2.0
2T 2006	20.2	-0.2	49.2	27.1	20.3	-10.3
3T 2006	12.8	11.2	33.5	22.7	-6.0	-6.5
août-06	21.1	0.9	75.9	42.1	-19.3	-7.3
sept-06	3.2	-0.7	13.5	9.8	-10.5	-7.1
oct-06	3.5	5.8	-1.2	7.7	-4.5	-4.0

Source: STATEC

Tableau 3a - 4: Enquête d'activité dans l'industrie - Nombre de salariés

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	96.4	90.1	135.4	115.2	101.4	81.2	95.3
1996	96.2	91.6	124.3	111.7	101.0	83.4	93.5
1997	95.9	93.0	114.0	107.5	99.5	85.5	94.7
1998	97.1	95.1	109.4	101.5	99.3	92.0	95.2
1999	98.6	97.8	103.7	101.0	100.0	96.2	96.7
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	101.5	102.6	94.7	102.6	99.8	100.1	107.0
2002	100.7	102.1	91.9	105.6	97.7	96.8	110.8
2003	99.8	101.6	87.8	107.6	96.2	96.9	110.2
2004	99.2	101.7	83.2	108.6	93.7	97.9	112.8
2005	99.0	102.2	78.4	108.1	91.1	101.1	115.6
4T 2005	98.5	101.9	77.3	109.0	90.0	102.2	115.6
1T 2006	98.5	101.9	77.3	109.2	90.0	102.1	115.7
2T 2006	97.7	100.7	78.5	110.0	88.6	102.2	115.2
3T 2006	97.8	100.7	79.3	109.3	88.4	103.7	114.9
août-06	97.7	100.6	79.0	109.5	88.5	103.2	114.6
sept-06	97.7	100.5	79.9	108.7	88.2	104.8	114.3
oct-06	97.1	99.9	79.9	109.4	87.2	105.2	113.9
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.3	1.7	-8.2	-3.1	-0.4	2.7	-1.9
1997	-0.3	1.5	-8.3	-3.7	-1.5	2.5	1.3
1998	1.2	2.3	-4.0	-5.6	-0.1	7.5	0.6
1999	1.5	2.8	-5.2	-0.5	0.6	4.6	1.5
2000	1.4	2.3	-3.5	-1.0	0.0	3.9	3.4
2001	1.5	2.6	-5.3	2.6	-0.2	0.1	7.0
2002	-0.8	-0.5	-3.0	3.0	-2.0	-3.3	3.6
2003	-0.9	-0.4	-4.4	1.8	-1.6	0.1	-0.6
2004	-0.6	0.1	-5.3	1.0	-2.5	1.0	2.3
2005	-0.2	0.5	-5.7	-0.5	-2.8	3.3	2.6
4T 2005	-0.6	-0.2	-3.6	1.3	-2.5	2.8	0.8
1T 2006	-0.2	0.1	-2.3	1.1	-1.8	2.3	1.1
2T 2006	-1.3	-1.4	-1.2	2.2	-3.0	1.7	-0.6
3T 2006	-1.8	-2.3	1.8	1.4	-3.5	1.9	-1.6
août-06	-2.2	-2.7	1.7	1.8	-3.9	2.0	-2.4
sept-06	-1.2	-1.8	3.3	0.6	-2.8	2.6	-1.2
oct-06	-1.3	-1.9	3.3	0.3	-3.2	3.0	-1.1

Source: STATEC

Tableau 3a - 5: Enquête d'activité dans l'industrie - Heures travaillées

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	102.3	96.2	139.2	143.7	104.5	86.8	108.7
1996	100.0	95.7	125.8	137.0	103.1	84.9	103.1
1997	100.3	97.6	116.8	127.7	103.1	87.2	102.8
1998	99.8	98.5	107.6	113.6	100.4	93.6	103.0
1999	100.6	99.8	105.9	111.6	101.5	96.5	101.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	100.0	101.1	93.3	93.5	99.6	95.3	105.4
2002	98.2	99.6	89.5	84.0	97.1	89.8	109.3
2003	97.7	99.5	86.7	50.0	96.5	90.2	110.6
2004	97.9	100.4	82.7	7.3	95.6	91.0	115.6
2005	95.2	98.0	77.6	6.7	89.7	92.8	117.3
4T 2005	95.7	98.1	81.0	129.2	90.0	93.9	117.7
1T 2006	98.2	100.6	83.5	157.9	93.3	97.4	117.5
2T 2006	96.3	99.1	79.2	90.4	90.1	94.8	119.4
3T 2006	88.3	90.4	75.7	68.9	82.5	85.2	111.5
août-06	73.0	74.6	63.2	5.1	68.4	65.9	95.5
sept-06	96.5	98.7	83.0	5.4	89.9	96.3	119.9
oct-06	104.2	106.5	90.0	7.0	97.0	107.8	126.2
							Taux de variation annuels en %
1996	-2.3	-0.5	-9.6	-4.7	-1.3	-2.1	-5.2
1997	0.3	1.9	-7.2	-6.8	0.0	2.7	-0.2
1998	-0.5	0.9	-7.9	-11.0	-2.6	7.4	0.2
1999	0.9	1.3	-1.6	-1.8	1.1	3.1	-1.5
2000	-0.6	0.2	-5.5	-10.4	-1.5	3.6	-1.4
2001	0.0	1.1	-6.7	-6.5	-0.4	-4.7	5.4
2002	-1.8	-1.5	-4.0	-10.2	-2.6	-5.8	3.7
2003	-0.5	-0.1	-3.1	-40.4	-0.6	0.5	1.2
2004	0.2	0.8	-4.6	-85.4	-0.9	0.9	4.5
2005	-2.8	-2.3	-6.2	-8.0	-6.2	1.9	1.5
4T 2005	-2.6	-3.2	2.7	-6.5	-3.7	0.9	-2.6
1T 2006	2.6	1.9	8.2	5.0	2.5	3.4	2.3
2T 2006	-1.9	-2.4	2.3	-2.5	-1.9	-1.6	-2.1
3T 2006	-3.2	-3.8	1.5	-7.3	-3.8	-1.5	-2.9
août-06	-5.2	-6.0	0.8	-0.3	-5.4	0.3	-7.8
sept-06	-3.3	-4.1	2.8	-28.5	-4.3	-2.8	-1.5
oct-06	3.8	3.1	8.9	-9.2	2.4	9.5	2.6

Source: STATEC

Tableau 3a - 6: Enquête d'activité dans l'industrie - Coût salarial unitaire

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	108.8	102.5	130.9	93.6	121.8	89.9	93.5
1996	108.4	102.6	136.7	95.5	120.2	83.6	98.2
1997	104.2	100.8	119.0	98.2	110.9	91.0	96.8
1998	99.8	97.3	114.3	94.1	105.6	86.4	93.0
1999	99.5	99.0	102.4	96.4	102.1	91.9	96.8
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	102.5	103.5	97.7	97.6	102.7	110.2	101.5
2002	101.5	101.9	101.5	97.1	100.5	109.6	105.9
2003	99.6	99.3	107.9	105.9	97.4	113.8	102.1
2004	96.8	96.9	104.7	106.0	91.5	112.1	104.8
2005	97.7	97.5	110.0	111.0	91.7	109.3	107.3
4T 2005	104.6	107.9	92.0	124.2	96.0	127.2	118.0
1T 2006	88.7	89.5	87.8	65.4	84.8	107.2	107.4
2T 2006	101.6	100.9	107.6	126.5	92.0	108.8	116.0
3T 2006	98.3	99.0	101.5	150.1	83.4	115.1	113.2
août-06	111.9	110.5	136.2	145.5	96.9	136.8	125.7
sept-06	88.5	89.8	83.6	160.4	73.1	101.9	104.1
oct-06	88.6	90.8	79.7	120.1	73.2	108.7	106.3
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.4	0.1	4.4	2.0	-1.3	-7.0	5.0
1997	-3.8	-1.7	-12.9	2.8	-7.7	8.8	-1.5
1998	-4.2	-3.4	-4.0	-4.2	-4.8	-5.1	-3.9
1999	-0.3	1.8	-10.4	2.5	-3.3	6.4	4.1
2000	0.5	1.0	-2.3	3.7	-2.0	8.8	3.3
2001	2.5	3.5	-2.3	-2.4	2.7	10.2	1.5
2002	-1.0	-1.6	3.9	-0.6	-2.1	-0.5	4.3
2003	-1.9	-2.6	6.2	9.1	-3.0	3.8	-3.6
2004	-2.8	-2.4	-2.9	0.1	-6.1	-1.5	2.7
2005	0.9	0.7	5.0	4.8	0.2	-2.5	2.3
4T 2005	1.3	3.4	-16.7	12.7	-2.0	4.2	1.2
1T 2006	-0.6	2.5	-25.3	-2.3	-3.2	2.9	4.1
2T 2006	1.3	3.1	-15.9	6.9	-4.4	6.4	12.8
3T 2006	1.7	2.1	-0.9	11.5	-4.1	11.4	7.8
août-06	0.1	-1.0	9.4	9.0	-2.7	-1.3	4.6
sept-06	1.4	1.5	-1.8	14.8	-6.1	11.0	13.2
oct-06	-1.6	-0.9	-6.8	12.0	-9.9	11.1	6.2

Source: STATEC

Tableau 3b: Activité dans la construction

	Production par jour ouvrable (en volume)			Indice du chiffre d'affaires (en valeur)			Nombre d'heures payées
	Total	Bâtiment	Génie civil	Total	Bâtiment	Génie civil	Construction au total
			2000=100			2000=100	1 000 heures
1995	96.6	104.4	88.8	72.0	86.0	61.0	3 757
1996	89.7	99.1	80.3	79.0	93.7	67.6	3 758
1997	91.7	97.4	86.2	73.7	81.6	67.4	3 840
1998	92.3	97.6	87.1	79.5	90.3	71.1	3 979
1999	95.8	95.0	96.6	86.1	90.1	82.9	4 177
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	4 364
2001	104.3	106.5	97.2	105.2	111.0	90.2	4 594
2002	106.3	107.6	102.0	111.9	120.0	91.1	4 755
2003	107.6	108.3	104.8	118.8	128.9	93.0	4 851
2004	106.2	111.4	89.8	117.6	130.1	85.5	5 058
2005	105.9	113.1	83.2	121.3	133.0	91.2	5 150
4T 2005	110.8	117.8	89.3	144.6	155.1	117.8	5 325
1T 2006	97.0	106.3	67.5	97.1	109.4	65.6	4 686
2T 2006	119.1	125.7	97.8	127.3	142.7	87.8	5 572
3T 2006	100.5	106.7	80.9	130.2	143.7	95.5	5 587
août-06	59.4	65.1	40.5	93.8	106.7	60.9	5 718
sept-06	124.4	130.1	106.5	145.3	161.2	104.6	5 587
oct-06	128.1	134.6	107.9	155.2	171.7	113.0	...
						Taux de variation annuels en %	
1996	-7.2	-5.1	-9.6	9.8	9.0	10.7	0.0
1997	2.3	-1.8	7.3	-6.8	-12.9	-0.2	2.2
1998	0.6	0.2	1.1	8.0	10.6	5.5	3.6
1999	3.8	-2.7	10.9	8.2	-0.2	16.6	5.0
2000	4.4	5.2	3.6	16.2	10.9	20.6	4.5
2001	4.3	6.5	-2.8	5.2	11.0	-9.8	5.3
2002	2.0	1.1	4.9	6.4	8.1	0.9	3.5
2003	1.2	0.6	2.7	6.2	7.5	2.1	2.0
2004	-1.3	2.9	-14.3	-1.1	0.9	-8.0	4.3
2005	-0.3	1.5	-7.4	3.1	2.2	6.7	1.8
4T 2005	4.1	4.2	5.6	10.7	9.7	14.2	2.2
1T 2006	1.7	1.9	1.0	-4.2	-5.5	1.9	3.4
2T 2006	1.1	1.4	-0.2	3.1	5.4	-5.7	4.5
3T 2006	1.1	0.6	3.2	12.6	14.3	6.5	3.3
août-06	2.8	1.5	5.5	35.8	41.0	16.7	4.5
sept-06	2.7	2.2	5.6	13.9	14.4	11.8	0.9
oct-06	4.8	4.8	3.7	16.1	18.4	7.7	...

Sources: STATEC, IGSS

L'activité dans la construction peut être suivie grâce à différentes sources statistiques. La production par jour ouvrable (1) est tirée des enquêtes d'activité mensuelles du STATEC. Les pondérations utilisées sont: bâtiment 75.8% et génie civil 24.2%. Les séries statistiques y relatives sont publiées sur l'Indicateur Rapide B2.

Le chiffre d'affaires nominal (2) est tiré des fichiers de déclaration de la TVA auprès de l'Administration de l'Enregistrement et couvre quasiment l'ensemble de la construction.

Enfin, les fichiers de la Sécurité sociale, qui sont habituellement utilisés pour suivre l'emploi et les salaires, contiennent aussi le nombre d'heures payées, qui constitue un indicateur de l'évolution de l'activité dans la construction.

Tableau 3c: Activité dans le commerce

	Indice du chiffre d'affaires (en valeur)				Indice du chiffre d'affaires (en volume)			
	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail
	1995=100							
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	103.1	105.4	103.3	100.0	102.3	104.0	102.7	98.9
1997	121.5	121.8	124.9	107.4	121.0	118.3	125.3	105.8
1998	126.5	129.0	128.9	114.0	126.6	127.1	130.4	110.6
1999	130.1	138.2	131.3	117.0	129.4	132.3	132.9	111.9
2000	150.8	157.3	155.6	124.2	145.7	138.8	154.4	116.4
2001	155.2	167.9	158.0	130.5	148.1	146.6	155.4	119.0
2002	159.7	184.3	158.7	138.8	151.6	159.8	156.2	123.6
2003	199.0	217.8	207.1	145.7	186.8	185.6	201.3	127.8
2004	212.4	234.6	221.4	151.9	188.4	187.5	202.5	130.8
2005	220.2	248.9	228.6	155.4	186.4	187.5	199.3	131.2
4T 2005	230.6	242.9	241.5	172.5	192.0	177.7	206.9	144.5
1T 2006	227.9	265.8	237.1	150.5	190.0	196.2	203.9	125.5
2T 2006	243.6	306.9	247.6	161.5	197.6	219.5	207.4	133.9
3T 2006	232.9	245.6	247.8	157.1	187.9	174.7	205.2	129.6
juil-06	251.6	276.1	265.9	167.0	202.5	195.3	219.7	137.9
août-06	206.4	220.6	217.4	145.8	165.7	154.9	179.2	120.2
sept-06	240.6	240.1	260.3	158.6	195.6	173.8	216.5	130.8
	Taux de variation annuels en %							
1996	3.1	5.4	3.3	0.0	2.3	4.0	2.7	-1.1
1997	17.8	15.5	20.9	7.3	18.3	13.8	22.0	7.0
1998	4.1	6.0	3.2	6.2	4.7	7.4	4.0	4.5
1999	2.9	7.1	1.8	2.7	2.2	4.1	1.9	1.2
2000	15.9	13.8	18.5	6.1	12.6	4.9	16.2	3.9
2001	2.9	6.8	1.5	5.1	1.6	5.6	0.6	2.3
2002	2.9	9.7	0.4	6.4	2.4	9.1	0.5	3.8
2003	24.6	18.2	30.6	4.9	23.3	16.1	28.8	3.4
2004	6.7	7.7	6.9	4.3	0.9	1.0	0.6	2.4
2005	3.7	6.1	3.3	2.3	-1.1	0.0	-1.6	0.3
4T 2005	4.8	7.8	4.8	0.8	0.7	0.8	1.1	-1.6
1T 2006	8.8	9.3	9.4	3.8	4.6	3.0	5.5	1.4
2T 2006	10.5	16.4	9.6	6.1	5.1	9.2	4.3	4.1
3T 2006	5.7	0.0	7.6	3.4	2.1	-3.3	3.5	1.5
juil-06	9.2	4.7	11.6	2.3	4.4	-0.5	6.2	0.2
août-06	2.2	-0.3	2.3	5.3	-2.0	-4.9	-2.2	3.4
sept-06	5.3	-4.7	8.3	2.9	3.5	-4.9	5.8	1.1

Source: Administration de l'Enregistrement, STATEC

L'activité dans le commerce est suivie grâce aux fichiers de TVA. Des indices "volume" sont calculés par le STATEC en déflatant les indices "valeurs" par des indicateurs de prix y correspondants.

Pondérations 2002: Commerce et réparation automobile 16.3%, commerce de gros 67.3%, commerce de détail 16.4%
--

Tableau 3d: Activité dans les services financiers

	Banques			Comptes de pertes et profits des banques			OPC
	Nombre de banques	Somme de bilans	Marge d'intérêt	Résultat brut	Résultat avant provisions	Nombre d'OPC	Actifs nets
	Unités	En Mio EUR			En Mio EUR	Unités	En Mio EUR
1995	221	446 884	3 075	4 692	2 531	1 308	246 626
1996	222	466 747	3 119	5 037	2 717	1 360	289 478
1997	218	503 701	3 249	5 703	3 275	1 408	357 750
1998	215	550 008	3 085	6 855	4 203	1 476	455 541
1999	210	567 408	3 274	6 472	3 510	1 569	597 500
2000	209	630 065	3 548	7 679	4 265	1 702	859 915
2001	197	685 944	4 350	8 021	4 320	1 858	892 275
2002	183	687 026	4 093	8 113	4 567	1 941	899 369
2003	175	660 734	4 081	7 608	4 184	1 919	886 332
2004	167	680 249	3 907	7 356	3 865	1 923	1 046 464
2005	159	746 623	3 913	8 297	4 582	2 021	1 315 834
2006	154	...	...	...	...	...	...
1T 2006	156	814 013	1 076	2 868	1 862	2 074	1 632 203
2T 2006	152	828 407	2 176	5 019	3 082	2 115	1 670 639
3T 2006	154	832 648	3 309	7 953	5 024	2 159	1 706 651
4T 2006	155	...	...	...	...	...	...
							Taux de variation annuels en %
1996		4.4	1.4	7.4	7.3	4.0	17.4
1997		7.9	4.2	13.2	20.5	3.5	23.6
1998		9.2	-5.0	20.2	28.3	4.9	27.3
1999		3.2	6.1	-5.6	-16.5	6.3	31.2
2000		11.0	8.4	18.6	21.5	8.5	43.9
2001		8.9	22.6	4.5	1.3	9.2	3.8
2002		0.2	-5.9	1.1	5.7	4.5	0.8
2003		-3.8	-0.3	-6.2	-8.4	-1.2	-1.4
2004		3.0	-4.3	-3.3	-7.6	0.2	18.1
2005		9.8	0.2	12.8	18.6	5.1	25.7
4T 2005		13.6	0.2	12.8	18.6	4.9	35.0
1T 2006		14.0	14.2	42.6	69.9	4.7	39.1
2T 2006		12.7	9.3	26.4	41.8	5.3	29.3
3T 2006		11.0	12.8	29.8	47.1	5.9	24.2

Source: Banque centrale du Luxembourg

Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie

	Appréciation du carnet des commandes		Estimation de la tendance de la production au cours des prochains mois		Durée d'activité assurée et capacité de production	
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Durée de production assurée	Degré d'utilisation de la capacité de production
1995	7.8	61.4	7.1	69.8	2.6	81.8
1996	-33.2	52.5	-6.7	73.5	2.6	79.3
1997	11.6	63.7	9.9	77.4	2.9	85.3
1998	-2.5	60.8	11.8	43.5	3.1	87.0
1999	-10.0	60.8	4.1	75.8	3.0	86.0
2000	9.2	58.6	7.8	78.3	3.0	88.3
2001	-22.1	56.9	-17.1	65.6	2.9	89.0
2002	-36.5	52.8	-8.9	67.4	3.0	89.0
2003	-35.4	61.6	-10.6	67.3	2.8	85.0
2004	-7.7	62.3	12.5	66.0	3.2	85.8
2005	-21.8	59.9	-0.1	69.8	3.2	82.3
2006	-14.7	73.0	0.4	76.1	3.7	85.5
1T 2006	-17.7	71.0	2.3	78.3	3.4	83.0
2T 2006	-19.3	69.3	-4.0	75.3	3.6	85.0
3T 2006	-11.3	80.7	3.3	78.0	3.9	87.0
4T 2006	-10.3	71.0	0.0	72.7	3.7	87.0
nov-06	-8.0	70.0	-8.0	72.0		
déc-06	-5.0	65.0	5.0	81.0		
janv-07	-13.0	71.0	17.0	75.0		

Source: STATEC

Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction

	Appréciation du carnet des commandes		Durée d'activité assurée
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	
			En % du total des réponses		Mois
1995	-53.5	42.3	3.9
1996	-61.9	36.3	3.7
1997	-41.3	52.8	4.1
1998	-12.5	71.5	4.4
1999	-4.2	73.2	4.7
2000	5.3	62.6	4.9
2001	-5.2	61.0	4.7
2002	-29.0	57.0	4.3
2003	-51.0	44.2	3.6
2004	-35.0	55.0	4.2
2005	-27.5	49.0	4.5
2006	-28.0	53.9	4.1
1T 2006	-26.3	52.0	4.3
2T 2006	-30.0	54.0	4.2
3T 2006	-21.0	54.3	4.1
4T 2006	-34.7	55.3	3.7
nov-06	-36.0	60.0	3.6
déc-06	-47.0	49.0	3.6
janv-07	-37.0	63.0	3.8

Source: STATEC

Les enquêtes de conjoncture sont des enquêtes mensuelles *qualitatives*, harmonisées au niveau communautaire. En principe, les entreprises sondées ne doivent répondre aux questions que par une des trois réponses suivantes: stabilité, augmentation ou diminution. Les réponses agrégées sont exprimées à l'aide des pourcentages respectifs de personnes ayant répondu par l'une de ces trois options.

Les enquêtes sont censées donner une représentation rapide de la situation conjoncturelle. Le périmètre de l'enquête est équivalent à celui des enquêtes d'activités *quantitatives* (tableaux 3a et 3b).

Tableau 5a: Marché du travail

	Demandes d'emploi non satisfaites (1)*	Emploi salarié intérieur (2)	Emploi indépendant intérieur (3)	Emploi intérieur (4)=(2+3)	Frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg (5)	Frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger (6)	Fonction- naires interna- tionaux (7)	Frontaliers nets (8)= (5-6-7)	Emploi national (9)=(4-8)	Population active (10)=(9+1)	Taux de chômage (11)=(1/10)
	1000 personnes										En % de la population
1995	4.8	197.5	18.0	215.5	55.5	0.7	7.8	47.0	168.5	173.3	2.7
1996	5.3	203.1	18.3	221.4	59.6	0.7	7.7	51.2	170.2	175.5	3.0
1997	5.7	210.0	18.6	228.6	64.4	0.7	7.8	56.0	172.7	178.4	3.2
1998	5.4	219.7	18.9	238.6	70.8	0.7	7.8	62.3	176.3	181.7	3.0
1999	5.2	231.5	19.1	250.6	78.4	0.7	7.7	70.0	180.6	185.9	2.8
2000	4.8	245.4	19.4	264.8	87.4	0.7	7.8	78.9	185.9	190.7	2.5
2001	4.5	260.1	19.6	279.7	97.3	0.7	7.6	89.0	190.7	195.3	2.3
2002	5.2	268.8	19.8	288.6	103.0	0.7	7.7	94.6	194.0	199.2	2.6
2003	7.0	274.2	19.9	294.1	106.9	0.7	7.9	98.2	195.9	202.9	3.5
2004	8.0	281.3	20.3	301.6	111.9	0.7	8.3	102.9	198.7	206.7	3.9
2005	8.9	290.4	20.8	311.2	118.3	0.7	8.3	109.3	201.9	210.9	4.2
2006	9.5	302.2	20.7	322.9	126.1	0.7	8.3	117.1	205.8	215.3	4.4
1T 2006	10.0	296.6	20.6	317.2	122.3	0.7	8.3	113.3	203.9	213.9	4.7
2T 2006	8.8	301.9	20.6	322.6	125.3	0.7	8.3	116.3	206.3	215.1	4.1
3T 2006	9.0	303.9	20.7	324.6	127.8	0.7	8.3	118.8	205.8	214.8	4.2
4T 2006	10.1	306.2	20.9	327.1	128.8	0.7	8.3	119.8	207.3	217.3	4.6
oct-06	9.8	306.9	20.8	327.7	128.9	0.7	8.3	119.9	207.8	217.6	4.5
nov-06	10.1	308.2	20.9	329.1	130.2	0.7	8.3	121.2	207.9	218.0	4.6
déc-06	10.3	303.5	20.9	324.4	127.4	0.7	8.3	118.4	206.1	216.4	4.8
	Taux de variation annuels en %										
1995	10.5	2.7	11.8	3.4	8.3	0.0	3.5	9.3	1.9	2.2	
1996	10.7	2.8	1.7	2.7	7.4	0.0	-1.3	8.9	1.0	1.3	
1997	9.1	3.4	1.8	3.3	8.1	0.0	0.8	9.4	1.4	1.7	
1998	-5.6	4.6	1.3	4.4	9.9	0.0	0.0	11.4	2.1	1.8	
1999	-3.3	5.3	1.3	5.0	10.7	0.0	-0.7	12.2	2.5	2.3	
2000	-8.7	6.0	1.3	5.7	11.5	0.0	1.1	12.7	2.9	2.6	
2001	-4.9	6.0	1.2	5.6	11.4	0.0	-2.1	12.9	2.6	2.4	
2002	14.5	3.3	1.2	3.2	5.8	0.0	0.6	6.3	1.7	2.0	
2003	34.4	2.0	0.3	1.9	3.8	0.0	3.3	3.9	0.9	1.8	
2004	14.0	2.6	1.9	2.5	4.7	0.0	4.7	4.7	1.5	1.9	
2005	12.1	3.2	2.6	3.2	5.8	0.0	0.0	6.3	1.6	2.0	
2006	6.0	4.0	-0.6	3.7	6.5	0.0	0.0	7.1	1.9	2.1	
1T 2006	12.3	3.8	-0.4	3.5	6.1	0.0	0.0	6.7	1.9	2.3	
2T 2006	3.5	4.2	-0.9	3.8	6.6	0.0	0.0	7.1	2.0	2.1	
3T 2006	3.0	4.2	-0.8	3.8	6.8	0.0	0.0	7.3	2.0	2.0	
4T 2006	5.2	4.0	-0.2	3.7	6.7	0.0	0.0	7.2	1.8	2.0	
oct-06	4.4	4.1	-0.5	3.8	6.7	0.0	0.0	7.2	1.9	2.0	
nov-06	5.4	4.0	-0.2	3.7	6.7	0.0	0.0	7.2	1.8	1.9	
déc-06	5.9	4.0	0.1	3.7	6.7	0.0	0.0	7.2	1.8	2.0	

Les chiffres *en italique* sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

* La série publiée est corrigée des ruptures de série en 1997 et en 2000, c.-à-d. que la nouvelle série a été recalculée sur base de l'évolution des anciennes séries.

Ruptures: Jusqu'à la fin de 1997, une partie des personnes "en mesures" ont été incluses dans les DENS, ce qui a conduit à une surévaluation du chômage. Depuis le début de 1998, l'Administration de l'Emploi (ADEM) publie séparément les chiffres concernant le chômage (série révisée) et ceux se rapportant aux personnes en mesures. Pour 1997, un calcul rétroactif a été effectué, où les personnes, "en mesures" en 1997, ont été éliminées de la série de DENS. La différence entre les deux séries est de 496 personnes en 1997, soit 0.3% de la population active.

Sources: ADEM (Administration de l'Emploi), IGSS, STATEC

Le tableau 5a reprend l'ensemble des variables du marché du travail luxembourgeois qui sont pertinentes pour le calcul du taux de chômage. Celui-ci étant un concept "résident" (ou national, même si la nationalité ne joue pas), les frontaliers sont éliminés de l'emploi salarié. En tenant compte des fonctionnaires internationaux travaillant (et résident) au Luxembourg et des quelques frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger, on passe de l'emploi intérieur (colonne 4) à l'emploi national (colonne 9) et puis à la population active et au chômage. A noter que toutes les séries ont une fréquence mensuelle, mise à part celles des frontaliers luxembourgeois sortants et des fonctionnaires internationaux. Par ailleurs, l'emploi salarié est disponible avec un retard de 3 mois sur les statistiques du chômage.

Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail

	Travail intérimaire				Autres indicateurs			
	Nombre d'heures prestées	Travailleurs intérimaires (fin de mois)	Taux de chômage désaisonnalisé au sens stricte*	Taux de chômage désaisonnalisé au sens large*	Chômage complet indemnisé	Offres d'emplois non satisfaites	Bénéficiaires de mesures pour l'emploi	Total des demandeurs d'emplois résidents inscrits à l'ADEM
	1000 heures	Nombre de personnes		En % de la population active				Nombre de personnes
1995	341.7	2 483	2.8	...	...	...	...	...
1996	362.6	2 736	3.0	...	...	...	...	...
1997	439.7	3 248	3.2	4.0	3 191	931	1 317	7 055
1998	525.2	3 902	3.0	4.0	2 450	1 443	1 718	7 137
1999	534.1	3 932	2.8	3.8	2 222	1 530	1 751	6 991
2000	617.9	4 473	2.5	3.6	2 025	1 364	2 109	6 891
2001	660.0	4 758	2.3	3.7	2 080	1 381	2 606	7 155
2002	650.1	4 720	2.6	4.2	2 775	940	3 257	8 466
2003	692.7	5 055	3.5	5.2	3 880	842	3 495	10 497
2004	754.3	5 489	3.9	5.7	4 486	1 014	3 740	11 723
2005	872.1	6 145	4.2	6.1	4 932	1 210	3 941	12 889
2006	...	...	4.4	6.3	4 856	1 717	3 978	13 466
1T 2006	853.5	6 311	4.5	6.3	5 326	1 426	3 919	13 965
2T 2006	1084.3	7 418	4.3	6.2	5 326	1 532	3 999	12 824
3T 2006	1043.4	7 377	4.4	6.3	5 326	1 753	4 097	13 106
4T 2006	...	...	4.5	6.4	5 326	1 810	4 186	14 254
oct-06	...	...	4.5	6.4	4 633	1 815	3 880	13 715
nov-06	...	...	4.5	6.4	4 891	1 910	3 901	13 960
déc-06	...	...	4.6	6.4	5 113	1 654	3 745	14 055
								Taux de variation annuels en %
1996	6.1	10.2			...	...	...	...
1997	21.3	18.7			...	...	...	...
1998	19.4	20.1			-23.2	55.0	30.4	1.2
1999	1.7	0.8			-9.3	6.0	1.9	-2.1
2000	15.7	13.8			-8.9	-10.8	20.4	-1.4
2001	6.8	6.4			2.7	1.2	23.6	3.8
2002	-1.5	-0.8			33.4	-31.9	25.0	18.3
2003	6.6	7.1			39.8	-10.4	7.3	24.0
2004	8.9	8.6			15.6	20.5	7.0	11.7
2005	15.6	12.0			9.9	19.4	5.4	9.9
1T 2006	8.0	7.9			4.2	35.6	-2.5	7.7
2T 2006	16.9	15.5			9.9	13.8	-1.0	2.1
3T 2006	15.1	13.5			12.2	44.7	7.8	4.5
4T 2006	...	...			6.1	46.8	7.2	5.8
oct-06	...	...			-3.8	62.3	-0.2	3.1
nov-06	...	...			-2.7	39.1	-2.1	3.2
déc-06	...	...			-2.0	37.1	-2.6	3.5

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), STATEC

* La série publiée est corrigée des ruptures de série en 1997 et en 2000, c-à-d. que la nouvelle série a été recalculée sur base de l'évolution des anciennes séries (cf. explications sous tableau 5a: Marché du travail).

Le taux de chômage désaisonnalisé est calculé par le STATEC et les chiffres sont censés donner une indication sur l'évolution "fondamentale" du chômage, en faisant abstraction du phénomène saisonnier. Le chômage complet indemnisé reprend les personnes touchant une indemnité de chômage. Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux places déclarées vacantes auprès de l'Administration de l'emploi à la fin du mois de référence. Les mises au travail et mesures de formation reprennent l'ensemble des personnes qui sont dans une des mesures chapeautées par l'Administration de l'Emploi. Touchant des indemnités pécuniaires, ces personnes ne peuvent être considérées comme chômeurs (demandeurs d'emplois non satisfaits). Le total des demandeurs d'emplois additionne les personnes "en mesure" ainsi que les chômeurs.

Tableau 5c-1: Taux de chômage harmonisé, total et jeunes, comparaison internationale

	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Zone Euro	UE25
	En % de la population					
	Total					
1995	9.7	11.2	8.0	...	10.5	...
1996	9.6	11.6	8.6	...	10.7	...
1997	9.2	11.5	9.2	2.7	10.6	...
1998	9.3	11.1	8.8	2.7	10.0	9.4
1999	8.5	10.5	7.9	2.4	9.2	9.1
2000	6.9	9.1	7.2	2.3	8.2	8.6
2001	6.6	8.4	7.4	2.1	7.9	8.4
2002	7.5	8.9	8.2	2.8	8.3	8.8
2003	8.2	9.5	9.1	3.7	8.7	9.0
2004	8.4	9.6	9.5	5.1	8.9	9.1
2005	8.4	9.8	9.5	4.5	8.6	8.8
2006	8.2	9.0	8.4	4.8	7.8	7.9
1T 2006	8.5	9.5	8.8	4.9	8.2	8.2
2T 2006	8.5	9.2	8.3	4.7	7.8	8.0
3T 2006	8.1	8.9	8.4	4.7	7.7	7.8
4T 2006	7.9	8.6	8.0	4.8	7.6	7.6
oct-06	8.0	8.7	8.1	4.8	7.6	7.7
nov-06	7.9	8.6	8.0	4.8	7.6	7.6
déc-06	7.8	8.5	7.9	4.8	7.5	7.6
	Jeunes (moins de 25 ans)					
1995	22.9	27.1	14.9	7.2	22.8	...
1996	22.1	28.4	15.6	8.2	23.2	...
1997	22.0	28.5	16.2	7.9	22.7	...
1998	22.2	25.7	15.0	6.9	20.9	19.3
1999	21.2	23.4	12.7	7.0	18.6	18.5
2000	16.7	20.1	10.7	7.2	16.3	17.4
2001	17.0	19.4	12.7	7.3	16.1	17.7
2002	17.8	20.0	14.2	8.2	16.8	18.3
2003	21.7	21.0	14.7	11.2	17.6	18.8
2004	21.2	21.9	15.1	16.5	18.0	18.9
2005	21.5	23.0	15.0	13.9	17.8	18.6
2006						
1T 2006	21.0	23.0	14.7	14.5	17.3	17.9
2T 2006	21.0	22.6	13.6	13.7	16.4	17.2
3T 2006	20.1	22.1	15.0	14.1	16.4	17.1
4T 2006	19.5	21.5	13.8	14.6	16.1	16.5
oct-06	19.9	21.8	14.1	14.4	16.3	16.8
nov-06	19.5	21.5	14.0	14.5	16.0	16.5
déc-06	19.1	21.3	13.2	14.9	15.9	16.3

Sources: STATEC, EUROSTAT

Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat est calculé sur base des résultats des enquêtes sur les forces de travail EFT (enquête trimestrielle pour le cas du Luxembourg) et des données mensuelles administratives sur le chômage enregistré (demandes d'emploi inscrites à l'ADEM pour le cas du Luxembourg). Ainsi, ce taux de chômage tient, à côté des personnes inscrites à l'Administration de l'emploi, également compte des personnes non-inscrites à la recherche d'un emploi. Comme les données EFT sont utilisées, ces taux de chômage sont basés sur les définitions recommandées par l'Organisation internationale du travail (OIT). Suivant la définition d'Eurostat, les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans, sans travail, disponibles pour commencer à travailler dans les deux semaines et qui ont activement recherché un emploi pendant les quatre semaines précédentes.

Tableau 5c-2: Taux de chômage harmonisé, par sexe, comparaison internationale

	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Zone Euro	UE25
	En % de la population					
	Femmes					
1995	12.7	13.2	10.9	4.3	13.4	...
1996	12.5	13.4	11.0	4.2	13.4	...
1997	11.9	13.3	11.6	3.9	13.3	...
1998	11.6	12.9	11.1	4.0	12.8	11.4
1999	10.2	12.2	9.9	3.3	11.7	10.8
2000	8.5	10.9	8.7	3.1	10.5	10.2
2001	7.5	10.0	8.9	2.5	9.9	9.8
2002	8.7	10.0	9.4	3.7	10.1	10.0
2003	8.9	10.5	10.1	4.7	10.5	10.2
2004	9.5	10.5	10.5	7.1	10.5	10.3
2005	9.5	10.8	10.3	5.8	10.1	9.9
2006	9.2	10.1	9.2	6.4	9.3	9.0
1T 2006	9.5	10.5	9.6	6.8	9.7	9.3
2T 2006	9.4	10.2	8.8	6.5	9.2	8.9
3T 2006	9.1	9.9	9.3	6.3	9.1	8.8
4T 2006	8.9	9.6	9.0	6.2	9.1	8.7
oct-06	9.0	9.7	9.3	6.2	9.2	9.2
nov-06	8.9	9.6	9.1	6.2	9.1	9.1
déc-06	8.8	9.5	8.7	6.2	9.0	9.0
	Hommes					
1995	7.6	9.4	5.8	2.0	8.4	...
1996	7.4	10.0	6.7	2.2	8.7	...
1997	7.3	10.1	7.3	2.0	8.6	...
1998	7.6	9.5	7.0	1.9	8.0	8.0
1999	7.2	9.0	6.4	1.8	7.3	7.7
2000	5.6	7.6	6.0	1.8	6.5	7.4
2001	5.9	7.0	6.3	1.7	6.3	7.3
2002	6.7	7.9	7.2	2.1	6.9	7.8
2003	7.7	8.6	8.2	3.0	7.4	8.1
2004	7.5	8.7	8.7	3.7	7.6	8.2
2005	7.6	8.8	8.8	3.5	7.4	7.9
2006	7.5	8.2	7.7	3.6	6.7	7.1
1T 2006	7.8	8.5	8.1	3.5	7.0	7.4
2T 2006	7.7	8.3	7.9	3.4	6.8	7.2
3T 2006	7.2	8.1	7.7	3.6	6.6	7.0
4T 2006	7.1	7.8	7.2	3.7	6.4	6.7
oct-06	7.2	7.9	7.1	3.7	6.4	6.8
nov-06	7.1	7.8	7.1	3.7	6.4	6.7
déc-06	7.0	7.7	7.3	3.8	6.3	6.6

Sources: STATEC, EUROSTAT

Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur

	Exportations en valeur				Importations en valeur				Solde commercial			
	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE
	Mio EUR											
1995	5 720	4 929	4 379	792	7 488	6 661	6 456	827	-1 768	-1 732	-2 078	-36
1996	5 533	4 816	4 275	716	7 573	6 829	6 629	744	-2 040	-2 013	-2 354	-28
1997	6 260	5 390	4 713	870	8 543	7 489	7 274	1 054	-2 283	-2 100	-2 561	-184
1998	7 222	6 201	5 377	1 021	9 736	8 649	8 297	1 087	-2 513	-2 448	-2 919	-65
1999	7 290	6 417	5 541	873	10 286	8 633	8 234	1 653	-2 996	-2 216	-2 692	-780
2000	8 498	7 368	6 405	1 130	11 633	10 150	9 587	1 483	-3 135	-2 782	-3 182	-353
2001	9 165	7 988	6 773	1 177	12 584	11 164	10 391	1 420	-3 419	-3 176	-3 619	-243
2002	9 005	7 870	6 801	1 136	12 276	11 223	10 491	1 053	-3 271	-3 354	-3 690	83
2003	8 834	7 691	6 715	1 143	12 109	11 219	10 682	890	-3 275	-3 528	-3 967	253
2004	9 747	8 554	7 560	1 193	13 637	12 402	11 911	1 235	-3 890	-3 848	-4 352	-42
2005	10 288	8 757	7 628	1 532	14 166	12 793	12 259	1 373	-3 877	-4 036	-4 631	159
4T 2005	2 722	2 309	2 012	413	3 956	3 443	3 314	513	-1 233	-1 134	-1 302	-99
1T 2006	2 815	2 371	2 050	444	3 805	3 456	3 326	349	-990	-1 085	-1 276	95
2T 2006	2 850	2 400	2 057	450	4 063	3 542	3 391	521	-1 214	-1 142	-1 334	-71
3T 2006	2 677	2 290	1 989	387	3 710	3 346	3 220	364	-1 033	-1 056	-1 231	23
juil-06	896	771	671	125	1 220	1 117	1 080	104	-324	-346	-409	22
août-06	813	692	595	121	1 167	1 054	1 017	113	-354	-362	-422	8
sept-06	967	827	723	140	1 322	1 175	1 123	147	-355	-348	-400	-7
	Taux de variation annuels en %											
1996	-3.3	-2.3	-2.4	-9.6	1.1	2.5	2.7	-10.1				
1997	13.1	11.9	10.2	21.5	12.8	9.7	9.7	41.7				
1998	15.4	15.1	14.1	17.4	14.0	15.5	14.1	3.1				
1999	0.9	3.5	3.1	-14.5	5.7	-0.2	-0.8	52.1				
2000	16.6	14.8	15.6	29.5	13.1	17.6	16.4	-10.3				
2001	7.9	8.4	5.7	4.2	8.2	10.0	8.4	-4.3				
2002	-1.7	-1.5	0.4	-3.5	-2.4	0.5	1.0	-25.8				
2003	-1.9	-2.3	-1.3	0.7	-1.4	0.0	1.8	-15.5				
2004	10.3	11.2	12.6	4.4	12.6	10.5	11.5	38.8				
2005	5.6	2.4	0.9	28.4	3.9	3.1	2.9	11.2				
4T 2005	5.5	2.0	1.0	29.7	9.5	2.7	2.9	98.0				
1T 2006	12.1	9.4	8.4	28.5	10.9	11.3	11.6	6.9				
2T 2006	9.8	9.2	7.9	13.2	17.3	10.5	11.2	101.0				
3T 2006	8.8	9.9	9.4	2.9	12.0	10.1	10.5	32.4				
juil-06	5.9	8.2	7.8	-6.6	9.9	9.7	11.0	11.8				
août-06	10.6	13.4	13.6	-3.3	18.5	17.1	17.8	34.2				
sept-06	10.2	8.7	7.6	20.7	8.6	4.9	4.1	50.3				

Source: STATEC

Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes

	Marchandises			Services				Revenus				
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	dont: solde services financiers et d'assurance	Crédit	Débit	Solde	dont: solde revenus des rémunérations	dont: solde revenus des investissements
	Mio EUR											
1995	6 264	7 502	-1 238	7 830	5 491	2 340	1 616	35 652	34 497	1 156	-1 086	2 242
2000	9 387	11 956	-2 569	21 712	14 324	7 388	5 992	54 754	56 165	-1 411	-2 329	918
2001	10 087	12 850	-2 763	22 067	14 881	7 186	5 891	58 404	60 241	-1 838	-2 863	1 026
2002	10 129	12 266	-2 137	21 533	12 985	8 548	6 539	52 135	55 433	-3 298	-3 328	31
2003	9 739	12 367	-2 628	22 468	13 570	8 898	6 588	45 096	48 956	-3 860	-3 523	-338
2004	10 926	13 776	-2 850	27 003	16 818	10 185	7 634	49 620	52 971	-3 351	-3 842	491
2005	11 548	14 979	-3 431	32 708	20 024	12 684	9 924	58 474	63 531	-5 058	-4 288	-770
4T 2005	2 985	4 423	-1 438	9 289	5 584	3 705	2 887	16 427	17 238	-811	-1 239	428
1T 2006	3 496	4 176	-680	9 902	5 745	4 157	3 327	16 846	18 581	-1 735	-1 110	-625
2T 2006	3 345	4 105	-759	9 784	5 995	3 789	3 236	23 883	26 543	-2 660	-1 194	-1 466
3T 2006	3 109	3 808	-699	9 923	6 211	3 712	3 319	17 932	19 523	-1 591	-1 135	-456
	Taux de variation annuels en %											
2000	16.7	14.1		37.0	32.9			21.8	23.7			
2001	7.5	7.5		1.6	3.9			6.7	7.3			
2002	0.4	-4.5		-2.4	-12.7			-10.7	-8.0			
2003	-3.9	0.8		4.3	4.5			-13.5	-11.7			
2004	12.2	11.4		20.2	23.9			10.0	8.2			
2005	5.7	8.7		21.1	19.1			17.8	19.9			
4T 2005	2.3	19.5		32.8	26.7			35.1	32.2			
1T 2006	24.7	22.3		32.0	29.4			32.9	33.1			
2T 2006	15.2	8.9		28.6	28.0			49.3	49.3			
3T 2006	8.8	12.9		19.4	16.8			34.1	34.2			
	<u>Transferts courants</u>			<u>Balance des transactions courantes</u>								
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde						
	Mio EUR											
1995	1 309	1 731	-422	51 055	49 220	1 835						
2000	2 974	3 474	-500	88 827	85 918	2 909						
2001	2 881	3 490	-609	93 439	91 463	1 976						
2002	3 815	4 124	-309	87 612	84 807	2 805						
2003	3 337	3 833	-497	80 639	78 727	1 912						
2004	3 332	4 136	-804	90 881	87 701	3 180						
2005	4 139	4 876	-736	106 869	103 410	3 459						
4T 2005	1 147	1 203	-56	29 848	28 448	1 401						
1T 2006	993	1 423	-430	31 237	29 925	1 312						
2T 2006	1 138	1 226	-88	38 150	37 868	282						
3T 2006	960	1 432	-472	31 924	30 974	950						
	Taux de variation annuels en %											
2000	38.8	30.0		25.1	23.9							
2001	-3.1	0.5		5.2	6.5							
2002	32.4	18.2		-6.2	-7.3							
2003	-12.5	-7.0		-8.0	-7.2							
2004	-0.1	7.9		12.7	11.4							
2005	24.2	17.9		17.6	17.9							
4T 2005	15.3	22.0		29.4	28.6							
1T 2006	3.4	16.0		30.5	29.9							
2T 2006	9.1	8.1		38.5	38.4							
3T 2006	-2.9	9.2		25.0	26.2							

Source: STATEC, BCL

La balance courante reprend les transactions effectuées avec l'étranger et portant sur les biens, services, revenus ou résultant de transferts courants. Elle est établie conjointement par le STATEC et la BCL sur base de diverses sources statistiques, suivant une méthodologie internationale.

L'écart entre le solde des échanges de biens, respectivement dans la statistique du commerce extérieur (tableau 6a) et dans la balance courante (ci-dessus), s'explique surtout par la prise en considération dans la balance des paiements de la vente de produits pétroliers aux transporteurs professionnels non-résidents. La différence au niveau des montants des exportations et des importations est due à des divergences méthodologiques (e.a. concept de changement de propriété "balance des paiements" versus mouvement physique "commerce extérieur").

Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières

Période	Solde	Investissements directs		Investissements de portefeuille		Produits fin. dérivés	Autres investissements		Avoirs de réserve
		A l'étranger	Au Luxembourg	Avoirs	Engagements		Avoirs	Engagements	
									Mio EUR
2002	-2 931	-133 703	122 377	7 026	70 433	-1 463	-46 473	-21 090	-38
2003	-2 193	-88 295	79 652	-69 724	87 009	4 572	-28 843	13 530	-94
2004	-2 206	-65 655	62 121	-69 713	111 210	-2 862	-93 380	56 078	-5
2005	-4 070	-96 192	89 941	-214 684	254 708	-2 809	-172 800	137 728	39
4T 2005	-525	-50 222	45 096	-54 082	69 699	-3 978	-58 738	51 669	30
1T 2006	-847	-7 602	8 898	-91 846	97 959	-170	-82 170	74 054	30
2T 2006	-1 013	-10 730	2 959	-13 577	41 935	-595	-63 942	42 951	-14
3T 2006	-1 034	-25 614	48 410	-10 511	6 394	5 067	-74 248	49 463	6

Source: BCL, STATEC

Le compte des opérations financières englobe les contreparties financières des transactions de l'économie réelle, ainsi que les opérations sur actifs financiers. Un montant positif indique une entrée, un montant négatif une sortie. Pour les avoirs de réserve, un montant négatif indique une augmentation, un montant positif une diminution.

F. Index des tableaux et graphiques

Tableaux

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes.....	7
Tableau 2: Indicateurs conjoncturels.....	10
Tableau 3: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise.....	11
Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches.....	13
Tableau 5: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs.....	13
Tableau 6: Contributions à la croissance du PIB – optique dépenses.....	15
Tableau 7: Contributions à la croissance de la VAB – optique production.....	15
Tableau 8: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise.....	17
Tableau 9: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable.....	19
Tableau 10: Évolution récente dans le commerce; chiffre d'affaires en volume.....	22
Tableau 11: Évolution récente dans l'Horeca: chiffre d'affaires en valeur.....	24
Tableau 12: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur.....	25
Tableau 13: Transports et communications: emploi salarié.....	25
Tableau 14: Transports: variables annexes.....	26
Tableau 15: Services marchands divers: tableau de synthèse.....	27
Tableau 16: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques.....	29
Tableau 17: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques.....	31
Tableau 18: Inflation selon les douze divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPCN).....	33
Tableau 19: Inflation en Europe.....	33
Tableau 20: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (décembre 2005).....	34
Tableau 21: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg.....	34
Tableau 22: Emploi salarié et décomposition du coût salarial.....	39
Tableau 23: Coût salarial moyen par branche d'activité (comptes nationaux trimestriels).....	39
Tableau 24: Balance courante (soldes, données trimestrielles).....	40
Tableau 25: Emploi total par branche d'activité.....	44
Tableau 26: Travail intérimaire.....	44
Tableau 27: Taux des postes vacants en %.....	45
Tableau 28: Chômage et demandes d'emploi non satisfaites.....	46
Tableau 29: Chômage partiel.....	47
Tableau 30: Principaux résultats.....	49
Tableau 31: Liste des principales hypothèses.....	52
Tableau 32: Hypothèses exogènes.....	53
Tableau 33: BRIC, croissance du PIB.....	54
Tableau 34: Autres Hypothèses exogènes.....	56
Tableau 35: PIB optique dépenses 2006, comptes trimestriels et prévisions.....	58
Tableau 36: Évolution chronologique des prévisions de croissance du PIB en vol.....	58
Tableau 37: Résultats détaillés.....	62
Tableau 38: Marché du travail.....	64
Tableau 39: Compte simplifié des recettes et dépenses de l'Etat.....	67

Graphiques

Graphique 1: PIB.....	9
Graphique 2: Formation brute de capital.....	9
Graphique 3: Consommation finale des ménages.....	9
Graphique 4: Consommation publique.....	9
Graphique 5: Exportations de biens et services.....	9
Graphique 6: Importations de biens et services.....	9
Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro.....	10
Graphique 8: PIB et emploi.....	14
Graphique 9: PIB trimestriel, séries désaisonnalisées.....	15
Graphique 10: Activité récente dans l'industrie.....	16
Graphique 11: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie.....	17
Graphique 12: Évolution du montant des investissements (réalisés et prévus) dans l'industrie.....	17
Graphique 13: Prix des produits industriels.....	18
Graphique 14: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction.....	19
Graphique 15: Autorisations de bâtir à la fin du 3 ^{ième} trimestre.....	20
Graphique 16: Loyers d'habitation réels ¹	20
Graphique 17: Prix à la construction.....	21
Graphique 18: Nouvelles immatriculations de voitures*.....	22
Graphique 19: Moral des consommateurs – Comparaison avec la zone euro.....	23
Graphique 20: Indicateurs financiers pour l'Europe.....	28
Graphique 21: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du troisième trimestre.....	29
Graphique 22: Emploi dans les banques.....	30
Graphique 23: Organismes de placement collectif.....	30
Graphique 24: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000.....	31
Graphique 25: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US.....	32
Graphique 26: Inflation et prix pétroliers.....	32
Graphique 27: Inflation en Europe.....	33
Graphique 28: Évolution du coût salarial nominal moyen (par trimestre et par salarié) au Luxembourg.....	38
Graphique 29: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne.....	39
Graphique 30: Évolution des échanges internationaux de services.....	41
Graphique 31: Évolution des échanges de biens.....	42
Graphique 32: Soldes partiels de la balance courante du Luxembourg 2000-2006.....	42
Graphique 33: Emploi et chômage.....	43
Graphique 34: Taux de chômage harmonisés en Europe.....	43
Graphique 35: Évolution du chômage au Luxembourg.....	47
Graphique 36: Demande adressée à l'économie luxembourgeoise.....	54
Graphique 37: Comparaison du scénario international printemps/automne 2006.....	55
Graphique 38: Prix pétroliers en eur.....	56
Graphique 39: Chômage au Luxembourg et dans la Grande Région.....	56
Graphique 40: Principaux résultats pour le secteur financier.....	57
Graphique 41: PIB et PIB potentiel.....	59
Graphiques 42-45: Commerce extérieur et indicateurs de demande mondiale.....	61
Graphique 43: Population totale et flux migratoires.....	64
Graphique 44: Population, migration et mouvement naturel.....	64

Graphique 45: Productivité apparente du travail, secteur privé hors banques et assurances	66
Graphique 46: Productivité apparente du travail, économie entière	66
Graphique 47: Coût salarial unitaire	66
Graphique 48: Part salariale.....	66
Graphique 49: Part des investissements publics dans le total des dépenses et dans le PIB.....	67
Graphiques 50-53: Évolution des comptes publics, STATEC et PSC (Programme de stabilité et de croissance)	68

G. Annexe: Abréviations et Notations

ADEM	Administration de l'emploi (Luxembourg)
AEA	Association of European Airlines
BCE	Banque Centrale Européenne
BCL	Banque Centrale du Luxembourg
BIT	Bureau International du Travail
BNB	Banque Nationale de Belgique
CAA	Commissariat aux Assurances
CAF	Coût, Assurance, Fret
CE	Commission Européenne
CEA	Comptes économiques de l'agriculture
CEPI	Conseil européen des professions immobilières
CEPS/Instead	Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques
CES	Conseil Economique et Social
CFL	Chemins de Fer Luxembourg
CIE	Centre informatique de l'Etat
CISS	Centre Informatique de la Sécurité Sociale
COICOP	Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle – Nations Unies; OCDE
CSM	Coût Salarial Moyen
CSSF	Commission de Surveillance du Secteur Financier
CVS	Corrigé des Variations Saisonnières
DIRD	Dépense Intérieure brute de Recherche et Développement expérimental
ECHP	European Community Household Panel
EFT	Enquêtes sur les Forces du Travail
ESS	Enquête sur la structure des salaires
EURES	European Employment Services
Eurostat	Office statistique des Communautés européennes (OSCE)
FBCF	Formation brute de capital fixe
FCP	Fonds Commun de Placement
Fed	Réserve Fédérale, Banque Centrale des Etats-Unis
FMI	Fonds monétaire international
GPL	Groupement Pétrolier Luxembourgeois
HORECA	Hôtels, Restaurants, Cafés et Cantines
IATA	International Air Transport Association
IDH	Indice de Développement Humain
IGF	Inspection Générale des Finances
IGSS	Inspection Générale de la Sécurité Sociale
IISI	Institut International du fer et de l'acier
ILR	Institut Luxembourgeois de Régulation
ILRES	Institut Luxembourgeois de Recherches Sociales et d'Etudes de Marché
IMD	International Institute for Management and Development
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques en France
IPCH	Indice des Prix à la Consommation Harmonisés
IPCN	Indice des Prix à la Consommation National
IPCUM	Indice des Prix à la Consommation Harmonisé dans l'Union Monétaire
NACE	Nomenclature générale des activités économiques dans les communautés européennes
NDC	Note De Conjoncture
NEM	Nouveaux États Membres
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OPC	Organismes de Placement Collectif
PeT	Postes et Télécommunications
PAC	Politique agricole commune
PAN	Plan d'action national pour l'emploi
PDR	Plan de Développement Rural
PIB	Produit Intérieur Brut (selon le SEC95)
PME	Petites et Moyennes Entreprises

PPP	Private public partnerships
PSC	Programme de Stabilité et de Croissance
PSF	Professionnels du secteur financier
PSELL	Panel socio-économique "Liewen zu Lëtzebuerg"
R&D	Recherche et Développement
RESTENA	Réseau téléinformatique de l'éducation nationale et de la recherche
RGPP	Répertoire Général des Personnes Physiques
RNB	Revenu National Brut
SEC95	Système européen harmonisé de comptes nationaux
SER	Service d'Economie Rurale
SES	Société Européenne des Satellites
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SIFIM	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
SILC	Survey on Income and Living Conditions
SMS	Short Message Service
SPA	Standard de Pouvoir d'Achat
SSM	Salaire Social Minimum
STATEC	Service central de la statistique et des études économiques (Luxembourg)
TGV	Turbine Gaz-Vapeur
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée
UE15	Union Européenne des quinze
VAB	Valeur Ajoutée Brute
VAN	Valeur Ajoutée Nette
WEF	World Economic Forum

BON DE COMMANDE

Veillez enregistrer ma commande pour:

la Note de conjoncture n°/2006

le Rapport annuel 2006 (Note de conjoncture n° 1-2007)

un abonnement annuel 2007 (deux notes de conjoncture et un Rapport annuel)

Nom, prénom:

Société:

Adresse complète:

.....

.....

Signature:

Date:

A retourner au: **STATEC**

Tél: 478-4377

Fax: 46 42 89

Boîte postale 304

L-2013 Luxembourg

E-mail: info@statec.etat.lu

Prix de l'abonnement annuel: 16.00 euros

Prix du Rapport annuel (n° 1): 8.00 euros

Prix des Nos 2 et 3: 5.00 euros

Prix hors frais de port

Paiement après réception de la facture